هكذا من الأصل



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12865 - 4,50 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   – MARDI 10 JUIN 1986

Entre Téhéran Bagdad et Damas

C'est une partie serrée que M. Chirac a entrepris de jouer avec l'Iran dans l'espoir d'obtenir la libération des huit ou neuf otages français détenus au Liban. Le départ « volontaire » de France de M. Radjavi, intervenu samedi dernier, en fait partie puisqu'il donne satisfaction à Téhéran sur un point essentiel : voilà longtemps que le régime de l'imam Khomeiny reprochait vivement à Paris d'héberger l'un de ses plus virulents ennemis. Mis en demeure de cesser ses activités, qui de son propre aveu étaient contraires à la pratique du droit d'asile telle qu'on l'entend en France, M. Radjavi a préféré quitter son « repaire » d'Auvers-sur-Oise. Qu'il soit parti pour Bagdad et non pour Amman ou pour Vienne, comme on l'avait un moment imaginé, n'aura pas déplu à Téhéran ; ainsi est confortée la thèse iranienne selon laquelle M. Radjavi n'est qu'un traître à sa patrie puisqu'il choisit aujourd'hui de s'allier ouvertement à l'Irak, qui finançait déjà, selon toute vraisemblance, la plupart de ses activités.

Le départ de M. Radjavi ne suffira pas malgré tout à permettre une normalisation des relations franco-iraniennes. D'autres obstacles demeurent, et ils sont de taille, à commencer par le contentieux financier qui oppose Paris et Téhéran à propos de la contribution de 1 milliard de dollars versée en 1974 par le régime du chah à Eurodif. Mais, là encore, une solution est possible, même si elle prend du temps. Il ne s'agit que d'argent, si l'on peut dire.

Il en va tout autrement de la troisième revendication formulée par l'Iran et qui concerne les liens privilégiés existant entre Paris et Bagdad. C'est un sujet, a déjà dit M. Chirac, qui est « hors discussion », et c'est sans aucun doute ce que le premier ministre va répéter cette semaine à M. Tarek Aziz, le vice-premier ministre irakien en visite en France. Il serait cependant étonnant que les dirigeants iraniens se contentent de la fin de non-recevoir française, même si elle pourrait s'accompagner, comme on le dit, de discrètes livraisons d'armes à Téhéran.

Car la tactique choisie par M. Chirac comporte un risque : celui de s'installer, par la volonté de l'autre partie, dans un état permanent de négociation. Le danger, bien sûr, n'a pas échappé au premier ministre, qui déclarait dès le 22 mai dernier, devant l'Association de la presse diplomatique, que « le préalable à toute négociation est la respectabilité de l'Iran, qui ne peut être démontrée que par le fait que les autorités de ce pays fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour participer au règlement du problème des otages français ».

En dépit d'une construction grammaticale un peu lourde, la périphrase est claire. Reste à savoir si M. Chirac, pour éviter un enlisement dans des tractations interminables, a fixé un délai au-delà duquel Téhéran ne pourrait plus compter sur la bonne volonté française. L'Iran, ne l'oublions pas, n'a jamais ouvertement reconnu être maître du sort des otages, même si les groupes ayant revendiqué les enlèvements sont d'inspiration nettement khomeiniste.

Autre difficulté : Paris n'a pas à louvoyer qu'entre Téhéran et Bagdad mais doit aussi tenir grand compte de Damas, qui a les moyens, ne serait-ce que par sa présence militaire au Liban, de faire échouer un éventuel accord sur la libération des otages. Or, depuis plusieurs semaines, l'axe syro-iranien présente bien des fêlures, et une sourde rivalité oppose au Liban même les deux pays. Raison de plus pour se garder de tout optimisme prématuré.

(Lire nos informations page 2.)

MALGRÉ LES DÉCLARATIONS RASSURANTES SUR LA COHABITATION

L'élection présidentielle mobilise déjà adversaires et concurrents de M. Mitterrand

M. François Mitterrand et tous ses concurrents potentiels se sont exprimés, le samedi 7 juin. Ce tour de piste a eu ceci d'étrange qu'aucun d'entre eux — à l'exception de M. Léotard — n'a fait directement référence à la prochaine échéance présidentielle. Ils se contentent de tenir des propos allusifs, comme s'il était de mauvais goût de parler aux Français de la bataille de 1988... ou d'avant.

Y penser très fort, mais surtout ne pas trop en parler. Il serait mesquin et trivial de se préoccuper ouvertement de la prochaine élection présidentielle. Le président de la République en exercice, tous ses successeurs et concurrents possibles, ont effectué, ce week-end, un tour de piste. Mais nul, à l'exception de M. Léotard — la présidentielle, *« oui, nous en parlons, oui, nous y travaillons, oui, nous y pensons »*, — n'a prononcé publiquement le mot tabou.

M. Rocard, dont les clubs Convaincre s'activent justement à convaincre les citoyens qu'il est le meilleur, considère la France et le monde de si haut pour voir si loin que 1988 reste très en deçà de sa ligne d'horizon. Les chefs de file du courant dominant du Parti socialiste (MM. Jospin, Fabius, Joxe, Bérégovoy, Poperen) privilégient officiellement l'hypothèse d'une candidature Mitterrand, bien qu'ils n'aient sur ce point aucune certitude, afin de dégager le terrain d'action du président, d'éviter le choc de leurs propres ambitions et d'anesthésier M. Rocard.

La palme de la clarté dans le non-dit revient à M. Chirac, qui se donne neuf ans pour redresser la France. Neuf, c'est-à-dire deux à Matignon et sept à l'Elysée. M. Chirac sera président, cela va de soi, bien que M. Balladur juge *« prématurée »* la seule annonce d'une candidature. M. Barre reste extrêmement compétitif dans l'énigme sans mystère. Il n'est pas un instant question de sa candidature éventuelle dans le portrait-robot en forme d'autoportrait du chef d'Etat idéal qu'il a dessiné, samedi à Metz, en hommage à Robert Schuman.

A chacun sa référence. M. Mitterrand, au même moment, parlait de Léon Blum, qui, *« déjà sur l'autre versant de sa vie »*, avait eu *« assez de fidélité à lui-même et de ductilité de la pensée pour être au premier rang »*.

Le paysage politique serait immensément triste si manquait M. Valéry Giscard d'Estaing. Hélas ! l'ancien président prend un malin plaisir à distiller l'angoisse d'une absence : *« L'Auvergne et mes amis suffisent à remplir ma vie. »*

Pourtant, M. Giscard d'Estaing n'a certainement pas renoncé. M. Léotard, dont les barristes soupçonnent qu'il roule pour M. Chirac, mène ouvertement campagne. M. Rocard est prêt. M. Fabius aussi. M. Jospin pare à toute éventualité. M. Chirac et M. Mitterrand, sous les apparences d'une *« cohabitation convenable »* et parfaitement hypocrite, se tiennent sur le pied de guerre. Et tous se donnent l'élégance d'avoir le temps pour eux.

J.-Y. L.

(Lire nos informations pages 8 et 48.)

LES 40 MILLIARDS DE FRANCS D'ÉCONOMIES DE M. CHIRAC

Ne forçons pas notre talent...

par ALAIN VERNHOLES

Lorsqu'elle était dans l'opposition, la droite expliquait que la politique économique qu'elle proposait ne prendrait réellement forme, ne s'épanouirait, qu'en 1987. Le temps de se préparer, en quelque sorte.

En deux mois, le gouvernement a annoncé la couleur, soit qu'il ait confirmé des promesses électorales communes aux RPR et à l'UDF, soit qu'il ait pris certaines décisions engageant l'avenir, comme la dévaluation du franc. La stratégie qui sera suivie apparaît donc maintenant assez nettement : rigueur salariale et effort de productivité dans le secteur public, afin de donner l'exemple au secteur privé et réussir l'opération de dévaluation qui vise à exporter davantage ; réduction des dépenses publiques pour alléger le déficit de l'Etat et rendre une plus grande part de l'épargne au secteur privé ; réduction du poids de l'Etat dans l'économie par l'allégement des impôts, cela pour donner aux firmes plus de dynamisme. Car c'est bien l'entreprise qu'il s'agit de favoriser dans le schéma officiel.

Ces trois axes de la politique économique passent par le budget de l'Etat. Mais plus la préparation de celui-ci pour 1987 s'avance et plus clairement apparaît l'impossibilité de tout réaliser en même temps.

Réduire le déficit des finances publiques — et indirectement empêcher que ne réapparaisse un trou dans les comptes de la Sécurité sociale — postule ou bien plus d'impôts, ou bien beaucoup moins de dépenses. La première voie étant bouchée par la stratégie qu'il s'agit de mener (alléger le poids de l'Etat dans l'économie), la seconde, seule, apparaît praticable. Les consignes données par M. Chirac à ses ministres montrent que le chef du gouvernement en attend beaucoup, appelant à *« un effort sans précédent d'économies, de l'ordre de 40 milliards de francs »*.

L'objectif serait, *grosso modo*, de ramener le déficit du budget de l'Etat de 140 milliards à 125 milliards de francs (1), de limiter à 5 milliards de francs les dépenses *« nouvelles »* l'année prochaine — ces dépenses qui représentent la capacité du gouvernement à prendre des initiatives — de n'accepter que 20 milliards de francs de réduction d'impôts (2), ce qui est très sensiblement moins que ne le prévoyait implicitement la plate-forme électorale UDF-RPR.

Reste à savoir si ce schéma est réaliste, si l'Etat peut brusquement supprimer — ce qu'il n'a jamais fait jusqu'à maintenant, il faut le souligner — quelque 4 % de ses dépenses après trois années durant lesquelles de sérieux efforts d'économies ont déjà été accomplis.

Cette année, les dépenses de l'Etat atteindront quelque 1 040 milliards de francs. Elles se répartissent en sept masses importantes et relativement homogènes : intérêts de la dette publique (un peu moins de 100 milliards de francs) ; rémunération de la fonction publique et pensions (290 milliards de francs, y compris les charges sociales qui y sont attachées) ; train de vie de l'Etat, c'est-à-dire équipement des bureaux, parc automobile, déplacements... (25 milliards de francs) ; subventions de fonctionnement aux établissements publics du genre INRA, CNRS, INSERM.. (30 milliards de francs, dont 18 à la recherche) ; interventions économiques et sociales de l'Etat (320 milliards de francs) ; dépenses militaires (195 milliards de francs, comprenant 33 milliards pour les pensions) ; dépenses d'équipements publics (80 milliards de francs).

(Lire la suite page 43.)

(1) Nous écrivons 140 milliards sur la tendance actuelle des rentrées fiscales qui sont bonnes.

(2) On retrouve bien le chiffre de 40 milliards d'économies avancé par M. Chirac : 15 (140-125) + 5 + 20.

M. Kurt Waldheim, président de la République d'Autriche



PAGE 4

Violentes manifestations antinucléaires en RFA

Plusieurs centaines de blessés au cours des affrontements du week-end.

PAGE 6

Carrefour du développement

Le prêt pour l'acquisition du château d'Ortie était garanti par l'Etat.

PAGE 48

Le Monde

ÉCONOMIE

SPORTS

Mundial : cartons jaunes

Alors que le record des cartons jaunes est atteint sur les stades mexicains, l'Uruguay, championne du jeu dur, succombe. Cette rudesse générale incite à l'escapade dans le Mexique profond...

(Lire page 10 les reportages de nos envoyés spéciaux.)

Roland-Garros : permanence

Pas de tremblement de terre aux Internationaux de France : Mikael Pernfors n'a pas inquiété le champion du monde Ivan Lendl ; et Chris Evert-Lloyd a gagné le titre pour la septième fois.

(Lire page 11.)

LE PRINTEMPS MUSICAL DE PRAGUE

Soleil et brouillard

Plusieurs concerts par jour. Une avalanche d'interprètes prestigieux. Pendant trois semaines, Prague a vécu — comme tous les ans à la même époque — au rythme de la musique. Mais la ferveur n'était pas au rendez-vous.

De notre envoyé spécial

De la terrasse du Palais de la culture, à Prague, on embrasse les horizons de la ville historique, le rocher sacré de Vysehrad, la cathédrale Saint-Guy, le château royal du Hradschin, et tout près, par-dessus le ravin, les trois coupoles de l'église Na Karlove construites, dit-on, par le diable, à côté de la brasserie où le brave soldat Chveik dispensait ses inénarrables discours.

Ce soir, comme pour célébrer la conclusion du Printemps de Prague, après trois jours de pluie et de brouillard, le disque rouge du soleil descend lentement derrière la colline de Smichov et la Bertramka où Mozart acheva *Don Giovanni*. Et cette vision se mêle dans nos cœurs aux lumineuses fanfares de la *Sinfonietta* de Janacek qui, il y a un instant, semblaient annoncer au crépuscule le début d'une fête nocturne, ces jeux des Sokols de 1926 pour lesquels l'œuvre fut écrite.

Musique solennelle et familière, d'un optimisme transcendant, qui vibre, palpite et pétille, comme cette éternelle jeunesse à qui le compositeur de soixante-douze ans l'avait dédiée. Superbe porche pour la *9e Symphonie* de Beethoven qui termine traditionnellement le grand festival du Printemps.

Dans l'énorme salle des congrès, de trois mille deux cents places aussi moelleuses que celles d'un palais capitaliste, où les auditeurs du balcon paraissent voguer sur quelque spoutnik loin de la Terre, la Philharmonie tchèque redonne à la musique de Beethoven sa fraîcheur première, son jaillissement prodigieux.

Des gestes simples, essentiels, fougueux et baignés d'émotion, un beau visage sous les cheveux blancs, comme ceux de Charles Munch, Vaclav Neumann tire la quintessence de son orchestre, l'égal des autres grandes philharmonies de Berlin et de Vienne, par l'intensité sonore et l'effervescence des instruments, la finesse du détail, la transparence, la plénitude du lyrisme.

JACQUES LONGCHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

étranger

LE DÉPART « VOLONTAIRE » DE FRANCE DU CHEF DES MOUDJAHIDINS D'IRAN

M. Radjavi a reçu à Bagdad un accueil digne d'un chef d'Etat

Au lendemain du départ de France pour l'Irak de M. Massoud Radjavi, chef de l'organisation des Moudjahidins du peuple d'Iran, M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères irakien, est arrivé dimanche 8 juin à Paris, venant de Bucarest. Reçu ce lundi par le ministre des affaires étrangères, M. Raimond, et le ministre des finances, M. Balladur, M. Aziz, rencontrera mardi le président Mitterrand, M. Jacques Chirac et le ministre de la défense, M. Giraud.

M. Radjavi, exilé en France depuis 1981, est arrivé à Bagdad samedi à minuit, venant de Paris. Il a quitté la France *« volontairement »*, selon les autorités françaises, quelques heures après la vérification par la police des identités de toutes les personnes présentes à son domicile d'Auvers-sur-Oise.

Le dirigeant des Moudjahidins a bénéficié à Bagdad d'un accueil officiel digne d'un chef d'Etat. Le président irakien avait en effet désigné pour le recevoir une imposante délégation, conduite par M. Taha Yassin Ramadan, numéro trois dans la hiérarchie irakienne et bras droit du chef de l'Etat au sein du gouvernement en sa qualité de premier vice-premier ministre. M. Ramadan était accompagné notamment du général Adnan Khairallah, adjoint du président Saddam Hussein à la tête des forces armée et ministre de la défense, ainsi que des ministres de l'intérieur, du commerce, de l'information et de l'éducation.

L'arrivée de M. Radjavi à Bagdad a été entourée toutefois de la plus grande discrétion. Les journalistes n'ont pas été autorisés à se rendre à l'aéroport, et l'annonce de l'arrivée n'a été faite qu'ultérieurement par l'agence irakienne de presse INA. La même discrétion a été observée sur les déplacements de M. Radjavi, premier opposant au régime iranien de cette importance à venir s'installer en Irak, *« manifestement pour longtemps »*, selon des sources informées. Les médias irakiens se bornent à rapporter l'accueil officiel réservé à M. Radjavi. On sait toutefois, de source bien informée, que le dirigeant iranien, accompagné de son épouse, Mme Maryam Radjavi, codirigeante de l'organisation des Moudjahidins du peuple, s'est rendu dans les villes saintes de Nadjaf et de Kerbela pour se recueillir sur les mausolées des guides historiques de l'islam et du chiisme.

Selon un communiqué du Conseil national de résistance, que contrôlent les Moudjahidins, la décision du départ de M. Radjavi vers l'Irak a été adoptée à l'unanimité au cours de la dernière session du CNR. Le communiqué ne précise ni la date ni le lieu de cette réunion, mais indique que, au cours des dernières semaines, un millier de Moudjahidins ont quitté Paris pour l'Irak afin de rejoindre *« les partisans de M. Radjavi regroupés à la frontière iranienne »*. L'Irak offre depuis plusieurs années la disposition d'une station de radio aux Moudjahidins du peuple, leur permetant de s'adresser à l'opinion iranienne, ainsi que quatre heures d'émission quotidiennes en persan à la télévision irakienne, captée dans les régions frontalières.

A Paris, on fait valoir au ministère de l'intérieur que l'opération de police à Auvers-sur-Oise est conforme à la déclaration de M. Chirac le 22 mai dernier, devant la presse diplomatique française, dans laquelle le premier ministre s'était engagé à restreindre les *« excès »* des opposants iraniens en France et à leur faire respecter la réserve qui va de pair avec le droit d'asile. En tout cas, cette opération est intervenue à la veille de l'arrivée à Paris du vice-premier ministre et chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz. Elle pourrait être interprétée comme un « geste » à l'égard de Téhéran, sans pour autant heurter Bagdad, qui pourrait recevoir, à l'occasion de la visite de M. Aziz, des assurances quant à la poursuite de la coopération privilégiée avec la France, tant dans le domaine militaire que dans le domaine économique.

Au Quai d'Orsay, où l'on a paru soucieux de couper court aux éventuelles inquiétudes de l'Irak, on souligne que le voyage de M. Tarek Aziz n'a pas été décidé *« brusquement »*, mais relève des *« consultations périodiques »* entre la France et l'Irak et *« correspond aux bonnes relations »* entre Paris et Bagdad.

Le porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, a assuré de son côté que la rencontre entre M. Chirac et M. Aziz revêt avant tout un caractère « politique » puisqu'elle leur permettra de *« faire le point sur la situation économique et politique de l'Irak, sur le conflit Irak-Iran et la coopération bilatérale »*, notamment *« les problèmes de ventes d'armes »* à un moment où Bagdad affronte des difficultés économiques doublées d'un sérieux revers psychologique et militaire : la perte, en février dernier, du terminal pétrolier de Fao.

Selon les plus récentes estimations des experts occidentaux, l'Irak, qui a réussi à rétablir partiellement ses exportations de brut, passant de 700 000 barils/jour en 1982 à 1,5 million de barils en 1985, ploie néanmoins sous le poids d'une dette évaluée à 40 milliards de dollars, dont 25 milliards dus aux pays du Golfe. Malgré des restrictions draconiennes sur les investissements et les importations de biens de consommation, les recettes pétrolières de 1985 (11,5 milliards de dollars) parviennent à peine à financer l'effort de guerre irakien.

La France, principal partenaire économique et militaire parmi les pays occidentaux, dispose, quant à elle, de créances de l'ordre de 23 milliards de francs, dont près de la moitié au titre de la dette militaire. Selon des informations recueillies de source française généralement bien informée, les créances militaires de la France sur l'Irak sont, en 1986, *« de l'ordre de 3,5 milliards de francs »*. Des *« retards »*, selon ces mêmes informations, ont été enregistrés dans le règlement de la dernière échéance militaire irakienne, estimée à près de 1 milliard de francs, mais Bagdad réclamerait néanmoins de nouvelles fournitures militaires, notamment des pièces d'artillerie. – *(AFP, Reuter.)*



Cinq années d'un exil tumultueux

Lorsque M. Massoud Radjavi, le chef des Moudjahidins du peuple, se réfugia en France en juillet 1981, en compagnie de l'ancien président Bani Sadr, il était persuadé que son séjour à Paris serait de courte durée. Pour lui, le régime islamique de Téhéran était à bout de souffle et *« la fin de la dictature sanguinaire proche » (le Monde* daté 16-17 août 1981). Lorsqu'on lui demandait pourquoi il avait choisi la France comme terre d'asile provisoire, il évoquait immanquablement le précédent de l'imam Khomeiny, qui avait su faire de Neauphle-le-Château une *« tribune internationale idéale »* pour la révolution islamique. Il souhaitait donc faire d'Auvers-sur-Oise un « contre-Neauphle-le-Château » d'où il ferait *« connaître au monde entier l'étendue et l'importance de la résistance à la dictature sauvage qui prévaut en Iran et dénoncerait les mensonges de Khomeiny »*.

Paris avait exigé des dirigeants iraniens en exil qu'ils souscrivent, par écrit, à l'engagement traditionnel de ne se livrer à aucune activité politique sur le territoire français. Cet engagement n'a été respecté que l'espace de deux semaines. Dès la mi-août, les strictes dispositions que les autorités françaises avaient prises au début du mois pour empêcher tout contact entre la presse et les responsables iraniens s'étaient évanouies comme par enchantement. *« La situation est maintenant normalisée »*, déclarait M. Radjavi, qui n'envisageait à aucun moment la possibilité que les autorités françaises puissent l'empêcher de combattre le régime de Téhéran.

Une fois rassurés sur les intentions des autorités, les nouveaux exilés mirent les bouchées doubles pour former, à Auvers-sur-Oise le « contre-pouvoir » destiné à abattre le régime de Téhéran. Le 1er octobre 1981, l'ancien président Bani Sadr, excipant d'une légitimité internationale, nomme M. Radjavi au poste de président du Conseil national de la résistance (CNR) et le charge de former un « gouvernement provisoire iranien ». Premier échec; cette décision reste lettre morte, probablement à la suite de divergences qui commencent déjà d'apparaître.

La « langue de bois »

Pis encore, cet organisme, dont la vocation est d'unifier l'ensemble de l'opposition réfugiée à l'étranger, se transforme peu à peu en une organisation totalement inféodée aux Moudjahidins. Dans les milieux de l'opposition iranienne en exil, on commence déjà à parler de l'*« intransigeance sectaire et doctrinaire de Massoud Radjavi »* et de la « langue de bois » qui constituent des obstacles empêchant toute diversité d'opinions et interdisant au CNR de devenir une solution de rechange au régime de Khomeiny. Au fil des ans, la conviction d'être les uniques détenteurs de la vérité contribuera à aggraver le sectarisme des Moudjahidins.

Le 8 février 1982, la mort de Moussa Khiabani, commandant militaire des Moudjahidins Khalq, tué à Téhéran en compagnie d'une dizaine de membres du comité central, dont Mme Achraf Rabi'i, épouse de Massoud Radjavi, porte un coup sévère à l'organisation. En plein désarroi, elle doit abandonner la politique de la lutte armée contre le régime, imprudemment adoptée en 1981.

Les Moudjahidins demeurent toutefois la principale force d'opposition à Téhéran même s'ils ne représentent plus une menace immédiate pour un régime désormais suffisamment solide et structuré pour pouvoir résister même à une éventuelle disparition de l'imam. Parallèlement à l'intensification de la répression, le pouvoir au début de 1983, a parachevé la mise en place des institutions de l'Etat et la réorganisation des services de renseignements et de sécurité devenus d'une redoutable efficacité.

Le sentiment d'impuissance et de désespoir qui s'empare alors des représentants de la résistance en exil n'épargne pas les opposants d'Auvers-sur-Oise. Les Moudjahidins, continuent certes à diffuser des communiqués triomphalistes, mais ceux-ci paraissent de moins en moins vraisemblables et entament peu à peu la crédibilité de l'organisation et de son chef. L'impasse dans laquelle est engagée l'ensemble de l'opposition est en partie à l'origine du *« divorce »* qui intervient en avril 1984 entre MM. Radjavi et son beau-père Bani Sadr.

La rupture avec M. Bani Sadr

L'ancien président de la République commence à parler en privé des *« tendances hégémoniques »* de son gendre. Lui qui fut commandant en chef de l'armée pendant les deux premières années de la guerre du Golfe, n'apprécie guère l'alliance que M. Radjavi a conclue avec les Irakiens en janvier 1983, au cours de sa fameuse rencontre d'Auvers-sur-Oise avec M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien et chef de la diplomatie de Bagdad. MM. Radjavi et Bani Sadr maintiennent leur « cohabitation », mais celle-ci devient de plus en plus difficile. La goutte d'eau qui fait déborder le vase est la proposition de M. Radjavi qui, en décembre 1983, suggère (déjà) que le CNR s'installe en Irak dans une *« portion de terre défendable »* située près de la frontière iranienne et forMe une armée de libération englobant des Moudjahidins, des pechmergas kurdes et des prisonniers iraniens recrutés dans les camps irakiens.

M. Bani Sadr qualifie le plan de Radjavi de *« suicidaire »* et met en garde le CNR contre toute *« collaboration »* avec Bagdad. Elle ferait, selon lui, de l'organisation *« une monnaie d'échange que Saddam Hussein n'hésitera pas à sacrifier au moment opportun pour obtenir la paix qu'il réclame avec tant d'insistance »*. Pressentant la mésaventure qui vient d'arriver en France aux Moudjahidins, il adjure ses alliés de ne jamais se mettre à la merci d'une puissance étrangère quelle qu'elle soit. Pour éviter l'éclatement du CNR, MM. Radjavi et Bani Sadr décident, d'un commun accord, de mettre fin à une alliance qui a duré deux ans et neuf mois et conviennent d'éviter les *« polémiques stériles afin de préserver les chances futures »*.

Le départ de M. Bani Sadr d'Auvers-sur-Oise ébranle les fondements du CNR, dont il est l'un des piliers, bien que formellement il n'en fasse pas partie. La trêve n'est d'ailleurs que de courte durée. Les divergences sont trop profondes pour être escamotées. Pour M. Radjavi, plus sectaire que jamais, l'ancien président de la République *« est retourné à ses origines khomeinistes »* et devient l'une des *« séquelles du régime de Téhéran »*. Cet ostracisme contre M. Bani Sadr est en réalité une mise en garde adressée à ceux qui, persuadés que la résistance à l'extérieur du pays n'a aucune chance de succès, ont gardé de nombreux liens, des contacts qu'ils utiliseront lorsque l'heure de l'« après-Khomeiny » aura sonné. Un tel comportement, estime M. Radjavi, *« est pire qu'une erreur. C'est une trahison. Des criminels comme le président du Madjlis, Hachemi Rafsandjani, sont incapables de se convertir à la démocratie. Le serpent ne peut accoucher d'une colombe »*.

Bientôt, c'est au tour de M. Abdel Rahman Ghassemlou, le chef du Parti démocratique du Kurdistan iranien, d'être admonesté. M. Radjavi, lui reproche en particulier d'*« avoir accepté de dialoguer avec Khomeiny, reconnaissant ainsi sa légitimé »* et l'invite à quitter le CNR. En fait, le PDKI, seule organisation de l'opposition avec son rival kurde, le Komaleh, à mener une lutte armée contre le régime iranien, a rencontré au Kurdistan des représentants du gouvernement central *« en vue d'explorer la possibilité d'un cessez-le-feu local »*. Ecœuré, M. Ghassemlou ne tarde pas à quitter le CNR.

Désormais, le CNR n'a plus d'existence indépendante de celle de l'organisation des Moudjahidins. Il n'est plus que l'une des étiquettes que M. Radjavi utilise abusivement pour collecter les signatures de personnalités – de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à la France – entassées au bas des manifestes condamnant la *« politique belliciste du régime moyennâgeux de Khomeiny »* et faisant l'éloge du *« plan de paix présenté le 13 mars 1983 par M. Radjavi, président du Conseil national de la résistance »*.

Le « remariage politique »

Le « remariage politique » de M. Radjavi avec Mme Maryam Azdanlou, épouse d'un de ses plus proches collaborateurs, contraint de la quitter tambour battant, est présenté comme l'*« une des plus importantes décisions révolutionnaires et idéologiques jamais prises par les Moudjahidins »*. Cette attitude finit par exaspérer le quarteron de personnalités indépendantes qui maintenaient contre vent et marée leur confiance à M. Radjavi.

Si le nouveau marié réussi à faire contre lui presque l'unanimité de la classe politique iranienne exilée en France, il soude, en revanche, ses troupes dans une fidélité aveugle et inconditionnelle à sa personne, quelques dissidents fuient ce qu'ils considèrent comme une sorte de secte religieuse. Mais les « sympathisants » de l'organisation sont les membres d'une grande famille; ils ont recours à la « langue de bois » que le « grand maître » utilise, et acceptent toutes les explications, même les plus invraisemblables. M. Radjavi et ses amis sont passés, au cours de leur long exil d'Auvers-sur-Oise, maîtres dans l'art de transformer leurs échecs et déconvenues en autant de victoires retentissantes. C'est ainsi que commentant le départ pour Bagdad de M. Massoud Radjavi, l'organisation des Moudjahidins du peuple vient d'expliquer dans un communiqué que *« la résidence de M. Massoud Radjavi a été transférée en Irak afin de neutraliser, d'une part, les complots du régime de Khomeiny et de répondre d'autre part, aux nécessités de la nouvelle étape de la résistance »*. Le communiqué conclut : *« Le CNR considère ce transfert comme indispensable au déploiement et à l'organisation des forces armées de la révolution et comme l'étape finale avant le retour sur le sol de la patrie. »*

JEAN GUEYRAS.

● *Interruption des liaisons entre l'Iran et l'étranger.* – Les communications entre l'Iran et l'étranger sont coupées à la suite des raids irakiens contre la station de télécommunications iranienne d'Assad-Abad. La rupture des liaisons téléphoniques et télex avec le Japon a entraîné l'arrêt des transactions pétrolières entre les deux pays. – *(AFP, Reuter.)*

Plusieurs organisations d'opposants restent installées à Paris

En cinq ans, Paris est devenu le principal centre de ralliement de la classe politique iranienne hostile au régime de l'imam Khomeiny. Les mesures prises à l'égard des Moudjahidins ne semblent pas concerner les autres organisations de résistance et les personnalités indépendantes comme M. Bani Sadr, qui, malgré son hostilité envers les Moudjahidins, s'est hâté d'affirmer que le départ de M. Radjavi constituait une *« expulsion indigne d'une démocratie »*. M. Bani Sadr n'appartient d'ailleurs à aucune des formations organisées de la résistance et se consacre à la publication d'un hebdomadaire, *Inqilab Islami*.

Parmi les organisations structurées, on retrouve le Mouvement nationale de la résistance iranienne (MNRI), dirigé par M. Chapour Bakhtiar, qui fut le dernier premier minsitre du chah après avoir été pendant de longues années son adversaire, et le Front de libération de l'Iran, présidé par son rival, M. Ali Amini, premier ministre du chah au début des années 60.

A l'extrême gauche, les groupes d'opposition de la gauche marxiste sont représentés en France par les Fedayins du peuple, qui, au début de la révolution de 1979, constituaient une des principales forces politiques du pays. Ils se sont depuis scindés en deux mouvements : les « minoritaires », totalement opposés au régime islamique, et les « majoritaires », qui, partisans d'un soutien conditionnel à l'imam Khomeiny, s'étaient alliés au parti communiste Toudeh.

Les Kurdes sont représentés par le Parti démocratique du Kurdistan iranien de M. Ghassemlou, qui dispose d'un bureau à Paris, et par le Komaleh, l'organisation du Kurdistan du Parti communiste d'Iran (totalement opposé au Toudeh), qui a un représentant en France.

Soulagement à Auvers-sur-Oise

Aujourd'hui à Auvers-sur-Oise le sentiment de la plupart des riverains est celui du soulagement, même s'ils se refusent à contester le droit d'asile. Les actions, les pétitions des uns et des autres qui ont émaillé ces dernières années n'étaient guidées, disent-ils, que par un seul souci : celui de la sécurité.

Alain, médecin, la quarantaine : *« Nous avions à la fois la sécurité grâce à la présence des gendarmes, et l'insécurité par les risques d'attentats. Ce que nous souhaitions, c'était la disparition des risques, qu'elle passe par le départ de Radjavi ou par un renforcement de la sécurité »*.

M. Jean-Jacques Rotru, président de l'Association de soutien des riverains d'Oise, d'Auvers et de Méry-sur-Oise (ASROAM), qui avait pour vocation de *« défendre la sécurité des habitants face à la présence de Radjavi »*, ne cache pas sa satisfaction : *« Nous réclamions son départ uniquement pour des raisons de sécurité, pas pour des raisons politiques »*. *Pourquoi seulement aujourd'hui*, ajoute-t-il, *alors qu'ils sont là depuis 1981 ? C'est la première fois que des instances politiques se manifestent. Jusqu'à présent il s'agissait surtout d'actes de soutien aux Iraniens »*. Une voisine : *« Nous avons même écrit sans résultat au président de la République. On nous a toujours répondu que Massoud Radjavi avait le droit d'être chez son frère. Ce n'est qu'une affaire de gouvernement. Avec le changement, ça bouge ! »*

Si, pour Alain, le départ de M. Radjavi est un *« surcroît de sécurité »*, pour ce riverain de 70 ans, *« on va, désormais, craindre les cambriolages »*. Il faut dire que, si les forces de l'ordre, nombreuses au début, s'étaient rétrécies comme peau de chagrin au moment des affrontements en Nouvelle-Calédonie, les barrières de sécurité étaient, à elles seules, dissuasives. Un autre riverain craint, lui, la transformation de l'ancien QG des Moudjahidins en lieu de pèlerinage. Quant à ce couple qui a assisté sans bien comprendre à l'opération de police, il ne mâche pas ses mots : *« Ce n'est pas très beau ce qu'a fait là le gouvernement. Ils ne nous gênaient pas. Ce qui nous dérangeait le plus, c'était le contrôle systématique et la difficulté de rentrer chez soi et de recevoir des amis »*.

Barbelés inutiles

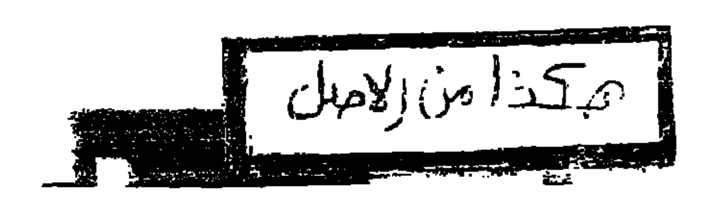
Une sorte dynanimité se dégage : *« Ils étaient très corrects : il n'y aurait pas de problème de racisme en France si tous étaient comme eux. Nous n'avions rien à leur reprocher, sinon la proximité des risques. »* Des propos qu'auront du mal à admettre les rédacteurs anonymes de lettres adressées à certains riverains et signées d'un comité de vigilance du Val-d'Oise. Ils dénonçaient à la fois la présence du « groupe terroriste », l'immobilisme des pouvoirs publics et la préparation par les Moudjahidins *« d'engins explosifs de toute nature »*, *« ces systèmes de mise à feu et de commande à distance »*.

Du côté de la municipalité, le maire, M. Serge Caffin (divers droite), se défendant de tout racisme, s'est félicité de cette décision : *« Je n'ai rien contre le droit d'asile à condition qu'on le partage ; cinq ans, c'est long. C'est très confortable pour l'Etat qui l'accorde, mais heureusement aucun incident ne s'est produit »*. M. Caffin n'a été avisé du départ de M. Massoud Radjavi qu'à la dernière minute : *« Une certaine inertie des pouvoirs publics a fait que la mairie a toujours été tenue à l'écart dans cette affaire »*, précise un riverain.

Pour M. Jean-Pierre Bequet, conseiller municipal et conseiller régional socialiste d'Auvers-sur-Oise, *« c'est au nom d'un rapprochement entre Téhéran et le gouvernement de M. Chirac que s'est fait le départ de Radjavi et non en raison de protestations locales. »*

Dernières images de cet épisode dans la vie d'une petite commune des bords de l'Oise immortalisée par Van Gogh, qui vint y mourir en 1890 : les barbelés désormais inutiles qui protégeaient les pavillons où résidaient les Moudjahidins. Mais aussi cet Iranien marchant seul, rue des Gords, une valise à la main, après le départ de M. Massoud Radjavi. Où va-t-il ainsi ? *« Je rentre chez moi, à Pontoise... »*

JACQUELINE MEILLON.



PROCHE-ORIENT

Liban

Le ton monte entre dignitaires religieux chiites et sunnites

De notre correspondant

Beyrouth. – La « guerre des prônes » vient s'ajouter aux cent autres. La fête du Fitr 1986 innove en effet en matière de conflit, en opposant mosquées sunnites et chiites.

Le mufti (sunnite) de la République, Cheikh Hassan Khaled, rentré précipitamment de Paris – les temps ont bine changé depuis que les sunnites, au nom de l'arabisme ou de l'islam, étaient les plus anti-français des Libanais, – a tenu du haut de sa mosquée des propos musclés. Certes, il a bien recommandé aux fidèles de sa communauté de ne pas répondre aux provocations, mais il a dénoncé, dans les termes les plus catégoriques, les excès de la milice chiite Amal commis à Tarik-el-Jadide, quartier très sunnite de Beyrouth-Ouest, pendant et après la bataille qui l'a ravagé au début de la semaine dernière. Tout le sermon du mufti était dirigé contre la prétention, en grande partie réalisée, d'Amal et du chiisme en général, d'exercer le pouvoir à Beyrouth-Ouest.

Les assises islamiques, instance supérieure sunnite, ont été jusqu'à proclamer à propos de ces événements : *« Aucune partie parmi toutes celles qui ont envahi ou contrôlé Beyrouth, y compris l'ennemi israélien, ne s'est rendue coupable de tels agissements. »* Le soir même, les résidences et les voitures de deux membres de cet organisme, MM. Takieddine et Rachid Solh, tous deux anciens premiers ministres, étaient les cibles d'attentats. « Nous y sommes, nous y restons » : on pourrait résumer par cette formule la réponse du mufti chiite, Cheikh Abdel-Amir Kabalan, pourtant l'un des plus modérés parmi les ulémas de sa communauté, membre du bureau politique d'Amal. Ce dernier a qualifié son adversaire de *« mufti des sunnites de Tarik-el-Jadide, là où nous souhaitions un mufti pour tous les musulmans dans tout le Liban »*, le dignitaire chiite est catégorique : *« Nous ne nous laisserons pas déloger par la force. »*

C'est tout juste si Amal n'accuse pas tout haut les sunnites libanais de « collusion » avec l'autre camp (chrétien). Déjà, le mouvement chiite dénonce également la collusion de ces autres sunnites que sont les Palestiniens avec le président Amine Gemayel. Celui-ci vient d'effectuer un voyage officiel à Bucarest, dans le but sans doute de recentrer sa position sur l'échiquier libanais, par une ouverture sur le camp socialiste.

Dans le même temps, les représentants sunnites se démarquent de la milice, pourtant sunnite, dite du « 6 février », qui a combattu Amal. Ils y voient *« une création des Syriens »* dont Amal est pourtant l'alliée. Allez comprendre !

Le Parti de Dieu l'Hezbollah, grand rival chiite d'Amal, se tient sur la touche et observe les développements du conflit interislamique, qu'il réprouve mais qui pourrait bien finalement lui être profitable. Enfin, le PSP druze de M. Walid Joumblatt, malgré la volonté qu'il affiche de ne pas se mêler du conflit, en demeure partie prenante. En effet, sa milice est seule capable de contenir l'extension d'Amal à Beyrouth-Ouest. Depuis la bataille de mardi dernier, plusieurs incidents, notamment dimanche, ont opposé – au prix d'un mort et de deux blessés – les « alliés ennemis » que sont Amal et le PSP.

La « guerre des camps », malgré la trêve unilatérale proclamée par Amal et acceptée par les Palestiniens anti-arafatistes, a repris après une petite matinée de calme. Elle a fait, dimanche, quatre morts et une vingtaine de blessés. Au total, quatre-vingt-quatorze morts et quatre cent cinquante blessés ont été dénombrés depuis trois semaines que dure ce conflit.

LUCIEN GEORGE.

LA BARAKA DU ROI HUSSEIN

Sutton (Etats-Unis) *(AFP)*. – L'hélicoptère que devait utiliser le roi Hussein de Jordanie, qui s'est écrasé vendredi 6 juin près de Sutton (Massachusetts), a *« pu être saboté »*, ont estimé samedi des enquêteurs fédéraux du Bureau national de la sécurité des transports.

Toutefois, la cause de l'accident reste officiellement indéterminée. L'hélicoptère S-76 avait été mis à la disposition du roi Hussein et de son entourage par la compagnie Sikorsky pour son déplacement dans la région nord-est des Etats-Unis, où il effectue actuellement une visite privée. L'appareil s'était écrasé peu après le décollage dans des conditions météorologiques défavorables. Deux pilotes et deux mécaniciens avaient été tués. L'un des deux pilotes, Ronald Kuhrt, était le fils de M. Wesley Kuhrt, président de Sikorsky de 1968 à 1973.

A cause du mauvais temps, le roi Hussein avait finalement pris la route pour aller assister à une remise de diplôme à l'une de ses filles dans le Vermont.

AMÉRIQUES

SELON LE « NEW YORK TIMES »

L'URSS aurait repris ses livraisons d'armes au Nicaragua

Washington *(AFP)*. – Les Etats-Unis disposent de renseignements selon lesquels l'URSS a repris ses livraison d'armes au Nicaragua et le président Reagan devrait l'annoncer, cette semaine, à l'approche d'un nouveau débat au Congrès sur l'aide aux Contras, selon le *New York Times*.

Un cargo soviétique, venu du port ukrainien de Nikolaïev, aurait débarqué dans les premiers jours de mai une cargaison camouflée de matériel militaire au Nicaragua, selon des sources anonymes de la Maison Blanche citées par le quotidien. Le type d'armes n'a pas été spécifié, mais M. Ronald Reagan pourrait donner des précisions dans les jours qui viennent.

Il s'agit de la première livraison directe de matériel militaire soviétique au Nicaragua depuis dix-huit mois, selon les mêmes sources. Ordinairement, les cargaisons à destination de ce pays seraient d'abord débarquées dans le port cubain de Mariel. Cette livraison signifie que *« les sandinistes veulent liquider les Contras cette année et qu'ils veulent tout le matériel nécessaire »* pour y parvenir, a affirmé l'un des responsables cités. *« C'est parce que* [les sandinistes] *sont aussi déterminés à frapper un grand coup qu'ils sont peut-être moins prudents »*, a-t-il ajouté.

Cette livraison de matériel militaire soviétique n'est que l'un des éléments nouveaux du dossier nicaraguayen depuis que la Chambre des représentants a rejeté en mars l'aide de 100 millions de dollars aux Contrats réclamer par le président, ont précisé les mêmes sources. Ils ont notamment évoqué une « répression accrue » des opposants au régime de Managua.

Pour obtenir le feu vert du Congrès à cette aide, M. Reagan devrait exercer une pression croissante sur la Chambre des représentants, estime-t-on généralement. M. Ragan souhaite 70 millions de dollars d'aide militaire et 30 millions d'aide non militaire pour les Contras. *« Sans aide supplémentaire, ceux-ci ne pourront en aucun cas poursuivre à partir du mois de juillet l'importante offensive qu'ils envisagent »*, a affirmé l'un des responsables cités par le *New York Times*.

● A PANAMA, les ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) et du groupe de soutien (Pérou, Uruguay, Brésil et Argentine) ont présenté à leurs homologues centre-américains une proposition qui *« complète et actualise »* les questions des manœuvres militaires et de la limitation des armements dans la région, sur lesquelles butaient les discussions.

Avec cette nouvelle proposition, le projet d'Acte de paix, dont la signature était initialement prévue le 6 juin, *« est substantiellement consolidé grâce à une offre équilibrée qui reprend les différentes suggestions »* présentées par le Guatemala et le Costa Rica d'une part, et par le Nicaragua de l'autre, a indiqué le ministre panaméen des affaires étrangères, M. Jorge Abadia.

Dans un « message de Panama », publié à l'issue de leur réunion de travail, dimanche 8 juin, les ministres des groupes de Contadora et de Soutien estiment que cette nouvelle proposition *« ne cherche pas à forcer les volontés souveraines des différentes parties »*, mais qu'un *« compromis »* sur des propositions de paix, de sécurité et de démocratie, est du plus haut intérêt pour la réunion. Ils lancent un appel aux cinq pays d'Amérique centrale (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador) pour qu'ils établissent, le plus rapidement possible, les inventaires des armements et susceptibles d'être réduits ou éliminés, ainsi que le prévoit leur nouvelle proposition.

● A BONN, le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl a téléphoné à M. Reagan pour lui demander d'intervenir auprès des *Contras* nicaraguens en vue de la libération des huit Allemands de l'Ouest qu'ils détiennent, a indiqué dimanche 8 juin un porte-parole des affaires étrangères. M. Kohl a demandé expressément au président des Etats-Unis *« de faire jouer son influence sur la Force démocrtique Nicaraguayenne* (FDN) *pour aboutir à un rapide règlement »*. Le ministère des affaires étrangères, où un état-major de crise à été formé pour suivre l'affaire, a indiqué que M. Hans Dietrich Genscher s'est mis en contact dans le même but avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz.

Le négociateur social-démocrate ouest-allemand, M. Hans Jurgen Wischnewski, tente depuis Managua d'obtenir la libération des huit prisonniers et est *« directement soutenu par tous les moyens possibles par le gouvernement de Bonn »*, indique encore le communiqué officiel.

● *Un coopérant belge tué dans le nord du Nicaragua.* – Un coopérant belge, M. Paul Deffers, a été tué la semaine dernière au cours d'une embuscade tendue par des guérilleros antisandinistes dans le département de Matagalpa, à 180 kilomètres au nord-est de Managua.

Pérou

Le président Alan Garcia échappe à un attentat

Lima *(AFP, AP, Reuter)*. – Le président Alan Garcia, qui se rendait samedi 7 juin à une cérémonie militaire dans le centre de Lima, a échappé de peu à un attentat qui a fait trois morts et plusieurs blessés. Des charges de dynamite ont explosé quelques minutes avant l'arrivée du chef de l'Etat. Elles ont blessé deux enfants. La police a immédiatement procédé au bouclage du quartier proche de la place Bolognesi, où devait se dérouler la cérémonie dite de Fidélité au drapeau, réunissant tout l'état-major des forces armées et des membres du gouvernement.

Une heure après le départ du président Alan Garcia et des personnalités civiles et militaires, d'autres charges de dynamite ont explosé place Bolognesi. Elles ont tué trois personnes, dont une adolescente de douze ans. Plusieurs des blessés seraient dans un état très grave. Bien que ce double attentat n'ait pas été revendiqué, il est généralement attribué au Sentier lumineux, qui a récemment annoncé qu'il mettait en œuvre un *« plan d'assassinats sélectifs »*. Le 26 mai, trois membres importants de l'Apra, le parti gouvernemental, ont été tués dans la capitale. L'attentat visait M. Alberto Kitasono, secrétaire à l'organisation de l'Apra et numéro quatre dans la hiérarchie du parti au pouvoir.

Les autorités, qui redoutaient une action terroriste à l'occasion de la cérémonie de samedi, avaient pris des mesures de sécurité particulières dans le secteur de la place Bolognesi dès vendredi soir. Les bâtons de dynamite qui ont explosé tout près de l'estrade officielle avaient, selon la police, été déposés plus de *« vingt-quatre heures à l'avance »*, déjouant ainsi les mesures de sécurité. Toujours selon la police, les terroristes *« auraient mal réglé les charges explosives dotées de mécanismes à retardement »*. La cérémonie officielle s'est malgré tout déroulée à l'heure prévue, mais cet attentat manqué a fait monter la tension dans la capitale.

Chili

L'opposition lance un appel à la grève générale pour le 2 juillet

Correspondance

Santiago-du-Chili. – L'assemblée civile, formée à la fin du mois d'avril par les principales organisations sociales du pays, avait accordé un délai d'un mois au gouvernement pour qu'il réponde à un document élaboré par les associations professionnelles qui regroupent les professions libérales, les syndicats ouvriers et étudiants, les camionneurs, les petits commerçants ainsi que les *pobladores*, habitants des quartiers les plus pauvres de la capitale.

Ce texte, assez modéré, préconisait des mesures de démocratisation. Comme on pouvait le penser, il a été totalement ignoré par les autorités et le gouvernement a, au contraire, encore accentué la répression au cours de ces dernières semaines.

L'assemblée civile s'est réunie le 30 mai pour décider une nouvelle action. Et le président de cette assemblée, M. Juan Luis Gonzalez, qui est aussi président du collège des médecins, a annoncé au cours d'une conférence de presse un plan de « désobéissance patriotique » pendant le moi de juin. Ce plan prévoit le boycottage des produits des entreprises qui financent la publicité de la chaîne de télévision de l'Etat. Il recommande aussi toute une série de mobilisations populaires et de débrayages. Enfin, une grève générale devrait avoir lieu les 2 et 3 juillet mais les modalités exactes de cette grève n'ont pas encore été fixées.

L'assemblée civile a d'autre part lancé un appel aux partis politiques pour qu'ils trouvent une formule d'accord.

La droite chilienne et la presse progouvernementale ne cessent de dénoncer ce qu'ils appellent un *« accord secret »* entre les deux principales formations politiques d'opposition, la Démocratie chrétienne et le Parti communiste.

Le Mouvement démocratique populaire, qui comprend le Parti communiste, un secteur du Parti socialiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), a présenté, pour sa part, une *« proposition pour une solution immédiate à la crise »*. Cette proposition implique la démission du général Pinochet et la formation d'un gouvernement qui serait présidé par une personnalité bénéficiant d'une large appui politique. Des élections générales auraient lieu dans un délai de six mois. Cette proposition du Mouvement démocratique populaire, qui ne fait référence ni à la lutte violente ni au renversement de la dictature, est considérée comme un geste de bonne volonté des partis de gauche adressé à l'opposition modérée et aux partis de droite.

AFRIQUE

République sud-africaine

Mise en garde de Moscou après le raid en Angola

« L'acte terroriste sud-africain » qui a endommagé des bateaux soviétiques et cubain en Angola *« peut avoir des conséquences dangereuses et de grande portée »* et *« de telles actions ne peuvent rester impunies »*, a averti l'Union soviétique, dans une déclaration publiée dimanche 8 juin, après l'attaque lancée le 5 juin par l'armée sud-africaine contre le port angolais de Namibie *(le Monde* daté 8-9 juin). Dans cette solennelle mise en garde, Moscou dénonce *« une escalade des actes d'agression de Pretoria »*, et ajoute : *« Des actes de terrorisme international visant directement des vies humaines ne peuvent pas être tolérées par la communauté internationale (...). La responsabilité en est partagée par ceux qui soutiennent la République sud-africaine et au premier rang par les Etats-Unis. »*

Le Groupe des sept « sages » du Commonwealth, qui achève actuellement, à Londres, la rédaction d'un rapport sur leurs efforts, apparemment vains jusqu'ici, pour instaurer un dialogue entre Pretoria et l'opposition, dont l'ANC (Congrès national africain), aurait renoncé à retourner en Afrique du Sud. M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, avait adressé une invitation aux membres du groupe, dont les conclusions seront communiquées aux quarante-neuf Etats membres du Commonwealth. Selon la presse britannique, le groupe estimerait que Pretoria n'est pas intéressé par la négociation et serait, de ce fait, favorable à des sanctions.

Pour sa part, le gouvernement sud-africain s'est déclaré surpris par la position des sept « sages », estimant que le dialogue n'est pas rompu. A Johannesburg, les dirigeants des milieux d'affaires ont rendu public, dimanche 8 juin, un rapport préconisant l'ouverture immédiate de négociations sur les droits politiques des Noirs, afin de mettre fin, est-il indiqué, au sabotage industriel à grande échelle mené par des ouvriers noirs. Ces propositions de réforme interviennent dans une période de stagnation économique, caractérisée notamment par une chute de la monnaie sud-africaine : le rand, qui, à 50 cents américains il y a un mois, cote aujourd'hui à 40 cents, et par une fuite accélérée des investissements étrangers.

La violence politique s'est, d'autre part, poursuivie au cours du week-end, faisant neuf morts, dont un officier noir brûlé vif par une foule de manifestants, au stade de Witbank, dans le Transvaal. La radio sud-africaine a laissé entendre que le gouvernement prendrait des mesures énergiques pour enrayer l'agitation avant le dixième anniversaire des émeutes de Soweto, le 16 juin. Enfin, dix mineurs noirs ont été tués et cent quinze autres blessés, vendredi 6 juin, dans une mine de charbon du nord Natal, au cours d'affrontements qui ont opposé trois à quatre mille Noirs membres de syndicats rivaux. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

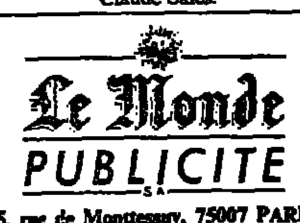
Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.



EUROPE

L'élection de M. Waldheim à la présidence de la République autrichienne

M. Waldheim a été élu, le dimanche 8 juin, pour six ans à la présidence de la République autrichienne, avec 53,9 % des voix contre 46,1 % au candidat socialiste, M. Kurt Steyrer.

Israël a été le seul Etat a réagir, dès dimanche soir, à cette élection pourtant attendue ; le ministère des affaires étrangères a exprimé dans un communiqué *« la tristesse et la déception profondes »* de l'Etat israélien.

Aux Etats-Unis, l'élection n'a donné lieu à aucune déclaration officielle. Une procédure est toujours en cours sous l'égide du ministère américain de la justice pour décider si M. Waldheim doit ou non être déclaré *« indésirable »* aux Etats-Unis. Même dans l'affirmative, cependant, on fait remarquer que de telles interdictions ne s'appliquent qu'aux personnes privées et qu'on ne peut empêcher la venue aux Etats-Unis d'aucun chef d'Etat. Il est très peu probable pourtant que M. Waldheim soit jamais convié dans ce pays étant donné l'intense campagne qui s'y poursuit contre lui. La Maison Blanche a invité le chancelier autrichien, M. Sinowatz, du 23 au 25 juin à Washington, ce qui est une façon de n'avoir plus à inviter de si tôt le président de ce pays.

L'agence officielle soviétique Tass s'est félicitée sans détours de l'élection de M. Waldheim, qui a mis en échec ce qu'elle considère comme les *« basses menées »* des *« milieux sionistes »* et du gouvernement américain.

Le Congrès juif mondial a fait savoir qu'il n'entendait pas cesser de s'intéresser au passé pendant la seconde guerre mondiale de celui qu'il a qualifié de *« président nazi »*.

Nostalgies impériales

De notre envoyé spécial

Vienne. — Finalement, M. Kurt Waldheim a le triomphe modeste. Il aurait pu, au vu des résultats du scrutin du dimanche 8 juin, se réjouir ouvertement du KO infligé à son adversaire socialiste, M. Kurt Steyrer. Huit points d'écart, ce n'est pas rien dans un pays où l'élection présidentielle se gagne habituellement avec une marge infime, sauf lorsqu'il s'agit de renouveler le mandat du président sortant.

Mais M. Waldheim s'était déjà, bien avant le scrutin, coulé dans le personnage du président de la République tel que les Autrichiens les aiment : un brin sentencieux, parlant doucement, ponctuant son discours d'aphorismes moralisateurs sur la réconciliation, le travail en commun, l'oubli des offenses et l'impérieuse nécessité de retrousser ses manches pour tirer le pays de ses difficultés.

N'était l'arrière-plan trouble et passionnel sur lequel s'est déroulée la campagne, on aurait pu croire, dans la grande salle de presse du chateau impérial, qu'une fois de plus le système démocratique avait rempli sa fonction dans le style bon enfant qui est de règle à Vienne.

Le vaincu, M. Kurt Steyrer, souriait comme soulagé d'être sorti de la mauvaise plaisanterie où l'avaient entraîné ses camarades. Fidèle jusqu'au bout à la discipline de son parti, il prend sur lui le poids de la défaite en déclarant : *« L'élection présidentielle est avant tout une question de personne, c'est moi qui ai perdu et non pas le parti. »*

A ses côtés, M. Kurt Waldheim ne peut s'empêcher de réprimer le petit sourire d'ironie féroce dont il a le secret. Mais c'est bien vite à son tour de répondre aux questions que lui posent les journalistes massés devant le podium. Soudainement sérieux, il répondra sans se départir de son calme à ceux qui s'inquiètent des dégâts causés à l'image de l'Autriche par les accusations portées contre lui.

« Soyez sans inquiétude, dit-il, *ne surestimez ni les cercles qui m'ont attaqué ni les lobbies qui s'expriment à travers les médias. »* Et d'insister sur le fait qu'aucun gouvernement n'est intervenu contre lui tout au long de la campagne. Enfin, selon le nouveau président, les ennuis qui sont aujourd'hui les siens concernent Waldheim, homme privé, qui est opposé à d'autres personnes privées : *« Et ne confondez pas le Congrès juif mondial avec le judaïsme dans son ensemble ! »*, lance-t-il, magnanime, aux foules un peu inquiètes tout de même de savoir de quoi demain sera fait pour l'Autriche dans le monde.

La joie du peuple autrichien se manifeste devant le siège du Parti populiste dont le président, M. Alois Mock, a estimé que le résultat du scrutin constituait une preuve de la *« conscience de soi retrouvée des Autrichiens »*. Ici on se laisse quelque peu aller à la ferveur nationaliste. La fanfare de Tulln, ville natale de M. Kurt Waldheim, appelle de ses cuivres le héros du jour à apparaître au balcon. Quelques centaines de personnes rythment de leurs battements de mains *la Marche* de Radetzky, morceau de bravoure de la musique impériale.

Plus tard, alors que la petite fête se disperse peu à peu, quelques étudiants à casquette, que l'on croirait sortis tout droit d'un roman de Robert Musil, tentent de donner « un tour plus dur » à la manifestation, substituant Wagner à Johann Strauss. Mais c'est beaucoup plus difficile à chanter, et le cœur de ces gens, pour la plupart âgés, vibre moins aux accents des Niebelungen qu'à celui des marches impériales.

Le modérateur

Avec Kurt Waldheim, c'est l'Autriche des valeurs anciennes qui pense avoir gagné. *« C'est le commencement de la fin des socialistes ! »*, jubile un jeune homme bien mis, qui s'apprête à en découdre très prochainement, dans moins d'un an, pour chasser les « rouges » de la chancellerie lors des prochaines élections législatives.

Face à ce désir de revanche d'une partie de la population qui voudrait balayer les héritiers de M. Bruno Kreisky, M. Kurt Waldheim apparaît comme le modérateur. L'ampleur de sa victoire, le fait que bon nombre d'électeurs écologistes du premier tour lui aient apporté leurs suffrages, tout cela facilite sa tâche. La voie est ouverte pour lui à l'intérieur de son pays pour la réalisation de la dernière étape de sa carrière.

La formule qui lui agréerait le plus serait celle d'une grande coalition entre les socialistes et les populistes dont il serait l'arbitre, tranchant souverainement les querelles qui ne manqueraient pas d'émailler alors la vie politique au jour le jour, utilisant tous les pouvoirs que lui donne la Constitution. Bref, il souhaiterait être un chef d'Etat se rapprochant autant qu'il est possible en République de cette image impériale dont bon nombre d'Autrichiens ont la nostalgie.

Il n'y manque qu'une seule chose : la reconnaissance internationale. Provisoirement, M. Waldheim semble en avoir fait son deuil. Interrogé sur son programme de visites à l'étranger, il a déclaré : *« Les problèmes qui se posent en Autriche sont suffisamment préoccupants pour que cette question ne soit pas d'actualité immédiate. »* Dans ce domaine, il peut néanmoins avoir une raison de se réjouir : la route de l'Est lui est grande ouverte. En effet, dès la proclamation des résultants définitifs, une dépêche sans équivoque de l'agence Tass saluait l'élection de *« ce grand Autrichien »*. Jean de La Fontaine est peu connu en Autriche et nul n'a encore évoqué le fameux pavé de l'ours.

LUC ROSENZWEIG.

Les réactions

MOSCOU : l'échec d'une « entreprise de calomnie »

De notre correspondant

Moscou. — Tass ne cachait pas sa satisfaction, dimanche 8 juin, de voir un *« homme politique éminent »* accéder à la magistrature suprême en Autriche. L'agence soviétique n'indique pas que la candidature de M. Waldheim etait soutenue par un parti de droite et considère seulement son élection comme *« l'échec d'une entreprise inavouable de calomnie »* menée selon elle par *« l'administration américaine et les milieux sionistes »*.

Tass fait l'éloge de l'action de M. Waldheim comme secrétaire général des Nations unies. Ce dernier a travaillé, selon l'agence soviétique, *« au renforcement de l'efficacité de l'ONU »*, au *« maintien de la détente »*, à *« l'arrêt de la course aux armements »* et a joué un rôle *« actif »* dans l'adoption par le Conseil de sécurité des diverses résolutions consécutives à *« l'agression d'Israël contre les pays arabes en 1967 »*.

« Vengeance »

La cause est donc entendue. M. Waldheim est victime d'une *« vengeance »* des milieux sionistes et des forces politiques américaines hostiles à l'ONU. Tass ne dit pas explicitement que le nouveau président autrichien est innocent des accusations portées contre lui par le Congrès juif mondial pour son activité dans les Balkans comme officier de l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale. L'agence soviétique estime seulement que *« les véritables raisons de la campagne anti-Waldheim ne résident pas dans son passé »*. En d'autres termes, peu importe ce qu'a fait M. Waldheim pendant la guerre. Ce qui compte, c'est l'attitude — souvent favorable aux thèses soviétiques — qu'il a eue à la tête de l'ONU.

Tass écrit que *« l'administration américaine et les milieux sionistes se sont grossièrement mêlés de la campagne électorale »*. L'agence reprend les accusations lancées par un journal conservateur autrichien, selon lequel le Congrès juif mondial aurait versé 150 000 dollars à un ancien résistant grec pour qu'il fasse des déclarations incriminant M. Waldheim.

La méthode adoptée par Tass est des plus classiques : l'agence ne reprend pas ouvertement à son compte les protestations d'innocence de l'intéressé, mais donne largement la parole à ses partisans. Tass évoque ainsi la demande d'*« explications et d'excuses »* présentée au Congrès juif mondial par le secrétaire général du Parti populiste autrichien, la formation politique à laquelle appartient M. Waldheim. L'agence soviétique utilise même une déclaration de l'ambassadeur français auprès de l'ONU, M. de Kemoularia, pour défendre la thèse selon laquelle les invectives contre M. Waldheim font partie d'une *« campagne d'ensemble contre l'ONU »*.

L'URSS, en apportant ainsi son soutien au nouveau président autrichien, démontre une fois de plus que la couleur politique et même un passé douteux pendant la guerre lui importent peu, dès lors que l'intéressé s'est révélé utile pour Moscou. En tant que secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim a manifesté considération et compréhension à l'égard de l'URSS. Cette attitude n'a pas été oubliée ici.

DOMINIQUE DHOMBRES.

JÉRUSALEM : Israël est trop isolé pour aller au-delà d'une protestation morale

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a accueilli avec *« chagrin et déception »* l'élection de M. Waldheim. Dans une déclaration officielle, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Avi Pazner, a ajouté : *« Le résultat du scrutin n'est pas une surprise. Mais nous avons espéré jusqu'au dernier moment que la raison l'emporterait sur la passion parmi le peuple autrichien et que l'on éviterait l'élection comme président d'un homme ayant un tel passé. »*

Les deux chefs du gouvernement d'union nationale, M. Shimon Pérès, premier ministre, et M. Itzhak Shamir, ministre des affaires étrangères, devaient décider ce lundi 9 juin de la ligne de conduite israélienne. Que peut faire Jérusalem ? Une hypothèse est exclue d'emblée : la rupture diplomatique. *« Israël est trop isolé sur la scène internationale,* nous faisait remarquer dimanche un haut fonctionnaire, *pour s'offrir le luxe d'un tel geste. »* Plusieurs autres possibilités sont à l'étude, l'objectif étant d'épargner à l'Etat israélien tout geste symbolique ou protocolaire équivalant, de sa part, à une « reconnaissance morale » de l'élection de M. Waldheim.

Les juifs d'URSS

Israël veut éviter que l'un de ses diplomates de haut rang soit conduit à serrer la main du nouveau président autrichien. La première option envisagée est le rappel de l'ambassadeur israélien à Vienne et son remplacement par un chargé d'affaires pour une période indéterminée. L'actuel ambassadeur, M. Michael Elitzur, rappelé en consultation lundi, achèvera d'ailleurs dans quelques semaines son séjour autrichien. Autre possibilité : l'ambassadeur serait maintenu dans ses fonctions. L'une comme l'autre solution épargnerait au chef de la mission diplomatique israélienne l'embarras de recevoir ses lettres de créances des mains de M. Waldheim. Troisième réaction possible : les intérêts de l'Etat hébreu en Autriche seraient confiés à l'actuel représentant israélien auprès des agences de l'ONU à Vienne.

La solution retenue, quelle qu'elle soit, aura une portée surtout symbolique. Israël ne peut ni ne veut aller au-delà d'une protestation morale. A l'exception du ministre de la justice, M. Itzhak Modaï, connu pour ses propos versatiles, les dirigeants israéliens ont conservé dans l'affaire Waldheim un « profil bas ». Les préoccupations qui les avaient incités d'emblée à la prudence restent à l'esprit de chacun. Le même haut fonctionnaire précise : *« L'Autriche est le seul pays ayant accepté de servir de lieu de transit aux juifs autorisés à quitter l'URSS. De manière générale, elle entretient de bonnes relations avec les pays d'Europe de l'Est, ce qui nous est utile dans nos tentatives de rapprochement avec certains d'entre eux. Elle nous a aidés dans le passé à obtenir la libération de certains prisonniers de guerre. Nous avons encore besoin de ses services. »*

Si pénible que soit pour lui l'affaire Waldheim, le gouvernement de Jérusalem reste soucieux, pour toutes ces raisons, de ménager Vienne. A cela s'ajoute la crainte d'aggraver le malaise de la petite communauté juive autrichienne, inquiète du réveil de l'antisémitisme. Dans cet esprit, le président de l'Etat, M. Haïm Herzog — homologue de M. Waldhein — a de nouveau mis en garde dimanche ses compatriotes contre toute *« réaction excessive »*. Bref, Israël ne veut pas être la première — voire l'unique victime — d'éventuelles représailles anti-autrichiennes. On guette ici avec intérêt — mais sans illusion — les réactions occidentales à l'élection.

L'affaire Waldheim offre aussi aux Israéliens l'occasion d'un examen de conscience et d'un retour sur leur passé récent. La presse reproche au ministre de la justice ses déclarations contradictoires. En trois jours, M. Modaï a réussi la prouesse de se dédire au moins trois fois. Dernier en date de ces propos irresponsables, tenu vendredi à New-York : le ministre affirmait détenir la preuve que M. Waldheim avait pendant la guerre battu un détenu juif à Salonique. *« On a déformé mes paroles »*, a-t-il corrigé dimanche. Autre inconséquence : pourquoi Israël a-t-il découvert si tardivement le « cas Waldheim » ? *« Après tout,* rappelle lundi le *Jérusalem Post, M. Begin et M. Shamir* — président de la Knesset à l'époque — *déroulèrent le tapis rouge en 1978 en l'honneur du président ouest-allemand, Karl Carstens, ancien membre bien connu pourtant du parti nazi. »*

J.-P. LANGELIER.

هكذا من الأصل

République autrichie

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

MBA

CYCLE

CYCLE

CEPE

CFPA



ECOLE DE GESTION DE PARIS

EUROPE

RFA

Les affrontements entre la police et les manifestants antinucléaires

De notre correspondant

Bonn. – Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté, samedi 7 et dimanche 8 juin, en République fédérale pour demander la fermeture des centrales nucléaires. Les plus importantes manifestations se sont déroulées autour des centrales de Brokdorf, au Schleswig-Holstein, de Hamm-Uentrop, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et autour du chantier du centre de retraitement de Wackersdorf en Bavière. Près de trente mille personnes ont, en outre, participé à Würzburg, en Bavière, à un congrès de l'environnement organisé par des adversaires du nucléaire.

Comme à la Pentecôte, ces manifestations ont donné lieu à de violents affrontements autour de Wackersdorf et de Brokdorf, ainsi que dimanche, à Hambourg, où quelques centaines de manifestants ont commencé à ériger des barricades dans les petites rues du quartier de Saint-Pauli.

Des groupes d'autonomes, armés de frondes et de cocktails Molotov, s'étaient livrés, samedi, à une véritable guérilla contre les forces de l'ordre dans la région de Brokdorf, où près de trente mille personnes avaient réussi à venir manifester malgré les filtrages opérés par la police, qui quadrillait la région avec environ cinq mille hommes. Soixante policiers et une centaine de manifestants ont été blessés. Des bagarres extrêmement violentes se sont produites à certains points de contrôle, comme dans le village de Kleve, où une centaine de jeunes ont littéralement assailli une patrouille, dérobant un pistolet-mitrailleur.

A peu près autant de manifestants s'étaient rendus, samedi à Wackersdorf, où les heurts ont fait, selon les organisateurs, près de trois cent cinquante blessés.

H. de B.

Pologne

LES SUITES DE LA « CHUTE » DE ZBIGNIEW BUJAK

Arrestation d'un responsable du ministère des affaires étrangères

Un haut fonctionnaire polonais du ministère des affaires étrangères, M. Zbigniew Wroniak, a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur Zbigniew Bujak, le responsable de la direction clandestine (TKK) de Solidarité, lui-même arrêté le 31 mai à Varsovie, annonce l'AFP en citant de « *bonnes sources* ».

M. Wroniak, directeur adjoint du département de l'administration et des finances au ministère polonais des affaires étrangères, aurait été arrêté le 31 mai dans les locaux mêmes du ministère, juste après l'arrestation de Zbigniew Bujak dans un appartement de Varsovie, rue Mahatma-Gandhi. L'appartement, qui était au nom de la fille du haut fonctionnaire, Julia Wroniak, actuellement aux Etats-Unis, aurait été loué à une tierce personne qui l'aurait ensuite mis à la disposition du dirigeant clandestin, ont indiqué ces mêmes sources.

M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, avait annoncé qu'en plus de Zbigniew Bujak, Konrad Bielinski, responsable des structures clandestines à Varsovie, et Ewa Kulik, collaboratrice de la TKK, « *d'autres personnes avaient été arrêtées* », sans autres précisions.

L'historien Bronislaw Geremek, ancien conseiller de Solidarité – et qui fut à ce titre, à de nombreuses reprises, un interlocuteur des dirigeants du pays, – a été convoqué ce lundi 9 juin, pour la sixième fois en sept jours, au ministère de l'intérieur. M. Geremek y est interrogé non seulement sur ses liens éventuels avec M. Bujak, mais aussi sur ses propres activités au sein de Solidarité pendant la période « légale » du mouvement.

DIPLOMATIE

RÉUNIS DE FAÇON INFORMELLE AUX PAYS-BAS

Les ministres des affaires étrangères des Douze souhaitent « une intensification » du dialogue avec Washington

Heemskerk (*AFP*). – Le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, président en exercice du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE, a déclaré dimanche 8 juin, à l'issue de la réunion informelle de ses collègues européens à Heemskerk, dans le nord des Pays-Bas (*le Monde* daté 8-9 juin), que les Douze poursuivront leurs contacts avec les parties concernées dans le conflit israélo-arabe, et que le dialogue devra être intensifié avec les Etats-Unis au sujet des conflits régionaux dans le monde.

L'Europe doit continuer à « *soutenir des initiatives des forces modérées pour obtenir une solution politique et non militaire aux problèmes* », a souligné M. Van den Broek. Mais ce dernier a précisé qu'aucune décision n'avait été prise durant la fin de la semaine par les ministres, bien que les questions de l'Amérique centrale, de l'Afrique australe et des relations CEE-Etats-Unis aient été « *sérieusement* » examinées.

M. Van den Broek a indiqué que, devant la « *situation d'impasse* » au Proche-Orient, la Communauté européenne appelait les forces en présence à faire preuve de « *sens du compromis* », tout en respectant les impératifs de sécurité, conformément à la déclaration de Venise de 1980. Excluant pour le moment « *toute nouvelle initiative de paix européenne* », il a déclaré que, selon les Douze, la politique suivie actuellement par la CEE était la plus « *pratique* », mais que personne ne s'attendait à « *une solution rapide* ».

Le ministre des affaires étrangères néerlandais a indiqué par ailleurs que les Douze « *ne voyaient pas avec optimisme* » les développements actuels en Afrique du Sud : « *Aussi longtemps que le gouvernement de Pretoria décidera seul, sans tenir compte de l'idée d'un dialogue national, nous assisterons à une escalade des difficultés dans ce pays* ». M. Van den Broek a précisé qu'il était encore trop tôt pour que les Douze puissent envisager une réaction aux travaux du groupe des « sages » du Commonwealth, qui prennent fin actuellement (*lire d'autre part*).

Comme pour le Proche-Orient, les pays de la CEE ont rappelé leur ferme soutien à une solution politique du problème de l'Amérique centrale. Le processus de paix proposé par le groupe de Contadora et les pays qui le soutiennent est le plan le plus favorable pour cette paix, a-t-il rappelé (1). Sans citer explicitement les Etats-Unis à ce sujet, M. Van den Broek a toutefois souligné que les Douze chargeront leurs représentants d'envisager « *une intensification* » du dialogue entre la CEE et Washington au sujet des conflits régionaux dans le monde. Il a ajouté que les ministres avaient aussi examiné les « *sérieux problèmes* » commerciaux apparus entre les Etats-Unis et la Communauté après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, mais que la question de SALT-2, problème de défense, n'avait pas été développée à Heemskerk.

Enfin, les chefs de la diplomatie européenne ont estimé que les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et les leçons qui pouvaient en être tirées feraient éventuellement l'objet d'une déclaration commune, à l'issue du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement convoqué, les 26 et 27 juin prochains à La Haye, sous la présidence du premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers.

(1) Selon un membre de la délégation italienne, que cite Associated Press, les Douze auraient par ailleurs demandé au gouvernement de Managua d'« *œuvrer au retour de la normalisation démocratique* » au Nicaragua, et aux voisins de ce dernier d'adopter « *une attitude plus positive* » à son égard.

La visite de M. Gorbatchev en Hongrie sera suivie d'un sommet du pacte de Varsovie

M. Gorbatchev a commencé, dimanche 8 juin, une visite à Budapest, qui sera suivie de la réunion dans la capitale hongroise d'un sommet du pacte de Varsovie. Le dirigeant soviétique devrait utiliser cette occasion pour donner des précisions sur sa proposition de réduction des forces et armements classiques *« de l'Atlantique à l'Oural »*, formulée dans son discours de Berlin-Est le 18 avril mais peu explicitée depuis lors à la table de la négociation de Vienne sur les réductions de forces en Europe (MBFR).

Parallèlement, la reprise à Genève, mardi 10 juin, de la conférence de l'ONU sur le désarmement sera marquée par un espoir de relance de la discussion sur l'interdiction ou la limitation des armes chimiques. L'URSS avait déposé le 22 avril dernier une proposition en ce sens, assortie d'un calendrier précis de destruction des stocks et des installations fabriquant ces armes. Enfin, c'est également mardi que reprend à Stockholm la conférence sur le désarmement en Europe (CDE), chargée surtout d'établir un catalogue de mesures visant à « rétablir la confiance » entre les appareils militaires des deux alliances.

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, est arrivé dimanche 8 juin à Budapest pour une visite « *amicale* » de deux jours, qui précède la réunion dans la capitale hongroise du comité politique consultatif du pacte de Varsovie (la plus haute instance de l'alliance, puisqu'elle réunit les secrétaires généraux ou premiers secrétaires du parti de tous les pays membres).

Le communiqué publié à l'issue des entretiens de M. Gorbatchev avec le numéro un hongrois, M. Janos Kadar, fait état « *d'une atmosphère de cordialité et d'un esprit d'amitié* » et « *d'une complète identité de vues sur tous les sujets abordés* ».

Toujours selon le communiqué, les deux dirigeants ont estimé que « *l'activité efficace du pacte de Varsovie est une condition indispensable au maintien de la paix et de la sécurité internationales* ». On peut voir dans cette phrase sibylline le reflet du souhait de Moscou d'obtenir de ses alliés une plus grande contribution aux dépenses d'armement et de fonctionnement du pacte. MM. Kadar et Gorbatchev se disent encore convaincus que « *la réunion du comité politique consultatif du pacte de Varsovie contribuera à renforcer l'unité des Etats alliés et stimulera les activités coordonnées de leur politique étrangère en vue du développement d'un dialogue constructif* ».

M. Gorbatchev a naturellement été accueilli à l'aéroport par M. Kadar, mais la télévision de Budapest a tenu à souligner que cette visite « informelle » était dénuée de l'apparat habituel : contrairement aux traditions, il n'y a eu ni revue de troupes, ni hymnes nationaux, ni discours, et « *cinq motards seulement* » ont escorté la limousine de M. Gorbatchev. Dans le même esprit, la presse hongroise s'attache à mettre en valeur les qualités personnelles de M. Gorbatchev, son « *style dynamique* ».

ASIE

Vietnam

AIDE AUX RÉFUGIÉS DE LA MER

Le bateau *Cap-Anamur II*, affrété par le comité ouest-allemand Cap-Anamur et l'organisation française Médecins du monde, a recueilli, samedi 7 juin, soixante-dix-sept « boat-people » épuisés et affamés, à 200 milles marins au sud-est des côtes du Vietnam, a annoncé l'organisation ouest-allemande à Bonn. Les rescapés, à bord d'une embarcation de 10 mètres de long sur 2,6 mètres de large, avaient passé quatre jours et quatre nuits en mer. Ils ont affirmé avoir dénombré sur leur route trente bateaux commerciaux, effectuant le trajet Singapour-Hongkong, et qu'aucun ne leur avait porté secours. Depuis le début de sa campagne en mer de Chine, il y a trois mois, le *Cap-Anamur II* a recueilli plus de six cents Vietnamiens. Plusieurs Länder (Etats fédérés) de RFA, ainsi que la France, la Belgique et le Luxembourg ont accepté d'accueillir chacun un contingent de réfugiés. – (*AFP.*)

Inde

RENFORTS DE POLICE AU PENDJAB

Des milliers de membres des forces paramilitaires sont arrivés, dimanche 8 juin, au Pendjab pour rechercher les extrémistes sikhs responsables d'au moins douze morts pendant le week-end dans cet Etat. Le chef de la police du Pendjab, M. Julio Ribeiro, se trouve à Amritsar d'où il dirige les raids contre les caches d'extrémistes situées le long de la frontière avec le Pakistan. Près de quatre mille cinq cents hommes ont été envoyés dans les districts frontaliers d'Amritsar et de Gurdaspur, venant renforcer les trente-cinq mille soldats déjà déployés au Pendjab aux côtés des trente-quatre mille policiers de l'Etat. – (*Reuter.*)

Afghanistan

● *Protestation.* – Le chargé d'affaires français à Kaboul s'est vu remettre une protestation, le 3 juin, par le ministère afghan des affaires étrangères, contre le colloque organisé à Paris la semaine dernière par le Bureau international Afghanistan (BIA) (*le Monde* du 3 juin). « *C'est le début d'une nouvelle activité hostile à l'Afghanistan qui vise à détourner l'attention de l'opinion publique française des progrès socio-économiques réalisés par la République démocratique d'Afghanistan* », a commenté Radio-Kaboul. « *C'est une ingérence directe et délibérée dans les affaires intérieures d'un autre pays* », a-t-elle ajouté. – (*AFP.*)

A TRAVERS LE MONDE

ÉTHIOPIE

Deuxième défection d'un responsable des secours

New-York. – Pour la deuxième fois en quelques mois, un haut responsable éthiopien chargé des opérations de lutte contre la famine a fait défection en raison de divergences politiques avec son gouvernement. M. Berhane Deressa, commissaire adjoint pour les secours et la réinsertion, a annoncé lui même, vendredi 6 juin, à New-York qu'il ne regagnerait pas son pays, estimant que la situation en Ethiopie avait atteint un tel degré qu'il ne pouvait plus « *accomplir (ses) devoirs de manière acceptable pour (sa) conscience* ».

Fin 1986, le haut commissaire pour les secours et la réinsertion, M. Dawit Wolde Giorgis, avait « disparu » au cours d'un séjour aux Etats-Unis. Pendant plusieurs mois, les autorités américaines s'étaient refusées à confirmer sa défection. M. Wolde, qui a été accusé par son gouvernement d'avoir détourné des fonds destinés à la lutte contre la famine, s'est expliqué récemment dans une interview au *New York Times*, dénonçant les « *ingérences croissantes des idéologues du parti* » dans la conduite des opérations de secours. – (*AFP.*)

PAKISTAN

Attentat à Peshawar : cinq morts

Cinq personnes, dont deux enfants, ont été tuées, et plus d'une trentaine d'autres blessées dans un attentat à la voiture piégée commis, samedi 7 juin, devant un immeuble occupé par des membres du consulat d'Afghanistan à Peshawar. Le bâtiment a été sérieusement endommagé. Deux ressortissants afghans figureraient parmi les victimes. – (*AFP.*)

HAITI

Elections législatives et présidentielles en novembre 1987

Port-au-Prince (*AFP, UPI, Reuter*). – Le général Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG), a annoncé, dimanche 8 juin, que des élections législatives et présidentielle auront lieu en Haïti en novembre 1987 et que le nouveau chef d'Etat élu prêtera serment le 7 février 1988, jour anniversaire de la chute du régime duvaliériste. Le général Namphy a précisé qu'il ne serait pas lui-même candidat. Cette décision a été prise par le Conseil national de gouvernement à la suite de nouvelles et violentes manifestations de rues dans la capitale et dans plusieurs villes de province. Les manifestants réclamaient, en particulier, la démission de trois ministres et une intervention du général Namphy pour la constitution d'un nouveau gouvernement civil. Le calme était revenu, ce lundi 9 juin, à Port-au-Prince et dans l'ensemble du pays. Le porte-parole du Conseil national de gouvernement a fait connaître le calendrier électoral qui comprend notamment la promulgation de décrets sur les partis politiques et la presse, en juillet 1986, l'élection d'une assemblée constituante, en octobre 1986, un référendum sur la ratification de la nouvelle Constitution et la proclamation de cette Constitution, en février 1987. La promulgation de la loi électorale doit avoir lieu en mars 1987. Des élections municipales, en juillet 1987, doivent précéder les élections législatives et présidentielle fixées en novembre de la même année.

RDA

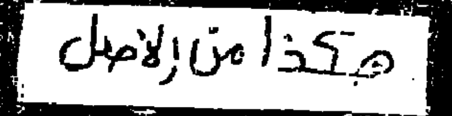
Marche arrière dans l'affaire des passeports de diplomates

La RDA semble faire marche arrière dans l'affaire qui l'opposait aux puissances occidentales garantes du statut de Berlin, à propos de la libre circulation des diplomates entre les différents secteurs de la ville. Les autorités ont, en effet, annoncé qu'elles allaient délivrer de nouveaux laisser-passer aux diplomates étrangers. Il y a deux semaines, elles avaient fait savoir à ces diplomates qu'elles exigeraient d'eux leur passeport à chaque passage entre l'Est et l'Ouest, ce qui avait provoqué les protestations des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne. Ces pays estimaient qu'un tel contrôle équivalait à l'assimilation de la ligne de démarcation à une frontière internationale et violait par conséquent le statut de Berlin. D'autre part, les alliés occidentaux ont protesté dimanche 8 juin contre l'élection directe, le même jour, des représentants du secteur oriental de Berlin à la chambre du peuple (parlement est-allemand). Cette procédure, qui consiste à traiter le secteur oriental comme s'il faisait partie du territoire de la RDA, est en contradiction avec l'accord de 1971 sur le statut de Berlin ont-ils déclaré. La RDA avait déjà procédé de la même manière lors des élections de 1981. Dimanche, la participation a été de 99,73 %. La liste du Front national (liste unique, qui regroupe quatre petites formations autour du Parti communiste) a recueilli 99,94 % des suffrages exprimés. – (*AFP, Reuter.*)

BELGIQUE

Les enseignants catholiques manifestent contre le plan d'austérité

Bruxelles. – Plus de trente mille personnes appartenant à l'enseignement privé — professeurs, parents d'élèves, élèves — ont défilé dimanche 8 juin dans les rues de Bruxelles pour manifester leur opposition au plan d'austérité — qui touche en premier lieu l'éducation — annoncé le 23 mai par le gouvernement de Wilfried Martens. Après les cent cinquante mille personnes qui avaient manifesté le 31 mai à l'appel du Parti socialiste et du syndicat qui lui est proche, cette démonstration de l'enseignement catholique montre que la coalition sociale-chrétienne-libérale est maintenant prise en tenaille. Le gouvernement a ainsi entrepris une série de négociations tous azimuts sur les modalités d'application de son plan. Ira-t-il jusqu'à remettre en question le fondement de celui-ci, à savoir les 200 milliards de francs belges (environ 30 milliards de francs français) d'économie ? Si certains au gouvernement, notamment dans la gauche des sociaux-chrétiens, ne paraissent pas défavorables à un « détricotage » (le mot vient de faire son entrée dans le vocabulaire politique belge déjà fleuri), d'autres, en revanche, comme les libéraux et les dirigeants socio-chrétiens flamands (le parti du premier ministre), rejettent carrément cette idée. Les grèves, qui ont pratiquement cessé tout le territoire, pourraient reprendre si les négociations de cette semaine n'aboutissaient pas. – (*Corresp.*)



politique

La majorité et le Front national votent la suppression de l'autorisation administrative de licenciement

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, est sagement assis à son banc du gouvernement, au premier rang de l'hémicycle. Il vient de ramasser dossiers et papiers et de les ranger dans sa serviette noire posée devant lui, sur son pupitre. Comme un premier de classe qui a bien travaillé et attend la sonnerie retardée par un peu de chahut.

Etrange classe. Curieuse leçon que celle qui s'achève. Moment insolite aussi pour renvoyer chez eux des élèves : il est 2 h 25 ce dimanche 8 juin. Un député socialiste s'en prend violemment au président de séance, M. Philippe Mestre : *« Vous vous êtes fait complice d'une forfaiture. »* Le Front national s'indigne : il a cru entendre ses membres traités de *« harkis du RPR »* par un communiste. Mais il paraît qu'il a mal compris : il s'agissait de *« gregarii »* (terme italien qui signifie coéquipiers, acolyte,s et désigne, affirme un député communiste, les porteurs d'eau dans les courses cyclistes). Encore cinq minutes, la séance est levée.

Curieuse leçon : l'Assemblée nationale a adopté, après une discussion menée à son terme contre toute attente, le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Le désormais mythique article 49 alinéa 3 de la Constitution n'a pas été utilisé pour la première fois dans la jeune existence, déjà si agitée, de la nouvelle Assemblée de l'après-16 mars. Et le Parti socialiste vient de déposer une motion de censure contre le gouvernement.

Tous perdants

Samedi 7 juin, à 23 h 30, riches de la plupart des enseignements du débat (quelque cinquante-cinq heures au total), les socialistes réclament une courte interruption de séance par la voix de leur président de groupe, M. Pierre Joxe. A la reprise, M. Jean Auroux, ancien ministre du travail, amplifiant une solennité déjà perceptible au cours des dernières interventions socialistes, invoque *« l'esprit d'ouverture »* manifesté par les socialistes tout au long du débat pour *« faire évoluer le droit dans un domaine difficile, celui du licenciement »*. Le PS a multiplié les propositions, souligne M. Auroux, mais *« force est pour nous de constater, monsieur le ministre, que vous avez repoussé tous nos amendements et sous-amendements. Nous avons essayé d'assurer un meilleur équilibre entre les intérêts des employeurs et ceux des salariés ; nous n'avons jamais été entendus »*.

« Dans cette affaire, explique encore l'ancien ministre socialiste, *tout le monde sera perdant »* : les salariés, les organisations syndicales et patronales. Mais c'est l'emploi qui *« sera le plus grand perdant »*. Et M. Auroux conclut : *« Dans ces conditions, le groupe socialiste estime de son devoir à l'égard des travailleurs, des organisations patronales comme des organisations syndicales et des entreprises françaises, de déposer une motion de censure. »*

Obstruction et propositions

Car le PS, assisté par un curieux allié objectif, le PC, qui n'a pourtant cessé, au cours de la discussion, de lui réserver les mêmes flèches qu'à la majorité, avait d'abord tenté une manœuvre d'obstruction en noyant le projet sous des centaines d'amendements et de sous-amendements de contenu assez léger, de l'aveu même de certains députés socialistes.

C'était compter sans l'habileté procédurière de leur interlocuteur-ministre, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, ancien expert en obstruction lorsqu'il était membre de l'opposition.

Les socialistes jouent d'autre part la critique constructive évoquée par M. Auroux. Samedi soir, ils peuvent prendre acte simultanément de l'échec de l'obstruction et d'un contexte favorable à leur motion de censure.

L'échec de l'obstruction : les socialistes constatent que la discussion prévue pour durer jusqu'au dimanche matin et éventuellement le lundi 9 juin jusqu'à l'aube du 10, avance plus vite que prévu vers le terme de sa première partie. Elle entrera donc bientôt dans l'examen des amendements (d'obstruction) qui avaient été réservés.

Le contexte

M. Séguin se félicitera que le gouvernement *« ait su mettre le Parti socialiste en position d'être contraint de déposer cette motion de censure »*. Conclusion du ministre des affaires sociales et de l'emploi : *« Il apparaît donc clairement que quand le gouvernement n'utilise pas le 49-3, c'est le Parti socialiste qui fait usage du 49-2. »* (NDLR : l'article 49-2 de la Constitution décrit les conditions de dépôt et d'examen d'une motion de censure.) *« Etrange masochisme d'un parti qui se fouette lui-même avec les verges qu'il dénonçait hier ! »*

Le contexte : au terme d'une semaine entière de débats, plusieurs petits faits sont venus se conjuguer pour légitimer aux yeux du PS une contre-attaque politique en utilisant l'« effet Gattaz » : c'est clair, rappellent-ils à toute occasion, une partie du patronat veut licencier, point final.

Le cours de la discussion révèle, d'autre part, de façon presque caricaturale, l'isolement du ministre des affaires sociales et de l'emploi, ignoré, voire abandonné par la plupart des députés de la majorité pendant le débat quand il n'est pas soutenu par des propos le plus souvent convenus et stéréotypés.

De cet état de fait les socialistes tirent aussi parti. Ils exploitent enfin l'apparent et en tout cas éphémère désaveu verbal de M. Séguin par M. Chirac la veille (*voir encadré*).

Enfin du soutien nuancé, mais plus accentué à la fin des débats, du Front national au projet gouvernemental, les socialistes tirent argument pour dire et répéter, comme M. Auroux en présentant la motion de censure : *« Si vous avez refusé de nous entendre, en revanche le Front national a été votre premier soutien face à une majorité bien absente. »*

Lorsqu'on arrive aux amendements litigieux, M. Séguin demande la parole et déclare : *« En application de l'article 4, alinéa 2 de la Constitution* (...), *le gouvernement s'oppose à l'examen des amendements précédemment réservés, qui avaient été déposés après le début du débat, et dont il apparaît qu'ils n'ont pas été soumis à la commission. »*

« Je rappelle que l'article 44, alinéa 2 de la Constitution est ainsi rédigé : « après l'ouverture du » débat, le gouvernement peut » s'opposer à l'examen de tout » amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commis- » sion ».

Et pour compléter cette grande manœuvre, M. Séguin invoque cette fois l'article 44, alinéa 3 de la Constitution pour demander à l'Assemblée un seul vote sur les articles qui n'ont pas encore été votés, ainsi que sur l'ensemble du projet de loi.

C'est fini, ou presque. Usant, avec une sorte d'allégresse féroce, d'une ressource constitutionnelle rarement utilisée, en tout cas jamais sans doute avec une telle ampleur, M. Séguin vient de précipiter l'interminable débat vers son terme, et l'adoption en première lecture du projet, PS et PC votant bien sûr contre (325 voix contre 251).

MICHEL KAJMAN.

Une paire d'amis

« Alors, qu'est-ce qui se passe, on te fait des misères ? »

Samedi 7 juin, 18 heures, le premier ministre arrive à l'Assemblée nationale et gagne à grandes enjambées la salle des pas perdus où se trouve M. Philippe Séguin. Cela tombe bien, c'est lui que M. Chirac cherche. *« Je débarque l'âme sereine de ma Corrèze »*. Il arrive d'Egletons en effet. *« Avec deux heures d'avance »*, précise-t-il. Diable, l'affaire doit être grave !

Le visage de M. Chirac est figé en sourire hollywoodien. Celui de M. Séguin est pâle et un peu crispé.

« Qu'est-ce qui se passe ? » M. Séguin désigne d'un geste las une journaliste à deux pas : *« Vous pourriez peut-être raconter. »* Elle ne veut rien raconter du tout. *« J'aimerais mieux que l'explication vienne de toi »*, dit le sourire hollywoodien dans le visage crispé.

Puis le premier ministre enchaîne, comme s'il n'était venu que pour cela : *« L'affirmation de ce qu'est la pensée du premier ministre à l'égard des forces professionnelles et syndicales (...) n'avait rien de l'ombre d'une critique à l'égard du ministre »*, qui combat *« au premier rang »*.

M. Chirac a donc brûlé les étapes pour venir rendre hommage à son ministre des affaires sociales et de l'emploi. C'est d'autant plus touchant qu'il l'a déjà fait, le matin même, avec insistance, à Egletons, vantant *« la qualité exceptionnelle »* de ce ministre, *« qui a bien du mérite, confronté qu'il est à l'obstruction de l'opposition »*.

Pourquoi tant de petits soins, alors ? C'est que quelques mauvais esprits, au nombre desquels M. Séguin aurait pu se trouver, ont cru que M. Chirac pensait très fort à ses amis Balladur, Noir... et Séguin en dénonçant, vendredi soir, le *« raisonnement primaire et totalement absurde »* de ceux qui croient que l'Etat peut *« demander aux entreprises d'investir »*.

En réalité, ce n'est pas ça du tout, pas du tout. C'est à tort que M. Séguin promenait donc le samedi matin sa carrure bougonne dans les couloirs de l'Assemblée. C'est par hasard qu'il a annoncé de façon énigmatique aux députés socialistes et communistes, trop contents de lui agiter sous le nez ce *« carton rouge »* que *« cette erreur de transmission serait corrigée — j'en suis sûr — dès que le son et l'image seront rétablis. »* C'est aussi pure coïncidence si une personnalité bien informée assure, dans les couloirs de l'Assemblée avant que M. Chirac ne prenne la parole à Egletons, qu'il va *« rectifier le tir »*. C'est enfin vraisemblablement à de toutes autres personnes que M. Chirac songeait lorsqu'il se proposait à la fin de la semaine dernière de *« rectifier le tir »*, irrité qu'il était de voir certains ministres *« vendre du pessimisme »* en lieu et place d'un bel et bon optimisme.

Samedi soir, en tout cas, l'optimisme de M. Séguin peut revenir. M. Chirac le connaît ; mieux, il est *« son ami »*, depuis vingt-cinq ans. *« Nous étions ensemble au cabinet de Pompidou, hein ? »* M. Séguin a été le premier futur ministre sollicité, dans la demi-heure qui a suivi le début de la formation du gouvernement.

Voilà pourquoi M. Chirac est venu, un soir, à l'Assemblée, s'asseoir un moment aux côtés de son ministre pour *« qu'il n'y ait pas l'ombre d'un ambiguïté »*. Pensez donc. *Lui*, Jacques Chirac, s'en prendre à *« un homme de poids »* tel que M. Séguin. Et, attention, rigole pour conclure le premier ministre, il ne fait *« aucune allusion désobligeante »* à la carrure de M. Séguin. Mais entre amis, on peut blaguer.

M. K.

POLITIQUE

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI RÉPUBLICAIN

M. Giscard d'Estaing invite le gouvernement et la majorité à faire « moins de politique et davantage d'économie »

M. Michel Poniatowski, président d'honneur du Parti républicain, a ouvert la réunion de son conseil national, le samedi 7 juin, au Parc des expositions de Toulouse, en appelant le parti à se montrer uni autour de M. François Léotard, son secrétaire général, et dans le soutien au gouvernement. Après les saluts de MM. Pierre Baudis, député de la Haute-Garonne, et Serge Didier, président de la fédération départementale du PR, le conseil national a entendu M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, analyser la situation politique au terme de cent jours qui, a-t-il dit, *« auront suffi pour passer sans transition de l'après-législatives à l'avant-présidentielle »*.

Selon M. Gaudin, la *« nouvelle popularité présidentielle »* est *« ambiguë »* et *« trouve, notamment, son origine dans le fait que le président socialiste ne gouverne plus vraiment »*, mais *« elle a contribué à effacer très rapidement l'échec socialiste du 16 mars dans beaucoup d'esprits »* et *« elle permet de maintenir la cohésion du camp socialiste à travers la continuation du leadership de M. Mitterrand »*.

M. Marcel Lucotte, président du groupe des républicains et des indépendants du Sénat, a exprimé le regret que le gouvernement n'ait pas fait le bilan de la gestion précédente et qu'il *« n'explique pas assez »* son action. Estimant que cette dernière tâche n'est pas seulement du ressort du gouvernement, mais qu'elle incombe aussi à sa majorité, M. Lucotte a déclaré : *« Il serait triste que nous nous en prenions aux journalistes. Si ça passe mal, c'est de notre faute. »*

M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, a indiqué qu'il intervenait pour la dernière fois en tant que trésorier (il est remplacé à ce poste par M. Jean-Pierre Thomas). Il a fait l'éloge de l'action des autres ministres PR, en déclarant, à propos du limogeage du président de la RATP, M. Claude Quin, membre du PCF, que, grâce à M. Jacques Douffiagues, ministre des transports, *« la RATP, ce n'est plus métro, boulot, coco »*. Soulignant que les dirigeants du PR sont *« en première ligne »* au gouvernement, M. Longuet a invité les membres du conseil national à *« être sévères à l'égard de ceux qui pourraient se tromper de cible »*. *« Nous avons besoin d'être soutenus*, a-t-il dit, *et certainement pas qu'on nous tire dans le dos. »*

Union avec le RPR

M. Léotard a rendu compte de son mandat depuis 1982, en précisant notamment que ses amis et lui avaient *« maintenu l'unité du parti »*, ce qui *« n'était pas si facile que cela »* en raison des *« tensions »* apparues dans cette période. Le secrétaire général a aussi inscrit à l'actif de l'équipe dirigeante du PR *« l'irruption des idées libérales »* dans la vie politique depuis quatre ans. Selon M. Léotard, enfin, la majorité actuelle n'aurait *« pas gagné les élections s'il n'y avait pas eu les libéraux »*, qui, *« un peu plus tôt que les autres, un peu plus clairement que les autres »*, savaient qu' *« il faudrait affronter les difficultés constitutionnelles qui sont aujourd'hui les nôtres »*. M. Léotard a présenté au conseil national la liste des candidats au bureau politique.

La séance de l'après-midi a été ouverte par M. Valéry Giscard d'Estaing. Selon l'ancien chef de l'Etat, *« sur le plan de la cohabitation, le gouvernement agit de façon correcte et n'a aucun reproche à se faire »*. Dans une telle période, a-t-il dit, la fonction du président de la République, de son côté, *« est, d'abord, une fonction d'arbitrage »*. *« Je souhaite que le président de la République française ne soit pas un arbitre qui donne des coups de pied dans le ballon*, a déclaré M. Giscard d'Estaing. *Je souhaite, aussi, qu'il n'introduise pas d'incertitude dans notre vie politique, comme on le fait à l'heure actuelle, en évoquant l'éventualité d'une élection présidentielle anticipée (...). C'est en 1988 que cette échéance viendra (...). La seule façon de la modifier serait de prendre l'initiative constitutionnelle de modifier la durée du mandat. »*

S'adressant, ensuite, aux membres du gouvernement, M. Giscard d'Estaing a déclaré : *« Il faut appliquer la politique pour laquelle vous avez été élus. »* Selon l'ancien président de la République, *« les résultats économiques ne pourront pas attendre 1988 »*. *« Le signal du succès (...) sera la reprise de l'embauche »*, et il est *« essentiel »* que celle-ci intervienne *« dans la période 1986-1988 »*, a dit M. Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, *« il faut marquer fortement la direction »* dans laquelle le gouvernement s'est engagé. *« Je souhaite*, a dit l'ancien chef de l'Etat, *que pour la rentrée prochaine la liberté des prix soit complète et définitive en France. »* Il estime, aussi, qu'il faut aller *« plus loin »* dans la levée du contrôle des changes. Selon M. Giscard d'Estaing, il faut *« montrer à l'opinion publique que, actuellement, pour nous, l'économie est la priorité »*. *« De 1986 à 1988*, a-t-il dit, *faites moins de politique, faites davantage d'économie, et c'est ainsi que vous assurerez le succès. »*

M. Giscard d'Estaing a insisté, en dernier lieu, sur l'importance de l'union de la majorité et du gouvernement. *« Il n'y aura pas de rupture de la majorité entre 1986 et 1988*, a-t-il affirmé, *car nous ferons le nécessaire pour qu'il n'y en ait pas. »* Il a indiqué qu'il maintiendra, *« à cet égard, les conversations régulières* [qu'il a] *avec le premier ministre pour regarder à l'avance les grands événements de notre vie régionale et s'assurer qu'il ne peut pas y avoir, à ces occasions, de risque de rupture ou d'éclatement de la majorité »*. L'union de la majorité garantit, selon M. Giscard d'Estaing, que *« les élections législatives et présidentielle (...) auront lieu à leur échéance normale, en 1988 »*.

Le député du Puy-de-Dôme estime que le PR doit affirmer sa *« personnalité, oui »*, son *« individualité »*. En premier lieu, *« l'existence de l'UDF est nécessaire à la solidité de la majorité »*, et le retour au scrutin majoritaire l'impose. En second lieu, *« il faut maintenir l'union »* entre l'UDF et le RPR, a dit M. Giscard d'Estaing, en exprimant le souhait *« que ce soit une union entre partenaires égaux »*.

Quelle bannière ?

Après M. Jacques Blanc, député de la Lozère, prédécesseur de M. Léotard au secrétariat général du PR, qui a assuré son successeur de son appui, le conseil national a entendu M. Charles Millon, député de l'Ain, chef de file du courant barriste. Selon M. Millon, les Français avaient émis, le 16 mars dernier, *« un vote de rejet »* de la politique socialiste, vote qu'il s'agit de transformer, à l'avenir, en *« un vote d'adhésion »*. *« Les Français n'ont pas voté pour telle ou telle mesure »*, a-t-il dit ; leur problème n'est pas la nationalisation du secteur économique, mais le chômage ; ce n'est pas, non plus, *« de savoir si telle ou telle chaîne doit être privatisée »*, mais d'*« avoir une information pluraliste »*.

M. Millon a invité les ministres à expliquer leur politique en montrant les objectifs qu'elle vise et en bannissant de leur langage les mots *« abroger »*, *« réinstaurer »*, *« réinstaller »* ou *« rétablir »*. Ayant contre lui le temps, dont M. Mitterrand est le maître, le gouvernement, estime M. Millon, *« ne peut pas prendre le risque de mesures impopulaires ou incomprises »*. Le député de l'Ain a demandé que les ministres du PR, au moins, fassent et publient le bilan de la gestion socialiste dans leur secteur.

Le temps des stratégies présidentielles qui est arrivé, sera, a dit M. Millon, pour certains, *« un temps de choix difficiles »*, alors qu'apparaît l'éventualité, *« qui n'existait pas il y a deux ans »*, de la *« réélection d'un président socialiste »*. Le député de l'Ain a ajouté : *« Je sens se développer chez certains d'entre nous* [la] *tentation de vouloir se ranger d'un bloc sous la bannière de nos alliés (...). Il faut que la majorité se fonde sur le pluralisme. Il faut que le courant social et libéral, incarné actuellement par l'UDF, ait un représentant (...) à l'élection présidentielle. »*

M. Alain Griotteray, député du Val-de-Marne, a critiqué les conditions dans lesquelles M. Jean Lecanuet avait été réélu président de l'UDF par le conseil national de celle-ci, le 15 mai dernier. Puis MM. Jean Puech, sénateur, président du conseil général de l'Aveyron, François d'Aubert, député de la Mayenne, et Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, tous trois barristes, ont souligné le danger que représente M. Mitterrand.

Après les interventions de MM. Michel Soulié, premier adjoint au maire de Lyon, et Pascal Clément, député de la Loire, les résultats de l'élection du bureau politique ont été annoncés. La liste de M. Léotard a obtenu 796 voix sur 856 votants (il y a eu 59 bulletins nuls et un bulletin blanc).

La session du conseil national s'est alors transformée en un meeting auquel ont assisté, parmi d'autres invités, une forte délégation du RPR, comprenant notamment MM. Jacques Toubon, secrétaire général, Roger Romani, président du groupe du Sénat et conseiller du premier ministre, et Jacques Godfrain, député de l'Aveyron, représentant le président du groupe à l'Assemblée nationale.

M. Alain Madelin, délégué national du PR, a souligné que celui-ci est *« au gouvernement »*, mais n'est pas *« le gouvernement »*. *« On peut compter sur le Parti républicain, mais il faut compter avec le Parti républicain »*, a dit le ministre de l'industrie, car c'est ce parti qui est *« la vraie « bande à Léo »*. Il a souligné que les libéraux doivent garder leur *« identité »*, avec les *« idées simples »* et les *« valeurs »* dont ils sont porteurs. *« Nous n'avons pas à nous réfugier frileusement dans des demi-mesures »*, que pourrait inspirer *« l'intérêt électoral mal compris »*, a déclaré M. Madelin. Les libéraux doivent assumer le risque de voir leur politique *« caricaturée, déformée, d'aucuns diraient qualifiée de réactionnaire »* (allusion à une formule de M. Millon dans un entretien publié par *Libération* le 4 juin) et ils doivent *« convaincre »* en démontrant que leur politique est celle de la *« vraie générosité »* et de la *« vraie justice »*, celle qui *« permet aux plus capables, quelle que soit leur origine, de remplacer les moins capables, quels que soient leurs privilèges »*. Les libéraux, selon M. Madelin, doivent s'appuyer sur une *« nouvelle vague »*, la *« génération qui bouge »*. *« La politique française*, a-t-il dit, *comme l'économie, a besoin d'un coup de jeune. »*

M. Léotard a déclaré que les libéraux du PR doivent être *« à la tête de l'action de redressement »* entreprise depuis le 16 mars. *« La cohabitation*, a-t-il dit, *ce n'est pas la traversée de l'Atlantique en solitaire. (...) La seule chance du PS, aujourd'hui comme hier, ce n'est pas de gagner pour lui-même, c'est de disloquer l'équipe majoritaire et de gagner par défaut. »*

Le secrétaire général du PR a souligné, au sujet de l'élection présidentielle : *« Oui, nous en parlons. Oui, nous y travaillons. Oui, nous y pensons. »* Il a affirmé que le PR *« sera acteur, et non pas spectateur »* ; qu'il sera *« libre de son choix »* et qu'il *« ne se le fera pas dicter par l'extérieur »* ; qu'il *« aura la sagesse et la maturité, bien entendu, de peser de tout son poids pour — seul objectif valable — battre le candidat socialiste »* ; et qu'il *« se déterminera démocratiquement »*.

M. Léotard gagne sans combat

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Le Parti républicain a *« bivouaqué »* à Toulouse, le samedi 7 juin, a déclaré son secrétaire général, M. François Léotard, qui a aussi parlé d'une *« pause entre (...) deux marches longues et difficiles »*, celle des élections législatives et celle de l'élection présidentielle. Le moral des troupes, tel qu'il est apparu lors de cette session du conseil national du PR, est indécis. Le chef, M. Léotard, est aimé, certes ; les fortes têtes, c'est-à-dire les barristes Charles Millon ou François d'Aubert, sont accueillies fraîchement, voire huées ; mais le dieu des batailles semble encore incertain, et la feuille de route laisse songeur.

Ayant reçu à la quasi unanimité des votants son troisième mandat de deux ans comme secrétaire général, M. Léotard a donné rendez-vous aux militants le 6 juin 1987 pour une grande fête qui célèbrera le dixième anniversaire du PR dans sa ville, Fréjus, où il avait été lancé en 1977, avatar des Républicains indépendants qui avaient porté M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Un *« beau »* parti, qui a connu et connaîtra encore de *« belles »* années et qui a fait de *« belles »* choses : l'exaltation qui caractérise le style de M. Léotard a donné le ton de la journée, mais sans éclat excessif.

Le ministre de la culture et de la communication avait choisi de mettre un bémol dans la formulation de sa stratégie pour l'élection présidentielle. Il lui suffisait que sa candidature au rôle de présidentiable fût entérinée par le parti, ou, plus exactement, que le pouvoir de désigner le champion que choisira le PR lui fût clairement dévolu. Le PR, a-t-il dit, *« ne se fera pas dicter son choix par l'extérieur »*. Les frontières de ce que M. Léotard appelle l'extérieur ont été précisées samedi : M. Raymond Barre y est indéniablement assigné, M. Giscard d'Estaing l'est implicitement.

L'ancien président de la République a paru admettre cette mise à l'écart cruellement douce, soulignée par M. Léotard lorsque celui-ci a, dans la matinée, invité le conseil national à accueillir M. Giscard d'Estaing avec *« toute la chaleur »* dont il était capable ou lorsqu'il lui a lancé, après son intervention : *« Vous serez toujours notre ami. »* Le député du Puy-de-Dôme a pris de la hauteur par rapport à la partie que jouent M. Léotard et ses proches, en soulignant notamment que le PR doit affirmer sa *« personnalité »*, certes, mais non son *« individualité »* au sein de l'UDF, qui demeure nécessaire aux alliés du RPR, et en les invitant à *« faire moins de politique et davantage d'économie »*.

Les barristes, attaqués dès le matin par M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat aux P et T, ont adopté un profil modeste, non sans que M. Millon mette en garde les libéraux contre le risque de l'impopularité et contre la *« tentation »* de se rallier dès le premier tour de l'élection présidentielle à la candidature de M. Jacques Chirac.

Une journée sans enjeu véritable, et sans combat : le Parti républicain s'est reposé, samedi, à Toulouse.

PATRICK JARREAU.

Le bureau politique

Ont été réélus : MM. François Léotard, secrétaire général, et Alain Madelin, délégué général ; Mme et MM. François d'Aubert, député de la Mayenne ; Christian Bonnet, sénateur du Morbihan ; Jean Brocard, député de la Haute-Savoie ; Philippe de Bourgoing, sénateur du Calvados ; Pascal Clément, député de la Loire ; Stéphane Dermaux, député du Nord, maire de Tourcoing ; Serge Didier, conseiller municipal de Toulouse ; Willy Diméglio, député de l'Hérault ; Maurice Dousset, député de l'Eure-et-Loir ; Bernard Lehideux, conseiller de Paris ; Simone Martin, représentant à l'Assemblée européenne ; Charles Millon, député de l'Ain ; Arthur Paecht, député du Var ; Jean Puech, sénateur, président du conseil général de l'Aveyron ; Jean Roatta, député des Bouches-du-Rhône ; Alice Saunier-Seïté, conseiller de Paris ; Pierre-Christian Taittinger, sénateur de Paris.

Ont été élus : Mme et MM. Janine Bardoux, présidente du conseil général de la Lozère ; Bernadette Bertrix, conseiller municipal de Lyon ; Janine Cayet, conseiller municipal de Trappes (Yvelines) ; Christine Chauvet, présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprise ; Laurence Douvin, présidente de l'Association femmes-libertés ; Raymond Marcellin, député, président du conseil général du Morbihan ; Pierre Maresca, ancien membre du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ; Anne Méaux, conseiller technique auprès du ministre de l'industrie ; Bernard Plasait, adjoint au maire de Paris ; Gérard Rebreyrad, président de la fédération des Yvelines ; Philippe Vasseur, député du Pas-de-Calais, rédacteur en chef économique du *Figaro*.

Membres de droit : MM. Valéry Giscard d'Estaing, fondateur du PR ; Jacques Blanc, député de la Lozère ; Roger Chinaud, représentant à l'Assemblée européenne, maire du dix-huitième arrondissement de Paris ; Jacques Dominati, député, maire du troisième arrondissement de Paris ; Michel d'Ornano, député, président du conseil général du Calvados ; Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne ; Michel Poniatowski, président d'honneur du PR ; Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblé nationale ; Marcel Lucotte, président du groupe UREI du Sénat ; Alain Lamassoure, délégué général des clubs Perspectives et réalités ; Patrick Gérard, président du Mouvement des jeunes giscardiens.

Assisteront au bureau politique, pour la durée du mandat du secrétaire général, avec voix délibérative : MM. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du plan ; Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme ; Jacques Douffiagues, ministre délégué aux transports ; André Giraud, ministre de la défense ; Gérard Longuet, secrétaire d'Etat aux P et T ; Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ; Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication ; Dominique Bussereau, député de la Charente-Maritime, Albert Mamy, député du Tarn, Jean-Pierre Raffarin et Yves Verwaerde, secrétaires généraux adjoints ; Jean-Pierre Thomas, trésorier ; Hugues Dewavrin, Patrick Gérard, Jean-François Humbert, Michel Mouillot, José Rossi et Hugues Sirven-Vienot, secrétaires nationaux.

Quittent le bureau politique : Mme Christine Boutin (exclue du PR) ; MM. René Haby, Daniel Laurent et Lionel Stoleru (démissionnaire du PR).

M. Rocard réunit ses clubs Convaincre
« On ne voit loin que de haut »

Eviter un micro, c'est tout un art. M. Michel Rocard a ce don, décourageant pour nos confrères de la radio, déconcertant dans un milieu où les hommes politiques s'ébrouent voluptueusement à la vue du moindre « nagra », ce magnétophone des professionnels. Ah ! il en faut du coffre et du nerf pour résister, repousser les micros tentateurs.

Samedi, l'ancien ministre a été impérial : à une consœur candide qui lui demandait une déclaration sur l'évacuation manu militaro-policière de M. Massoud Radjavi hors de France, il n'a pas fait l'aumône du moindre son. Pas fou ! Il appliquait à la lettre l'une des recommandations du bréviaire rocardien qui énonce à peu de chose près : *« Tu dois pouvoir dire non à la sollicitation trop pressante des médias afin de garder la maîtrise du contenu de tes interventions et de tes messages. »*

C'est bien clair. Le souci de tout impétrant rocardien est de s'abstraire du *stress* sirupeux du quotidien. Cela pourrait s'appeler le souci des cimes. Et vraiment, ils sont nombreux à regarder vers le haut, sans regrets pour la finale entre Chris Evert-Lloyd et Martina Navratilova, à Roland-Garros. Ils se sont enfermés dans les vieux amphis poussiéreux de la Sorbonne le 7 juin pour plancher sur des thèmes roboratifs comme *« L'Etat face à la vie et à la mort »*, *« L'immigration : intégration et différences »*, *« Médias, éthique et politique »*, etc.

Ils étaient bien proches du millier ou peu s'en faut, naturellement convaincus, puisque le chef de meute Michel Rocard lançait en l'occurence la première rencontre nationale des clubs Convaincre. Une machine à réflexions, bien sûr. Une sorte de gros dirigeable qui met plein cap sur la future élection présidentielle. L'ancien ministre n'a pas lancé au hasard à ses invités : *« On ne voit loin que de haut. Et parce que l'honneur d'un homme politique est de voir loin, je compte beaucoup sur vous pour me permettre de voir de haut. »*

Entendons-nous : il ne s'agit pas de donner son congé à la politique mais d'en faire un bon usage. M. Pierre Mauroy, il n'y a pas si longtemps, avait voulu *« gouverner autrement »*. Eh bien ! M. Rocard, lui, veut de la *« politique autrement »*.

L'ancien minoritaire, chef de file du courant C au PS, a dit tout le bien qu'il pense de sa formation politique. Mais voilà, les partis n'ont plus *« la propriété exclusive des débats politiques »*. Et M. Rocard a eu des mots très tendres pour les clubs. Comment ne pas craquer devant une *« structure collective, souple, proche, chaleureuse, répondant à votre invite, votre besoin de réfléchir à la marche du monde, d'apporter des propositions »* ? C'est promis, d'ici à l'automne, les clubs vont germer de partout : *« Citoyens ! la politique vous appartient. »*

Et M. Rocard, serein, sur un petit nuage, de progresser dans les sondages, loin de ce qu'il appelle *« les pollutions de l'immédiat »*, quitte à y tremper rapidement les orteils quand il le faut.

L. G.

Propos et débats

M. Jean-Pierre Chevènement : sceptique

Invité le dimanche 8 juin du Club de la presse d'Europe 1, M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre et député socialiste du Territoire de Belfort a craint que « la politique mise en œuvre par le gouvernement (...) ne permette pas de tenir jusqu'en mars ou avril 1988 ».

M. Chevènement a souhaité la constitution d'une « majorité de progrès » *qui dépasse* « les limites traditionnelles de la gauche », *et a jugé que* « des gens de droite seraient capables de soutenir une expérience fondée sur le rassemblement ». « Dans beaucoup de domaines, *a-t-il souligné,* on peut trouver une orientation progressiste autour de laquelle peut se rassembler une majorité. Il n'y aura pas que des socialites, il peut y avoir des démocrates sociaux, des chrétiens sociaux ou des gaullistes. »

Pour M. Chevènement, M. Raymond Barre est l'adversaire le plus dangereux pour la gauche, car il a une « étoffe d'homme d'Etat » *et* « sa critique institutionnelle prendra de la force » *au fil de la cohabitation.*

Le dirigeant de l'ex-CERES a enfin affirmé, à propos des candidatures socialistes à l'élection présidentielle qu'il n'exclut « rien du tout », *si M. Mitterrand ne se représente pas.*

M. Edouard Balladur : un certain doigté

M. Edouard Balladur, invité du « Grand-Jury RTL- Le Monde » le 8 juin a déclaré : « Les choses se passent bien ; la cohabitation réclame un certain doigté et fort heureusement l'un et l'autre des deux protagonistes n'en manquent pas. Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour qu'elle dure deux ans. Je considère qu'en deux ans nous avons les moyens de redresser l'économie française (...) Je serais heureux que pendant les dix-huit mois qui viennent on parle un peu moins de l'élection présidentielle mais un peu plus du redressement de la France. »

Interrogé sur la signature des ordonnances par M. Mitterrand, le ministre d'Etat a répondu : « La loi s'impose à tous. Je ne peux donc pas imaginer que le gouvernement élabore des ordonnances qui seraient contraires à la loi. Je ne puis non plus imaginer que quiconque pourrait refuser de mettre cause une ordonnance conforme à la loi. » *(Lire également page 43).*

HOMMAGE A LÉON BLUM

M. Mitterrand : être au premier rang

Si les pouvoirs ont fondu, le décorum est resté. Motards scintillants qui envahissent les sinueuses rues villageoises, inspecteurs des VO (voyages officiels) empressés, préfet, aides de camp. Samedi 7 juin, le président inaugure, à Jouy-en-Josas, le musée Léon-Blum installé dans la dernière demeure du président du conseil du Front populaire.

Souvenirs, souvenirs. M. François Mitterrand, alors fraîchement entré dans la carrière politique, avait pris plusieurs fois le chemin de Jouy-en-Josas, au lendemain de la Libération, pour venir consulter Léon Blum. Son regard s'attarde sur les photos officielles du gouvernement de l'époque. Un à un, le président égrène à mi-voix les noms des augustes disparus. Il évoque sa dernière visite, en une matinée *« triste et belle »* de 1950, où il vint saluer Léon Blum sur son lit de mort.

Puis il rend hommage à l'apport *« irremplaçable »* des socialistes de 1936 et insiste sur *« le grand choix décisif »* du congrès de Tours, en 1920, congrès de la scission entre communistes et socialistes. *« On doit dire à distance, en 1986, qu'il y a beau temps que ce choix a été justifié, vérifié, confirmé »*, dit-il.

L'arrière-petit-fils de Blum, aujourd'hui salarié du SID (Service d'information et de diffusion, qui dépend du premier ministre) profite de l'occasion pour se plaindre de *« l'épée de Damoclès »* suspendue au-dessus du personnel de ce service. *« Elle va tomber bientôt »*, murmure le président, impénétrable. Et d'ajouter, en guise de réconfort pour son interlocuteur, cette phrase de Tristan Bernard, au soir de son départ vers les camps de la mort : *« Jusqu'à présent, nous vivions dans l'angoisse. Maintenant, nous allons vivre dans l'espoir »*. *« Evidemment, votre situation n'est pas aussi dramatique »* ajoute le président.

En évoquant cette fois la Libération, le président a cette phrase, pour qui voudra bien la comprendre parmi les quelques amis rassemblés dans le jardin en prairie : *« Il est important de penser qu'un homme d'Etat, déjà sur l'autre versant de sa vie, ait eu assez de fidélité à lui-même, de ductilité de la pensée, pour être au premier rang, ne pas être un homme las, un spectateur. »* *« Etre au premier rang »* : dans l'assistance, on échange quelques regards entendus. Est-on encore en 1945 ou déjà en 1988 ?

D. S.

ENQUETE

L'ARCHITECTURE TERRASSE : UN PACTE AVEC LA NATURE.

"La nature était avant que la ville fût. La ville l'a chassée, mettant à sa place des pierres, des briques et du macadam... Des arbres, des pelouses avaient subsisté : on a bâti dessus... Les horizons doivent être reconquis, un pacte doit être fait avec la nature..."

Ainsi s'exprimait Le Corbusier. Son projet, plein de terrasses à vivre, visait à conclure ce pacte en créant les formes et les structures d'accueil de la nature, tel un hôte attentif et respectueux.

A-t-il été entendu ? Il semble bien que non, même s'il a inspiré une multitude de contructeurs qui, à l'évidence, n'avaient rien compris de la leçon.

Décideurs et constructeurs ont récupéré les théories du grand bâtisseur pour camoufler leur manque de créativité et s'adonner à une facilité qui fut elle-même génératrice d'erreurs, tant au plan de l'habitat et de la qualité de vie qu'à celui de la technique de la construction.

Le toit-terrasse, qui représentait justement l'un des plus évidents réceptacles de la nature, ne pouvait que mal subir les effets de cette politique du pire.

Malgré les réalisations exemplaires de quelques architectes, indiscutables de vérité sociale, une muraille de principes vieillots continue à résister au profit d'une architecture passe-partout, idéalisée par les maisons aux toits "style Ile-de-France"... ou même par des collectifs avec toiture en tuiles ou ardoises pour faire plus "chic" que le toit plat ! Des principes de tous ordres : techniques, économiques, sociaux et culturels, présentés comme autant d'obstacles à une nouvelle conception des logements de notre temps.

"Do not disturb !".

Et pourtant la technique est au point...

Vingt-cinq années de terrasses bitumées à seule vocation de couverture, dites "non-accessibles", farcies de gravillons, et présentant des désordres d'étanchéité quasi-systématiques : voilà de quoi traumatiser à vie les maîtres d'ouvrage ou tout au moins limiter grandement leur imagination.

Or, la technique s'est bien ressaisie. Sait-on que l'étanchéité française est devenue la meilleure du monde - mais oui ! - au point que nos spécialistes sont appelés dans les pays les plus évolués pour enseigner nos techniques. Sait-on encore que les sinistres enregistrés sur les toits-terrasses sont maintenant bien moins fréquents que ceux constatés sur les toits pentus ?

Mais le chemin de la reconquête est long, car il est toujours délicat de prendre en référence les erreurs du passé, même pour signaler le progrès. De plus, il faut bien constater que la normalisation est souvent paralysante dans notre pays, au point d'aller parfois à l'encontre des intérêts du consommateur.

C'est bien l'avis de l'architecte Claude Vasconi, qui regrette les obstacles mis sur le chemin des constructeurs voulant utiliser un procédé élégant et sérieusement étudié, lorsque celui-ci n'est pas consacré par une très longue expérience. Il se félicite néanmoins que la technique des dalles sur plots, reposant sur une étanchéité élastique et anti-poinçonnante, ait aujourd'hui gagné droit de cité.

Par ailleurs, il est réconfortant d'apprendre que la transformation d'une terrasse dite "non-accessible" en terrasse piétonnière s'avère techniquement assez simple, même si de prudentes réserves viennent parfois tempérer cet avis. La surcharge peut en effet être le plus souvent acceptée par la structure en place. Il y a donc de l'espoir pour des millions de mètres carrés de "terrasses couverture", amputées à 50% de leur fonction.

...et pourtant les coûts sont discrets.

Quant aux prix, qui pourraient apparaître comme un obstacle sérieux, ils se révèlent parfaitement compatibles avec la plupart des projets, mais surtout, ils ne semblent avoir guère d'influence au niveau du public.

Généralement, c'est une plus-value de 8 à 12% qui est annoncée pour des réalisations comportant des terrasses privatives à chaque niveau.

En ce qui concerne la terrasse au dernier niveau, collective par vocation, la question se pose encore plus de savoir pourquoi l'on s'en prive systématiquement : elle coûte moins du double de la toiture plate " non-accessible", qui ne représente elle-même que 1% de l'ensemble de la construction d'un immeuble.

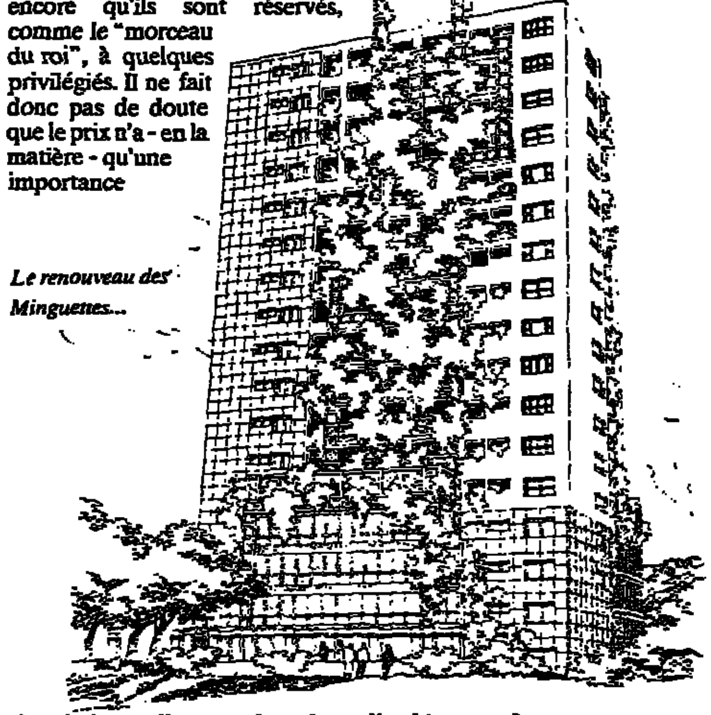
Encore faudrait-il savoir à quoi correspond vraiment le prix. Doit-il être considéré comme un surcoût ou comme un élément de l'aménagement du site, difficilement chiffrable ?

Hiéronim Listowski, professeur à l'école spéciale d'Architecture, pense que l'on devrait introduire dans tout projet le paramètre essentiel de la rentabilité sociale. La construction de jardins sur terrasses pourrait alors se poser en termes nouveaux :
"Quand il s'agit de faire en sorte que les gens soient un peu plus heureux ou un peu moins malades, l'effort n'en vaut-il pas la peine ?", demande-t-il en ajoutant que les décideurs ont le devoir de décider.

En terme de coût réel, la balance serait aussi à faire entre le surcoût des terrasses plantées et le coût des acquisitions foncières qui seraient nécessaires pour les remplacer.

Effectivement, voilà un élément bien difficile à chiffrer mais qui, s'il pouvait l'être, déciderait vite du choix. D'ailleurs, il est notoire de constater que les logements à terrasses sont les premiers à être loués ou achetés, ou encore qu'ils sont réservés, comme le "morceau du roi", à quelques privilégiés. Il ne fait donc pas de doute que le prix n'a - en la matière - qu'une importance très relative et d'autant plus relative que le surcoût n'a aucune commune mesure avec l'agrément.
C'est typiquement "le plus" le moins cher dans le rapport qualité/prix.

La terrasse, dit Henri Ciriani, "est une conquête sociale irréversible". Et il sait de quoi il parle pour avoir réussi maintes fois son intégration dans les logements HLM.



Le renouveau des Minguettes...

La nature à 300 francs le mètre carré !

Le paysagiste Alexandre Chemetoff, rappelle que les plantations sur dalles peuvent s'intégrer sans problème dans la plupart des conceptions architecturales et aussi en des endroits où la nature avait été depuis longtemps repoussée. Il l'a prouvé tout récemment, en participant à la métamorphose d'un ensemble industriel de Montrouge. Il faut imaginer le changement entre la grisaille d'hier et les larges pelouses d'aujourd'hui, ainsi que les équipements sociaux et de loisirs enfouis dans une colline artificielle plantée, que traverse une rue intérieure ! Plus modestement, il est aisé de faire pousser sur les terrasses une grande variété d'arbustes ou d'arbres dans des épaisseurs de terre réduites.

Par exemple, trente à quarante centimètres de terre aérée suffisent pour planter des figuiers, des lauriers, des oliviers, des cerisiers et certains peupliers, pourvu que l'on dispose d'une bonne couche drainante et d'un système d'arrosage intégré. Le poids de la terre mouillée en cette épaisseur représente une charge de l'ordre de 600 Kg/m², tout à fait supportable pour une dalle classique. L'argument du surcoût qui serait occasionné par un renforcement de structure n'est donc pas très sérieux, pas plus d'ailleurs que celui tendant à démontrer que les dépenses d'équipement seraient en elles-mêmes un obstacle. Il est prouvé en effet qu'un investissement de 300 F/m² permet déjà une composition agréable, avec bacs et arrosage intégré. Il est vrai que la nature, qui est très généreuse, se contente de peu : un seul bac d'un quart de mètre cube parvient à nourrir une plantation dont la surface déployée sur filets peut atteindre 30 mètres carrés ! Fabuleux, non ?

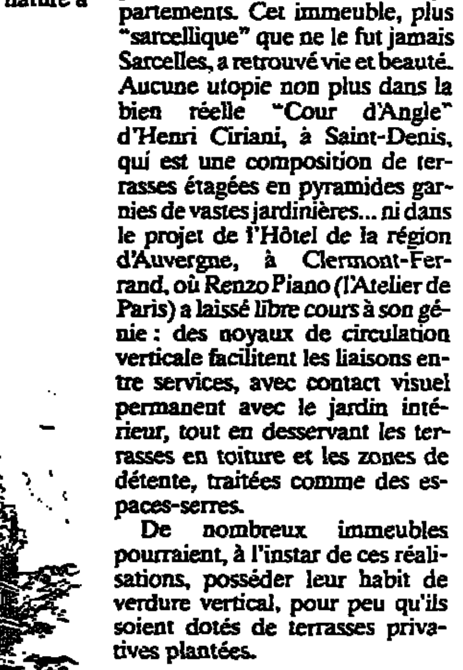
La conquête du vertical.

Le développement de la végétation en façade permet de faire participer encore plus la nature à l'architecture. La terrasse verte ne sera alors plus isolée comme un toupet en haut de la construction mais se trouvera reliée au sol, aux pelouses, dans une harmonie architecturale totale. "A condition, précise Alexandre Chemetoff, que la présence de la végétation dans la ville ne soit pas un cache misère pour une architecture médiocre".

Si le sol rejoint le ciel par une architecture qui est en elle-même un paysage, une satisfaction visuelle quotidienne, nous ne serons plus très loin du rêve de Le Corbusier. La toiture-terrasse se justifiera d'autant mieux qu'elle sera l'une des composantes majeures de la réinsertion de la nature dans la ville.

Utopie ? Pas du tout puisque Roland Castro a offert à peu de frais un nouveau "look" à un immeuble des Minguettes, en remplaçant un appartement sur deux par une terrasse accessible avec jardin, et en rapportant en façade une grande résille métallique qui servira d'échelle à un magistral épanouissement de verdure. Les terrasses sont ainsi reliées entre elles et le sol aux terrasses, dans une véritable construction-support de la nature, creusée d'appartements. Cet immeuble, plus "sarcellique" que ne le fut jamais Sarcelles, a retrouvé vie et beauté. Aucune utopie non plus dans la bien réelle "Cour d'Angle" d'Henri Ciriani, à Saint-Denis, qui est une composition de terrasses étagées en pyramides garnies de vastes jardinières... ni dans le projet de l'Hôtel de la région d'Auvergne, à Clermont-Ferrand, où Renzo Piano (l'Atelier de Paris) a laissé libre cours à son génie : des noyaux de circulation verticale facilitent les liaisons entre services, avec contact visuel permanent avec le jardin intérieur, tout en desservant les terrasses en toiture et les zones de détente, traitées comme des espaces-serres.

De nombreux immeubles pourraient, à l'instar de ces réalisations, posséder leur habit de verdure vertical, pour peu qu'ils soient dotés de terrasses privatives plantées.



... la nature à tous les étages.

L'architecture anti-pollution

Enfin, il est bon de rappeler que les végétaux sont un remède très efficace contre la pollution en milieu urbain.

Imaginons un instant une ville de quatre kilomètres carrés dont le quart seulement de la surface serait occupé par des immeubles ou maisons individuelles à toitures-terrasses. Cela représenterait une plantation de 100 hectares, sans compter la verdure des façades. Une véritable forêt en pleine ville !

Mais au fait, là aussi, où est l'utopie ? Au hasard de cette enquête, (voir "Le Monde" du 2 Juin) nous avons rencontré de nombreux décideurs publics et privés. Beaucoup étaient "individuellement" d'accord pour convenir du fantastique intérêt des terrasses et de la nécessité de réintroduire la nature dans la ville.

Les faits prouvent cependant qu'il ne s'est pas révélé une volonté commune de décider. L'on se trouve en réalité devant une machine à l'arrêt qui a seulement desserré ses freins. Et encore : pas complètement. Hélas, les progrès de la pensée ne sont pas toujours générateurs de mouvement !

Le public a son mot à dire.

Le mouvement implique d'abord une large information du public. Et là, on se heurte à une population dont la culture en matière d'architecture ne va pas souvent plus loin que la lecture des prospectus des pavillonneurs. C'est tout le drame d'une société enfermée dans ses concepts d'architecture pavillonnaire.

Le problème est sensiblement le même au niveau de toute une population de décideurs administratifs qui détiennent le pouvoir d'interdire. Ils ont préféré souvent une architecture postiche, une imitation du style régional ou, plus facilement encore, la prolifération de maisons passe-partout, en s'attachant surtout à la couleur du toit, impérativement pentu. Ainsi ils étaient sûrs de ne pas se tromper complètement.

Mais pas question surtout de risquer une intégration harmonieuse dans un style différent de l'environnement, bien trop sujette à critiques !

"Do not disturb", toujours. Ne nous a-t-on pas dit, sans rire, que les terrasses accessibles au-dessus du 5ᵉ niveau étaient dangereuses, par crainte des chutes !

Il faut donc multiplier avec audace les références-pilotes. Ces références auront valeur d'information concrète pour un public qui pourra alors comparer avec les stéréotypes qui lui sont actuellement imposés.

Alors, il ne sera peut être plus indispensable de faire sauter des immeubles à la dynamite en admirant sur nos écrans de télévision la qualité du travail de destruction... sans autre regret.

De cette manière, les vieilles convictions et les garde-fous d'une autre époque pourront se diluer dans le temps tandis que seront évincés les vieux dinosaures entêtés. Alors, la terrasse-jardin, la terrasse-utile, la terrasse-loisirs, ne seront pas seulement "possibles" ou parcimonieusement exposées à la critique. Il ne s'agira plus d'essais timides mais d'une rencontre, grandeur nature, avec le bon sens populaire.

(A suivre...).

Cette enquête a été réalisée à l'initiative de la société **SIPLAST** par Alain Mugniery, architecte, et Pierre Travers, rédacteur.

Nous remercions les personnalités et les architectes qui nous ont communiqué les informations nécessaires.

*Pour recevoir l'ensemble des articles de cette enquête, il suffit d'écrire à : **SIPLAST**, Jean-Pierre Rouy, 12, rue Cabanis, 75680 Paris Cédex 14.*

sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Coupe-jarret

Soixante-deux cartons jaunes et quatre cartons rouges ont été distribués au cours des vingt-quatre premiers matches du Mundial. Suspectés de laxisme lors des premières rencontres, les arbitres sont maintenant prompts à mettre la main à la poche. En tête de ce triste palmarès, l'Irak (1 rouge, 7 jaunes), l'Angleterre (1 rouge, 5 jaunes), le Mexique (5 jaunes) et l'Uruguay (1 rouge, 4 jaunes). Depuis le début de la compétition, le spectacle est souvent tué par la rudesse des contacts. Inéluctable, dit-on, dans ce type d'épreuve où l'on cherche d'abord à se protéger de la défaite. Les Ecossais, seuls à ouvrir généreusement le jeu et déjà au bord de l'élimination, sont la confirmation de cette règle adoptée par la plupart des favoris.

Lors de la précédente Coupe du monde de football pourtant, les cartons jaunes avaient été deux fois moins nombreux à ce stade de la compétition, et aucun joueur n'avait encore été expulsé. En 1970, pour le Mundial disputé au Mexique, pas un seul carton rouge n'avait été sorti pendant toute la durée du tournoi.

Le durcissement du jeu est une lente évolution, pas seulement une adaptation conjoncturelle aux nécessités d'une épreuve... par élimination. Les dribbleurs sont de sortie. Voici le temps du football coupe-jarret.

GROUPE E : DANEMARK BAT URUGUAY (6-1) A NEZAHUALCOYOTL

L'effet Larsen

De notre envoyé spécial

Nezahualcoyotl. — C'était presque un dimanche de rêve sur Mexico, enfin écrasé sous un soleil de plomb. Le Popocatepelt faisait miroiter ses neiges éternelles au-*dessus d'une ville miraculeusement* débarrassée de ses automobiles et de sa pollution. Cela ne pouvait pas durer. Les premiers nuages étaient apparus sur la route de Nezahualcoyotl en ce dimanche pourtant ensoleillé. Ils allaient éclater sur le stade une heure avant le coup d'envoi d'Uruguay-Danemark, douchant à peine l'enthousiasme des supporters scandinaves.

Ce déluge tropical n'était pourtant qu'un rafraîchissant prélude au déluge de coups redouté sur le champ de jeu. « *Ce sera un match d'hommes* », avait pronostiqué Sepp Piontek, l'entraîneur des Danois, dans un de ces euphémismes dont raffolent les techniciens du football. Ayant peut-être lu ces déclarations dans la presse, l'arbitre mexicain Antonio Marquez Ramirez s'est heureusement appliqué à ramener la « virilité » des joueurs à des limites acceptables. Quatre avertissements distribués aux Uruguayens et un aux Danois, et l'expulsion de Miguel Angel Bossio dès la dix-neuvième minute n'ont pas empêché la sortie sur une civière du Rouennais Jens Jorge Bertelsen, victime d'une fracture après un méchant tacle à hauteur des genoux.

Entrée de devises

De toutes les sélections présentes au Mundial 86, l'Uruguay était incontestablement la plus redoutée de ses éventuels adversaires pour son anti jeu. Plus encore pour sa mauvaise réputation que pour son titre de championne d'Amérique du sud, obtenu aux dépens du Brésil. La « Céleste » — nom donné à l'équipe d'Uruguay pour son maillot bleu ciel — qui avait fait connaître au monde ce petit pays de moins de trois millions d'habitants en gagnant les tournois olympiques des Jeux de 1924 et 1928 avant d'organiser et de remporter *la* première Coupe du monde en 1930 puis de récidiver dans cette épreuve en 1950 au Brésil, ne se distingue plus guère depuis que par son anti-jeu de plus en plus accentué.

Faut-il trouver les raisons de cette évolution dans la crise dans laquelle s'enfonce le football uruguayen ? De tous temps, les joueurs de Montevideo ont fait le bonheur des grands clubs voisins d'Argentine et du Brésil, mais cet exode s'est encore accentué avec la crise économique.

Le retour de la démocratie n'a, en effet, pas résolu la crise dans ce pays pauvre en richesses naturelles. Depuis deux ans, l'exil de quarante-neuf footballeurs a même représenté la première source d'entrée de devises.

Un théoricien

L'un des derniers à avoir franchi *le rio de la Plata a été Enzo Frances*coli, passé au club argentin de River Plate, puis recruté pour sa saison prochaine par le Racing Club de Paris. Aux dires de la presse argentine, ce serait même le plus gros transfert de l'année pour un footballeur. Le contrat prévoyait le versement de 2 200 000 dollars à River Plate, qui en reverserait 25 % à Wanders, le club uruguayen d'origine de Francescoli. Le joueur percevrait à Paris 500 000 dollars par saison pendant cinq ans et bénéficierait de quelques avantages supplémentaires : maison louée dans un quartier résidentiel, impôts payés par le club, deux voitures neuves et six billets d'avion par an pour Montevideo.

Les conséquences de cet exode massif qui concerne tous les attaquants de valeur se font ressentir dans le championnat, déjà complètement déséquilibré par l'écrasante supériorité des deux grands clubs de Montevideo, Penarol et le National. Mais cette pénurie d'attaquants a aussi incité les entraîneurs à miser sur des tactiques de plus en plus défensives, y compris en équipe nationale.

Curieusement, le pays qui a fourni au football mondial quelques-uns de ses plus brillants artistes, comme Juan-Alberto Schiaffino, Hector Scarone, Victor-Rodriguez Andrade, Alcides Ghigghia, a choisi comme entraîneur national Omar Boras, un professeur d'éducation physique sans passé de footballeur, qui s'occupait de la préparation athlétique des joueurs lors des Coupes du monde de 1966 et 1970.

Théoricien du football, ce dernier veut retenir en priorité des joueurs mesurant au moins 1,80 mètre. « *De nos jours, c'est indispensable* », affirme-t-il. Surnommé « *le professeur* » pour son ton doctoral et ses études détaillés du jeu et des joueurs des équipes adverses, il impose en sélection une discipline qui étouffe toute créativité.

Les meilleurs plans peuvent toutefois être réduits à néant par un imprévu. A Nezahualcoyotl, ce fut l'expulsion précoce du défenseur Miguel Angel Bossio, ange gardien désigné de Preben Elkjaer Larsen.

Menés au score dès la dixième minute après un premier but de Larsen précisément, les Uruguayens se sont offerts aux contres d'une équipe danoise impressionnante d'efficacité. Tour à tour Soren Lerby (4e minute), Michel Laudrup (51e), Jesper Olsen (88e) et surtout Larsen (68e et 80e) ont foudroyé les Sud-Américains, qui ont dû se contenter d'un généreux penalty obtenu et transformé par Enzo Francescoli, juste avant la mi-temps.

Si la menace danoise se précise, l'élimination désormais probable des Uruguayens a dû rassurer quelques entraîneurs pas fâchés de ne plus risquer de les trouver sur leur chemin.

GÉRARD ALBOUY.

REUTER

Le premier but du Danois Preben Elkajer Larsen à la dixième minute

A LA TÉLÉVISION

LUNDI 9 JUIN

- *Groupe C :* France-Hongrie, à Leon, TF 1, 20 heures, en direct.
- *Groupe C :* URSS-Canada, à Irapuato, A 2, 22 heures, en différé.

MARDI 10 JUIN

- *Groupe A :* Bulgarie-Argentine, A 2, 20 heures, en direct.
- *Groupe A :* Italie-Corée du Sud, A 2, 22 heures, en différé.

La fiesta triste

De notre envoyé spécial

Mexico. — Triste fin d'après-midi. Une fois encore, ce dimanche, la pluie s'est abattue sur Mexico. Des trombes d'eau ont interrompu le traditionnel pique-nique dans les bois de Chapultepec. Samedi soir déjà, après le match nul de l'équipe mexicaine, les milliers de supporters descendus dans la rue n'avaient pas le cœur à la fête. Le gouvernement mexicain avait pourtant décider d'encadrer ce qui aurait pu être un déferlement. Le long du paseo de la Reforma et sur différentes places, des estrades sont montées pour recevoir orchestre et ballets. Mais les troupes qui se succèdent sur les podiums ne rencontrent qu'un succès d'estime de la part de quelques promeneurs venus en famille, l'espace de quelques minutes, assister au show officiel.

La plupart se contentent de sillonner la ville dans des voitures surchargées, aux portières desquelles s'agrippent les plus jeunes. Ils entament parfois une danse improvisée le temps d'un bref arrêt sur les artères principales.

Les lieux autorisés pour cette « fête », qui n'en fut pas une, avaient été prévus, et la statue de l'ange, sur la place de l'Indépendance, entourée d'une palissade de 2 mètres de haut, officiellement pour procéder à sa restauration, après les déprédations de la semaine dernière. Plus sûrement pour éviter tout débordement, hautement improbable puisque la police est cette fois très visible. Et elle intervient dès que des supporters tentent de détourner un autobus. Bilan : trois cents arrestations.

La morosité prévaut en cette soirée et les Chilangos auront droit à un gigantesque concert de klaxon, alors que la « zona rosa », lieu d'expression rituel de la population de Mexico, est tranformée en zone piétonne sans qu'une affluence particulière justifie une telle mesure. La place de la Constitucion ressemble pour un soir à un circuit automobile pour quelques enragés de la conduite sportive, sans provoquer un quelconque enthousiasme. La tristesse se lit aussi sur les visages avec l'effondrement du peso mexicain, qui a perdu en quelques jours près de 50 % de sa valeur par rapport au dollar. « *Même si nous ne commerçons pas en dollar, c'est la preuve que notre monnaie ne vaut rien, ce n'est pas gai, et nous savons que les ennuis ne font que débuter* », raconte Eduerdo au volant de son taxi dans la ville où la fermeture hebdomadaire des magasins ne concourt pas à l'animation.

Un succès de moins en moins évident

Aujourd'hui, ce Mundial apparaît à certains comme le révélateur de difficultés qui vont s'accroître. Et cela d'autant plus que, malgré l'énorme campagne de promotion du tourisme à la télévision et dans les journaux, le succès de la Coupe du monde dans ce domaine est de moins en moins évident. De nombreux hôtels disposent encore de chambres dans la capitale et dans les villes où ont lieu les compétitions.

Les élections pour les postes de gouverneur qui doivent débuter au mois de juillet sont l'occasion des habituelles tractations. Le parti au pouvoir (PRI) semble assuré de perdre au moins un siège à Chihuahua, et les sifflements nourris adressés au président de La Madrid lors de la cérémonie inaugurale sont un affront pour les autorités.

Les habitants de Tepito, dans le secteur de Mexico frappé par le tremblement de terre, rompant une trêve, devaient manifester ce lundi pour obtenir une réponse à leurs problèmes de relogement et de reconstruction. Un premier mécontentement qui s'affiche et brise un peu plus l'ambiance de fête de ces derniers jours. « *A Tepito, tout se vend, mais pas la dignité* », disent les banderoles préparées à la hâte en cet après-midi de dimanche. A en croire la tristesse régnante, la gaieté des Chilangos ne doit pas pouvoir s'acheter non plus, même pour une Coupe du monde.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

GROUPE E : RFA BAT ÉCOSSE (2-1) A QUERETARO

Littbarski rayonnant

Les Allemands de l'Ouest ont remporté, dimanche 8 juin à Queretaro, une victoire décisive pour leur qualification en battant l'Ecosse (2-1), quasiment éliminée, avec deux défaites, de la Coupe du monde.

Ce match a pourtant bien failli être la répétition, pour les Allemands, de leur première rencontre contre l'Uruguay. Dominant outrageusement les Ecossais dans le premier quart d'heure, avec notamment une tête dès la troisième minute de Voeller qui vint s'écraser sur le poteau gauche du but écossais, ils se sont fait une nouvelle fois prendre en contre.

Quatre minutes pour refaire un retard

La défense allemande, dans laquelle Augenthaler joue désormais le rôle de libero, a encore démontré son manque de fiabilité face aux Ecossais et à leur diable roux, Strachan, auteur d'un but à la dix-septième minute.

Toutefois, dimanche, les Allemands ont refait leur retard en quatre minutes avec un Littbarski, rayonnant en milieu de terrain, qui allait asseoir, pendant toute la partie, la domination de l'équipe de Beckenbauer. Logiquement, la RFA assurait sa victoire au début de la deuxième mi-temps, quand les Ecossais accumulaient de nombreuses erreurs en défense, même s'ils se montraient toujours dangereux en attaque.

Une fois de plus, Beckenbauer a fait entrer dans le dernier quart d'heure Karl-Heinz Rummenigge, mais il devra peut-être se passer, dans son dernier match du groupe contre le Danemark, des services de Briegel, son arrière gauche offensif, sorti sur blessure. — *(AFP.)*

LES RÉSULTATS

SAMEDI 7 JUIN

- *Groupe B :* Mexique et Paraguay, 1-1.

DIMANCHE 8 JUIN

Belgique bat Irak, 2-1.

Classement. — 1. Mexique et Paraguay, 3 pts ; 3. Belgique, 2 pts ; 4. Irak, 0 pt.

SAMEDI 7 JUIN

- *Groupe D :* Espagne bat Irlande du Nord, 2-1.

Classement. — 1. Brésil, 4 pts ; 2. Espagne, 2 pts ; 3. Irlande du Nord et Algérie, 1 pt.

DIMANCHE 8 JUIN

- *Groupe E :* RFA bat Ecosse, 2-1 ; Danemark bat Uruguay, 6-1.

Classement. — 1. Danemark, 4 pts ; 2. RFA, 3 pts ; 3. Uruguay, 1 pt ; 4. Ecosse, 0 pt.

SAMEDI 7 JUIN

- *Groupe F :* Pologne bat Portugal, 1-0.

Classement. — 1. Pologne, 3 pts ; 2. Portugal et Maroc, 2 pts ; 4. Angleterre, 1 pt.

Un amour de Guanajuato

De notre envoyé spécial

Guanajuato. — L'orphéon *municipal qui a le sens de l'hospitalité, sinon celui de la mesure,* jouait *Sambre et Meuse*. Comme à Hénin-Liétard, à Nœux-les-Mines, pour la Saint-Quinquin. Sous le kiosque à musique, très r.aximilien, c'est-à-dire Napoléon III, les enfants mexicains en ouvraient des yeux comme des soucoupes.

Une journée à Guanajuato, « terre des grenouilles », ville de fontaines et d'argent, l'échappée belle vers cette petite cité coloniale et minière, oasis sans football aux contreforts de la sierra Madre. Une belle et bonne journée pour s'évader. Car l'allergie au ballon rond menaçait. Aussi sûrement que l'urticaire des fraises avait frappé le gardien soviétique Dasseiev, fauché en pleine gourmandise.

Il faut ainsi se ménager des sorties sans permission du Mundial. Il faut savoir quitter ces routes à grande vitesse et à haut risque où se pratique l'holocauste des grands chiens jaunes errants, fracassés comme hérissons de France, et dont les bas-côtés sont plantés de tombes paysannes. En guise d'avertissement, ou d'ultime reddition à une terre ingrate.

Il faut en somme dribbler le Mundial. Guanajuato est cette merveille accrochée aux flancs rocailleux de quelques vallons torrides. Les maîtres recenseurs affirment qu'elle compte deux cent mille âmes dont une centaine de momies. Les guides touristiques vantent *ses* charmes romantiques, ses splendeurs baroques, les torchis fauves des maisons accrochées aux rochers, son histoire flamboyante de citadelle révolutionnaire, ses mines sur la route de l'argent.

Ils ne diront jamais le bonheur privilégié d'une soirée d'été, cette fraîcheur après l'orage, ses gens, ses odeurs. Ce soir-là, enfin, le Mexique s'est montré. Dès la sortie du tunnel, d'une voie sous berge creusée dans le lit d'un rio asséché, dès l'arrivée sur cette place de l'église San-Diego, somptueuse et baroque, Notre-Dame de Guanajuato en somme.

Le bonheur au quatrième tour

Un gamin sourd-muet s'est mis à sautiller autour de la voiture avec ses prtits cris si particuliers de ceux qui ne peuvent parler. C'était simplement pour laver le véhicule, comme cent fois, mille fois par jour, des enfants le proposent. La voiture n'en avait pas besoin. Lui, si. Alors oui, cette fois d'accord et ce fut comme si on lui avait accordé la main d'Esmeralda, la belle gitane.

Dans l'église trop belle pour une aussi pauvre noce, deux mariés sortaient conduits par un curé vêtu d'or et de dentelles. La *mariée avait bien quinze* ans et des joliesses de communiantes. Le marié, lui, avait au moins dix-huit ans, un costume de faiseur et des talons hauts pour dominer la situation. La noce est passée, sous quelques poignées de riz vite glané au sol par des gamins nécessiteux. Et elle s'est engouffrée tout entière dans une immense et antique Buick américaine, sorte de porte-avions pour lune de miel, louée probablement pour le voyage de noces, c'est-à-dire de la maison à l'église et retour.

Sur le trottoir, assise la main tendue, presque momifiée, une vieille Indienne mendiait, les yeux trop plein de larmes. Les larmes étaient probablement fausses. La misère était vraie. En face, chez le coiffeur-barbier, installés dans d'immenses fauteuils de cuir, façon western ou dentiste, les clients prenaient leurs aises en écoutant la radio, son à fond, raconter son match.

Guanajuato est une merveille. Sur la place du Jardin-de-l'Union, sous les lauriers et devant les fontaines, les belles ont entamé leur carroussel vespéral. Trois, quatre tours de paseo pour le quadrille amoureux. Un tour, dit-on, pour se faire voir ou pour voir. Un tour pour entendre compliments. Un tour pour se faire offrir une rose. Le bonheur est, paraît-il, au quatrième tour. Les supporters français, qui sont ici légion et ne le cachent point, avec leurs maillots bleus, leurs chaussettes tricolores et leurs grandes exclamations en français, pour que cela ne s'ignore point — aucun risque, — brisaient en riant cette fragile ordonnance. Ils cherchaient visiblement celles qui n'en étaient plus à leur première rose.

Le bonheur était aux terrasses des restaurants, dans d'innombrables festins et d'incertaines commandes. Qu'importe, en fait, les orchestres mariachis faisaient leur métier, courarachas de touristes, avec violons pleureus et sanglots de trompettes, comme dans *le Dernier train pour El Paso*. Qu'importe vraiment puisque la soirée était belle et que les enfants-roi du Mexique filaient à deux pas vers un spectacle, vers l'Opéra, petit palais Garnier pâtissier, chef-d'œuvre d'opulence comme Belem, au Brésil, la riche caoutchoutière, n'a pas su s'en offrir.

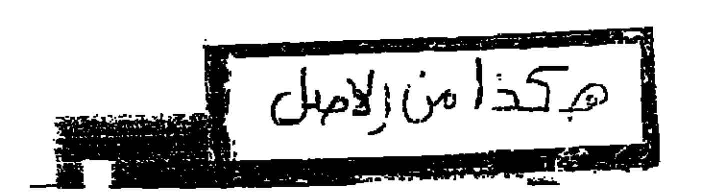
Rhum parfumé

Guanajuato est un émerveillement. On y a vu le marché hidalgo, Baltard pimenté. On y a vu la mine de la Valenciana, dernière mine d'argent en activité. Et en face, comme du producteur au consommateur, du sous-sol au ciel, une somptueuse église ultra-baroque cette fois, payée, dit l'histoire, de pas mal de vies et de 500 000 pesos d'or. On y a vu des paysans joueurs de dominos proposer une place et une bière, des haciendas transformées en hôtels plus beaux qu'un rêve mexicain. On y a vu des bars impossibles, interdits « *aux femmes, aux Indiens et aux homosexuels* ». L'Incendio, par exemple, où un patron à l'allure de bandit mexicain propose, pire que la téquila, le mezcal, l'assomme-touriste et où, mille excuses, l'on pisse tout debout contre le zinc dans une rigole prévue à cet effet.

Guanajuato est un bonheur. Ce soir, des jeunes gens, une dizaine, sont arrivés dans les jardins de l'Union. Ils n'exigeaient rien, surtout pas d'argent. Il n'avaient rien, sauf leurs guitares et leurs voix. Ils ne demandaient rien, sinon chanter et qu'on leur fasse l'honneur de les suivre dans les ruelles en pente, sur les placettes, toutes plus belles les unes que les autres, ils ont simplement offert des chants profonds, magnifiques. Pour leur *plaisir et pour le nôtre.* Ils buvaient et offraient aussi, dans de curieuses thermos, des sachets de plastique contenant de la glace, des lampées de rhum parfumé. Les balcons étaient couverts de géraniums, la ville splendide, la lune d'argent. Et il n'y a rien à ajouter.

Si tout de même. Vendredi, à Monterrey, l'Angleterre n'a pu se défaire du Maroc (1-1). Samedi, l'Irlande du Nord, à Guadalarara, a subi le joug espagnol (2-1). Dimanche, à Queretaro, l'Ecosse a cédé devant l'Allemagne de l'Ouest (2-1). Bref, c'est la débandade dans les troupes anglo-saxonnes. Les Gallois, seuls absents, ont bien fait de rester à la douce maison. Dieu protège la reine !

PIERRE GEORGES.







LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

La tombe du Suédois inconnu

Numéro un mondial, le Tchécoslovaque Ivan Lendl, vingt-six ans, a gagné les 1 397 250 francs attribués cette année au vainqueur du simple messieurs des Internationaux de France. Dimanche 8 juin, il a battu en finale le Suédois Mikael Pernfors, vingt-deux ans, classé 27e mondial, en trois manches (6-3, 6-2, 6-4). Vainqueur de quatre têtes de série depuis le début du tournoi, celui-ci n'a pas pu empêcher, en dépit d'une farouche opposition, Lendl de reconquérir le titre gagné une première fois en 1984 face à John McEnroe et perdu en 1985 contre Mats Wilander. Numéro deux mondial, l'Américaine Chris Evert-Lloyd, trente et un ans, a reçu les 1 278 400 francs attribués à la gagnante du simple dames. Samedi 7 juin, elle a battu en finale sa compatriote Martina Navratilova, vingt-neuf ans (2-6, 6-3, 6-3), première mondiale, à l'occasion d'une rencontre moins intense qu'en 1985. C'est la septième fois que Chris Evert-Lloyd s'impose porte d'Auteuil – un record absolu – où elle est arrivée neuf fois en finale au total.

En dépit des mauvaises conditions atmosphériques pendant la quinzaine, le record de fréquentation a été battu : 319 210 spectateurs payants ont franchi les grilles du stade Roland-Garros, assurant une recette de l'ordre de 39 millions de francs.

Avant toute chose, réparons ici une injustice. Ivan Lendl a été méchamment brocardé dimanche par le public de Roland-Garros. Applaudissons-le, au contraire, des deux mains. Il l'a bien mérité, ce bon ouvrier morave, car il a fait et bien fait l'ouvrage qu'on attendait de lui : gagner la finale contre le Suédois Mikael Pernfors.

Bravo donc. Et plutôt deux fois qu'une. Quatre fois finaliste, deux fois champion, le gaillard a mérité un peu de considération, que diable ! Il ne faut pas se tromper dans la distribution des rôles de ce fabliau sur court qu'était la finale : le Suédois a été parfait en Petit Chaperon rouge,mais le Tchécoslovaque a été un loup superbe. Comme il avait de bien grandes dents, mère grand, il l'a croqué.

Versons donc une larme sur la tombe de ce Suédois inconnu. Ce fut un vaillant petit soldat. Certains, comme la plupart des Américains, avaient déserté le champ d'honneur. D'autres, comme le champion en titre Mats Wilander, avaient capitulé. S'arrachant, lui, à l'anonymat, il avait pris d'assaut la renommée. En moins de deux semaines, il a fait tomber quatre citadelles : Edberg, Jaite, Becker, Leconte. Et, dimanche, il a attaqué crânement la Bastille Lendl. Il a réussi à ouvrir quelques brèches dans les défenses du Tchécoslovaque. Dans la première manche, il a eu trois balles de break, avant de prendre, pour la première fois, le service de Lendl, qui engageait alors pour le gain du set. Dans la deuxième, il a servi à 2-1. Dans la troisième manche, l'assaut a encore été plus rude : mené 3-0, il a sauvé une balle de 4-0, avant d'aligner 4 jeux et même de servir une balle de 5-3. Battu en trois manches, il s'est pourtant accroché au score, déployant l'intelligence de jeu et l'acharnement qui lui avaient permis auparavant de faire tomber quatre têtes de série.

Quelques points ont été à cet égard exemplaires. Ainsi, dans le cinquième jeu du premier set, quand Pernfors servait à 15-15 : interrompant un long échange, une amortie tombe juste derrière le filet ; Lendl se précipite pour la retourner dans le dos du Suédois, qui arrive malgré tout à remettre une première fois, puis tente un lob ; Lendl smashe alors sur Pernfors, qui, en tenant sa raquette comme une poêle à frire entre les jambes, parvient encore à renvoyer ; la balle est alors reprise trois fois de volée et Lendl fait la faute le premier !

Des échanges aussi époustouflants, il y en a eu des dizaines, la plupart au bénéfice du Suédois. Il semblait capable d'être toujours là où retombait la balle. Mais ce n'était que des escarmouches, du tennis commando. Un match se gagne avec l'artillerie. Il lui aurait fallu d'autres moyens pour remporter, sinon la guerre, au moins la bataille d'un set. Car cette pugnacité qu'il a acquise à l'école américaine et qui a tant ému le public ne pouvait compenser à elle seule la différence athlétique entre les deux joueurs. Lendl-Pernfors,c'était le tank contre le lancier. Ou, pour prendre une image moins guerrière, le père contre le fils. Il y avait vingt bons centimètres de différence de taille entre les deux.

Parfois, quand Lendl *liftait* outrageusement, Pernfors, acculé dans les bâches, devait sauter pour frapper la balle. A l'engagement, cet écart était plus net : sur les quatorze jeux de service de Pernfors, Lendl a eu des balles de break onze fois et les a concrétisées huit fois. Bref, le Suédois du troisième type n'a pas réussi, comme Borg en 1981 et Wilander en 1985, à faire douter le Tchécoslovaque. Comme l'auraient souhaité les spectateurs. Blanchette qui encorne le loup, voilà en effet ce qu'attendait M. Seguin dans les gradins. Il devra repasser. Il n'aurait pas dû prendre ses désirs pour des réalités.

L'ambition de Lendl

Bien sûr, il est exaspérant, Lendl quand il s'apprête à servir. Et il ne se soigne pas beaucoup. Il a tout du pilote de 747 établissant sa *check-list*, avant un vol transatlantique. Chaussures ? décrottées. Serre-poignet ? ajusté. Raquette ? agrippée. Front ? épongé. Service ? prêt. Lancez la balle ! Cela prend un temps fou, c'est-à-dire au moins les vingt secondes prévues dans le règlement. Cela agace forcément ses adversaires et le public. Mais c'est le règlement. Si les spectateurs n'avaient pas manifesté trop souvent et trop rapidement, le juge de chaise aurait peut-être pu lui intimer de se presser au lieu de devoir demander le calme.

Voilà bien comment naissent les malentendus. Que les spectateurs aient soutenu le challenger, c'était bien dans une certaine logique de cette finale disproportionnée. Qu'ils se soient montrés désagréables avec le champion, cela ne l'était pas. Lendl a eu plus que sa part dans le fait que cette rencontre ait été au bout d'un tournoi de gribouille un bon match.

Il lui a été trop reproché naguère de perdre ses moyens dans les grandes occasions pour ne pas souligner comme il se doit son succès. Il aurait très bien pu en effet lui arriver la même mésaventure qu'à McEnroe en 1983 : être battu après avoir mené deux sets à rien. Lendl s'est retrouvé dans cette situation quand Pernfors a aligné quatre jeux dans la troisième manche.

En trois coups de raquette, le Tchécoslovaque a écarté cette éventualité. Trois coups de raquette aui ont bien remis les choses à leur place.

Lendl est l'indiscutable numéro un depuis sa victoire sur McEnroe en finale des Internationaux des Etats-Unis. A cet égard, on peut se demander si cette deuxième défaite de « Big Mac » dans une finale du grand chelem contre le Tchécoslovaque n'a pas autant contribué à sa pré-retraite que ses problèmes personnels. Borg avait été frappé d'un même sentiment d'impuissance quand il avait été battu par le gaucher américain à Wimbledon puis à Fluschings-Meadow. Sentiment qui avait précipité son abandon de la compétition. Or, Lendl suscite bien l'impuissance chez ses adversaires.

Il n'était pas le plus doué de sa génération, loin de là. Il n'avait pas le talent inné de certains. Ni des nerfs d'acier ni une constitution de décathlonien. Mais il a su les acquérir. Méthodiquement, il a ainsi pu franchir tous les obstacles qui se dressaient devant lui. Avec une obstination de fourmi. Il s'y est repris à six reprises avant de décrocher son premier titre du grand chelem.

Mais est ce bien le même Lendl qui a été battu par Borg en 1981 lors de sa première tentative infructueuse et celui qui a battu Pernfors dimanche ? Quel rapport entre le Tchécoslovaque mal dégrossi et le résident américain en super-condition physique ? L'ambition certainement. Une ambition à la mesure des frustrations et des rebuffades subies par le garçon depuis la tendre enfance. Le désir de montrer qu'il est le plus fort est chez lui plus puissant que chez nul autre. Aussi, en encourageant son adversaire dimanche, le public parisien n'a fait que décupler sa motivation. Et quand il est ainsi Lendl mérite bien le surnom d'« Ivan le terible » !

ALAIN GIRAUDO.

Vanille et chocolat

« Cinq minutes d'échauffement » : le règlement est cruel. Comment des articulations et des mollets déjà trentenaires pourraient-ils être dérouillés après une poignée de secondes ? Surtout quand une bise frisquette s'engouffre sous les jupettes, et que, depuis quelques jours, un ciel gris fait suinter le central d'humidité. Il faut désormais une bonne demi-heure à Chris Evert-Lloyd pour retirer sa laine rose layette et commencer à tricoter son tennis en points serrés. Pendant ce temps, ses adversaires ont généralement déjà achevé la première manche.

Ce fut le cas en huitièmes de finale contre Gabriela Sabatini (1-6) et, en quarts de finale, face à Carling Bassett (5-7). Diesel de charme, l'Américaine était chaque fois revenue au train. Mais, samedi, face à la championne du monde, les deux derniers sets seraient, si l'on peut dire, une autre paire de manches. La démarrage avait été trop calamiteux pour entretenir l'espoir d'un retour. Inauguré par une double faute, le premier set était passé comme un mauvais rêve, 2 à 6 au bout de trente minutes.

Les augures, qui avaient affirmé que cette troisième finale consécutive entre les deux championnes n'aurait pas le piment de celle de 1985 – un chef-d'œuvre est unique, forcément unique – enrageaient d'avoir eu à ce point raison. Ceux qui, depuis des années, promettent Chris Evert-Lloyd à une retraite dorée croyaient cette fois en entendre sonner l'heure. Sans jouer son meilleur tennis, Martina Navratilova dominait une partie que le public suivait d'une paupière lourde.

Et brusquement, à la faveur d'une éclaircie, le match s'est réchauffé. *« A 3-1 dans le deuxième set, tout s'est remis en place en même temps. Mon service est revenu, et mes passing-shots ont commencé à fuser,* devait constater Chris Evert-Lloyd, *mais je ne m'étais pas trop fait de soucis : je savais qu'il suffisait d'être patiente. »* Martina venait de perdre son service et quelques certitudes. A 5-3, menée 0-40 sur son service, Chris administra la preuve définitive de la solidité de ses nerfs, de sa puissance de concentration mais aussi de la variété de ses coups : aces, passings et amortis lui offrirent le gain du deuxième set.

Figée sur sa ligne de fond de court ou errant à quelques encâblures du filet, Navratilova semblait avoir brutalement quitté la partie, comme si elle souhaitait un troisième acte pour la beauté du spectacle. *« Pas du tout,* s'offusque-t-elle, *j'ai fait un bon match et, si j'avais joué comme aujourd'hui, j'aurais remporté la finale de l'an dernier. Mais Chris a fait les meilleurs passing-shots de sa vie et marqué tous les points cruciaux du match. »*

A ce point de la partie, l'après-midi allait atteindre des sommets techniques et émotionnels que l'on n'espérait plus. Navratilova contre Evert-Lloyd, même programmée pour la quatorzième fois en finale d'un tournoi du Grand Chelem, ne serait jamais un simple rediffusion. Oubliant le brouet servi en hors-d'œuvre, le public se pourlécha au moment du dessert.

Défaite haïe

Du fond du court, « Chrissie » confectionnait des passings de plus en plus acidulés, n'hésitant pas à monter pour servir des volées amorties, plaçant, pour finir, quelques lobs, comme on dépose une cerise confite au sommet d'une pâtisserie. Indigestion pour Martina, qui menait pourtant 2 à 0 dans le dernier set.

« Aujourd'hui, nous sommes, Chris et moi, associées dans l'esprit du public comme le chocolat à la vanille ou le jazz à la musique classique : deux styles opposés, deux tempéraments différents », écrit Martina Navratilova dans son récent livre (1). Styles opposés mais complémentaires. La vraie puissance de l'une contre la fausse nonchalance de l'autre : il y a là les ingrédients d'un spectacle toujours renouvelé malgré la permanence de l'affiche.

« On trouve que c'est devenu de la routine de nous voir, Navratilova et moi-même, disputer les finales du Grand Chelem. Mais il faudrait peut-être se demander pourquoi nous sommes encore là, malgré la poussée de nouvelles joueuses de talent », s'insurge Chris Evert-Lloyd. Comment, en effet, après avoir tout gagné plusieurs fois, peut-on encore se mobiliser set après set, match après match, pour rester au sommet ? Réponse de Martina : *« Je n'aime certes pas perdre mais j'aime par-dessus tout gagner. »* Réponse de Chris : *« Je hais plus la défaite que je n'aime la victoire. »* Tempéraments différents, vous dit-on, mais complémentaires.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) *Martina raconte Navratilova*, éditions Carrère-Michel Lafon.

LE PALMARÈS

SIMPLE MESSIEURS
Lendl (Tch. 1), b. Pernfors (Suè. 27), 6-3, 6-2, 6-4.

SIMPLE DAMES
C. Evert-Lloyd (EU 2) b. M. Navratilova (EU 1), 2-6, 6-3, 6-3.

SIMPLE JUNIORS GARÇONS
Perez-Roldan (Arg.), b. Grenier (Fr), 4-6, 6-3, 6-2.

SIMPLE JUNIORS FILLES
P. Tarabini (Arg.), b. N. Provis (Aus), 6-3, 6-3.

DOUBLE MESSIEURS
6. Smid (Tch.) - Fitzgerald (Aus.), b. 2. Edberg-Jarryd (Suè.), 6-3, 4-6, 6-3
6-7, (4-7), 14-12.

DOUBLES DAMES
Navratilova (EU) - Temesvari (Hon), b. Graf (RFA) - Sabatini (Arg), 6-1, 6-2.

DOUBLE MIXTE
K. Jordan-Flach (EU), b. R. Fairbanks (Af. Sud) - Edmonson (Aus), 3-6, 7-6 (7-3), 6-3.

DOUBLE JUNIORS GARÇONS
Davin-Perez Roldan (Arg.), b. Carbonell-Sanchez (Esp.), 7-6, 5-7, 6-3.

DOUBLE JUNIORS FILLES
Meshi-Zvereva (URSS) b. Novotna-Rachjtova (Tch.), 1-6, 6-3, 6-0.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

RECORD D'EUROPE DU TRIPLE SAUT

Le Soviétique Nikolaï Moussienko, vingt-six ans, a établi samedi 7 juin à Leningrad un nouveau record d'Europe au triple saut avec un bond de 17,78 mètres (ancien record : 17,77 m par le Bulgare Khristo Markov, le 11 août 1985).

RECORD DU MONDE DU DISQUE

L'Allemand de l'Est Juergen Schult a battu vendredi 6 juin le record du monde du lancer du disque avec un jet de 74,08 m au cours d'une rencontre d'athlétisme à Neubrandenbourg (nord de la RDA). (Ancien record : 71,86 m par le Soviétique Yuri Dumtchev, le 29 mai 1983.)

Automobilisme

CHAMPIONNAT INTERCONTINENTAL DE FORMULE 3000

L'Italien Pierluigi Martini (Ralt-Honda) a remporté dimanche 8 juinxxxxxxxxx le Grand Prix d'Imola, cinquième épreuve du championnat intercontinental de formule 3000, en devançant de 80 centièmes seulement son compatriote Ivan Capelli March 86-B). Au classement général provisoire, Ivan Capelli précède Emanuele Piro et le Français Pascal Fabre.

Motocyclisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DE MOTO-CROSS

Le Français Jacky Vimond (Yamaha) a gagné dimanche 8 juin, à Farleigh-Castle, le Grand Prix d'Angleterre (250 centimètres cubes), remportant ainsi son cinquième Grand Prix sur sept cette saison. Au classement provisoire du championnat du monde, Jacky Vimond a 68 points d'avance sur l'Italien Michele Rinaldi (Suzuki).

Natation

RECORD DE FRANCE FÉMININ DU 400 MÈTRES

Cecile Prunier (Versailles) a établi, dimanche 8 juin à Nanterre, un nouveau record de France du 400 m nage libre dames en 4 mn 16 s 21. L'ancien record était détenu en 4 mn 16 s 46 par Véronique Jardin depuis le 7 mars 1986 à Rennes.

ATHLÉTISME

Quatrième succès de Quemener dans Paris-Colmar

Le policier parisien, Roger Quemener, quarante-quatre ans, s'est imposé, samedi 7 juin, au terme des 517 kilomètres de Paris-Colmar à la marche et a ainsi rejoint au palmarès le Luxembourgeois Josy Simon avec quatre succès. Quemener a franchi la ligne d'arrivée avec 26 minutes d'avance sur Norbert Bruno (PTT, Bar-le-Duc) et 32 minutes d'avance sur Marcel Jaunasse (Unitas Brumath Saverne). Les trois hommes ont donc terminé dans un mouchoir à l'issue d'une épreuve dont la soixantième édition fut très disputée. *« Je n'ai jamais douté,* avouait le vainqueur. *Même si j'ai connu une belle frayeur dans la descente du col du Bonhomme. Mais j'avais gardé suffisamment de réserves et, sur la fin, j'ai pu résister au retour en fanfare de Bruno et de Jaunasse ».*

Roger Quemener est passé à l'offensive vendredi après-midi, au deuxième jour de course. Mais, après son effort, il estime ne pas avoir souffert. Pourtant, les rescapés de Paris-Colmar ont connu une dernière nuit épouvantable avec de la pluie froide et de la neige fondue au sommet du col haut-rhinois, qui provoqua l'abandon de nombreux candidats, dont Josy Simon et la seule femme de l'épreuve Edith Couhé.

RUGBY

Les Pumas asphyxiés

Le Quinze de France a vaincu les Pumas argentins par 22 à 9, samedi 7 juin à Buenos-Aires, à l'issue d'un match qu'il a dominé avec sérénité, prenant ainsi sa revanche sur la défaite (13-15) du premier test. Trois essais (Lescarboura, Sella, Dubroca), quatorze points du demi d'ouverture dacquois contre trois pénalités de Porta, concrétisèrent la supériorité des joueurs de Jacques Fouroux.

Vexés d'avoir perdu, la semaine dernière, un match qu'ils avaient largement dominé, les tricolores ont cette fois « asphyxiés » les Pumas par une omniprésence sur tous les fronts du jeu.

« On a joué avec rigueur et défendu avec constance et enthousiasme », ont résumé Jacques Fouroux et le capitaine Daniel Dubroca. Pour eux, la score aurait même dû être plus lourd sans la *« vaillance »* des Pumas, dont l'entraîneur français n'a pas hésité à dire qu'ils étaient les *« champions du monde de la défense »*.

Un Quinze de France adepte de la pression défensive, rigoureuse et prudente sur ses propres conquêtes et toujours prompte à jouer le contre sur les erreurs de l'adversaire, c'est une image un peu nouvelle. Mais les tricolores n'avaient pas le choix. Après l'échec du premier test, ils devaient absolument gagner, quitte à remettre à plus tard leurs ambitions de « jeu complet ».

MOTOCYCLISME

Eddie Lawson se rapproche du titre en 500 centimètres cubes

L'Américain Eddie Lawson (Yamaha-Marlboro), qui a remporté dimanche 8 juin sur le circuit de Salzbourg le Grand Prix d'Autriche en 500 centimètres cubes. Cette troisième victoire consécutive de la saison lui a fait faire un pas de plus vers un nouveau titre de champion du monde de vitesse de la catégorie.

Sur une piste pratiquement sèche, Lawson et son compatriote Freddie Spencer (Honda) s'échappaient dès le départ, mais Spencer s'arrêtait au cinquième tour, pour faire resserrer son amortisseur de direction. Dès lors, Lawson ne cessait de creuser l'écart sur Wayne Gardner (Honda) et remportait une victoire très nette devant l'Australien, l'Américain Randy Mamola (Yamaha), prenant la troisième place.

Parti en dernière ligne poussé par un mécanicien, Christian Sarron (Yamaha), qui avait été blessé durant les essais, effectuait une course très courageuse et se classait quatrième après une longue bagarre avec l'Américain Baldwin (Yamaha). Moteur cassé, Raymond Roche (Honda) a abandonné au cinquième tour. Ayant repris la piste après son arrêt dans l'espoir de marquer quelques points, Spencer allait faire une belle remontée, mais il devait se contenter de la seizième place.

Dans la catégorie des 250 centimètres cubes, après un superbe départ de Jean-François Baldé (Honda), le Vénézuélien Carlos Lavado (Yamaha) a pris la tête de la course pour obtenir un facile succès.

société

SÉCURITÉ

Le nombre des associations de victimes de la délinquance est passé de quatre à soixante-quatre en quatre ans

De notre correspondant

Marseille. – Les représentants de soixante associations d'aide aux victimes et ceux de vingt-cinq bureaux municipaux se sont réunis à Marseille pour participer aux premières assises nationales d'aide aux victimes. Cette réunion a eu lieu sur l'initiative de l'Association d'aide aux victimes d'actes de délinquance (AVAD) (1) créée en 1983 et que préside M. Louis Bartolomei, procureur adjoint de la République à Marseille. Cette réunion aura permis de faire un bilan du travail accompli, souvent en ordre dispersé, de confronter les diverses expériences et de s'informer mutuellement sur la situation internationale en matière de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes afin de voir se développer une politique de solidarité qui contrebalance le sentiment trop répandu d'insécurité.

« L'institution judiciaire n'offre pas à la victime les services que l'on attend d'elle, a dit le procureur adjoint de Marseille. *La victime a besoin de silence et d'efficacité, de retrouver la parole afin de ressusciter après le choc. Or on lui séquestre la parole. Le procureur et l'avocat parlent à sa place et, en guise de réparation, on lui offre de l'argent sans se soucier de soutien moral. Ce dont a besoin la victime, est autre chose qu'un service stéréotypé clés en main. »*

Toute l'activité de la machine judiciaire est orientée vers la poursuite du délinquant. Cette action à sens unique a provoqué l'éclosion d'associations de victimes dont les exigences ont permis de mettre en lumière l'inadaptation du système actuel. L'aide apportée par M. Robert Badinter, à partir de 1983, a cependant provoqué une intervention de plus en plus importante du ministère de la justice. *« Nous sommes loin d'apporter réparation à toutes les victimes »*, reconnaît Mme Marie-Pierre de Liège, chef du bureau d'aide aux victimes auprès du garde des sceaux, *« mais la France se trouve aujourd'hui parmi les pays les plus avancés. »* En 1982, il n'existait que trois associations d'aide en France. Quatre ans plus tard, elles sont plus de soixante tandis que, parallèlement, les indemnisations sont passées de 8 millions de francs en 1983 à 30 millions de francs en 1985. Ce chiffre dépassera 60 millions de francs cette année.

L'expérience de Valence

L'une des plus intéressantes expériences, menées depuis deux ans par le tribunal de grande instance de Valence, a été rapportée aux assises nationales par M. Gilbert Bonnemaison, député et maire (PS) d'Epinay-sur-Seine, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance. *« On commence à se rendre compte que les solutions ne passent pas par le tout répressif »*, affirme M. Bonnemaison. A Valence, des conciliateurs sont désignés par le tribunal, et au lieu de donner systématiquement une suite judiciaire aux actes de délinquance, on leur demande d'organiser une rencontre entre le délinquant et sa victime à laquelle le conciliateur assiste, et au cours de laquelle, d'un commun accord, on décide de la forme de la réparation. Cette expérience prouve que, avant de lancer la machine judiciaire, souvent disproportionnée à la faute, il est possible de régler *« à l'amiable »* l'indemnisation des petits délits. Le principal résultat est de faire prendre conscience au délinquant des conséquences de son acte.

Les assises de Marseille ont tenté de démontrer que, contrairement à l'idée reçue, la victime attend une vraie réponse et non la seule vengeance. *« La revendication de vengeance,* estime M. Bartolomei, *provient dans 90 % des cas de personnes qui n'ont pas été agressées, mais la réclament pour les autres »*.

Une importante question reste en suspens : que doit-on faire pour indemniser les victimes d'attentat ? Doit-on les assimiler aux autres victimes d'actes de délinquance ou les traiter à part ? La présence dans son fauteuil roulant de Mme Françoise Rudetzki, présidente de l'association SOS-Attentats, a été remarqué au cours de ces premières assises qui se sont achevées par la création de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) qui se propose d'être un instrument de coordination entre les diverses associations.

JEAN CONTRUCCI.

(1) AVAD, 49, rue Grigan, 13006 Marseille. Tél. : 9-154-81-00.

MÉDECINE

L'appel d'un leucémique pour les dons de moelle

Agé de trente-quatre ans, contrôleur douanier, père de deux enfants de huit et onze ans, l'un de nos lecteurs, M. Michel Cathala (1), nous écrit :

Je suis leucémique (leucémie aiguë lymphoblastique type T) depuis août 1982, et en rechute depuis décembre 1985... de plus, diabétique insulino dépendant suite aux « chimios » du début qui ont affecté certaines fonctions pancréatiques.

Après une recherche infructueuse de donneur de moelle osseuse compatible dans l'ordinateur de la FFDOT (hôpital Saint-Louis), qui est opérationnel depuis le 28 mars 1986... (et presque vide !), je suis en instance d'être greffé avec ma propre moelle traitée (à compter du 12 mai). Un prélèvement de 2,6 litres (important à cause de la pauvreté de la moelle provoquée par les chimios) a eu lieu ces jours derniers. Elle a été traitée *in vitro* avec des « anticorps monoclonaux » et selon des techniques de ciblage et de destruction des cellules employées dans le cadre des greffes allogènes : sur les quinze milliards de cellules hématopoietiques prélevées, il en reste deux milliards au fond d'un congélateur, théoriquement débarrassées de ce qui est cancéreux ou dangereux pour la prise de greffe.

Vous savez, ou ne saviez pas, mais saurez désormais que la technique de greffe de moelle allogène est possible, et, à mon avis, préférable, avec toutefois des réserves dues à certaines ignorances de la recherche scientifique et pour autant que les groupes tissulaires soient parfaitement compatibles. Un des principaux handicaps dans cette voie est la rareté des donneurs de moelle potentiels : c'est encore plus difficile que de donner son sang, car les dons de ce type nécessitent une anesthésie générale, et seuls, il faut bien le dire, les hommes et femmes représentatifs d'une certaine crème de la société se proposent, les autres, à qui je souhaite d'être un jour dans mon cas, n'en ayant « rien à foutre ». (...)

Il y a en France entre sept mille et dix mille donneurs potentiels répertoriés depuis la campagne (qui s'essouffle) lancée en juin 1985 par MM. Jean Bernard et Jean Dausset, mais on préfère chez nous (toutes tendances confondues) construire des chars d'assaut de plus de deux milliards que de débloquer des crédits pour déterminer le groupage tissulaire des volontaires potentiels, ce qui fait que quelques courageux attendront longtemps leur convocation auprès de certains centres de transfusion ou auprès des services d'hématologie des CHU. L'ordinateur qui regroupe les paramètres tissulaires est paraît-il un ordinateur d'Air France à Roissy, dans lequel des âmes charitables ont ménagé quelques K/octets pour la FFDOT et France-Transplant. (...)

Alors ?... pour vous écrire, j'ai attendu de n'avoir plus aucun intérêt dans cette affaire, me contentant d'engager une campagne de sensibilisation auprès des personnels dépendant du ministère des finances (douanes, impôts, enregistrement, etc.) et je suis heureux à la pensée d'avoir recruté trois cent quatre-vingts donneurs potentiels de plus qui, faute de temps, ne me seront personnellement d'aucune aide, mais dont les paramètres tissulaires figureront un jour au fond de la mémoire du « grand ordinateur »... et qui vous sauveront peut-être. (...)

A cause de divers blocages qui résident à de nombreux niveaux, mon objectif n'est plus de *« sauver ma peau »*, vous le comprendrez peut-être, mais de travailler et d'avoir travaillé pour que la situation des plus inconfortables dans laquelle je suis ne se reproduise pas dans un avenir aussi proche que possible : si tous ces « cons » de leucémiques et donc cancéreux qui ne font rien se remuaient un peu plus au lieu d'attendre trop des organisations dites charitables ou du pouvoir médical qui parfois nage en eaux troubles...

Il n'y a qu'à voir les recherches entreprises sur le SIDA... faut croire que certains décideurs se sentent visés... Pour les leucémies, le risque est plus dilué et plus aléatoire. *« Aide toi donc, leucémique, et le ciel t'aidera. »* Si j'ai eu la chance de pouvoir rentrer le lundi 12 mai en chambre stérile, c'est grâce à un Grenoblois leucémique mort depuis... et je voudrais, dans un domaine différent mais complémentaire, que les nouvelles générations de leucémiques qui vont me succéder puissent penser même sans me connaître que des gens comme moi se sont « décarcassés » pour eux, pour qu'ils puissent survivre et peut-être revivre un jour.

Pour les suites que vous réserverez, merci à tous... mais ce n'est plus à moi qu'il faut penser, c'est à vous, à vos proches... et dites vous bien que tout peut aller vite, très vite : le vendredi 13 août 1982, soit quatre jours avant de me retrouver au fond d'un lit chez les cancéreux, bronzé, branché et perfusé, je faisais le beau sur la plage de la corniche de Sète : pensez-y si vous y passez cet été !... depuis je n'arrête pas de mourir.

M. Cathala demande que les volontaires pour des dons de moelle s'adressent pour information à M. Pierre Carrière, BT 2, La Maladière, 74300 Cluses, qui centralise un fichier et adresse des formulaires de candidature à ceux qui se sentent motivés.

(1) Service d'hématologie B, 5e étage, « secteur stérile moelles », hôpital des Sablons, 38000 Grenoble.

Une banque nationale

La Banque de donneurs de moelle osseuse, constituée l'an passé à l'hôpital Saint-Louis sous la direction des docteurs Eliane Gluckmann et Colette Raffoux, compte neuf mille volontaires dont le type tissulaire et sanguin a été établi (1) afin qu'il soit aussi proche que possible de celui du malade receveur de la greffe.

Pour satisfaire les besoins des malades français, ses initiateurs estiment qu'il faudrait un fichier de vingt mille donneurs de moelle osseuse, prêts, le jour venu, à subir sous anesthésie générale le prélèvement au niveau des os de la hanche, et cela au cours d'une hospitalisation de deux jours. Le don en question implique donc un « engagement personnel » qui n'est pas comparable aux circonstances du don du sang.

Près de quatre cents greffes de moelle osseuse ont été pratiquées en France en 1985, alors qu'il en faudrait, pour satisfaire les besoins actuels, près de deux mille...

On peut se demander, à l'extrême, si les individus ne constitueront pas un jour leur propre réserve de moelle osseuse ou de sang au temps où ils sont en bonne santé. Le problème se pose de façon très concrète à propos des accidents d'irradiation : les Soviétiques ont eu le plus grand mal à trouver les moelles osseuses nécessaires au traitement d'un certain nombre de leurs grands irradiés. Et la question a été soulevée, à cette occasion, d'un « stockage » systématique de moelle osseuse (et en tout cas d'un typage tissulaire) chez tous les travailleurs des centrales nucléaires.

Outre les circonstances – exceptionnelles – d'un accident d'irradiation, les greffes de moelle osseuse (consistant en une simple transfusion de la moelle du donneur, qui contient les cellules formatrices du sang, dans la circulation du receveur) sont salvatrices pour le traitement de certaines affections, telles les leucémies, les aplasies médullaires, le déficit du système immunitaire, qui se situent hier encore au-delà des possibilités thérapeutiques.

Dix-neuf centres français pratiquent ces greffes, qui exigent un équipement hospitalier spécial et très coûteux et nécessitent l'installation de chambres stériles. Deux de ces installations viennent d'être inaugurées cette semaine, l'une à l'institut Gustave-Roussy et l'autre à l'hôpital Saint-Louis.

(1) France-Transplant, greffes de moelle, BP 35, 75462 Paris Cedex 10.

FAITS DIVERS

A Douai

UN ADOLESCENT EST ÉCROUÉ APRÈS AVOIR MIS LE FEU A UN COLLÈGE

Un adolescent âgé de seize ans, interpellé samedi 7 juin à Douai (Nord) alors qu'il venait de mettre le feu à son collège, a été inculpé dimanche d'incendie volontaire et de vol, et écroué à la maison d'arrêt de Douai.

Le jeune homme, d'origine marocaine, a reconnu avoir volontairement provoqué l'incendie, qui a détruit le bâtiment principal du collège Streinger. Il affirme cependant n'avoir voulu causer que de menus dégâts en mettant le feu au bureau du principal de l'établissement, avec qui il entretenait des rapports très tendus. Il est également accusé d'avoir volé environ 1 000 F dans les bureaux de l'administration du collège. L'adolescent, avait déjà cambriolé une première fois le CES jeudi soir, dérobant quelques objets dans le bureau du principal avant de lacérer à coups de cutter des tapis de gymnastique.

Les dégâts causés par le sinistre s'élèvent à près de 20 millions de francs, selon le directeur de l'établissement.

A Paris

MYSTERIEUX CAMBRIOLAGE A L'AMBASSADE DE SUEDE

Un mystérieux cambriolage a été commis à l'ambassade de Suède à Paris, rue Barbet-de-Jouy dans le 7e arrondissement, pendant la nuit du samedi 7 au dimanche 8 juin, le – ou les – cambrioleur(s) se contentant d'emporter 800 F, dérobés dans la poche du pantalon de l'ambassadeur qui dormait.

Dans une déclaration à TF 1, qui a révélé cette affaire, l'ambassadeur de Suède, M. Carl Lidbom, a indiqué que le malfaiteur a agi pendant son sommeil. Il a découvert le cambriolage en s'éveillant vers 11 heures. *« J'ai dormi très longtemps et, en me réveillant, j'avais très mal à la tête »*, a indiqué l'ambassadeur, qui pourrait avoir été victime d'un produit soporifique. M. Lidbom a précisé qu'aucun objet de valeur n'avait disparu. Le mystérieux « visiteur » est resté plusieurs heures dans l'ambassade, allant jusqu'à démonter des appliques électriques.

M. Lidbom était un ami de l'ancien premier ministre suédois, Olof Palme, assassiné le 1er mars dernier à Stockholm.

DÉFENSE

L'AMIRAL LACOSTE PRÉSIDERA LA FONDATION POUR LES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE

L'amiral Pierre Lacoste, qui dut démissionner en septembre dernier, après l'affaire Greenpeace, de ses fonctions de directeur général de la sécurité extérieure (les services secrets français), devrait être élu, le 30 juin prochain, à la présidence de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN). Agé de soixante-deux ans, l'amiral Lacoste, qui appartient à la deuxième section (cadres de réserve), remplacera le général Georges Fricaud-Chagnaud, âgé de soixante-trois ans.

Créé en 1972, la FEDN est une institution partiellement subventionnée par le ministère de la défense, qui est chargée d'animer la réflexion, en France, sur les problèmes de sécurité en organisant des colloques, en éditant des ouvrages de chercheurs et en publiant une revue spécialisée : *Stratégique.* Elle ne prend pas parti et n'a pas de doctrine stratégique qui lui soit propre, ni ne représente un point de vue officiel.

Le général Fricaud-Chagnaud avait été nommé à ce poste par M. Charles Hernu, prédécesseur de M. André Giraud au ministère de la défense. Le 16 mai dernier, M. Giraud avait indiqué qu'il entendait confier des responsabilités à l'amiral Lacoste, et, la semaine dernière, encore, le ministre de la défense rendait un hommage appuyé à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), contre laquelle, avait-il précisé, *« on ne retient que des fautes apparentes, que beaucoup ont avantage à lui imputer »*.

SCIENCES

Les Soviétiques ont très vite pris conscience de la gravité de l'accident de Tchernobyl

D'après le journal de l'armée soviétique, *l'Etoile rouge*, il semble que les autorités soviétiques avaient pris conscience de la gravité de l'accident de Tchernobyl quelques heures après la catastrophe, bien qu'elles aient attendu trois jours avant de révéler l'existence de cette dernière et d'évacuer les populations avoisinantes. Dans un article élogieux consacré à un général de l'armée de l'air responsable du déversement du sable sur le réacteur détruit, le journal soviétique révèle, en effet, samedi 7 juin, que ce général a reçu l'ordre de partir d'urgence de Pripiat le 26 avril, date de l'accident.

A Tchernobyl même, le personnel de la centrale se prépare à remettre en route le réacteur numéro 1 de la centrale, qui n'avait pas été endommagé, a annoncé, dimanche soir, la télévision soviétique, en précisant toutefois que ce réacteur ne fonctionnera à nouveau que lorsque sera achevée la décontamination de la centrale.

De son côté, le docteur Robert Gale, spécialiste américain des greffes de moelle osseuse, de retour de Moscou, a déclaré samedi que vingt-six personnes avaient péri dans l'accident et que seuls deux ou trois décès supplémentaires étaient à craindre dans le futur immédiat. Il a ajouté que les cancers dus aux irradiations ne commenceront à apparaître que dans environ cinq ans. Selon lui, les autorités soviétiques affirment que les enfants habitant dans la zone critique de 30 kilomètres autour de la centrale pourront retourner à l'école dès septembre prochain.

• *L'URSS et Cuba signent un contrat pour une centrale nucléaire.* – L'URSS a signé un contrat avec Cuba pour la livraison d'équipements de la première centrale nucléaire cubaine dont les deux premières tranches sont en construction à Juragua, a annoncé, samedi 7 juin, l'hebdomadaire soviétique *Economitcheskaia Gazeta.* Les quatre réacteurs prévus de cette centrale de conception soviétique (à refroidissement à eau) devraient fournir quelque 10 milliards de kilowatts-heure par an. Ils seront protégés par une enceinte hermétique et bétonnée, indique le président du Comité soviétique pour l'exportation de l'énergie atomique.

LES VOLS DE LA NAVETTE AMÉRICAINE NE REPRENDRAIENT QU'EN 1988

Les vols de la navette ne devraient reprendre qu'en 1988 si la NASA suit les recommandations de la Commission présidentielle d'enquête. D'après plusieurs de ses membres, celle-ci, dans le rapport qu'elle remet ce lundi 9 juin, demande que les fusées d'appoint soient essayées dans les conditions d'un lancement, c'est-à-dire en position verticale. Or la NASA ne possède pas d'installation appropriée, et en construire une n'est pas simple. Les essais se faisaient précédemment sur des fusées placées horizontalement. Seuls les modèles réduits (30 centimètres de long) étaient mis à feu verticalement. Une solution envisageable serait de tirer depuis le centre spatial Kennedy pour lancer deux propulseurs et de les récupérer en mer.

Le rapport est très critique envers la NASA et la manière dont elle a été gérée. Il demanderait que les astronautes aient plus de poids dans la prise de décision, que des équipes indépendantes contrôlent les préparatifs.

• *Les Soviétiques offrent à la Grande-Bretagne une place dans leur programme spatial.* – L'Union soviétique a offert aux Britanniques de participer à une mission spatiale l'an prochain. Cette proposition a été faite, lors de la visite de parlementaires britanniques en URSS, il y a deux semaines, par le général Georgy Beregovoy, qui dirige le programme spatial soviétique. Elle intervient à la suite de l'explosion de Challenger qui a mis fin aux espoirs des Britanniques de participer, cette année, à un vol américain. – *(AFP, AP.)*

RELIGION

Un pape en escapade

On n'est jamais seul ! Jean-Paul II avait pourtant tout fait pour éviter d'ébruiter sa promenade le 12 juillet 1985 dans les Apennins. Nostalgie des sommets, envie d'échapper quelques heures aux regards publics, le pape avait, ce jour-là, quitté secrètement sa résidence d'été de Castel-Gandolfo. Après 150 kilomètres d'autoroute, il était arrivé, accompagné de son secrétaire et du chef des gendarmes pontificaux, au pied du Grand-Sasso, qui domine de ses 2 914 mètres la chaîne des Apennins, au nord-est de Rome. Jean-Paul II, qui, déjà, a remplacé la tiare par la mitre, s'était coiffé d'un béret basque pour arpenter pendant trois heures les alpages avant de se reposer sous un arbre. C'est là qu'un photographe, alerté sans doute par des bergers des Abruzzes, l'a surpris, et a pris des clichés qu'il a revendus à prix d'or.

Le porte-parole du Vatican, M. Joaquin Navarro, a confirmé samedi 7 juin l'authenticité des photos. Il a promis que, dorénavant, si le chef de l'Eglise catholique récidive, la presse et l'opinion publique en seront informées. En tout cas, l'une des prochaines grandes fugues pontificales est connue depuis dimanche : Jean-Paul II se rendra en Argentine en avril 1987 à l'occasion de la Journée mondiale de la jeunesse. Avec les journalistes.

culture

MUSIQUE

Soleil et brouillard

(Suite de la première page.)

Dans cette œuvre cent fois entendue, chaque note traçait une ligne de vie irradiée par une force nouvelle jusqu'aux accents irrésistibles de la joie (1).

Deux jours avant, l'Orchestre de Paris avait joué, dans la belle salle Smetana, pur exemple du style Sécession, *Rituel* de Boulez, nouveauté pour Prague, accueillie avec sympathie, et la *Septième Symphonie* de Bruckner où Daniel Barenboïm excelle, déployant la poésie, le rêve, la majesté et la puissance de cette musique des cimes, avec en particulier des cuivres d'une plénitude somptueuse. Et le lendemain, *la Rapsodie espagnole* de Ravel, les *Notations* de Boulez et *le Sacre du printemps* remportaient un triomphe.

Pendant trois semaines, Prague a vécu ainsi au rythme de la musique, à raison de deux ou trois concerts par jour, recevant de nombreux artistes étrangers, des pays de l'Est surtout, tels Theo Adam, Sviatoslav Richter, Zoltan Kocsis, Stanislav Bounine, mais aussi Wolfgang Sawallisch, Alain Lombard, Charles Mackerras, Marilyn Horne ou Katia Ricciarelli.

Pourtant, on ne ressent plus la même ferveur que dans les années 60, au temps où le Printemps musical était une ouverture exceptionnelle dans un monde clos, le temps de l'espérance et du vouloir-vivre. Aujourd'hui, la société tchèque, normalisée, paraît se contenter, sans faire de vague, d'une civilisation de consommation modérée (les magasins sont bien garnis), où la musique même n'est plus qu'un divertissement, comme les week-ends qui vident les rues de Prague dès le vendredi après-midi.

Aucun problème politique, à condition de ne pas s'y frotter. On vote à 99,94 % pour la liste unique, et l'on passe à autre chose, aussi heureux ou plutôt aussi peu malheureux que possible. Quand on lui parle des voisins qui s'agitent et font la queue pour se nourrir, le brave soldat Chveik répond : « *Ils sont fous ces Polonais* », et il ajouterait volontiers *in petto : « C'est bien leur faute s'ils n'ont rien à manger. »*

Même Tchernobyl n'a guère agité les populations dans ce pays bien rangé. Les Praguois ont fait des gorges chaudes de certains musiciens de l'Orchestre de Paris, qui ont refusé de manger des produits frais et se sont uniquement nourris pendant trois jours de paniers repas préparés par Air-France... Eux, depuis dix-sept ans, ils ont perdu l'envie de manifester. Ils s'informent en écoutant les radios étrangères, mais ne bronchent pas. Ils attendent, ou plutôt n'attendent plus.

Cet état d'asthénie n'est pas favorable au développement de la vie musicale qui semble, d'après plusieurs observateurs, perdre de sa vitalité légendaire. Tout le monde concède qu'il y a une grave crise de recrutement des instrumentistes à cordes dans les orchestres (alors que, paradoxalement, la Tchécoslovaquie compte aujourd'hui une dizaine de quatuors de niveau international). Mais c'est aussi le cas des chanteurs, dans ce pays connu pour ses belles voix : c'est ainsi qu'on ne trouve plus de mezzos de qualité. Même les bons choristes ont tendance à disparaître. Les chefs se raréfient et les metteurs en scène plus encore. Et le niveau des deux Opéras de Prague n'est plus ce qu'il était.

Mais cela, il ne faut pas le dire. D'ailleurs, le théâtre national, orgueil des Tchèques, est toujours plein (impossible d'avoir une place pour aller voir *les Brandebourgeois en Bohême*, opéra de jeunesse de Smetana), et le public applaudit tout avec la même bonne conscience. La critique est inconnue dans les journaux : il n'est pas question de mettre en cause le talent de fonctionnaires – directeurs, metteurs en scène, chefs d'orchestre, chanteurs ou instrumentistes – qui ont bien le droit d'exercer sans trouble leur profession.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) La Philharmonie tchèque est à Paris et joue ce lundi 9 juin, au Châtelet, Mozart, Strauss et Dvorak, sous la direction de Vaclav Neumann.



KAREL HRUSA

Vaclav Neumann, chef de la Philharmonie tchèque.

La semaine du mélomane

Une *Salammbô* inconnue fait son entrée au Palais Garnier : celle de Moussorgski, restée inachevée, mais qui a connu grand succès à Naples en 1983, dans une production de Yuri Lioubimov, celle même que nous allons voir (dix représentations à partir du 16 juin).

Mais c'est toujours Mozart qui tient le haut du pavé lyrique : reprise du *Cosi* de Ponnelle, par l'Orchestre de Paris, dirigé par Barenboïm, avec une ravissante distribution (Champs-Elysées, les 10, 12, 14) et *l'Enlèvement au sérail* à l'Opéra royal de Versailles, par l'Opéra de chambre de Vienne, jeune troupe dont nous ne savons rien (les 11, 12, 13).

Au Festival de Saint-Denis, création du *Requiem-Cantate des cinq stances*, de Giovanna Marini (dont *le Cadeau de l'empereur* avait obtenu grand succès aux Bouffes-du-Nord), sur un argument très surprenant de Peppino Marotto (Basilique, le 11) et le même soir, *Jephté* de Haendel à Saint-Séverin par les Musiciens du Louvre. Choix difficile.

A Aix-en-Provence, du 12 au 27 juin, « Aix en musique » donne un avant-goût du Festival, avec chaque jour deux ou trois concerts de jeunes artistes et des cours d'interprétation de Gabriel Bacquier, Barbizet et Wallez.

Le courageux Festival de Ville-d'Avray, que dirige Jean-Louis Petit, se consacre cette année à Florent Schmitt et Louis Durey, dont les œuvres méritent de sortir de l'oubli (du 14 au 28 juin, rens. : 47-50-44-28). A Provins, dimanche prochain, la journée sera consacrée à la musique, aux chansons et aux danses du temps de François Ier et de Henri IV (le 15, de 14 h 30 à 20 heures).

Signalons encore le chant *dhrupad* indien des Frères Dagar (Théâtre du Rond-Point, le 16) et le chant yiddish et judéo-espagnol à la Maison des cultures du monde (les 16, 17, 18).

J. L.

Le printemps de Prague

Des compositeurs désenchantés

Il y a officiellement en Tchécoslovaquie quelque trois cents compositeurs en activité. Presque tous ignorés des Français. Beaucoup de montagnes moyennes, mais peu de mont Blanc.

Pour les musiciens tchèques, tout va bien : inscrits à l'Union des compositeurs, ils travaillent paisiblement ; ils écrivent leurs œuvres, reçoivent des bourses, sont subventionnés par le Fonds musical ; leurs partitions sont jouées, éditées et souvent enregistrées. C'est une industrie florissante. Depuis quarante ans, des centaines de symphonies, de concertos, de quatuors, de cantates se sont accumulés dans les placards après avoir été présentés au public au moins une fois.

Longtemps, cette production a été soumise à des consignes idéologiques précises. Aujourd'hui, tout cela appartient au passé. On écrit dans le style et avec les moyens d'expression que l'on veut, à condition d'éviter toute provocation (mieux vaut ne pas dédier une symphonie à M. Dubcek). La musique en soi exprime tout et ne dit rien ; elle ne gêne donc nullement les autorités. On n'est plus à l'époque où des censeurs sourcilleux discutaient gravement pour décider si telle marche militaire, dans un quatuor, était révolutionnaire ou contre-révolutionnaire.

Il y a bien eu, après 1969, des exclusions et des interdits contre des compositeurs qui s'étaient un peu trop manifestés publiquement. Ils sont, maintenant, inscrits au programme des concerts, même si certains musiciens officiels s'efforcent encore d'écarter quelques fortes personnalités qui pourraient porter ombrage à leurs propres œuvres, comme cela se pratique dans tous les pays.

Pour le Dr Stilec, rédacteur en chef de Panton, la maison d'édition et de disques de l'Union des compositeurs, la musique tchèque d'après 1945 a gardé les caractères de sa tradition nationale : romantisme, goût de la communication directe et chaleur humaine. Elle a été moins marquée que l'école polonaise par les oukases des post-weberniens et de Darmstadt. Elle a subi en profondeur l'influence de Janacek et de Martinu, peu sensible avant la guerre. Mais les conditions sociologiques favorables faites aux compositeurs ont amené une suprématie de la quantité sur la qualité : « *Beaucoup de montagnes moyennes, mais peu de mont Blanc.* »

« *Après la guerre*, poursuit le Dr Stilec, *nous avons tous vécu l'euphorie des relations avec l'Union soviétique, nous nous sommes enthousiasmés pour la nouvelle société, nous avons suivi avec ferveur les manifestations pacifistes, mais des centaines de partitions écrites sur ces thèmes, bien peu ont survécu. Ce n'est guère étonnant : voyez ce qui reste des œuvres de circonstance composées par Beethoven ou Berlioz.* »

Il déplore pourtant que la tendance se soit complètement inversée et que personne, aujourd'hui, ne soit capable de faire passer dans son œuvre les problèmes de l'humanité, « *l'existentiel de l'homme sur cette planète* », comme naguère un Britten, un Honegger, un Chostakovitch, ou encore, dans sa *Symphonie vocale* de 1958, sur des textes de Kafka, Dostoïevsky et Pavese, un Vladimir Sommer.

Ce dernier, en qui le Dr Stilec et de nombreux musiciens reconnaissent un auteur « *de grande dimension philosophique* », a écrit lui aussi dans sa jeunesse une *Cantate sur Gottwald* et des chansons telles que *Gloire à l'armée* et autres *Hé ! partisans de Staline !*

Soixante-cinq ans, petit homme aux yeux rieurs, mais marqué par les épreuves, il nous raconte les années noires où il était systématiquement boycotté pour des raisons idéologiques, et ne continuait à écrire que parce qu'il lui était impossible de renoncer à son art. Aujourd'hui, les obstacles paraissent levés : il achève une seconde *Symphonie vocale* qui allie les textes latins de la messe de *Requiem* à une grande scène dramatique des *Frères Karamazov*, et compose une *Symphonie pour cordes, piano et percussions* qui sera créée par la Philharmonie tchèque.

Même son de cloche chez Svatopluk Hovelka, soixante et un ans, dont la puissante cantate « matérialiste » *Eloge de la lumière* (nous en avions parlé en son temps, *le Monde* du 6 août 1966) a survécu à l'actuel désengagement politique. En revanche, son enregistrement d'une cantate sur Che Guevara, dirigée par un « émigré », le merveilleux Jiri Kout, a mystérieusement disparu des catalogues. Mais lui aussi s'est détourné des œuvres « *idéologiquement criardes* », nous dit-il, pour se consacrer à une musique essentiellement humaniste, comme l'*Hommage à Jérôme Bosch*, que dirige ces jours-ci Vaclav Neumann, ou le vaste oratorio-symphonie qu'il compose sur la vie et la mort de Jérôme de Prague, un ami de Jean Huss, brûlé vif lors du concile de Constance.

Ce ne sont là que deux exemples parmi les plus représentatifs d'une école tchèque (quelque trois cents compositeurs en activité !), dont il est regrettable qu'on ne connaisse presque rien en France, sinon quelques œuvres de Marek Kopelent, l'un des meilleurs sériels tchèques.

J. L.

Quelques disques jalons

Zelenka (1679-1745) : Psaumes et *Magnificat*, direction Pavel Kühn (Supraphon, 3145).

Myslivecek (1737-1781) : Six symphonies par l'Orchestre de chambre de Prague (Supraphon, 3216).

Smetana (1824-1884) : *Ma patrie*, six poèmes symphoniques, dir. K. Ancerl (2 Supraphon, 80187). *La Fiancée vendue*, dir. Z. Kosler (3 Supraphon, 37-7309/11).

Dvorak (1841-1904) : *Concerto pour violoncelle*, par M. Rostropovitch, dir. V. Talich (Supraphon, 87152). Intégrale des quatorze Quatuors, par le Quatuor de Prague (12 Deutsche Grammophon, 2740.177). Intégrale des neuf Symphonies, dir. Vaclav Neumann (8 Supraphon, 10408).

Fibich (1850-1900) : *A la tombée du soir, Nuit au château de Karlstein, Printemps, la Romance du printemps*, dir. F. Vajnar (Supraphon, 3405).

Janecek (1854-1928) : *la Petite Renarde rusée*, dir. B. Gregor (2 Supraphon, 1121-181). *Jenufa*, dir. F. Jilek (2 Supraphon, 300.260). *Messe glagolitique*, dir. K. Ancerl (Supraphon, 50.519).

Martinu (1890-1959) : *Passion grecque*, dir. Charles Mackerras (2 Supraphon, 3611). Intégrale des six Symphonies, dir. V. Neumann (4 Supraphon, 300.433).

★ Pour les compositeurs modernes, dont les enregistrements ne sont pas vendus normalement en France, s'adresser à Supraphon, diffusion Ariola, 1, rue François-Ier, 75008 Paris. Tél. : 42-56-42-22.

THÉÂTRE

« Les Dernières Cartes », d'Arthur Schnitzler au Festival du Marais

Ne cherchez pas la femme

La chaleur de l'accueil belge rend les couvertures superflues, mais le bon cœur d'une banquière viennoise manque au tableau.

Le bien triste suicide d'un sous-lieutenant d'infanterie, à Vienne, au printemps 1914, a donné le départ du vingt-troisième Festival du Marais, le soir du jeudi 5 juin. *Il* s'agissait de la transposition scénique d'une nouvelle d'Arthur Schnitzler, *les Dernières Cartes*.

Traditionnellement, ce festival parisien, très bon genre, débute en plein air, dans la cour d'un hôtel ancien, rue de Jouy. Il fait chaque fois un froid de loup, et l'attraction numéro un est la distribution de très belles couvertures de pure laine, dans quoi s'enroulent les spectateurs. Les acteurs, eux, privés de plaids, chopent régulièrement un bon rhume.

Cette année, le record de froid a été battu, mais l'inauguration a eu lieu en intérieur, dans les murs du Centre culturel Wallonie-Bruxelles, rue Quincampoix. Il y a deux cent soixante ans, par là, les spéculateurs se battaient à coups de pied et coups de poing, dans cette rue Quincampoix. Puis c'était devenu un haut lieu de prostitution d'un caractère particulier, les dames attendaient les clients, dehors, avec tout un arsenal de chaînes, de fouets, et d'énormes aiguilles à tapisserie. Aujourd'hui, la proximité du Centre Pompidou a fait émigrer ces pratiques, la rue Quincampoix, comme toutes les rues de ce quartier, a pris, à force de remises à neuf des façades, un air de fausse rue, un air de décor de cinéma aux studios de Boulogne-Billancourt, et il n'y a plus là que des sièges sociaux convenables, comme le Centre culturel Wallonie-Bruxelles.

Pourquoi campons-nous, cette fois, chez nos amis belges ? Parce que le Festival du Marais, cédant à la mode du théâtre allemand et autrichien qui monopolise décidément presque toutes nos scènes, a voulu inscrire au programme Rilke, Hofmannsthal, Musil et Schnitzler. Et la meilleure présentation de Schnitzler qu'ont découverte les prospecteurs du Festival, ce fut, à Bruxelles, dans une serre désaffectée du jardin botanique municipal, le travail d'une jeune compagnie sur *les Dernières Cartes*.

Nouvelle assez étrange, que Schnitzler publia en 1926, cinq ans avant de mourir. Incapable de régler une grosse dette de jeu, un officier, afin d'éviter la dégradation, se tire une balle de revolver dans le crâne (vingt-cinq ans plus tôt, Schnitzler avait été lui-même dégradé de son rang d'officier en raison d'une nouvelle, *le Lieutenant Gust*, qui n'avait pas plu aux censeurs).

Quiconque n'est pas soi-même drogué du tapis vert trouvera fort ennuyeux de contempler, sur une scène, des joueurs tirer des cartes au baccara, durant des quarts d'heure, et l'adaptation des *Dernières artes* par le *Théâtre 3* de Bruxelles, malgré l'extrême habileté de Mme Silvia Ronelt, qui s'ingénie à faire causer les joueurs de la pluie et du beau temps, n'échappe pas à ce désagrément.

C'est d'autant plus bête que tout l'intérêt de cette nouvelle de Schnitzler, en vérité, repose non pas sur cette histoire de baccara et de dette de jeu mais sur le portrait très attachant d'une jeune femme, ex-prostituée, reconvertie en femme d'affaires, experte en économie et finances, à laquelle Schnitzler a su donner des réactions, des gestes, des mots, d'une intelligence et d'une délicatesse extrêmes.

Madame Silvia Ronelt reconnaît d'ailleurs avoir écrit une adaptation essentiellement axée sur ce personnage de femme, mais c'est un homme, Christian Baggen, l'acteur-metteur en scène-instigateur de ce spectacle, qui lui a demandé une autre adaptation, strictement fidèle à la construction entière de Schnitzler.

Quoi qu'il en soit, si le spectateur supporte la simulation puérile et longuette du baccara, voici une soirée bien jouée, bien écrite, bien mise en scène, drôle ici, émouvante là. Alexandra Vandernoot (ladite dame de haute finance) est une excellente actrice. Christian Baggen, Eric Firenz, Bernard Graczyck, André Lenaerts et leurs camarades lui donnent la réplique avec une présence attachante.

MICHEL COURNOT.

★ Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quicampoix, 20 h. 30, du 6 au 14 juin.

La prochaine saison à Chaillot

Grand cru

Classique au Grand Théâtre, moderne à Gémier la nouvelle saison du Théâtre national de Chaillot sera belle.

Deux spectacles singuliers donneront en septembre prochain le coup d'envoi de la saison 1986-1987 à Chaillot : *Phèdre*, de Jean Racine, mis en scène par Moriaki Watanabe, donné en langue japonaise, et un spectacle de ballet de la Twyla Tharp Dance Company, dans le cadre du Festival d'automne.

Claudel sera ensuite à l'honneur dans le Grand Théâtre pour *l'Echange*, dans une mise en scène d'Antoine Vitez, le maître des lieux, et les décors de Yannis Kokkos. Jean-Pierre Vincent, redevenu metteur en scène aux mains et à l'esprit libres, présentera en février sa mise en scène du *Mariage de Figaro*, de Beaumarchais, secondé pour la scénographie par Jean-Paul Chambas. Michel Dubois clôturera la saison dans la grande salle avec *Titus Andronicus*, de William Shakespeare, production de la Comédie de Caen.

Reprise de *la Clé*, d'Eugène Labiche, présentée cette saison au Théâtre national de Strasbourg dans une mise en scène de Jacques Lassalle, pour l'ouverture de la saison à Gémier. Suit un détour par la Chine pour un spectacle du Théâtre de marionnettes de Xian et *Sun Wukong, le roi des singes*.

Retour au classique avec *le Cyclope*, d'Euripide, mis en scène par Bernard Sobel, coproduction du Théâtre de Gennevilliers, du Festival d'Avignon, de Radio-France et de Chaillot. Après une boucle dans le théâtre contemporain avec *les Désossés*, de Louis-Charles Sirjacq dans une mise en scène de Sophie Loucachevsky, détour par la Belgique pour *l'École des bouffons*, de Michel de Ghelderode, présenté par Pierre Debauche, production du Centre dramatique de Rennes. La saison s'achèvera avec *Capitaine Bada*, de Jean Vauthier, dans une mise en scène de Marcel Maréchal, production du Théâtre national de Marseille.

Le Grand Foyer continuera d'accueillir les enfants pour deux spectacles de marionnettes tandis que sera célébrée dans la grande salle le cinquantième anniversaire de la Cinémathèque française avec des représentations exceptionnelles de films restaurés projetés avec orchestre : *Casanova*, d'Alexandre Volkoff, le 17 novembre, *Nosferatu*, de Murnau le 24 novembre, *le Chapeau de paille d'Italie*, de René Clair, le 1er décembre, *la Passion de Jeanne d'Arc*, de Carl-Théodor Dreyer le 8 décembre, et enfin *Les Vampires*, de Louis Feuillade, le 15 décembre.

O. S.

★ Renseignements : Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris. Tél. : 47-04-86-80.

CULTURE

CINÉMA

« Pourvu que ce soit une fille », de Mario Monicelli

Huit femmes et un berceau

Dans une ruche bruissante d'abeilles où volette également un vieux bourdon déglingué, la comédie finit par s'envoler, paresseusement.

Une *Cerisaie* à l'italienne, où Mario Monicelli, saisi d'une misandrie militante, affirme que tous les hommes sont lâches, volages, prodigues, mufles ou, au mieux, gâteux, et qu'en revanche les femmes, toutes les femmes, jeunes, vieilles, nées ou à naître, sont courageuses, charmantes, solides et solidaires.

Dans la belle maison patricienne qui se lézarde, conséquence visible de l'incurie de son propriétaire absent, le comte Philippe Noiret, Elena son épouse (Liv Ullmann) tient bon la barre. Elle règne sur un gynécée bavard, ses deux grandes gamines, la première un peu nympho, l'autre bonne cavalière, une sœur comédienne à Rome (Catherine Deneuve) qui lui laisse sa progéniture à élever (une fille, bien sûr), la gouvernante, elle-même mère (d'une fille évidemment).

Le comte revient, le temps de faire de nouvelles dettes, de se tuer en voiture, et de porter à la connaissance de sa famille, fort peu éplorée, l'existence de sa maîtresse, une néo-veuve expansive mais délicieuse (Stefania Sandrelli).

Va-t-on être obligé de vendre la propriété ? De disperser cette ruche bruissante d'abeilles où volette également un vieux bourdon déglingué ? Le seul homme de la maisonnée, l'oncle Guggo, magistralement interprété par Bernard Blier, qui donne de la démence sénile un tableau d'une désopilante intensité.

Eh bien, non ! La propriété ne sera pas vendue, finalement, malgré les difficultés, les tensions, les petits drames. Elle restera entre les mains des femmes, gardiennes du foyer et du futur, elle abritera le bébé que la fille aînée, ayant largué son éventuel mari, porte en son sein : pourvu que ce soit une fille...

La fable est jolie, un pendant transalpin de *Trois Hommes et un couffin*, quelque chose comme *Huit Femmes et un berceau*. Décidément, l'enfant-roi a de l'avenir, et le sentiment familial libéré des liens surannés du mariage connaît une douce recrudescence.

On retrouve ici la mélancolie rieuse de Monicelli, mais comme amortie, brouillonne. Et l'on se prend à soupirer : « *Où s'est envolé* le Pigeon ? » « *A-t-on perdu* la Grande Guerre ? » « *Que sont* Mes chers amis *devenus... ?* »

La distribution internationale est pour beaucoup dans le manque d'homogénéité qu'on relève dans cette parentèle si unie. Liv Ullmann sourit sans arrêt pour prouver qu'elle n'est plus chez Ingmar Bergman, Catherine Deneuve, lumineuse, ne fait que passer, Stefania Sandrelli en fait beaucoup. Et puis tout le monde est doublé en français, même nos « *pays* », dont ont reconnaît les voix, mais qui, ayant d'abord joué leur rôle en italien, ont des mouvements de lèvres anarchiques et légèrement désynchronisés.

Le charme pourtant finit par opérer, la comédie par l'emporter, comme elle est, linéaire, paresseuse. Et réveillée par les coups de clairon, les coups de génie de Blier le magnifique qui, dans son coin, tricote des chaussettes aux chevaux, et du bonheur pour le spectateur.

DANIÈLE HEYMANN.

★ Voir les films nouveaux.

EN BREF

Dixième Festival de musique à La Défense

Le dixième Festival de musique à La Défense présente, du 9 au 13 juin, de 12 heures à 14 heures, et le 14 juin, de 15 heures à 20 heures, un hommage aux « big bands » de jazz, avec la participation du Grand Orchestre de Roger Guérin (le 9), du Jazz Dance Big Band, de Jean-Pierre Aupert (le 10), du Super Swing Machine, de Gérard Badini (le 11), du Musicazzac Big Bang, de Jean-Loup Longnon (le 13), de l'Orchestre national de jazz et du Claude Bolling Big Band (le 14).

Pour son dixième anniversaire, le Festival s'ouvre à la chanson. Maxime Le Forestier, les Forbans, Hugues Aufray et Alice Dona se succéderont sur le podium, de 12 heures à 14 heures, du 16 au 19 juin. Le 20, le Grand Orchestre du Splendid donnera un concert à 20 h 30.

Académie des inscriptions et belles lettres

Claude Nicolet succède au siège de Louis Robert

L'Académie des inscriptions et belles lettres a élu vendredi M. Claude Nicolet au siège de M. Louis Robert, décédé le 31 mai 1985.

[Né le 15 septembre 1930 à Marseille, M. Claude Nicolet s'est spécialisé dans l'histoire romaine. Agrégé d'histoire en 1954, docteur ès lettres en 1966, il est, depuis 1967, directeur d'études à l'École des hautes études, 4e section, professeur à la Sorbonne, puis à Paris-I depuis 1969. Il est en outre président de la Société des études latines et membre correspondant de l'Institut archéologique allemand. Parmi ses nombreux ouvrages, on retiendra notamment les *Études politiques à Rome sous la République*, *l'Ordre équestre à l'époque républicaine* (2 vol.), *Rome au temps d'Auguste*, *les Gracques, crise agraire et révolution à Rome*, *Économie et société* et des études sur Polybe, Mommsen et Jérôme Carcopino...]

COMMUNICATION

Dix mille personnes à la République contre la privatisation de TF 1

« Et pourquoi pas la tour Eiffel, tant qu'ils y sont ! »

Le rendez-vous était à 18 heures. A l'appel des syndicats SNJ, CFDT et CGT, place de la République à Paris, près de trois mille personnes démontraient, par leur ponctualité, que les silences étranges de certains médias n'avaient pu empêcher le message de passer. Autour de la colonne immense, ceinte de banderoles, avaient pris place les échoppes des vendeurs de nougats, de merguez et de barbe à papa. Le soleil, revenu en cette fin d'après-midi, attirait déjà autour des buvettes nombre de spectateurs, et l'on se serait cru à une fête foraine s'il n'y avait eu aussi une poignée de stands aux noms de TF 1, SFP, Radio-France et sur un podium modeste quelques animateurs au visage, à la voix ou au nom familiers : pas de doute, c'était bien la fête de la radio-télé ! Pas n'importe laquelle, expliquait au micro l'acteur Bernard Giraudeau : « *Le service public de la radio-télé* »

Quelle ironie du sort ! Elle, naguère, si puissante ! Nostalgique des temps où elle régnait en maître, bénéficiaire du monopole d'Etat... Mais que faisait-elle donc à s'afficher ainsi sur ce podium de kermesse, quand Drucker et Sabatier, devant les caméras, nous avaient habitués au strass ? Parler à son public, cette masse abstraite qu'elle n'imaginait qu'en termes de points d'audience et dont elle se rappelle aujourd'hui qu'il est sa raison d'être, et un de ses bailleurs de fonds, *via* la redevance ? Devenue vulnérable, la radio-télévision publique française essayait d'impliquer son public dans l'affaire de la privatisation.

Et le public suivait ! 18 h 30. Manu Di Bango s'est emparé du podium et des milliers de personnes sautillent et scandent le rythme de l'Afrique noire « *pour sauver le service public* ». « *Que de monde !*, se réjouit Michel Rocard venu voir les stands. *C'est ce genre de manifestation qui fera comprendre aux gens l'importance des enjeux.* » Noël Mamère se présente sur l'estrade et lit devant la foule les messages de soutien venus d'un peu partout : de Bernard Rapp à FR 3-Bordeaux ; de Lionel Jospin à la Fédération Léo-Lagrange, de Krivine à la Jeunesse agricole chrétienne. Les applaudissements crépitent, un groupe rock fait vibrer la sono et le public de plus en plus compact se munit du même badge « *La télé est à nous.* » Et puis un petit homme âgé s'approche du micro et, de cette voix inimitable avec laquelle jadis il commenta les grands procès de France, lance avec force : « *Je suis peut-être ringard, mais je suis contre la privatisation !* »... Frédéric Pottecher aura sans doute la plus belle ovation de la soirée.

Derrière le podium, l'excitation n'est pas moins grande. C'est là que se trouve l'état-major de l'opération, les responsables syndicaux, le centre de presse et l'accueil des invités. On s'y presse, on s'y bouscule bruyamment. Quelques professionnels de la télévision et des amis d'artistes entourent Bernard Langlois.

Elégant et souriant, Paul Quilès a fait son entrée, immédiatement entouré. « *Le gouvernement s'est engagé dans une opération délicate qui dépasse les aspects financiers et heurte quelque chose de beaucoup plus profond dans le cœur et le patrimoine des Français... Ne nous risquons pas à des comparaisons hasardeuses mais rappelons-nous tout de même que l'affaire de l'école s'est développée de la même façon* ». Il aperçoit Langlois à qui il fait un signe. « *Salut, Bernard ! Très bien ta dernière émission. Bravo !* »

— *Merci*, dit l'autre en souriant. *Elle me vaut d'être interdit d'antenne !*

— *Oh...* »

Les photographes se hissent sur la pointe des pieds à la recherche des stars. Edmond Maire, Georges Sarre, Gisèle Moreau sont déjà arrivés. Et aussi Jack Ralite, qui fait signe à Langlois. « *Raconte vite ce qui t'est arrivé. J'ai vu ton émission, qui était formidable. Mais je m'étais douté qu'il y aurait des conséquences...* »

Une bousculade dehors, un nouvel attroupement. MM. Fabius et Lang entrent dans le champ des caméras. Un petit garçon se glisse devant l'ancien premier ministre et souhaite un autographe de Georges. « *Il est là, Georges ?* », demande M. Fabius en se penchant. « *Il est là* », répond la voix de Georges Fillioud. Mais, s'il est détendu, l'ancien premier ministre se refuse à toute déclaration sur l'événement. « *Ma présence seule suffit.* » Un vieux syndicaliste se refuse pourtant à le laisser filer. « *Merci à vous*, dit-il sérieusement. *Vous nous avez donné un sacré coup de main en créant la « 5 » et la « 6 »... C'est le meilleur des repoussoirs !* » M. Fabius plisse les yeux et sourit, entendu : « *Les ruses de l'histoire...* ».

Sur scène, Henri Virlojeux lit le texte de l'intersyndicale : « *Les dix-huit mille salariés qui le composent, les milliers d'artistes-interprètes, de musiciens, de techniciens, les auteurs, les producteurs, les réalisateurs, tous, d'une seule voix le disent et l'affirment : ce pays ne peut pas se laisser déposséder, au nom d'une idéologie aveugle, d'un organisme aussi capital dans la vie de la nation (...). Amplifiez avec nous ce mouvement de protestation, afin de barrer la route aux démolisseurs du bien commun (...).* »

La nuit sur Paris est tombée, et la foule atteint une dizaine de milliers de personnes. Pourquoi sont-ils venus, ce soir ? Pour le spectacle, pour la télévision ? « *Ah, mais pour défendre le service public, voyons !*, répond une grande-mère en K-Way. *C'est que ça me passionne, cette histoire. Peut-on imaginer qu'un gouvernement privatise une chaîne qui appartient à tout le monde ? Une chaîne qui se porte bien grâce aux milliards que lui a fournis notre redevance ? Cela s'appelle du vol ! Léo, t'es fou : TF 1, c'est à nous !* » « *C'est désolant*, reprend une dame d'âge mur, au bras de son mari. *C'est le début d'une décadence. La première fois qu'un Etat se mêle de vendre notre chien. Comme je dis à mon mari : et pourquoi pas la Tour Eiffel tant qu'ils y sont !* »

Brenda Wooton entonne un chant celtique. Un groupe d'adolescents chahutent allègrement sous l'impulsion d'un pitre. Zéro de conduite. En voilà un sans doute qui est venu pour la fête... « *Vous plaisantez ? Je serais allé ailleurs. Je suis venu défendre la télé que j'aime : les films sans pub, les magazines divers, Polac et puis Pivot. Tout ce que la télévision commerciale ne fera pas. C'est honteux qu'on ne demande pas notre avis. On signe des pétitions, mais c'est un référendum qu'il nous aurait fallu !* »

ANNICK COJEAN.

Malgré les réserves du Conseil d'Etat

Le projet de loi sur l'audiovisuel sera présenté cette semaine au conseil des ministres

Malgré les nombreuses réserves formulées par le Conseil d'Etat sur son texte (*le Monde* daté 8-9 juin), M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, présentera son projet de loi « relatif à la communication et aux libertés » au conseil des ministres du 11 juin, comme prévu. Le gouvernement a décidé de maintenir dans le texte le principe des autorisations délivrées par la Commission nationale communication et libertés (CNCL) aux chaînes de radio et de télévision, alors que le conseil d'Etat lui préférait le régime des concessions.

Autre point de désaccord : la désignation par le gouvernement d'un administrateur provisoire, dès publication de la loi, pour remplacer PDG et conseils d'administration des sociétés privatisables (TF 1, Télédiffusion de France, Société française de production). Si le texte présenté au conseil des ministres maintient cette disposition, il est possible que le gouvernement recule et consente, lors du débat parlementaire, à laisser en place les conseils d'administration aux côtés de l'administrateur désigné.

La discussion du texte pourrait débuter au Sénat dès le 25 juin. Elle risque d'être mouvementée pour le projet gouvernemental, qui ne fait pas l'unanimité même au sein de la majorité. C'est ainsi que le sénateur centriste M. Jean Cluzel estime, dans une interview au *Télégramme de Brest* qu'« *il fallait créer le secteur privé de l'audiovisuel à partir de rien, et non par un charcutage du service public* ».

Parallèlement, le climat se dégrade sensiblement au sein des chaînes de télévision, où un certain nombre de responsables se voient menacés. M. Bernard Langlois, producteur du magazine « Résistances » sur Antenne 2, s'est vu interdire d'antenne « *jusqu'à nouvel ordre* ». M. Pierre Henri Arnstam, directeur de l'information, lui reproche le ton de son éditorial sur les problèmes de sécurité lors de la dernière édition du magazine. Bernard Langlois, qui n'animera plus « Résistances », continue néanmoins de préparer les prochains numéros. A FR 3, Mme Jeanine Langlois-Glandier, président-directeur général de la chaîne, prépare une profonde restructuration de la direction nationale et régionale. Déjà on annonce la démission de M. Claude Norek, actuel directeur financier et administratif de la chaîne. L'intersyndicale CFDT, CGT et SNJ de l'audiovisuel doit se réunir mardi 10 juin pour préparer de nouvelles actions.

J.-F. L.

Chez Michel Polac

Scolastique

Dans le brouhaha habituel de « Droit de réponse », une vérité a au moins émergé, samedi, de l'émission consacrée à la privatisation de TF 1 : voilà bien une querelle typiquement française, un de ces débats scolastiques d'autant plus véhéments qu'ils ont perdu tout rapport avec la réalité. Le contre-exemple britannique — planche de salut de ceux qui refusent à la fois le dogmatisme du monopole public et la panacée du privé — a été utilisé jusqu'à la corde. La confusion a été à son comble entre une droite qui n'a rien libéralisé quand elle était jadis au pouvoir et qui découvre brusquement les vertus de la privatisation, et une gauche « monopoliste » jusqu'en 1981, qui a créé deux chaînes privées en toute hâte et dans les pires conditions à quelques mois des élections. Sur ce point, M. Jack Lang, dont on sait le peu de bien qu'il pense de la « 5 », a été d'une grande discrétion.

Les candidats à la reprise de TF 1 n'avaient pas cru bon de se déplacer eux-mêmes mais le groupe Hachette était représenté par deux de ses salariés qui ne sont pas menacés par la même mésaventure que Jean-François Kahn : le directeur de *l'Evénement du jeudi* a perdu sa chronique à *Europe 1* (44 % Hachette) parce qu'il a pris position publiquement contre la privatisation de TF 1.

Le bon docteur Mougeotte (*Télé-7 jours*, publication du groupe Hachette) a posé un diagnostic sans appel : le service public est malade et même très malade. Et la seule thérapeutique possible est celle proposée par les commettants de M. Mougeotte : la privatisation, qui permettra — l'envoyé d'Hachette en prend l'engagement — d'augmenter les heures de création française. Claude Santelli aura beau demander pour quelle raison les intérêts privés amélioreraient du jour au lendemain les programmes, sa question restera sans réponse.

Comme le restera celle de Jean-François Kahn : pourquoi privatiser TF 1 ? Aucun homme politique de la majorité n'avait répondu à l'invitation de Michel Polac pour nous livrer la raison profonde et inavouable : Matignon ne voulait pas entendre parler de la vente d'Antenne 2, celle de FR 3 était trop compliquée ; la plate-forme électorale RPR-UDF prévoyant la privatisation d'une chaîne (et même de deux), le sort tomba sur la plus vieille...

D. V.

هكذا من الأصل



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES DÉSIRS DE L'AMOUR, Lucernaire (45-44-57-34), 19 h.

LES DERNIÈRES CARTES, Centre Wallonie-Bruxelles. 20 h 30.

☞ Les spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer : Récitations-conversations : 20 h 30 ; mélodie : A. Zaepffel.

BEAUBOURG (42-77-12-33). Débats-Rencontres : 21 h : les interrogations des catholiques devant le Front populaire ; Cinéma-Vidéo : vidéo-information : 16 h, Comet ; satellites du soleil, de S. Goldsmith ; à 19 h, Tunisie : le couscous de la colère, de P. Demont, G. Murry ; l'agonie du Sabel, de C. Mottier, D. Pasche ; Vidéo-Musique : 16 h, la Bohème, de Puccini ; à 19 h, Samson et Dalila, de Saint-Saens ; Concerts-spectacles : 20 h 30 : séminaire d'analyse musicale ; Ensemble 2e2m. Musique française du XXe siècle : 18 h 30, rencontre avec G. Reibel et F. B. Mâche ; à 20 h 30, œuvres de Barraqué, F. Donatoni, G. Reibel, etc.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 3e Festival d'orchestre : 20 h 30 : Philharmonie tchèque/Vaclav Neumann (Mozart, R. Strauss, Dvorak).

Les autres salles

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Home ; 22 h : Marc Jolivet ; 22 h : la Mort, le Moi, le Nœud.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 21 h : la Vie, c'est par moment.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31) (D.), 20 h 30 : Phèdre.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut !

☞ FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h : les Chaussures de Madame Gilles.

GRAND HALL MONTORGUEIL (39-52-42-79) 20 h 30 : 5e Festival du THEG-Théâtre des gens.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.

☞ LUCERNAIRE (45-44-57-34), II. 19 h : les Désirs de l'amour ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballyberg ; 21 h 45 : le Complexe de Starsky. Petite salle, 21 h 30 : Si on veut aller par là.

☞ MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : la Berline.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79). III. 20 h 30 ; 22 h 15 : Tous en scène ; 22 h 15 : Bail à céder.

THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 18 h 30 : Passé composé ; 20 h 15 : les Babas-Cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉÂTRE DU ROND-POINT (42-56-70-80). I. 18 h 30 : les Intimités d'un séminariste.

☞ TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane ou l'Age d'or.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : En manches de chemise.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou II ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. – III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.

L'ECUME (45-42-71-16), 21 h : R. Reimand contre Provence.

ESCALE (43-54-63-47), 20 h 30 : Ainsi naquit l'ornithorynque.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les cies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

DON CAMILLO (42-60-20-31), 20 h 30 : Spectacle Don Camillo.

Music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), 21 h : Kawwali.

OLYMPIA (47-42-52-86), 20 h 30 : Popeck.

TOURTOUR (48-87-82-48), 20 h 30 : J. Hanrognie.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : Visages de femmes, et En vol ; à 22 h 30 : Ophelia peut-être.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47), 22 h : Duetti, des Tresses à dénouer.

GOETHE INSTITUT (47-23-61-21), à 19 h : R. Hoffmann.

Les concerts

Athénée, 20 h 30 : A. Tomowa-Sintow (soprano), P. Sommer (piano).

Comédie des Champs-Elysées, 20 h 30 : R. Yakar (soprano), C. Lavoix (piano) (Hahn, Strauss, Chabrier, Wolf, Roussel).

Eglise Saint-Gervais, 20 h 30 : P. Lefebvre (orgue) (Couperin, Marchand, Grigny, Dumage).

Gaveau, 20 h 30 : D. Gelenbe (piano) (Schumann, Brahms, Strauss).

Maison des cultures du monde, 18 h : Chants de l'Inde (Kawwali, chant soufi) par Mahmud Nizami et son ensemble.

Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, C. von Dohnanyi (dir.), H. Gutierrez (piano) (Brahms, Mendelssohn).

Sainte-Chapelle, 21 h : Orchestre de chambre Jacek-Frydrych (Bach, Corelli, Mozart).

Théâtre Grévin, 20 h 30 : Duo Andranian (piano quatre mains) (Ravel, Sauguet, Satie, Milhaud).

Théâtre de Paris, 21 h : Musique et lasers avec A. Ciccolini (piano) (Liszt, Scriabine).

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), T. Breur, 22 h.

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : Blue Monday.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : De Pressac Jazz Group.

MONTANA (45-48-93-08) 20 h 30 : Quartet Marcia Maria.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), à 22 h : M. Attenoux.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36) : M. Roques, S. Kessler, P. Boussaguet, R. Portier.

LA PINTE (43-26-26-15), 21 h 30 : Trio P. Fradet.

SUNSET (42-61-46-60), à 23 h : G. Ferris et B. Ahschull.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 9 juin

Festivals du Marais

(48-87-74-31)

Théâtre : Centre Wallonie-Bruxelles (D), 20 h 30 : les Dernières Cartes.

En région parisienne

CHATILLON, Théâtre (46-57-22-11), 21 h : Ubu Roi.

ISSY-LES-MOULINEAUX, BATEAU Gabès (45-54-76-16), 21 h : Bouche à bouche.

VERSAILLES, Chapelle Royale (39-02-78-78), 21 h : Octuor à vent de l'Orchestre de Paris (Mozart, Haydn, Schubert, Brahms, Mendelssohn).

VINCENNES, Théâtre D.-Sorano (43-74-73-74), à 21 h : Abu Hassan.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

LUNDI 9 JUIN

17 h, Mendiants et orgueilleux, de J. Poitrenaud ; 19 h, Rétrospective du cinéma argentin : El Fin de la Noche, d'a. de Zavalia (Vostf).

SALLE GARANCE

Tlj à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma yougoslave (Programmation détaillée au 42-78-37-29).

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14). – V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

AFTER HOURS (All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44 ; Gaumont Parnasse, 14e (43-36-30-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Calypso, 17e (43-80-30-11). – V.f. : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).

LES AVENTURIERS DE LA QUATRIÈME DIMENSION (A., v.f.) : Français, 9e (47-70-33-88).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BERLIN AFFAIR (*) (v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

BIANCA (It., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). – V.f. : Opera Night, 2e (42-96-62-56).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CHORUS LINE (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

DELTA FORCE (A., v.f.) : Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40). H. – v.o. : Espace Gaîté (H. sp.), 14e (43-27-95-94).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Cinoches (H. sp.), 6e (46-33-10-82).

L'ÉLU (A., v.o.) : Utopia (H. sp.), 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

EN DIRECT DE L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

ÉTATS D'AME (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

FERESTADEH (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

FOOL FOR LOVE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

HIGHLANDER (Brit., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

I LOVE YOU (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George-V (à partir de dimanche), 8e (45-62-41-46) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

INSPECTEUR LAVARDIN (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MACARONI (It. v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LA MACHINE A DÉCOUDRE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (43-26-48-18).

MAINE OCÉAN (Fr.) : Luxembourg (H. sp.), 6e (46-33-97-77) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

NOMADS (A., v.o.)) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Publicis Élysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PIRATES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

POLICE FÉDÉRALE LOS ANGELES (A., v.o.) : George V à partir de dimanche, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

RUNAWAY TRAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e ((47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE SACRIFICE (Franco-suédois) : (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

SALVADOR (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

LE SECRET DE LA PYRAMIDE (A., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LE SOULIER DE SATIN (Franco-portugais, v.o.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama 13e (H. sp.), (47-07-28-04).

SUBWAY (Fr.) : Lincoln, 8e (43-59-29-46).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

TASIO (Esp., v.o.) : Utopia, 5e (H. sp.), (43-26-84-65).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).

TOUBIB ACADEMY I (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ULTRAVIXENS (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).

UNE FEMME POUR MON FILS (Algérien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

UN HOMME ET UNE FEMME : 20 ANS DEJA (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

Z 0 0 (Brit., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LE BAL (Fr.-It.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE DE MOSCOU (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77), Mac Mahon (43-80-24-81).

LE BATEAU PHARE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LA CAGE AUX FOLLES II (Fr.) : George V, 8e, à partir de dimanche (45-62-41-46).

CARMEN (Rosi) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33), Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; (v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40).

COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).

CUL-DE-SAC (A.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

DELIVRANCE (A. v.o.) (*) : Saint-Ambroise, 2e (47-00-89-16).

DON GIOVANNI (Fr.-It.-All, v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-92-52).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

ET POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS (A., v.f.) : Bellevue, 20e (47-97-46-99).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

GLORIA (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

GOLDFINGER (A. v.o.) : Danton, 6e (42-35-10-30) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93), UGF Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Brit., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21) ; v.f. : Capri, 2e (45-08-11-69).

LA GUERRE DES GANGS (It., v.f.) : Le Club, 9e (47-70-81-47).

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

JEUX INTERDITS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

LADY ÈVE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LIEN DE PARENTÉ (v.f.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Epée de Bois (Hsp), 5e (43-37-57-47).

MANHATTAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Ang., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-80-00).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NATTY GANN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

NOBLESSE OBLIGE (Ang., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).

NOSFERATU (All., v.o.) (h. sp.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PETER PAN (v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).

PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

QUERELLE (All., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34), Grand Pavois, 15e (h.sp.) (45-54-46-85).

LA ROUTE DES INDES (Ang., v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

RUE BARBARE (Fr.) (*) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

SÉRÉNADE A TROIS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

SILVERADO (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

THAT UNCERTAIN FEELING (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

LE 3e HOMME (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34), Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60), Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

UN, DEUX, TROIS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (42-97-53-74), Quintette, 5e (46-33-79-38), Marignan, 8e (43-59-92-82), Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93), Français, 9e (47-70-33-88), Bastille, 11e (43-07-54-40), Fauvette, 13e (43-31-56-86), Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50), Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06), Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27), Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01).

Les festivals

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN – VIVE LA REPRISE ! (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 17 h 15 : Le crime était presque parfait ; 18 h 55 : A travers le miroir ; 20 h 30 : Parade de printemps ; 22 h 30 : Des monstres attaquent la ville.

HOMMAGE AUX TROIS CINÉASTES RUSSES DE CANNES 1986 : Bondartchouk, Kontchalovski, Tarkovski : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Stalker.

CARTE BLANCHE A J. IVENS (v.o) : A l'occasion de la JOURNÉE NATIONALE DU DOCUMENTAIRE ; 16 h et 20 h : La Seine rencontre Paris (v.f.) ; A Valparaiso (v.f.) ; le Petit Chapiteau ; 18 h : Biquefarre ; 22 h : Farrebique.

LUBITSCH (v.o.), Champo, 5e (43-54-51-60) : To be or not to be ; la Folle Ingénue ; Le ciel peut attendre.

QUATRE FANTASMES FERRÉRIENS (v.o.), Olympic-Marilyn, 14e (45-43-99-41) : la Dernière Femme.

RENOIR, Latina, 4e (42-78-47-86) : la Grande Illusion ; dim. : le Déjeuner sur l'herbe.

TARKOVSKI (v.o.), République-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 21 h : Andreï Roublev ; 18 h : Stalker + Denfert, 14e (43-21-41-01), Solaris.

TAVIANI (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) : Kaos.

F. TRUFFAUT, Denfert, 14e (43-21-41-01), 17 h : les Deux Anglaises et le continent ; 19 h 40 : l'Histoire d'Adèle H.

VOIR ET REVOIR 14 GRANDS FILMS RUSSES (v.o.), Reflet-La Fayette, 9e (48-74-97-27) : les Montagnes bleues.

VOIR ET REVOIR BERGMAN (v.o.), Olympic, 14e (45-43-99-41) : l'Œil du diable.

Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11), 21 h 30.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 18 h 45.

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11), 21 h 30.

FRANCES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), sam., lun. 22 h.

GREYSTOKE (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 18 h.

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**) (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 20 h 15 + Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 18 h 10.

MANHATTAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), 20 h 15.

PARIS, TEXAS (A., v.o.), Cinoches-Saint-Germain, 6e (46-33-10-82), 21 h 40.

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 22 h 10.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 22 h 25.

LE SILENCE (Suéd., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 18 h.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 15.

TENDRES CHASSEURS (Brit., v.o.), Studio 43, 9e (47-70-63-40), 22 h.

LES FILMS NOUVEAUX

LE DERNIER SURVIVANT, film néo-zélandais de Geoff Murphy, (v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-26-23-44) : Secrétan, 19e (42-41-77-99).

FINAL EXECUTOR, film italien de Romolo Guerrieri, (v.f.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

HAVRE, film français de Juliet Berto : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LES PLAISIRS DE LA CHAIR, film japonais de Nagisa Oshima, (v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet Racine, 6e (43-25-19-68) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

POURVU QUE CE SOIT UNE FILLE, film italien de Mario Monicelli, (v.f.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-52-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

ROSE BONBON, film américain de Howard Deutch, (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-36-21-21) ; (v.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01).

SOUVENIRS SECRETS, film britannique de John Reid, (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

UNE AMIE QUI VOUS VEUT DU BIEN, film américain de David Greenwalt, (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; (v.f.) : St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

YOUNGBLOOD, film américain de Peter Markle, (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-82-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

PARIS EN VISITES

MARDI 10 JUIN

« Les sculptures et les rosaces du XIIIe siècle à Notre-Dame », 14 h 30, portail central.

« Hôtels Scipion et de la Reine-Blanche au faubourg Saint-Marcel », 15 h, 5, avenue des Gobelins (Approche de l'Art).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant poste place Hôtel-de-Ville. Inscriptions 42-60-71-62 ; après 18 heures : 45-48-26-17 (Anne Ferrand).

« Jardins et souvenirs de Belleville et Ménilmontant », 14 h 30, place des Fêtes (Arts et curiosités).

« Promenade parisienne : belles façades et jardins ignorés de Blanche à la Trinité », 14 h 45, métro Blanche (V. de Langlade).

« Toutes les maisons, cours et escaliers de la rue Mouffetard », 14 h 30, métro Censier-Daubenton (M. Banasset).

« Saint-Sulpice et Delacroix », 15 heures, porche église (AITC).

« La Sorbonne, histoire de l'Université et du quartier Latin », 15 h, 46, rue Saint-Jacques (M. Ragueneau).

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 15 heures, parvis église de la Madeleine (M. Pohyer).

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 14 h 30, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (G. Botteau).

« Hôtels, églises et ruelles du vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

« De la place des Vosges aux hôtels de Rohan et de Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

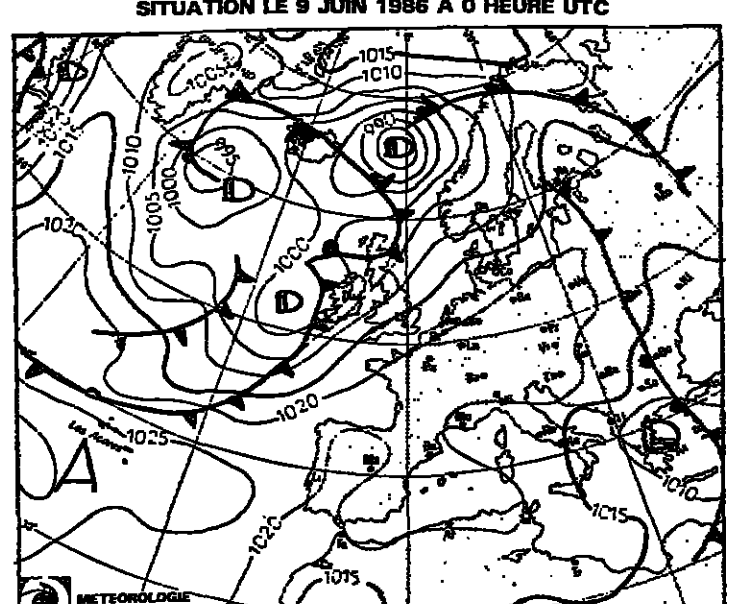
CONFÉRENCES

26, rue Bergère, 19 h 30, « La réconciliation du Moi avec le Soi » (M. C.-M. Perrot, psychologue psychanalyste).

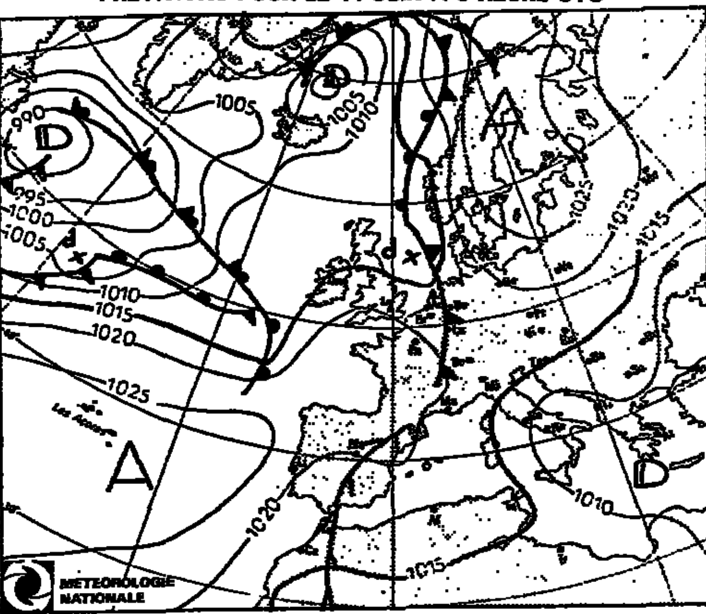
INFORMATIONS « SERVICES »

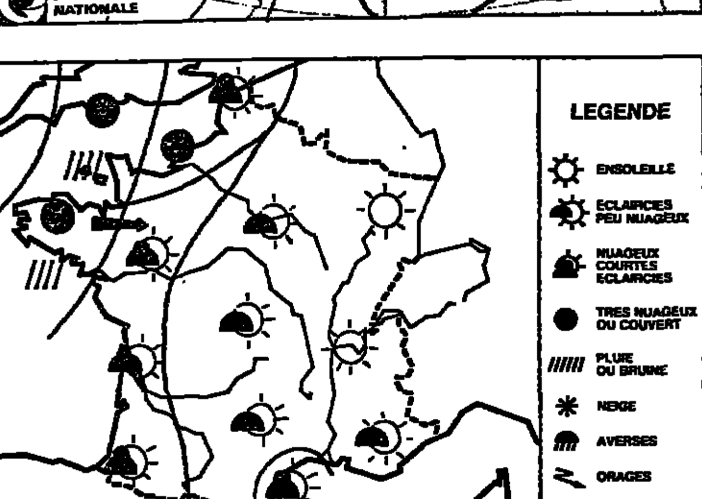
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 JUIN 1986 A 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 11 JUIN A 0 HEURE UTC





Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 juin à 0 heure et le mardi 10 juin à minuit :

Le champ de pression va faiblir sur le pays laissant ainsi pénétrer une perturbation. Celle-ci prendra un caractère orageux sur la moitié est de la France.

Lundi matin, les nuages seront abondants près de la Manche et il pleuvra de la Bretagne au Cotentin. De l'Aquitaine aux Pays de la Loire, le ciel sera assez nuageux. Sur le reste du pays, la matinée sera très ensoleillée sauf près du golfe du Lion où les nuages bas risquent d'être nombreux. Dans la journée, le temps restera chaud et ensoleillé sur l'est du pays tandis que quelques ondées se produiront sur la Normandie, puis sur le Nord et le Bassin parisien. Plus au sud, des orages isolés éclateront des Pyrénées centrales à l'Auvergne et à la Bourgogne.

Les vents de sud, faibles le matin, s'orienteront progressivement à l'ouest en devenant modérés.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 11 et 13 degrés. Elles seront localement plus fraîches, 8 à 10 degrés dans le Massif Central, et atteindront 14 à 16 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales seront voisines de 20 à 22 degrés sur la moitié nord-ouest, sauf en Bretagne et près de la Manche où elles ne dépasseront pas 17 à 19 degrés. Sur la moitié sud-est, elles seront comprises entre 23 et 25 degrés.

TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

FRANCE

	maxima	minima	temps observé
AJACCIO	20	11	S
BIARRITZ	18	9	S
BORDEAUX	22	7	S
BOURGES	20	9	S
BREST	16	12	P
CAEN	18	10	S
CHERBOURG	15	9	N
CLERMONT-FERR.	19	7	S
DIJON	18	11	S
GRENOBLE St-M-H	23	8	S
LILLE	16	7	S
LIMOGES	19	10	S
LYON	20	9	S
MARSEILLE-MAR.	25	12	S
NANCY	18	7	P
NANTES	18	11	S
NICE	20	15	S
PARIS-MONTS.	20	10	S
PAU	21	8	S
PERPIGNAN	25	12	S
RENNES	20	11	C
ST-ÉTIENNE	20	7	S
STRASBOURG	19	10	N
TOURS	19	8	S
TOULOUSE	21	9	S
POINTE-A-PITRE	31	23	S

ÉTRANGER

	maxima	minima	temps observé
ALGER	24	11	S
AMSTERDAM	14	9	C
ATHÈNES	29	21	S
BANGKOK	34	27	N
BARCELONE	19	13	N
BELGRADE	20	8	S
BERLIN	16	9	N
BRUXELLES	15	8	S
LE CAIRE	37	27	S
COPENHAGUE	13	7	C
DAKAR	26	20	C
DELHI	42	27	S
DJERBA	24	19	S
GENÈVE	20	7	S
HONGKONG	25	24	C
ISTANBUL	30	20	O
JÉRUSALEM	29	18	S
LISBONNE	25	13	S
LONDRES	18	10	C
LOS ANGELES	23	14	S
LUXEMBOURG	15	7	S
MADRID	28	11	S
MARRAKECH	29	17	N
MEXICO	25	14	P
MILAN	24	15	N
MONTRÉAL	27	13	S
MOSCOU	26	17	C
NAIROBI	21	14	C
NEW-YORK	31	16	S
OSLO	14	8	S
PALMA-DE-MAL.	22	7	S
PÉKIN	36	23	C
RIO-DE-JANEIRO	26	21	S
ROME	21	12	S
SINGAPOUR	30	26	A
STOCKHOLM	15	9	C
SYDNEY	18	10	C
TOKYO	25	17	S
TUNIS	25	15	S
VARSOVIE	19	7	S
VENISE	23	14	S
VIENNE	18	10	S

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

THÉOLOGIE

COURS DU SOIR. – L'institut catholique de Paris propose un cycle d'études et de recherches à des adultes, ayant ou non une activité professionnelle, désireux d'acquérir une formation théologique de niveau universitaire. Les cours ont lieu en soirée et en fin de semaine.

Ce cycle appelé formation C compte actuellement deux cent vingt-deux étudiants répartis sur sept années, durée normale de la formation pouvant être adaptée aux possibilités de chacun.

Il s'adresse en particulier à des laïcs exerçant des responsabilités dans l'Eglise (catéchèse, liturgie, animation de mouvements) ou se préparant à le faire. La formation C accueille des étudiants ayant plus de vingt ans et moins de cinquante ans.

★ **Secrétariat de la Formation C, 21, rue d'Assas, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 42-22-41-80 (poste 323).**

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 9 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

19 h 50 Football : Coupe du monde.
France-Hongrie.
21 h 50 Cinéma : Senso.
De Luchino Visconti, avec A. Valli et F. Granger.
En 1866, une aristocrate vénitienne s'éprend d'un officier autrichien. Merveilleuse reconstitution d'époque.
23 h 50 Journal.
0 h 5 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Téléfilm : les Cinq dernières minutes.
Le commissaire Cabrol au marché aux Puces.
21 h 50 Documentaire : le Défi mondial.
D'après le livre de J.-J. Servan-Schreiber.
Le salut viendra de l'informatique.
22 h 40 Football : Coupe du monde.
URSS-Canada.
0 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Police Python 357.
D'Alain Corneau.
Un policier enquête sur le meurtre d'une jeune femme. L'intrigue criminelle devient une tragédie qui tend à faire d'un innocent un coupable.
22 h 35 Soir 3.
23 h 10 Magazine : Urba.
23 h 35 La clef des nombres et des tarots.
23 h 40 Prélude à la nuit.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

18 h, Sport ; 18 h 35, Made in transe ; 18 h 40, Kamikaze impro.

CANAL PLUS

20 h 35, Moi et Catherine, film d'A. Sordi ; 22 h 15, Informations ; 22 h 25, Téléfilm : Sale affaire à Nairobi ; 0 h, Série : Mike Hammer ; 0 h 45, Derrière la porte, film érotique ; 1 h 55, Les branchés débranchés ; 2 h 25, Superstars.

LA « 5 »

20 h 30, Téléfilm : les Veuves au parfum, 3e partie ; 22 h 15, Série : La cinquième dimension ; 23 h 15, Rediffusion.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Le théâtre des saveurs, ou les neuf Rasa d'André Velter », par Z. Bianu. Avec M. Bozonnet, J.-P. Sentier.
21 h 30 Latitudes : la cérémonie du mariage traditionnel algérien en France.
22 h 30 La nuit sur un plateau : avec Edgar Morin.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : *Concerto pour piano et orchestre n° 2, op. 83*, de Brahms ; *Symphonie n° 4, op. 90*, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France.
23 h 5 Concert (en différé de la salle Le Ramier) : *Fantaisie en ut mineur*, de Mozart ; *Sonate en mi bémol majeur*, de Schubert ; *Variations sur l'Hymne de l'Empereur*, de Haydn ; *Sonate n° 32 en ut mineur*, de Beethoven, par l'Ensemble Arts renaissants.

Mardi 10 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 40 Les grands écrans de TF1 : Madame Baptiste.
De Guy de Maupassant, réalisation C. Santelli. Avec I. Huppert, F. Bergé, R. Van Hool... (rediff.).
Les souffrances d'une jeune fille victime d'un viol dans l'atmosphère étouffante d'une petite ville de province au dix-neuvième siècle.
22 h 15 Documentaire : le Fruit de vos entrailles.
Emission de René Girard et G. Arnaud, réal. G. Ferraro.
Deuxième volet d'une enquête courageuse sur un sujet tabou.
23 h 40 Débat.
Avec les professeurs Bergeron, Meunier, Roux, le père de Dineschin, MM. Vautier, Dalmas.
23 h 55 Journal.
0 h 10 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

19 h 55 Football : Coupe du monde.
Bulgarie-Argentine (en direct).
21 h 55 Football : Coupe du monde.
Italie-Corée du Sud (en différé).
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Sand.
Film de Louis King (1949).
L'histoire d'un étalon en fuite dans les beaux paysages du Colorado.
21 h 55 Journal.
22 h 30 Emissions régionales.
23 h 30 La clef des nombres et des tarots.
23 h 25 Prélude à la nuit.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

18 h 5, Effraction, avec Jenna de Rosnay.

CANAL PLUS

20 h 35, Tais-toi quand tu parles !, film de Ph. Clair ; 22 h, Informations ; 22 h 10, le Professionnel, film de G. Lautner ; 23 h 55, Après la répétition, film d'I. Bergman.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Flamingo Road ; 21 h 25, Série : Arabesque ; 22 h 20, Magazine : Jonathan.

TV6

NRJ 6 ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

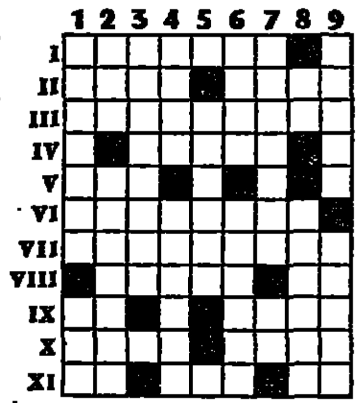
20 h 30 Le journal du corps : la chirurgie esthétique.
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment **0 h 10** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

21 h Concert (en direct du Théâtre Sorano) : *Concerto en la mineur pour deux violons*, de Vivaldi ; *Rondo en la majeur pour violon et orchestre à cordes*, de Schubert ; *Cassation en sol majeur*, de Haydn ; *Sérénade n° 6 en ré majeur*, de Mozart, par l'orchestre régional d'Auvergne.
23 h 5 Les soirées de France-Musique.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4243



HORIZONTALEMENT

I. Certains le lavent après l'avoir essuyé. – II. Une parole qui est souvent d'argent. Clôture de bois. – III. On ne peut plus simple. – IV. On y est dans de beaux draps. – V. Coin de terre. – VI. Niveau de vies. – VII. Piquera sans irriter. – VIII. Mise en terre pour la vie. Conjonction. – IX. Est haut en couleur. Etat de grâce. – X. Base de calcul. Ceux qui en reviennent sont souvent très fatigués. – XI. Manière d'être. Maté au Brésil. Symbole.

VERTICALEMENT

1. Règlement strict. Etalon champêtre. – 2. Douceur de la Bretagne. Liens visibles entre le chien et son maître. – 3. Petite anglaise. – 4. Jongle avec les pieds. Un corps des plus attirants. – 5. Belle aventure. – 6. Mot d'avertissement. Relative à un peu de grêle. – 7. Trois en un. Victime d'Héra. – 8. Code postal. Fait donc partie de la classe des rongeurs. – 9. N'a donc pas perdu sa dignité. Piste de cirque.

Solution du problème n° 4242

Horizontalement

I. Maître d'hôtel. La. – II. Ennuis. Erudites. – III. Totem. Ara. – IV. Ere. Escogriffes. – V. Omnium. Sées. – VI. Rat. Sil. Fermes. – VII. Oli. Electrogène. – VIII. Léon. Lu. Io. – IX. Numéro. Ipéca. – X. G.I. Bu. Droite. – XI. Indiscrétion. R.P. – XII. Etale. Râ. Mer. – XIII. Itinéraire. – XIV. Scotto. Utilisés. – XV. Athées. Xérès. Vé !

Verticalement

1. Météorologie. Sa. – 2. Anormale. Intact. – 3. Intention. Da. Oh ! – 4. Tue. Nubilité. – 5. Rimeuse. Musette. – 6. Es. Smille. Ios. – 7. Ac. Leur. – 8. Héros. Onéreux. – 9. Orage. Ti. Tarte. – 10. Tu. Refroidi. Air. – 11. Ed. Iséo. Profile. 12. – Li. Rg. Eon. Ris ! – 13. Tuf. Merci. Mes. – 14. Le. Eden. Atre. E.V. – 15. Ases. Sel. Eprise.

GUY BROUTY.

هكذا من الاصل

« JOURNAL OFFICIEL »

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 7 juin 1986 :

DES DÉCRETS

● N° 86-760 du 3 juin 1986 fixant la contribution à verser, au titre de l'année 1986, au fonds spécial d'allocation de la vieillesse institué par l'article 46 modifié de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, par les organismes et collectivités visés aux arrêtés des 17 décembre 1952, 15 mai 1954, 25 janvier 1955 et 5 février 1980.

● N° 86-761 du 3 juin 1986 modifiant le décret n° 58-1286 du 22 décembre 1958 fixant la composition des tribunaux de grande instance et d'instance et des cours d'appel.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 8 juin :

UN DÉCRET

● N° 86-762 du 6 juin 1986 modifiant le code de la sécurité sociale et portant suppression du comité d'action sanitaire et sociale.

DES ARRÊTÉS

● Du 5 juin 1986 fixant la valeur du coupon à échange du 17 juillet 1987 pour les obligations de la deuxième tranche à taux révisable et à option d'échange de l'emprunt d'État juillet 1984.

● Du 30 mai 1986 relatif au taux de la taxe spécifique perçue sur certains produits pétroliers au profit du Fonds spécial de grands travaux.

● Du 4 juin 1986 portant annulation de l'épreuve écrite d'admissibilité du diplôme d'État de masseur-kinésithérapeute du mardi 27 mai 1986.

● D'admission à l'Ecole militaire de l'air en 1986.

JEU GAGNANT N° 41 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			
1	ITALIE	BULGARIE	1	X	2
2	FRANCE	CANADA	X	N	2
3	BRÉSIL	ESPAGNE	X	N	2
4	U.R.S.S.	HONGRIE	X	N	2
5	POLOGNE	MAROC	1	X	2
6	MEXIQUE	BELGIQUE	X	N	2
7	ALGÉRIE	IRLANDE DU NORD	1	X	2
8	PORTUGAL	ANGLETERRE	X	N	2
9	R.F.A.	URUGUAY	1	X	2
10	ÉCOSSE	DANEMARK	1	N	X
11	ITALIE	ARGENTINE	1	X	2
12	BULGARIE	CORÉE DU SUD	1	X	2
13	FRANCE	U.R.S.S.	1	X	2
14	CANADA	HONGRIE	1	N	X
15	BRÉSIL	ALGÉRIE	X	N	2
16	MAROC	ANGLETERRE	1	X	2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 8 Juin 1986 : 1 2 4 9 11 13 14

NATIONAL LOTO N° 23

TIRAGE DU SAMEDI 7 JUIN 1986

3 5 10 15 43 49 — 23 NUMERO COMPLEMENTAIRE

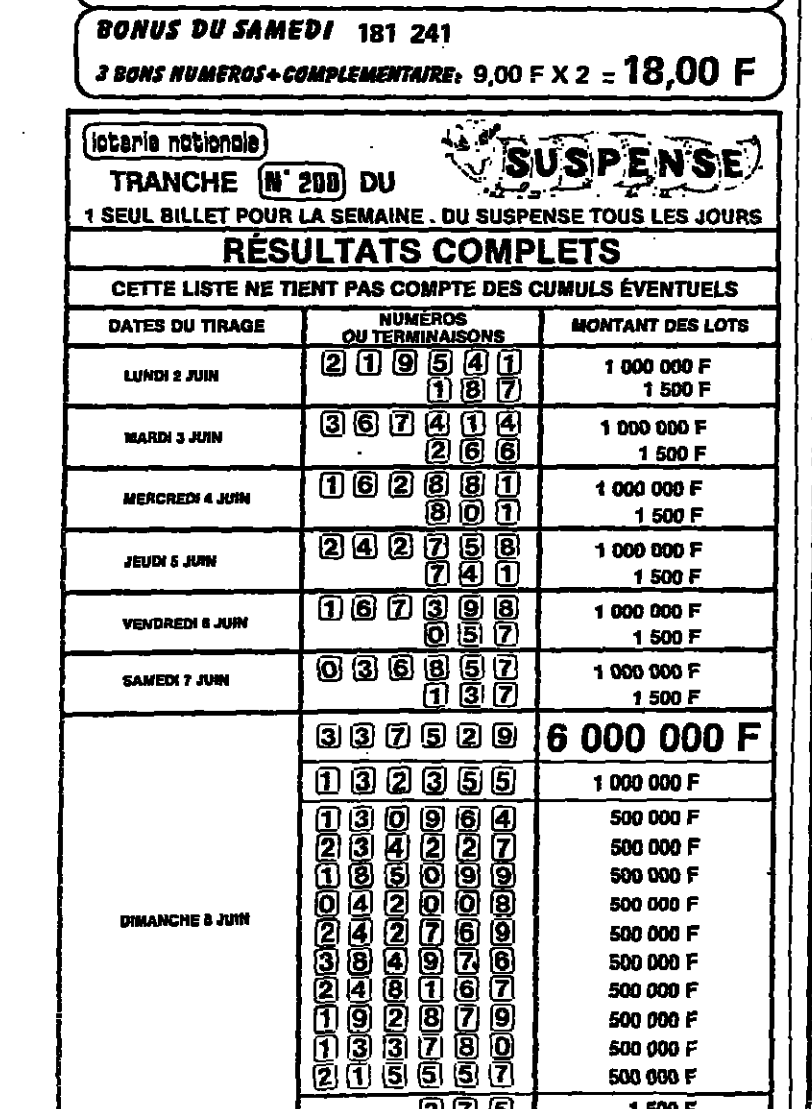
PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 11 JUIN 1986 ET SAMEDI 14 JUIN 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°s	7	2 569 005,00 F
5 BONS N°s + complémentaire	53	70 290,00 F
5 BONS N°s	1 648	7 100,00 F
4 BONS N°s	97 661	115,00 F
3 BONS N°s	1 900 243	9,00 F

BONUS DU SAMEDI 181 241

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 9,00 F X 2 = 18,00 F



loterie nationale

TRANCHE N° 208 DU SUSPENSE

1 SEUL BILLET POUR LA SEMAINE . DU SUSPENSE TOUS LES JOURS

RÉSULTATS COMPLETS

CETTE LISTE NE TIENT PAS COMPTE DES CUMULS ÉVENTUELS

DATES DU TIRAGE	NUMEROS OU TERMINAISONS	MONTANT DES LOTS
LUNDI 2 JUIN	219541	1 000 000 F
	187	1 500 F
MARDI 3 JUIN	367414	1 000 000 F
	266	1 500 F
MERCREDI 4 JUIN	162881	1 000 000 F
	801	1 500 F
JEUDI 5 JUIN	242758	1 000 000 F
	741	1 500 F
VENDREDI 6 JUIN	167398	1 000 000 F
	057	1 500 F
SAMEDI 7 JUIN	036857	1 000 000 F
	137	1 500 F
DIMANCHE 8 JUIN	337529	6 000 000 F
	132355	1 000 000 F
	130964	500 000 F
	234227	500 000 F
	185099	500 000 F
	042008	500 000 F
	242769	500 000 F
	384976	500 000 F
	248167	500 000 F
	192879	500 000 F
	133780	500 000 F
	215557	500 000 F
	275	1 500 F

CARNET DU Monde

Naissances

M. et Mme Henri BRICHOUX,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Maxence,

le 1er juin 1986.

6, square de Port-Royal, 75013 Paris.

— M. Pierre WILLARD et Mme, née Firouzeh Ghazi,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Roxane.

Paris, le 27 mai 1986.

Mariages

— Mlle Florence BOUVET,

agréée près les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris,

et notre ancien collaborateur

Pierre GRANVILLE,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des Arts et Lettres,
écrivain et conservateur
au Musée des beaux-arts de Dijon,

font part de leur union, célébrée le 7 juin 1986 en la mairie du premier arrondissement de Paris.

Décès

— 92110 Clichy-la-Garenne.

Gaston Roche,
ancien maire,
Jacques Delors,
ancien maire,
Gilles Catoire,
maire, conseiller régional,
La municipalité,
Le conseil municipal de Clichy-la-Garenne,
Le personnel communal,
Ses anciens collègues et collaborateurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges LEVILLAIN,
maire honoraire
de Clichy-la-Garenne,
militant socialiste depuis 1928,
ancien président
du comité de libération 1944-1945,
ancien maire (1947-1977),
ancien vice-président
du conseil général de la Seine,
ancien conseiller général
des Hauts-de-Seine,

survenu le 7 juin 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Un hommage public lui sera rendu le mercredi 11 juin, à 15 h 30, place de la mairie, à Clichy.

Le même jour, à partir de 8 h 30, le corps sera exposé dans la salle du conseil municipal où la population est invitée à venir se recueillir et à manifester sa sympathie en apposant sa signature sur le registre des condoléances.

— Mme Henri Michel,
son épouse,
Mme Annie Eloffe,
M. et Mme Pierre Michel,
M. et Mme Jacques Michel,
ses enfants,
Ses neuf petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri MICHEL,

commandeur de la Légion d'honneur
docteur ès lettres,
directeur honoraire de recherche
au CNRS,
directeur-fondateur
de la *Revue d'histoire
de la deuxième guerre mondiale,*
président honoraire
du comité international d'histoire
de la deuxième guerre mondiale,
Grand prix national d'histoire en 1980,
grand officier du Mérite national,
combattant volontaire de la Résistance,

survenu le 5 juin 1986, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le mardi 10 juin, à 8 h 30.

12, rue de Moscou, 75008 Paris.

(*Le Monde* du 7 juin.)

— Les familles Chamlian, Millas, Martin,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Yann PORZIER,
née Fabienne Chamlian,

survenu le 27 mai, à l'âge de trente-trois ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Pantin-Parisien, le 3 juin, dans la sépulture de la famille maternelle.

60, boulevard Mortier, 75020 Paris,
116, avenue Aristide-Briand, 93320 Pavillons-sous-Bois.

Anniversaires

— Il y a un an, le 9 juin 1985,

Paul STRANSKY

quittait les siens.

Que ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée à sa mémoire en ce jour anniversaire.

Distinctions

— M. Paul Ruault, officier de la Légion d'honneur, a remis, le mercredi 4 juin, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à

M. Jean-André FAUCHER,
journaliste et écrivain,

membre de la section des relations extérieures du Conseil économique et social.

Soutenances de thèses

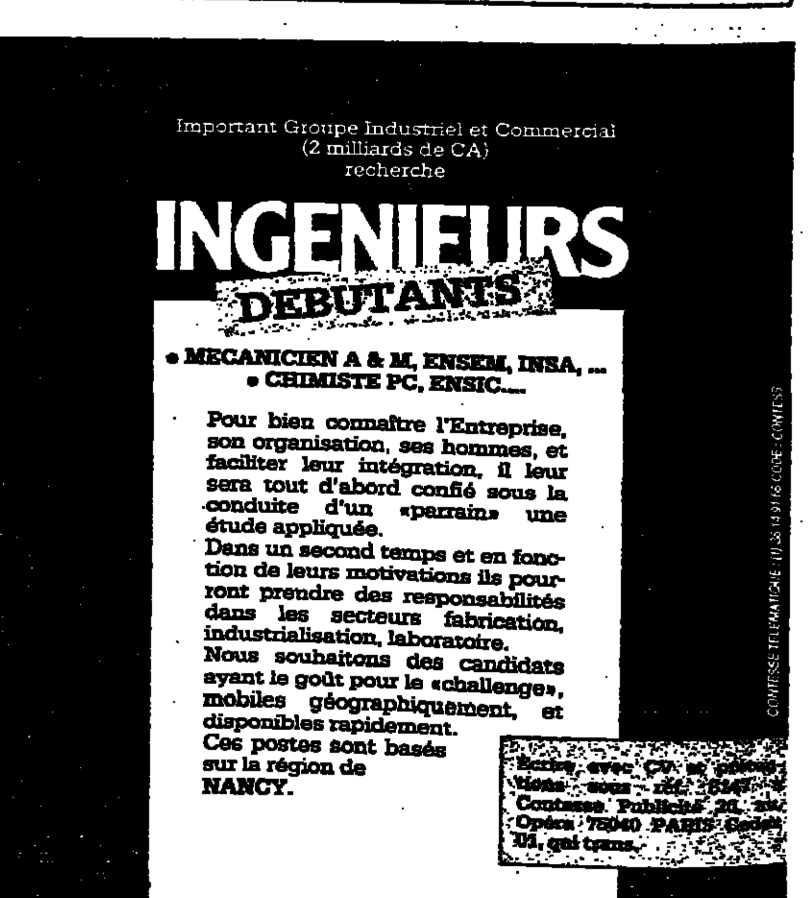
DOCTORATS D'ÉTAT

— Université de Paris-I, mercredi 18 juin, à 14 heures, salle 1, centre Panthéon, Mme Marie-Armelle Rotschild, née Souriac : « Les accords collectifs au niveau de l'entreprise ».

— Université de Paris-VII, vendredi 27 juin, à 14 heures, tour centrale, M. Abderrahmane Bouzida : « Travail, développement et idéologie du progrès. Cas de projet social progressiste algérien ».



Le Monde — LES GRANDS RENDEZ-VOUS — JEUNES DIPLOMÉS

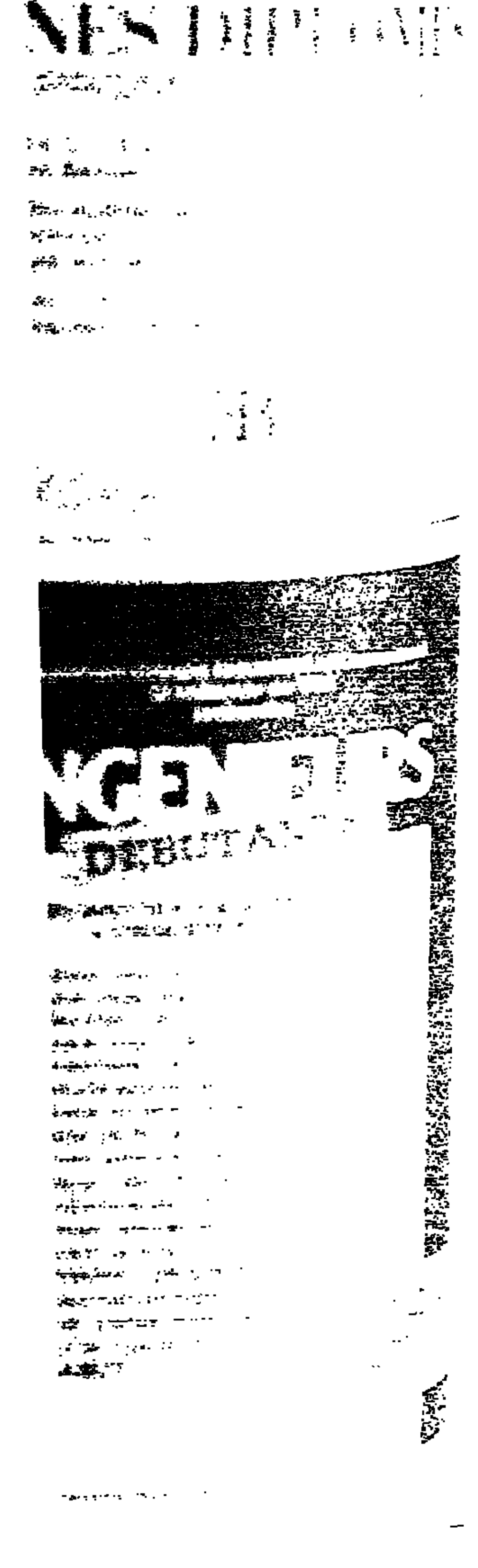


هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

Le Monde LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES DIPLOMÉS



Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES DIPLOMÉS

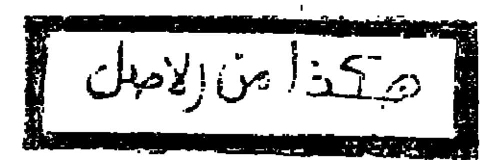
LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES DIPLOMÉS

Dans le Monde *du mardi 10 daté 11 juin*
les entreprises se présentent
et vous communiquent leurs offres d'emploi

Jeunes diplômés soyez au rendez-vous.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



هكذا من الاصل

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS



Le Monde LES GRANDS RENDEZ-VOUS



PRENEZ LE BON CAP, rejoignez un Groupe leader dans le secteur AGRO-ALIMENTAIRE.

Proche Banlieue Sud Est

INGÉNIEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

NOTRE GROUPE fabrique et commercialise des produits hautement élaborés, destinés à l'industrie alimentaire. Décidés à créer de nouveaux débouchés et à explorer de nouveaux créneaux, nous renforçons une équipe pluridisciplinaire dans laquelle un jeune ingénieur devra s'intégrer.

VOUS, INGÉNIEUR ENSIA, ENSBANA, ... ayant une première expérience réussie du développement de produits alimentaires, autonome, créatif, vous savez mettre vos connaissances et votre crédibilité au service de votre volonté d'entreprendre.

NOUS VOUS PROPOSONS de :

- mettre au point la nouvelle gamme de produits au niveau laboratoire et pilote,
- mettre en œuvre l'industrialisation des fabrications.

NOUS VOUS OFFRONS de larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

SI VOUS VOUS RECONNAISSEZ dans ce profil, envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 54244 (mentionnée sur l'enveloppe) à Deb's 103, rue Jouffroy 75017 PARIS

Très grand groupe textile français - 10 000 personnes - 5 milliards de C.A. - recrute pour son usine de

MULHOUSE

Spécial Débutants

2 Ingénieurs Chimistes

Après une formation supérieure de type ingénieur vous avez de toutes façons des compétences plus spécialisées en CHIMIE TEXTILE ou ORGANIQUE.
Dès votre entrée dans la Société nous vous confierons une première mission qui vous permettra d'appréhender l'ensemble de l'entreprise.
Très rapidement vous vous verrez ensuite confier un poste opérationnel en production. Dans ce cadre vous aurez en charge l'encadrement et l'animation d'une équipe.
Nous vous offrons une rémunération motivante.
Votre réussite à ces postes vous permettra une belle évolution de carrière au sein d'un Groupe textile de première importance.
Merci d'adresser lettre de candidature, sous réf. LM 9965, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

MISSION DE CONFIANCE POUR CANDIDATS AU SUCCÈS

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de MOSTEK (U.S.A.) devront nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous cherchons aujourd'hui à intégrer des candidats à fort potentiel susceptibles d'optimiser notre performance et de se préparer à devenir ainsi des

RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU

(X, Centrale, Arts et Métiers, HEC, INSEAD...)

Dans un premier temps, pendant une mission de plusieurs mois, au point névralgique de l'organisation, vous testerez vos capacités d'observation, votre créativité et votre pragmatisme. La qualité des résultats que vous obtiendrez constituera un tremplin pour des fonctions de responsable dans le domaine du marketing, du planning ou de la production.

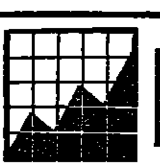
Cette mission s'adresse à des diplômés de Grandes Écoles à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience (1 ou 2 ans) et maîtrisant la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON COMPOSANTS Direction des Ressources Humaines - 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.



HAVAS CONTACT





DIRECTIONS
Nationales et Internationales



Généraliste de haut niveau à dominante commerciale

Notre Société de prestation de services (240 personnes, 350 MF CA) solidement implantée sur le marché de la distribution de produits de grande consommation, recherche son

Directeur
350 KF ++

Chargé des relations avec les principaux partenaires de l'entreprise, il devra être un homme de dialogue, possédant de solides connaissances commerciales et marketing. Il devra bâtir la politique générale de la société.
Cette réelle opportunité ne s'adresse qu'à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial et rompu aux négociations de haut niveau. Ce poste suppose un esprit souple, mobile, synthétique, créatif, la rigueur d'un vrai gestionnaire et l'envergure d'un véritable patron.

Merci d'envoyer à Dominique de VERNEUIL, ARCHE-CONSEIL, sous référence 761 M, votre dossier de candidature (avec votre rémunération actuelle). Notre conseil en recrutement s'engagera en toute discrétion avec vous et vous recevra soit à Lyon, soit à Paris.

68 rue Duquesne arche conseil 69006 LYON.

média-system

DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

300.000 F — **Immobilier PARIS-OUEST**

Un Groupe français du secteur immobilier (C.A. 1 milliard francs) recherche son DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF. Pour l'ensemble des sociétés du Groupe, il sera chargé :

- de l'établissement et de la consolidation des comptes périodiques
- de faire évoluer le système informatique et le tableau de bord du Groupe en liaison avec le Contrôle de Gestion
- de veiller au respect des obligations fiscales de toutes natures
- de superviser et contrôler la cellule de gestion du personnel.

Ayant autorité sur une quinzaine de personnes, le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, sera de formation ESC ou similaire + DECS, et il possédera une dizaine d'années d'expérience acquise dans le service comptable d'une société de préférence du secteur immobilier ou B.T.P. De sérieuses connaissances en matière de fiscalité immobilière sont souhaitables. Ecrire sous référence 849/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

Vers une direction commerciale

Un des leaders français de la fonderie recherche pour sa première filiale de matériaux TP son

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE/EXPORT

Responsable d'un C.A. de 250 MF, il définit et met en œuvre la politique des ventes et anime le réseau. Rattaché au Directeur Commercial, qu'il remplacera à terme, il prendra progressivement en charge les fonctions marketing et gestion commerciale.

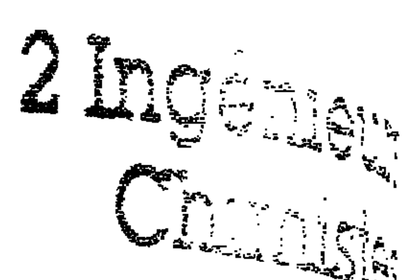
Diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieur, vous pouvez justifier d'une expérience approfondie d'encadrement de forces de vente et d'une parfaite connaissance du marché du négoce de matériaux. Bien sûr, vous parlez anglais. Si vous souhaitez aujourd'hui profiter d'une exceptionnelle opportunité de carrière...

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 605 214 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris





Un groupe bancaire de premier plan recrute pour son Inspection Générale de

Jeunes Diplômés de l'Enseignement Supérieur

(H.E.C., ESSEC, E.S.C., Sciences Po, Maîtrise de Sciences Eco, Droit des Affaires)

ayant si possible un début d'expérience bancaire ou même débutants.

La fonction exige une grande curiosité d'esprit, le goût des analyses approfondies mais aussi une capacité de synthèse se traduisant par la clarté de l'expression orale ou écrite.

De bonnes connaissances de base en matière de comptabilité générale, d'analyse financière et éventuellement d'informatique, sont indispensables pour suivre avec profit la formation dispensée aux candidats retenus.

Poste imposant une mise à niveau permanente pour suivre l'évolution des techniques bancaires.

Fréquents déplacements en Province.

Perspective de carrière intéressantes au sein du Groupe pour les personnes ayant fait leur preuve à l'Inspection Générale.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions en précisant la réf. PM 0426 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Dirigeant

Un important groupe industriel (2,5 milliards de C.A.) leader sur son marché, cherche dans le cadre de son expansion à intégrer un

HOMME DE FORT POTENTIEL

destiné à court terme à faire partie de l'équipe dirigeante.

Après une période d'intégration, il prendra la direction d'une région (véritable centre de profit exigeant des qualités de manager et de gestionnaire). Cette première responsabilité lui permettra de se familiariser avec la profession et d'assimiler la culture de l'entreprise.

Diplômé d'études supérieures (HEC, ESSEC, Sup de Co...), vous avez une expérience réussie de plusieurs années de la direction d'équipes acquise soit dans une société de services, soit dans une entreprise fabriquant et distribuant des produits destinés au grand public.

Votre disponibilité géographique sera un atout en début de carrière.

Notre dynamisme, l'importance de notre développement peuvent assurer à un homme de valeur une évolution rapide.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 605 215 M (à mentionner sur l'enveloppe)

BKC
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Région Ouest
350 M.F. de C.A.



N°1 dans sa spécialité : les voitures d'enfant et les équipements de puériculture (poussettes, sièges auto, transats, parcs, chaises, nurseries, etc).

Nos excellentes perspectives de développement international nous amènent à rechercher le

DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Attaché à la Direction Générale, en liaison étroite avec la Direction industrielle, vous dirigez ce service de spécialistes, assurez la création et l'évolution des produits par la recherche et la mise en oeuvre de solutions innovantes.

Ingénieur mécanicien (ECAM, ICAM, CENTRALE, IDN...) âgé de 30 ans minimum, vous avez une expérience de 6 ans de la conception de produits comportant des mécanismes ainsi que du travail des métaux et des plastiques.

En rejoignant une équipe ambitieuse et dynamique, vous apprécierez en sus d'une rémunération très attrayante, la qualité de vie offerte par la région ouest et la proximité d'une grande ville universitaire.

Merci d'adresser lettre + CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence *M 5/1632 A* à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

SUD-EST

PARC TECHNOLOGIQUE D'IMPORTANCE INTERNATIONALE

Technopôle rassemblant : entreprises de haute technologie, centres de recherche, campus universitaire et les infrastructures correspondantes recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Votre mission :

- Convaincre des industriels français et étrangers de s'installer sur le site.
- Nouer les relations nécessaires avec le monde scientifique (Universités, Grandes Ecoles) et les autres Technopôles.
- Animer la vie et le développement du Parc technologique en collaboration avec les décideurs de l'Administration et du monde financier.
- Imaginer et organiser colloques, rencontres et autres événements correspondant à la dynamique du Technopôle.

Votre profil :

Homme d'expérience (40 - 50 ans) de formation Grandes Ecoles, votre carrière vous a habitué à des responsabilités de «PATRON».

Esprit d'entreprise, goût et sens des contacts vous ont amenés à réussir dans l'industrie (de préférence).

Diplomate, ouvert aux événements, bon animateur, votre dynamisme se mettra totalement au service d'un grand projet régional passionnant à piloter.

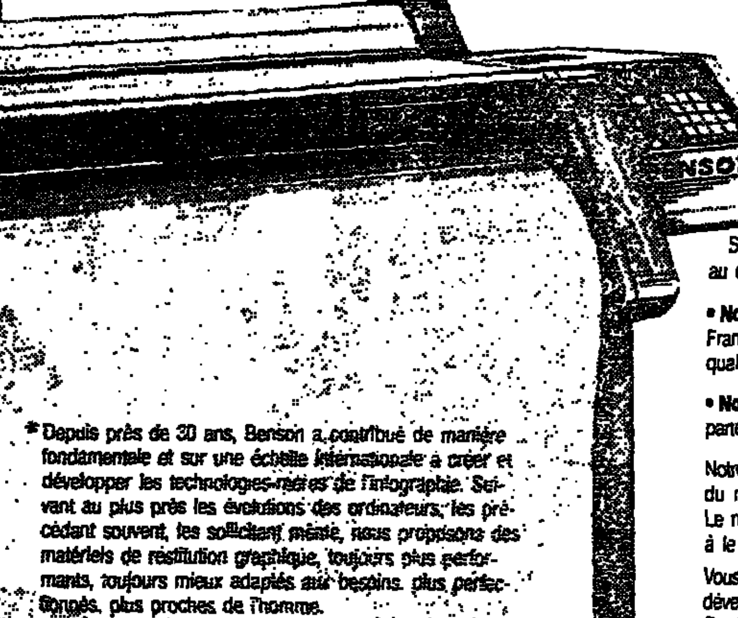
Anglais indispensable, allemand souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence LM à :

f.p.conseil.
130, montée de Choulans
69005 LYON. Tél. 78 25.08.62.

MEDIAPA

Projetez votre dessein dans l'infographie,* le métier de Benson.



* Depuis près de 30 ans, Benson a contribué de manière fondamentale et sur une échelle internationale à créer et développer les technologies-mères de l'infographie. Suivant au plus près les évolutions des ordinateurs, les précédant souvent, les sollicitant même, nous proposons des matériels de restitution graphique, toujours plus performants, toujours mieux adaptés aux besoins, plus perfectionnés, plus proches de l'homme.

Benson trouve naturellement dans le pôle «Systèmes Assistés par Ordinateurs» de Schlumberger sa dimension propre, ses moyens pour conquérir un marché mondial très ouvert et concurrentiel.

Cette dimension internationale exige une ouverture technologique sur les nouveaux concepts d'inscription et de restitution : images haute définition, graphique couleur, performance de restitution.

• **Nos ingénieurs d'Etudes,** spécialistes d'électronique, mécanique, informatique en France (Créteil) et aux U.S.A. (Silicon Valley) en liaison avec les centres de recherche de Schlumberger, dans le monde entier (France, U.S.A., Japon) sont au cœur de ces nouveaux défis.

• **Nos ingénieurs de Production** dans nos unités de fabrication en France et aux U.S.A. relèvent le challenge du zéro défaut, de la qualité totale.

• **Nos ingénieurs Commerciaux et de Support Technique** sont les partenaires de nos clients CAO dans plus de 40 pays.

Notre taille est celle de l'efficacité, déclinée dans toutes les langues du monde.

Le monde bouge. Nous vous invitons à le faire évoluer avec nous, à le dessiner ensemble.

Vous êtes ingénieur de grande école ou d'université, vous souhaitez développer votre projet dans les métiers d'Etudes et Recherche, de Production, de Vente, de Marketing, de Support Technique dans Benson, puis dans le Groupe Schlumberger, en France ou à l'étranger ; précisez nous vos intentions dans une lettre de candidature adressée, sous réf. 96/MO, à la Direction du Personnel, Benson, 1 rue Jean Lemoine, BP 113, 94003 CRETEIL.

Sans Benson, l'infographie ne serait pas ce qu'elle est.
Avec vous, l'aventure de l'infographie n'est pas terminée...

BENSON
Schlumberger

média-system

L'INGENIEUR COMMERCIAL : NOTRE AMBASSADEUR.

La fonction commerciale dans l'entreprise est une fonction vitale. Notre développement sur le marché français, nous le devons pour une large part, à la qualité de nos produits, à la valeur de nos stratégies marketing et à la compétence de notre Service Commercial.

L'Ingénieur Commercial nous représente auprès de nos clients : il étudie, propose et négocie avec eux. Nous nous adressons à une clientèle de plus en plus diversifiée : grandes entreprises, Administrations et Services Publics, PME-PMI, professions libérales, artisans, commerçants... Dans ce contexte, nous recherchons des femmes et des hommes qui puissent s'adapter à des univers évolutifs.

Nous avons la chance d'avoir chez IBM les femmes et les hommes capables de conduire ces changements et d'adapter nos méthodes en permanence. Nous sommes prêts à en accueillir davantage. Bienvenue à ceux qui stimulent les remises en question, qui jouent le jeu de la disponibilité à ce qui évolue, contredit, contrarie.

NOS FUTURS INGENIEURS COMMERCIAUX

Ce sont de JEUNES OU FUTURS DIPLOMES, GRANDES ECOLES OU CYCLE LONG DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, ayant de bonnes connaissances en anglais, motivés par des activités de Conseil et de Vente.

QUE VOUS SOYEZ DEJA DIPLOME OU QUE VOUS OBTENIEZ VOTRE DIPLOME EN 1986 OU 1987

VOUS POUVEZ DES MAINTENANT POSER VOTRE CANDIDATURE (lettre et CV détaillé) sous référence 961 auprès de notre Département Recrutement 2, rue de Marengo 75001 Paris.

Votre prise de fonctions, compte-tenu de votre situation, se situera entre le 1/07/86 et le 31/12/87. Nous vous rembourserons vos frais de transport éventuels.



le bon départ

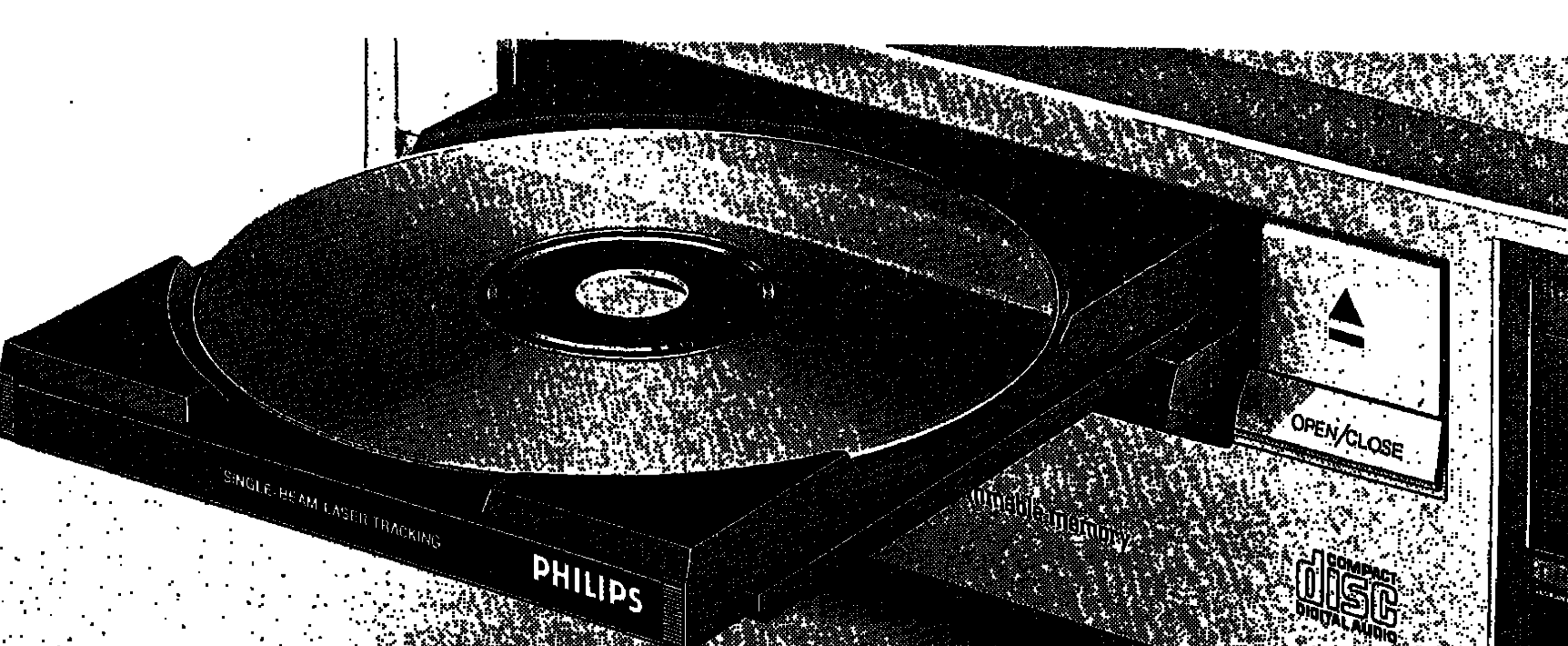
MASIJ

De l'ère du laser ...

Parce que le monde de l'innovation est ouvert sur les grands marchés internationaux, Philips est aujourd'hui leader dans 65 pays.

Parce que dans le monde les marchés sont nombreux, autant de champs de bataille où il faut être gagnant, la recherche permanente est la stratégie pour vivre au rythme de l'avenir.

Avec 18 Milliards de C.A. réalisé en France comme à l'export, Philips France joue la carte du monde des hautes technologies dans les domaines allant des composants aux appareils électroniques grand public, des systèmes de réception de signaux satellite à l'informatique, du médical aux produits industriels à forte valeur ajoutée...



Jeunes Diplômés: Philips, c'est déjà demain



... au futur à la carte.

Rencontrer Philips France, c'est rencontrer le dynamisme et la polyvalence de 30.000 hommes et femmes qui évoluent dans l'univers exigeant et passionnant de l'innovation, c'est aller à la rencontre de métiers largement diversifiés.
Les entreprises de Philips France : un vaste espace pour s'exprimer, bouger et réussir, de la recherche au commercial, du marketing à la production.

Gagnez du temps sur l'avenir, avec Philips c'est déjà demain.

• LEP : LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE. • CDME : LAMPES ET MATERIEL D'ECLAIRAGE. • RTC COMPELEC : COMPOSANTS ELECTRONIQUES • RTIC : APPAREILS ELECTRONIQUES DOMESTIQUES, TELEMATIQUE INDIVIDUELLE ET DOMESTIQUE. • S.A. PHILIPS IC : APPAREILS MENAGERS. • PORTENSEIGNE : SYSTEMES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELS ET SECURITE. • S.A. PHILIPS IC : MATERIEL SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL. • MASSIOT PHILIPS : MEDICAL. • TRT.TI : COMMUNICATION D'ENTREPRISE ET INFORMATIQUE. • COMPAGNIE FRANCAISE PHILIPS : DIRECTION ET SERVICES CENTRAUX.



PHILIPS

Diplômés écoles de commerce

Philips Appareils Ménagers

Cette division, composée de 1.400 personnes, développe, fabrique et commercialise une très large gamme de produits grand public.

Attachés commerciaux

Vous évoluerez dans une entreprise qui applique les techniques d'un marketing de pointe.
Responsable du secteur qui vous est confié, vous pourrez acquérir une très bonne connaissance de la distribution des produits et de l'organisation commerciale. Vous pourrez *ainsi prouver vos talents de négociateur* et élargir progressivement vos responsabilités.
SA. Philips IC : M. Depernet, 50 Avenue Montaigne, 75380 Paris Cédex 08.

Philips, c'est déjà demain.

Massiot Philips est l'un des leaders mondiaux dans le domaine du matériel médical : rayons X, nucléaire, ultrasons, imagerie par résonnance magnétique.
700 personnes développent, fabriquent, commercialisent, installent et maintiennent les produits en générant un C.A. de 700 millions de Francs.

Ingénieur d'application

Une connaissance de l'imagerie médicale vous permettra de suivre l'application des produits du programme international, notamment ceux développés et fabriqués en France. Vous êtes très disponible pour de fréquents voyages à l'étranger.

Ingénieurs électroniciens

Vous participerez à l'installation et à la maintenance d'appareils d'imagerie médicale de haute technologie.

Ingénieur chimiste

Vous mènerez, dans le cadre de l'activité luminescence, des études faisant intervenir les techniques des vernis, des adhésifs et des matières plastiques. Largement autonome au sein du laboratoire, votre activité vous amènera à développer des contacts extérieurs et *à publier des articles dans des revues spécialisées.*
MASSIOT PHILIPS : M. Morange, 177 rue de Bezons, 78420 Carrières-s/Seine.

Philips, c'est déjà demain.

Diplômés écoles de commerce

TRT TI 1200 Millions de Francs de C.A., 1050 personnes dont 490 ingénieurs et cadres, commercialisent et supportent techniquement des produits professionnels dans les domaines de l'informatique et des télécommunications : du CDROM aux grands réseaux de télécommunication en passant par les micro mono et multipostes, les mini, les réseaux de terminaux, les modems, les commutateurs de données. En un mot, tout ce qui touche le traitement et la transmission de l'information dans l'entreprise.

Ingénieurs commerciaux

Vous commercialiserez une gamme de produits à orientation transactionnelle et bureautique. Analyse des besoins et recherche de solutions optimales, conseil dans le cadre de la mise en place de tout processus informatique, coordination des interventions des spécialistes au cours des différentes étapes sont les éléments *principaux d'une fonction* très formatrice et fortement évolutive vers le management.
TRT-TI : M. Nadaud, 5 Square Max-Hymans, 75741 Paris Cédex 15.

Philips, c'est déjà demain.

هكذا من الاصل

50 Ingénieurs débutants Électroniciens, Physiciens, Physicochimistes, Automaticiens, Informaticiens.

Ingénieurs informaticiens débutants

Diplômés écoles de gestion, universités

Ingénieurs débutants

30 Ingénieurs, 20 Diplômés écoles de commerce

هكذا من الأصل

50 Ingénieurs débutants Electroniciens, Physiciens, Physicochimistes, Automaticiens, Informaticiens.

RTC, spécialiste mondial en micro- électronique rapide, hyper-fréquence, optoélectronique, tubes électroniques est aussi l'un des tout premiers centres européens pour les circuits imprimés et les ferrites.
5.300 personnes dont 700 ingénieurs et cadres conçoivent, développent, produisent et commercialisent nos composants électroniques.
RTC, c'est aussi plus de 20000 produits dans des marchés à forte croissance, un C.A. de 3,7 Milliards de Francs réalisé pour 40 % à l'exportation.
Débuter par les composants c'est s'ouvrir la porte de tous les secteurs où l'électronique est dominante. C'est ce que RTC vous propose dans les activités suivantes :

CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT
A CAEN : optoélectronique - circuits intégrés.
A LIMEIL BREVANNES : CI et transistors AsGa.
A BRIVE : Tubes professionnels.

SUPPORT TECHNIQUE
A FONTENAY AUX ROSES : CMOS - VLSI - Réseaux prédiffusés - Microprocesseurs 68000.
A PARIS : Applications en optoélectronique et télévision du futur.

PRODUCTION
A DREUX : Tubes cathodiques.
A EVREUX : Ferrites, circuits imprimés hybrides.

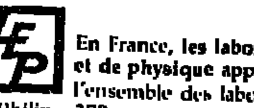
TECHNICO-COMMERCIAL
A PARIS, au sein des divisions commerciales.

MARKETING INTERNATIONAL
Pour la promotion des produits des centres industriels sur les marchés internationaux.

RTC COMPELEC : envoyer votre CV à M. Bidoire, 130 Avenue Ledru Rollin, 75440 Paris Cédex 11.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs grandes écoles



En France, les laboratoires d'électronique et de physique appliquée collaborent avec l'ensemble des laboratoires de recherche de Philips. 370 personnes y effectuent des études dans les domaines de la micro-électronique, de la physique de l'état solide et du vide, et dans celui des systèmes.
Intégrer des équipes de recherche appliquée dans les domaines en pointe, c'est ce que nous vous proposons si vous possédez les spécialités suivantes :

OPTION : PHYSIQUE DES SOLIDES
• La croissance épitaxiale des composés III-V pour des applications opto-électroniques.
• L'etude des propriétés de surface de verres utiles en électronique et physique du vide, appliquée aux domaines de la détection photonique et de l'acquisition de signaux ultra-rapides.

OPTIONS : MICRO-ELECTRONIQUE PHYSIQUE DES SOLIDES
• La conception et la réalisation de circuits intégrés AsGa.
• La recherche exploratoire dans le domaine de la micro-électronique III-V ou les télécommunications optiques, si vous êtes titulaire d'un doctoral dans ces spécialités.

OPTION : INFORMATIQUE
• Les études systèmes dans le domaine de l'informatique domestique et des micro-ordinateurs du futur.

LEP : M. Cléren, 3 Avenue Descartes, 94450 Limeil Brevannes.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs informaticiens débutants (ou 1ère expérience)

Compagnie Française Philips

La Direction Informatique et Télécommunications a pour mission de concevoir et mettre en place le système d'information de Philips France: études et traitements informatiques, automatisation et gestion des réseaux de communication internes.

Ingénieurs logiciels

Vous développez des projets d'automatisation (CFAO...), concevez des logiciels pour la mise en œuvre de technologies de pointe (disque optique numérique, carte à mémoire, systèmes experts...), intervenez en support technique aux applications (SGBD...), étudiez et mettez en place des systèmes de transmission de données (réseaux locaux, vidéotex, télétraitement...).

Analystes-Chefs de projet

Vous êtes responsable de la conduite de projets et de la réalisation d'applications administratives, commerciales et de gestion de production sur tous matériels, de l'informatique individuelle aux gros systèmes.

Ingénieurs systèmes

Vous avez en charge la mise en œuvre, l'optimisation et l'évolution des systèmes d'exploitation : MVS, CICS/DL1, IMS...

Ces fonctions valorisent votre formation et assurent votre évolution dans l'entreprise.
Compagnie Française Philips D.I.T., M. Douet, 50 rue Roger Salengro, 94126 Fontenay-sous-Bois.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs débutants

portenseigne Avec un chiffre d'affaires de 427 Millions de Francs dont 30 % à l'exportation et un effectif de 830 personnes, Portenseigne conçoit, fabrique et commercialise des produits de hautes technologies dans les domaines de la communication par le son, la vidéo, la sécurité, les antennes de réception de signaux satellite et les réseaux câblés.

Electroniciens

• Pour prendre des responsabilités d'études avancées dans les domaines de la vidéo-communication, des fibres optiques ou dans la réception TV par satellite. (réf. F.1)
• Pour participer comme technico-commercial à la préparation d'appels d'offres, aux relations avec les administrations et les grandes entreprises, ainsi qu'à la définition des produits dans les domaines de la vidéo-communication, de la réception TV par satellite et des réseaux câblés. (réf. F.2)
• Pour participer aux travaux de conception des produits destinés à la réception satellite et aux réseaux câblés, dans le centre de développement et de fabrication de Louviers. (réf. L.1)

Mécaniciens

• Pour assurer la mise en place d'un ensemble de production robotisée dans le centre de Louviers. (réf. L.2)

Préciser la référence du poste choisi à
PORTENSEIGNE : M Cardera 50, rue Roger Salengro, Péripole 114, 94126 Fontenay-sous-Bois.

Philips, c'est déjà demain.

Diplômés d'écoles d'Ingénieurs et de Commerce

COMPAGNIE DES LAMPES ET DU MATERIEL D'ECLAIRAGE spécialiste français de l'éclairage, fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public.
Avec 5000 personnes, elle réalise un C.A. de 2,7 Milliards de Francs dont 1/3 à l'export.

FABRICATION
Ingénieurs généralistes ou mécaniciens, rejoignez nos différentes usines de Province spécialisées par lignes de produits : automobile, fluorescence, éclairage public et éclairage général... Vous participerez au développement de cet ensemble industriel à haut niveau de performance.

COMMERCIALISATION
Jeunes diplômés d'écoles de commerce, vous intégrerez nos réseaux commerciaux présents dans chacune des régions de France et sur les marchés d'exportation. Pour négocier avec les distributeurs, prescripteurs, installateurs, vous vous appuierez sur un marketing efficace et des produits de haute technicité.

CDLME : M. Dutot, Tour Vendôme, 204 Rd-Pt du Pont de Sèvres, 92100 Boulogne-Billancourt.

Philips, c'est déjà demain.

Diplômés écoles de gestion, universités

Compagnie Française Philips

Société holding et prestataire de services pour les sociétés de Philips France.

Gestion et Finance

Vous pourrez développer vos qualités et acquérir un véritable professionnalisme en utilisant des méthodes performantes dans les domaines du contrôle de gestion, de l'organisation comptable et de l'audit interne.

Affaires sociales

Les missions successives qui vous seront confiées dans les différentes unités de l'entreprise vous permettront d'acquérir une expérience diversifiée de la fonction. Vous y exercerez rapidement des responsabilités à la mesure de vos capacités et de vos ambitions.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo au CENOD - 60, rue Caumartin 75009 Paris.

Philips, c'est déjà demain.

30 Ingénieurs, 20 Diplômés écoles de commerce

RTIC LA RADIOTECHNIQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE développe, fabrique et commercialise des produits dans le domaine de la télématique individuelle, de la péritéléphonie, de la carte à mémoire, ainsi que des appareils électroniques domestiques. Son C.A. est de 5,3 milliards de Francs. 7.300 personnes dont 750 ingénieurs et cadres sont réparties dans des unités opérationnelles capables de prendre en charge le lancement de nouveaux produits de la conception à la fabrication et à la vente.

ELECTRONIQUE
Ingénieurs électroniciens, vous étudierez et développerez des projets et des produits nouveaux (réception directe par satellite, télévision haute définition, vidéotex, lecteurs de cartes à mémoire, projets auto-radios...).

MECANIQUE AUTOMATISATION
Ingénieurs mécaniciens, automaticiens, vous définirez, mettrez en place des équipements automatisés de production, informatiserez les moyens de production, participerez à la gestion technique et humaine d'ateliers.

INFORMATIQUE
Diplômés de grandes écoles d'Ingénieurs à option Informatique ou titulaires de Miage, vous deviendrez analystes, chefs de projets de développement logiciel, ingénieurs systèmes ou réseaux pour mettre en place et gérer les systèmes informatiques dans les centres de production.

GESTION ORGANISATION
Avec une double formation d'ingénieur et de gestion, vous prendrez en charge les études générales d'organisation, d'informatisation, participerez aux actions de qualité pour prendre à terme des responsabilités opérationnelles.

COMMERCIALISATION
Diplômés d'écoles de commerce, vous intégrerez comme Attachés Commerciaux nos réseaux spécialisés pour y acquérir une très bonne connaissance de la vente, de la distribution des produits et de l'organisation commerciale. La qualité de vos résultats vous permettra d'évoluer au sein de l'entreprise.

RTIC : M. Gilbert, BP 301 92150 Suresnes Cédex.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs électroniciens débutants

Philips Science et Industrie

300 personnes et une activité diversifiée dans la commercialisation d'une gamme complète de matériels d'électronique professionnelle : • équipements d'analyse, • instruments et systèmes de mesure, • équipements de contrôle et systèmes d'automatisation.

LA COMMERCIALISATION DE LA MESURE
sera votre champ d'action. Vous connaissez la Micro-électronique, vous commercialiserez des instruments et systèmes de mesures électroniques à haute performance.

SA Philips IC : M. Bideau, 105 rue de Paris, 93002 Bobigny.

Philips, c'est déjà demain.

PHILIPS

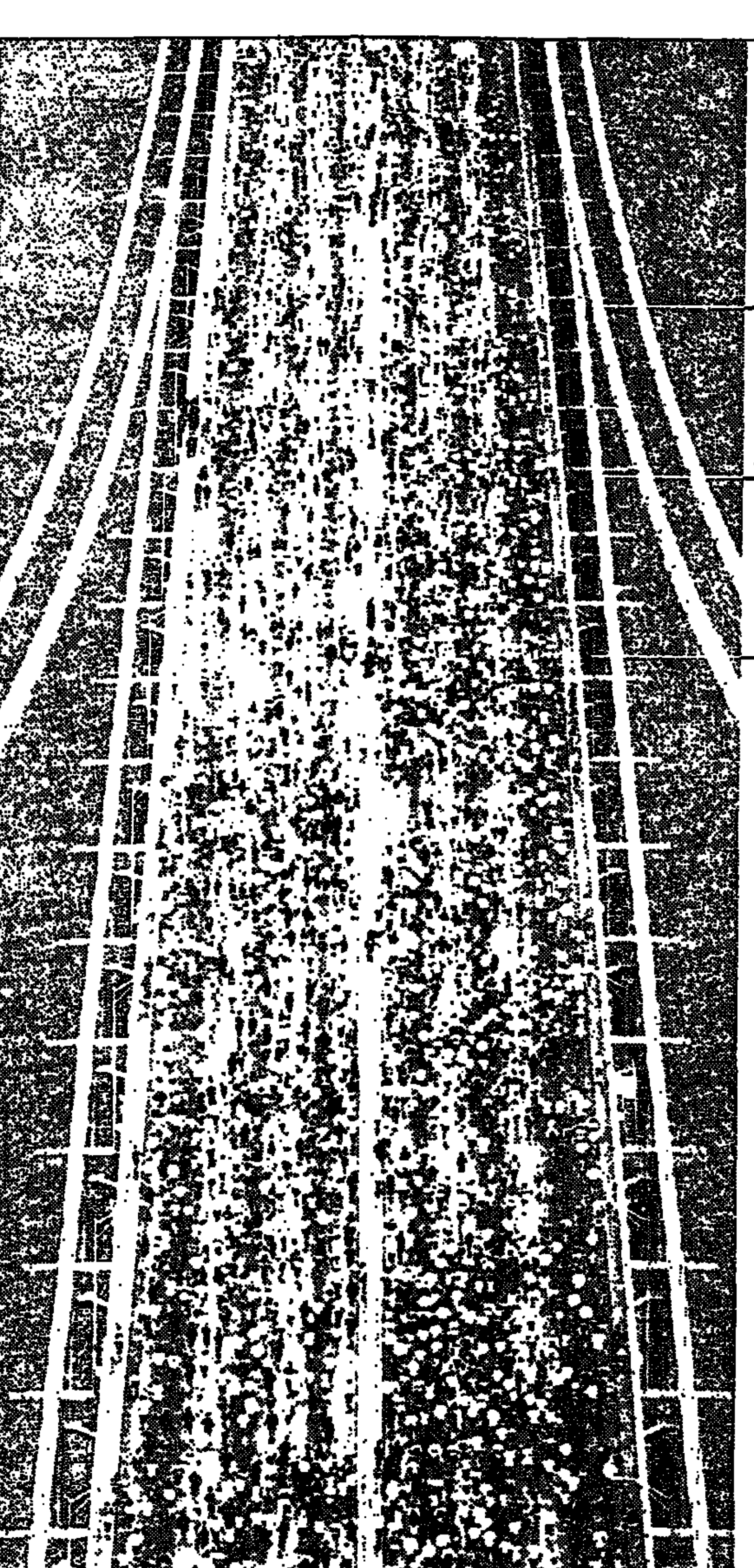
Philips, c'est 344.000 personnes dans le monde, un investissement de 7 % du C.A. en Recherche et Développement, un passeport qui ouvre largement les portes internationales aux candidats au voyage dans l'industrie de demain. Philips France, un carrefour de compétences, une réelle gestion des ressources humaines, un environnement favorable à la formation, l'autonomie et l'épanouissement.
Jeunes diplômés des grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion, professionnels confirmés, vous parlez l'anglais, alors venez nous parler de vos ambitions, de nombreuses opportunités existent et d'autres naîtront demain.

PHILIPS

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES DIPLOMÉS



DEPASSEZ-VOUS !

Chez GFI, nous avons une certaine éthique de l'informatique. Une sorte d'idéal. Nous croyons à l'exigence pour aller plus loin dans notre métier.

Exigeants, nous le sommes au premier chef avec nous-mêmes. Lorsque nous œuvrons pour la qualité de nos logiciels, nous les voulons parfaits.

Lorsque nous recrutons nos ingénieurs, qu'ils soient débutants ou confirmés, nous voulons les meilleurs, capables d'adhérer à notre idéal, tant dans l'esprit que dans l'action, capables de déployer des atouts majeurs auprès des grandes entreprises. Créativité, rigueur, autonomie, disponibilité et enthousiasme, des qualités déterminantes qui font notre succès.

Exigeants, nos clients le sont. Pour eux, nous nous dépassons avec la volonté d'avoir toujours quelques pas d'avance.

En optant résolument pour la performance, GFI investit dans l'avenir. Aujourd'hui, le Groupe Français d'Informatique est l'une des premières SSII françaises de dimension internationale, avec plus de 1 100 personnes, et un C.A. de 450 millions de francs.

Emboîtez le pas de notre réussite en adressant votre dossier de candidature à Madame Josseline Héraud, direction du personnel, GFI - Tour Neptune, cédex 20 - 92086 Paris la Défense.

SOURCES

GFI
GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE

"GFI, toujours un pas plus loin"

INGENIEUR AGRO DEBUTANT

Le Groupe SOCOPA, avec 5.000 personnes et 12 M.F. de C.A., est un des n° 1 de l'agro-alimentaire (transformation et conditionnement de viandes).

Outre les normes de qualité liées à notre activité, notre position de leader et notre volonté d'améliorer constament nos prestations nous amène à créer le poste d'

Ingénieur qualité
pour notre unité pilote de la Ferté Bernard

Par la mise en place du cahier des charges industrielles et de ses procédures d'application, vous contribuerez à la bonne image de nos produits par leur qualité. Interface entre la production et nos clients, votre autorité naturelle et votre rigueur seront aussi importantes que vos compétences techniques. Vous serez également amené, ponctuellement, à intervenir sur la mise au point de produits nouveaux. Une évolution à moyen terme vers des responsabilités en production est envisagée pour ce poste.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à notre
DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES
B.P. 20 Cherré - 72401 LA FERTE BERNARD Cedex.

une force de la nature viande SOCOPA

L'UNIVERS DE LA GESTION

Notre client, spécialisé dans la fabrication de matériel médico-chirurgical, filiale d'un groupe multinational américain recherche un :

Chef Comptable
Paris 240 000 Frs +

Vous supervisez les services comptables (7 personnes) : comptabilité générale, clients et fournisseurs, paie, fiscalité, trésorerie et reporting. Vous rapportez au Directeur financier.

Vous avez une première expérience réussie à un poste de Chef comptable dans une entreprise anglo-saxonne et souhaitez élargir vos responsabilités au sein d'une entreprise en expansion. Vous possédez une excellente maitrise des techniques comptables françaises (DECS) et anglo-saxonnes. Vous parlez et écrivez bien l'anglais et vous alliez rigueur et souplesse.

Veuillez contacter **James Forte au 19.44.1.831.0431** ou lui envoyer un CV avec nº de tél et salaire actuel, s/réf. P1122 M à **Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.**

MP
Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London - Brussels - New York - Sydney



BUE

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche pour sa
DIRECTION INTERNATIONALE

SPECIALISTE DES OPERATIONS DE COMMERCE EXTERIEUR H/F

- possédant une formation supérieure et bancaire
- disposant d'une expérience réelle (5 à 7 ans) des opérations :
  - de crédits garantis
  - d'eurocrédits.
- parlant couramment l'anglais (et si possible l'espagnol).

Le candidat aura la charge d'opérations bancaires à l'exportation : montage, négociation et suivi des affaires actuelles et nouvelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét., s/réf. 8256 à B.U.E. Service du Recrutement, 75017 Paris Cedex 02.

CONTESSE

Centrale, X, Mines
HEC, ESSEC, MBA

FAITES PARTIE DE NOS FUTURS DIRIGEANTS

- Une entreprise largement implantée sur le marché du crédit aux particuliers dans les biens d'équipement de la maison,
- une entreprise qui s'impose sur toute une gamme de produits financiers,
- une entreprise dont la croissance est supérieure à 15% par an :

le CETELEM.

Venez nous rejoindre, vous prendrez dès votre arrivée de réelles responsabilités correspondant à votre profil et vos attentes : **contrôle de gestion, marketing, développement à l'étranger, communication.**

Votre parcours : des missions fonctionnelles et opérationnelles alternées. Avec nous vous ne serez jamais un spécialiste à vie.

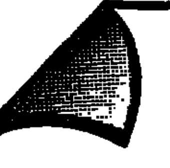
Notre objectif : vous intégrer à terme dans notre équipe de Direction.

Pour nous convaincre que vous êtes parmi les meilleurs, adressez lettre, CV et photo sous réf. 181 à Compagnie Bancaire - Service Orientation-Recrutement, 5 avenue Kléber - 75116 Paris.

cetelem

SOURCES

groupe de la compagnie bancaire



CONTROLEUR DE GESTION
H/F

Rattaché au Directeur Financier du Groupe vous aurez pour mission d'établir les comptes d'exploitation des usines, d'analyser les écarts par rapport aux budgets et aux standards.

Véritable spécialiste de la comptabilité analytique en coûts standards, possédant une expérience de 4 à 5 années en milieu industriel, vous êtes familier des centralisations de comptes, de l'établissement des budgets et des prévisions.

Interlocuteur privilégié des Directeurs des usines, vous superviserez un service composé de 9 personnes.

Anglais indispensable - poste à pourvoir à MEAUX - déplacements fréquents.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. cg686 à M. LUNET.

ITT
ITT Composants et Instruments
2, av. des Sablons Bouillants,
BP 133 - F 77101 MEAUX, France.

CONTESSE

هكذا من الاصل

Le Monde LES GRANDS RENDEZ-VOUS





Ingénieurs informaticiens

Grandes Ecoles

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Vous êtes DEBUTANT et vous cherchez une STRUCTURE D'ACCUEIL capable de vous apporter formation, diversité et technicité

ou encore

Vous possédez une PREMIERE EXPERIENCE de 2 à 5 ans et souhaitez donner un NOUVEAU SOUFFLE à votre carrière dans une société solidement implantée sur son marché et dont la taille privilégie encore le dialogue dans l'entreprise.

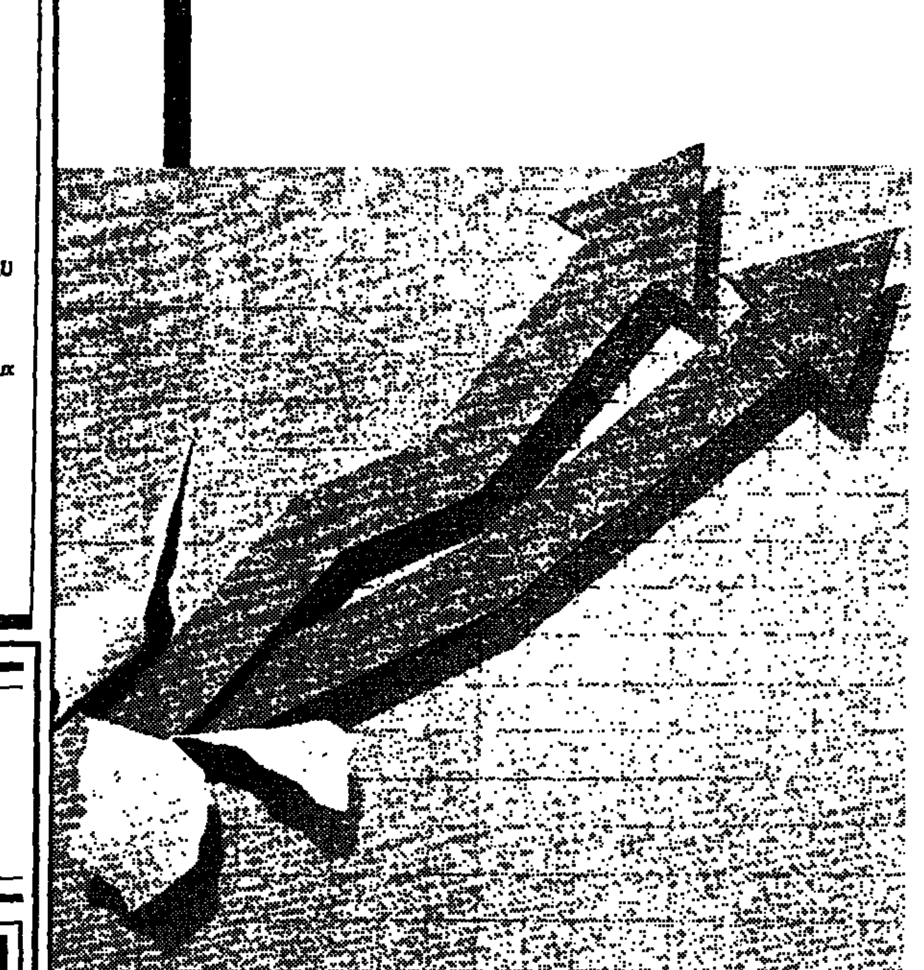
LOGISTA filiale d'un grande groupe français, rassemble aujourd'hui 265 collaborateurs et développe ses activités dans des domaines aussi variés que la TELEMATIQUE et les nombreux usages du système UNIX, L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, L'INFORMATIQUE DE GESTION.

Depuis 10 ans, nous bâtissons une société que nous voulons originale, forte et indépendante.

Si cela vous attire, envoyez-nous rapidement une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo. Pour le reste accordez-nous quelques jours.

LOGISTA 30 quai de Dion Bouton 92806 Puteaux Cédex. A l'attention d'Hervé Captier.

LOGISTA : DES HOMMES DE SOLUTIONS.



L'ECONOMIE A BESOIN DE NUMERO 1

Les meilleurs valeurs françaises au plus haut... Commerciaux, Ingénieurs, Gestionnaires, Informaticiens, Financiers : ils participent tous à la qualité de notre service et à l'excellence de nos résultats. Jouez votre métier à la hausse !

UAP, Direction du Personnel, Service Recrutement Cadres (réf. MON/5), Tour Assur 92083 Paris-La Défense.

UAP

Placez votre réussite en 1er. Numéro 1 oblige.

média system

L'UNIVERS DE LA GESTION

BANQUE PRIVEE

Une des banques privées les plus performantes de Paris recherche son

Chef comptable adjoint

270 000 FF +

Agé d'environ 30 ans et possédant le DECS, vous avez une première expérience similaire ainsi que des connaissances en informatique.

Vous assisterez le chef comptable dans toutes ses tâches et en particulier dans le management d'une équipe de 6 personnes. Votre objectif sera la responsabilité complète du service comptable dans un délai de 1 à 2 ans.

Veuillez contacter **Yves Boissonnat** au **19.44.1.831 0431** ou envoyer sous réf 13553 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à **Michael Page International, 39-41, Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.**



Michael Page International

Specialists in Finance Recruitment

London • Brussels • New York • Sydney

Un homme d'avenir pour nos projets à venir

CONTROLEUR DE GESTION

FINANCIERE STRAFOR est la holding d'un groupe aux activités diversifiées et largement ouvert à l'international. Son chiffre d'affaires est de 3,5 milliards de Frs.

Rattaché au directeur du contrôle de gestion "holding", le candidat évolue au sein d'une équipe chargée d'analyser les performances de diverses entreprises en vue de la poursuite du redéploiement du groupe ; il sera responsable de missions d'audit opérationnel visant à l'évaluation de projets et d'opportunités de reprises d'entreprises.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'au moins 30 ans, expérimenté en contrôle de gestion et si possible en comptabilité analytique industrielle. Une formation HEC, ESSEC, ESCP ou école d'ingénieurs + MBA serait idéale. La pratique de l'anglais est impérative, celle de l'allemand serait appréciée.

Le poste est basé à Strasbourg au sein d'un groupe performant coté en bourse. Des responsabilités opérationnelles au sein d'unités existantes ou à reprendre seront offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 30/1329 E à:

EGOR REGION EST

18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO



IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 8me

recherche pour son **SERVICE CREDITS IMMOBILIERS**

ATTACHE DE CLIENTELE

H/F

Ayant une bonne expérience (5 ans minimum) du financement des opérations immobilières dans une Banque.

Il aura la responsabilité :
- des contacts avec les clients ;
- de l'étude des opérations ;
- de la gestion administrative des dossiers ;
- de la surveillance des risques.

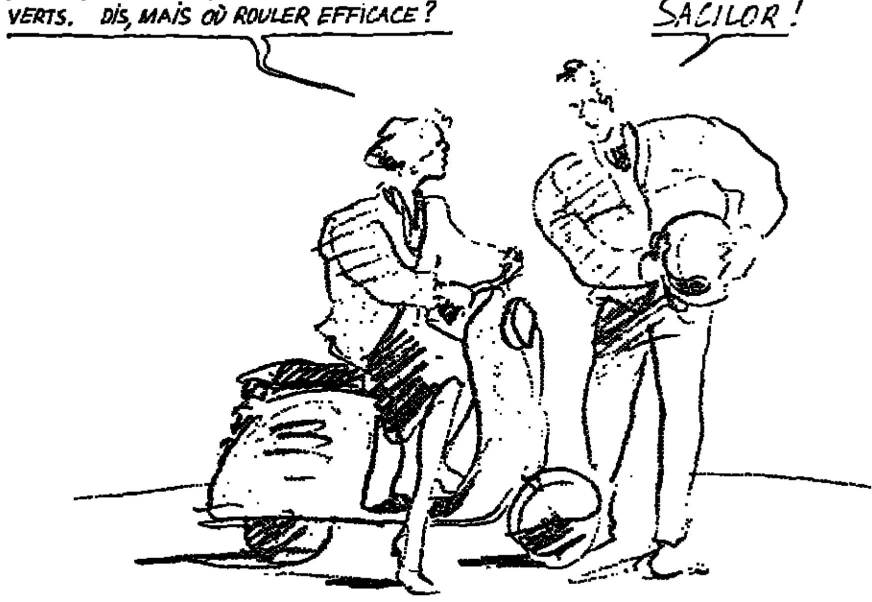
Ce poste requiert de solides connaissances juridiques et une bonne pratique de l'Anglais, parlé et écrit.

Merci d'adresser C.V., photo et prét. s/ réf. 8420 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTESSE TELEMATIQUE (1) 36 14 91 63 CODE : CONTESS

TU AS VU LA VOITURE ? LAISSÉE SUR PLACE.
LA PUISSANCE NE VAUT RIEN SANS LA SOUPLESSE, LA MANIABILITÉ.
SI J'ETAIS CHEF D'ENTREPRISE, JE M'INTÉRESSERAIS AUX VEHICULES DE MES COLLABORATEURS. ON CONDUIT COMME ON SE CONDUIT. POUR MOI, LE TRAVAIL IDÉAL C'EST LIER PERFORMANCE ET ADAPTATION AU TERRAIN.
SI LE MARCHÉ EST EMBOUTEILLÉ, JE VOUDRAIS TROUVER D'AUTRES VOIES, PROFITER DE TOUS LES PASSAGES ET AVOIR TOUJOURS DES FEUX VERTS. DIS, MAIS OÙ ROULER EFFICACE ?

SACILOR !



Jeunes diplômés, Sacilor vous attend là où vous ne l'attendez pas
à SOLLAC, UNIMETAL, UGINE, ASCOMETAL, IMPHY et dans les autres Sociétés du Groupe pour vous proposer des opportunités correspondant à vos souhaits de développement personnel dans des postes de production, de méthodes, d'informatique industrielle, de recherche métallurgique. Mobiles, pour vous PARIS n'est pas la France. Décidés, créatifs et professionnels, vous voulez réussir. Nous aussi.

Département Gestion des Ingénieurs et Cadres,
Cédex 34. 92072 Paris-La Défense.



média system

L' E S P R I T D' I N D U S T R I E

Le Monde — LES GRANDS RENDEZ-VOUS — JEUNES DIPLOMÉS

Carrières sans frontières.



PARIS : obligations en yen

Marchés monétaires et financiers, marchés nationaux et internationaux, aujourd'hui les frontières disparaissent.

C'est particulièrement vrai pour nous, Banque Française Internationale, implantée dans plus de 65 pays.

Jeunes diplômés (HEC, ESSEC, ESCP, IEP..., X, Centrale, Mines, Ponts...) nous vous proposons de développer vos compétences et d'affirmer vos responsabilités auprès d'une clientèle internationale.



BANQUE INDOSUEZ

Service Recrutement Carrières Formation
Référence PV
9 rue Louis Murat - 75371 Paris Cedex 08



SINGAPOUR - dollars à terme

BANQUE INDOSUEZ
TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITES
POUR LES MEILLEURS

DU PONT DE NEMOURS
INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES

- Une des plus grandes entreprises industrielles mondiales.
- Une position de leader dans le domaine des industries électroniques.
  - **films photopolymères,**
  - **pâtes pour couches épaisses,**
  - **éléments miniaturisés d'interconnexion.**

Voilà l'environnement que nous offrons à un

JEUNE INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
ÉLECTRONIQUE et/ou PHYSIQUE

Après avoir acquis pendant environ 24 mois une bonne connaissance ainsi qu'une expérience sur nos produits dans nos laboratoires Européens, il se verra confier :

une responsabilité de vente dans une de nos divisions électroniques

Tout en ouvrant à nos lignes de produits de nouveaux marchés il apportera conseil et assistance à notre clientèle.

La pratique courante de la langue anglaise est indispensable ; la connaissance de l'allemand sera un atout supplémentaire.

L'efficacité du candidat dans ces fonctions commerciales et son attrait pour évoluer dans un environnement international lui ouvriront des perspectives de carrière au sein du Groupe **DU PONT DE NEMOURS.**

Nous vous remercions d'adresser votre candidature accompagnée d'un C.V. et d'une photo sous réf. M 503 à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., Service du Personnel, B.P. 85 – 91943 LES ULIS CEDEX.



HAVAS CONTACT

LILLY au premier plan de votre carrière

Lilly France S.A. (CA 85 : 1,8 Mds de F., 1000 personnes) est filiale d'un groupe pharmaceutique multinational se situant parmi les leaders mondiaux. Nous recherchons

Jeunes diplômés
HEC, ESSEC, SUP DE CO, ECOFI...

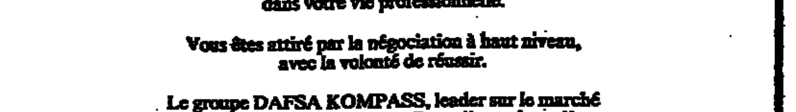
Vous intégrerez diverses fonctions aussi bien en vente qu'en marketing (chef de produit, chargé d'études...).
En fonction du poste retenu, une expérience «terrain» en tant que visiteur médical pourra être une étape indispensable vers d'autres responsabilités.
Priorité sera donnée aux candidats dynamiques et ayant le goût des contacts.
Le contexte international de notre groupe nécessite bien sûr la maîtrise de l'anglais et offre des possibilités de carrière à la hauteur de vos ambitions.
Adressez lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous référence YP 86 12 à Lilly France S.A. Département du Personnel 203 Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud.

Lilly

JEUNE CADRE COMMERCIAL
DIPLOMÉ D'ÉCOLE SUP. DE COMMERCE

Vous recherchez une première expérience particulièrement formatrice qui vous assurera des perspectives intéressantes dans votre vie professionnelle.

Vous êtes attiré par la négociation à haut niveau, avec la volonté de réussir.



Le groupe DAFSA KOMPASS, leader sur le marché de l'information économique, financière et boursière, vous confiera

– La vente de ses produits d'études auprès de secteurs financiers et industriels ;
– L'analyse en permanence des besoins du marché en vue de développer les produits existants.

L'autonomie de la fonction, le salaire motivant, le poste particulièrement polyvalent sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

DAFSA KOMPASS vous remercie d'adresser votre lettre et c.v. au Service du Personnel, 7, rue Bergère, 75009 PARIS.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Devenir OPERATEUR (H/F) sur les

Marchés Monétaires

chez un

AGENT des MARCHES INTERBANCAIRES

parmi les plus connus de la place.

Financier d'excellente formation Grande Ecole ou universitaire, vous êtes depuis quelques années dans une Banque ou à la Direction Financière d'une grande entreprise.

Vous souhaitez une vie plus active et plus commerciale sans quitter votre spécialité. Nous vous offrons la possibilité d'intervenir dans le placement des nouveaux outils de trésorerie et de financement.

Après que nous vous ayons formé à notre métier, votre talent commercial, votre tempérament de gagneur vous feront atteindre des revenus importants liés à votre activité sur le marché.

Merci d'adresser votre CV sous référence M/489/C à notre Conseil qui l'étudiera en toute discrétion.

chp CABINET Henri PHILIPPE 106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

---

Responsable comptabilité-gestion 250 +

Nous sommes, à Paris, une banque privée dont un des actionnaires est un groupe financier international de renom. Notre caractéristique : des compétences et une clientèle de sociétés, immobilières et autres.

Nous recherchons pour seconder notre direction générale, le patron de la comptabilité et du contrôle de gestion. Suivre la comptabilité, la trésorerie, mettre en place les budgets, assurer le contrôle de gestion seront la responsabilité du cadre autonome que vous êtes.

Par là même vous prenez les initiatives nécessaires, souvent, d'ailleurs, en prise directe avec notre Président.

Votre connaissance du monde de l'entreprise industrielle ou du secteur tertiaire, votre compétence en matière financière font de vous un interlocuteur reconnu très près du terrain. Enfin, la confiance que vous savez inspirer à nos clients est celle du conseiller qui sait négocier.

26-35 ans, de formation supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent) vous avez déjà impérativement une expérience significative de la fonction. Une attention particulière sera portée à vos qualités d'animation qui mettront en valeur les ressources humaines de notre établissement.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 9730 M. 1 rue de Berri - 75008 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Auditez nos filiales de distribution

Avec 1 500 personnes, nous sommes le 1er groupe français de distribution de bières et boissons. Nous vous proposons de venir renforcer notre équipe d'**AUDIT INTERNE.**

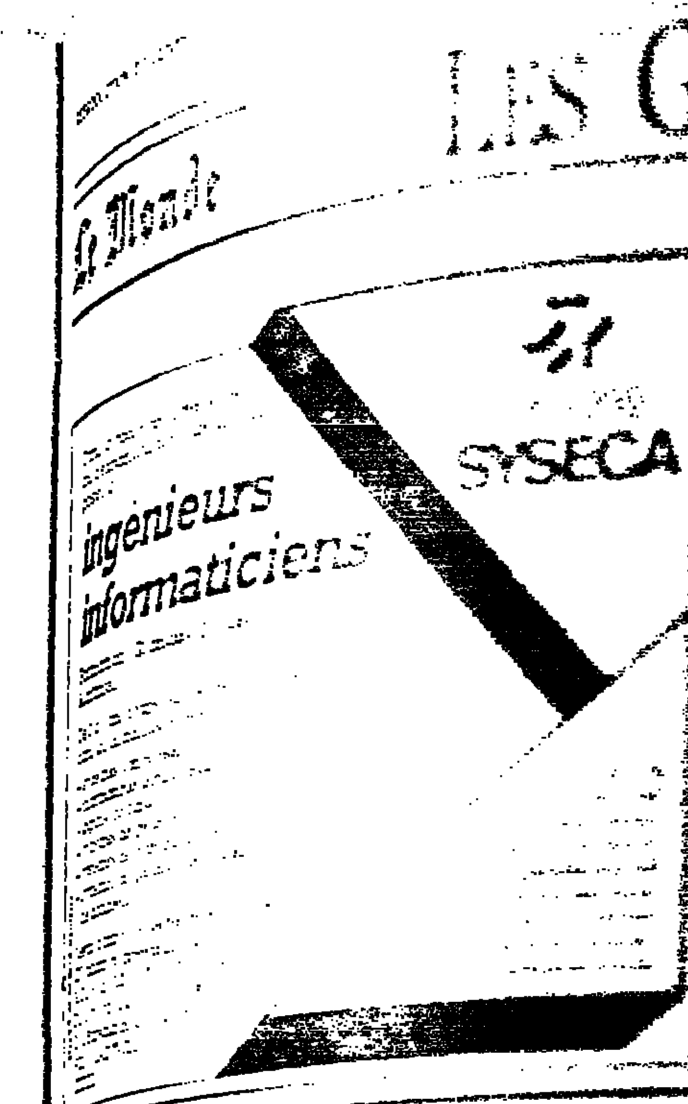
Vous aurez pour mission de contrôler la bonne application des procédures de gestion au sein de nos 50 filiales (entrepositaires - grossistes), à travers toute la France.

Pour vous sentir à l'aise dans votre action, vous devez avoir une formation supérieure (école de commerce, DECS...) et/ou une première expérience réussie dans un cabinet ou dans une entreprise. Vous devez être également très disponible, des déplacements fréquents étant nécessaires.

Ultérieurement la taille de notre Groupe pourra faciliter votre évolution professionnelle. Le poste est basé à Paris (Boulogne).

Envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 2139 à

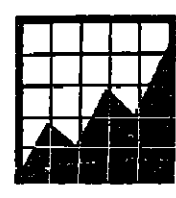
SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra



هكذا من الأصل

Vous qui aimez l'INFORMATIQUE

L'UNIVERS DE LA GESTION



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Pour une optimisation... des charges de travail...

C'est bien là que vous aurez à apporter une attention toute particulière, car notre UNITE (70 MF de F de CA, 300 pers.), dépendant d'un Groupe connu et réputé, travaille sur des produits qui, non livrés à temps, deviennent caduques...
Aussi attendons-nous de notre nouveau

Directeur de production

une sérieuse maîtrise des problèmes liés à la LOGISTIQUE INDUSTRIELLE : management des expéditions (manutention), ordonnancement de la production, des services généraux et de l'entretien. Les problèmes techniques, relevant des domaines de l'électro-mécanique et de la pneumatique, sont globalement maîtrisés.
HOMME de PRODUCTION, ingénieur de formation (AM, ENSI...) vous avez une expérience conséquente d'une industrie à délais courts et vos qualités personnelles : opérationnalité, impact sur des équipes, vous prédestinent à nous rejoindre. C'est un premier pas, vers la DIRECTION COMPLETE de CETTE USINE ! Et ce, en banlieue Sud de Paris.

René DAGIRAL, notre conseiller, attend votre résumé de carrière (lettre manuscrite + C.V.), sous la référence V/DP/LM.

AFCOREM  Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

---

public gestion
recherche pour le
CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE
son futur

directeur de l'informatique et de l'organisation

Ce cadre de haut niveau dépendra directement de la Direction Générale. Il assurera le développement, la mise en place et l'exploitation des systèmes informatiques et bureautiques et conseillera les utilisateurs sur l'organisation de leur système d'information.

Agé de 35 ans environ (Ingénieur Grande Ecole, CNAM ou Universitaire) vous avez une expérience de 8 à 10 ans des responsabilités informatiques. Vous êtes rompu à la conduite de grands projets dont vous maîtrisez parfaitement toutes les composantes méthodologiques, techniques, humaines, organisationnelles, financières.

Une première expérience des circuits d'information de l'Administration Régionale ou des collectivités locales serait un avantage apprécié.

SITUATION :	MATERIEL :	LANGAGE :
BORDEAUX	BULL MINI-6 (1536 K)	COBOL

Merci d'adresser votre C.V. à **MARIE-JO MARTIAL** sous réf. 651-M (en indiquant si possible un numéro de téléphone), au 6, Place de l'Iris, Tour Manhattan, 92095 Paris La Défense 2.

Futurs Directeurs de restaurant



ECOLE DE COMMERCE OU GESTION UNIVERSITE

Première chaîne mondiale avec plus de 9 000 restaurants répartis dans 41 pays. McDONALD'S poursuit son implantation en France.

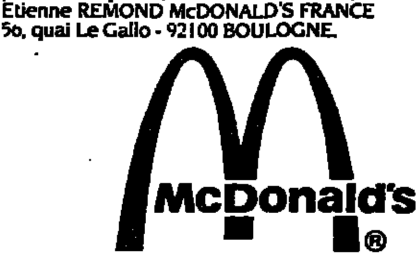
Dans le cadre de notre expansion, nous souhaitons rencontrer nos FUTURS DIRECTEURS DE RESTAURANT.

- Agés d'environ 23-28 ans, de formation supérieure commerciale (ESC ou équivalent), vous avez une première expérience professionnelle réussie (un débutant motivé peut valablement postuler). De plus, vous parlez anglais.
- Après une période de formation théorique et pratique, nous vous confierons la responsabilité de l'un de nos restaurants à PARIS.
- Votre travail se fera à l'intérieur même de votre restaurant où vous prouverez vos qualités d'homme ou de femme de terrain dans les domaines suivants : gestion économique, recrutement et animation du personnel, exploitation de l'unité opérationnelle.

Nous recherchons des hommes et des femmes à fort potentiel, disponibles, rigoureux, ayant le goût des contacts et la volonté de réussir.

Vous pourrez alors accéder rapidement à de hautes responsabilités au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétent. et photo, sous la réf. ER/LM, à Etienne REMOND McDONALD'S FRANCE 5o, quai Le Gallo - 92100 BOULOGNE.



En France, comme ailleurs, quand on sème l'enthousiasme, on récolte la réussite !

MEDIA BA

Directeur d'antenne

radio notre dame 100.2 FM

Avec une puissance de rayonnement plus forte et la constitution d'un réseau, RADIO NOTRE DAME, créée par l'archevêché de Paris, va prendre une place stable dans le panorama FM. Elle recherche pour animer une équipe jeune d'une quinzaine de salariés (rédaction, animation, technique et gestion) et d'une centaine de collaborateurs bénévoles, un directeur d'antenne. Son action doit permettre d'accroître l'audience en favorisant l'équilibre des programmes. Professionnel de ce média et homme cultivé, le directeur d'antenne conduit l'évolution de la grille des programmes (magazines, émissions thématiques, couleur musicale...) et doit promouvoir l'image de sa radio tant sur ses ondes qu'à l'extérieur. Il est responsable de la bonne marche de l'outil devant le directeur. Son âge (la trentaine) et ses convictions personnelles sont nécessairement en harmonie avec le projet. Il bénéficie du statut de presse.
RADIO NOTRE DAME recherche également de jeunes journalistes (école de journalisme, IEP ou expérience radio locale) pour l'information religieuse et les flashs. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2777M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

GROUPE INDUSTRIEL A VOCATION INTERNATIONALE réalisant plusieurs dizaines de milliards de FF de CA recherche pour son siège à PARIS, un

CREDIT MANAGER

avec pour principales missions de :
- concevoir la politique crédit du Groupe, en coordonner l'application et en assurer l'animation dans l'ensemble des filiales françaises et étrangères,
- développer les moyens de contrôle et améliorer le reporting,
- analyser et gérer le risque-pays (70% des activités sont étrangères),
- assurer les relations avec les organismes spécialisés (COFACE, DREE, Banque Mondiale...) Banques et Compagnies d'assurances.

PROFIL :
- 30/40 ans, de formation supérieure (Finances/Gestion) maîtrisant l'anglais,
- ayant une expérience des procedures de commerce international (Coface, opérations documentaires, montages financiers),
- pouvant justifier d'une expérience dans ce domaine dans une société industrielle exportatrice.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 8283 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

BANQUE PRIVEE
en forte expansion, filiale d'un groupe financier et industriel, nous a demandé de rechercher un

adjoint au directeur comptable

Ce Gradé Classe VI, titulaire du DECS, devra justifier d'une expérience d'au moins 5 ans en comptabilité, acquise dans une banque moyenne de préférence à caractère financier.

Une formation complémentaire de type ITB ou CESB sera un atout supplémentaire.

Veuillez envoyer votre C.V. à **MARIE-JO MARTIAL** en indiquant un numéro de téléphone, sous référence M 661, Tour Manhattan, 6, Place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2

Chez un AGENT de CHANGE...
Optimiser l'Organisation des Services...

Une CHARGE d'AGENTS de CHANGE connue et réputée, où tradition et modernisme s'allient, ressent le besoin de confier à un

Auditeur senior

l'analyse et le diagnostic d'une situation que « l'explosion » des Marchés financiers rend particulièrement évolutive.

Dépendant directement de la DIRECTION GENERALE, vous devrez lui présenter des solutions concrètes et fiables où le pragmatisme sera de rigueur. Mais votre rôle ne se bornera pas à un constat, fût-il bien argumenté ; il vous sera demandé de mettre en place, une fois les décisions prises, les améliorations que vous aurez suggérées, et ce, en liaison étroite avec les Chefs de Service. Un équilibre donc entre conception et réalisation.

Jeune diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (option finances-compta), justifiant d'une expérience professionnelle dans l'audit ou dans la comptabilité de haut niveau, vous souhaitez, à présent, mener une action suivie au sein d'une seule et même entreprise, qui devrait vous conduire à prendre, par la suite, la responsabilité du CONTROLE GENERAL. A bientôt...

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière (lettre manuscrite + C.V.) sous la référence V/AS/LM.

AFCOREM Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

---

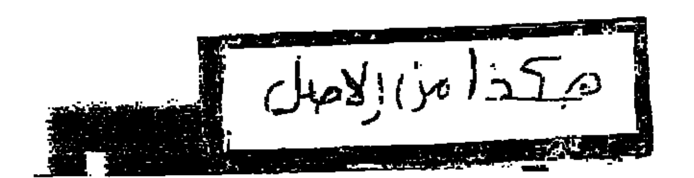
intel

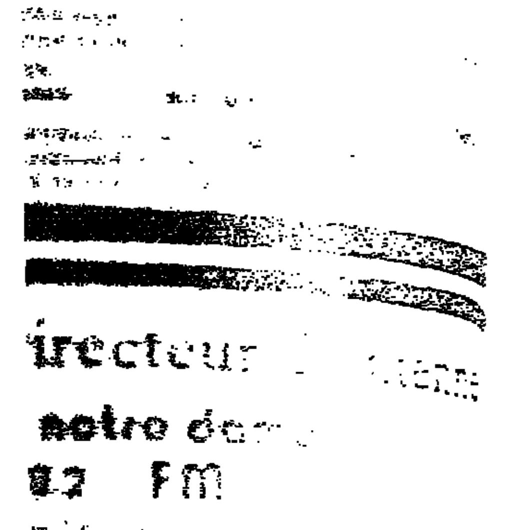
Intel Corporation, filiale de Intel USA, leader mondial dans le domaine de la micro-électronique, recherche pour son siège de Saint-Quentin-en-Yvelines

CADRE COMPTABLE H/F

Titulaire d'un DECS, pouvant justifier d'une première expérience de 1 à 2 ans.
Nous lui confierons la comptabilité et le contrôle de gestion d'une filiale : comptabilité générale, déclaration fiscale, prévisions et analyses des écarts, reporting.
La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne ainsi qu'un bon niveau d'anglais est nécessaire pour ce poste évolutif.
Merci d'adresser votre CV, sous réf. CC/96 à la Direction des Ressources Humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison, BP 303, 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines Cédex.

média-system





BANQUE FRANCAISE
PARIS

Afin de développer la gamme de ses produits et services (bancaires et financiers), de ses activités dans le secteur des opérations de Haut de Bilan recherche un jeune

Juriste d'Entreprise HF

Titulaire au minimum d'une Maîtrise de Droit des Affaires ou de Droit Commercial, très au fait de la fiscalité concernant les personnes physiques et les sociétés, il pourra justifier d'une première expérience professionnelle en entreprise (une banque ou un établissement financier constituera un plus).
La définition du profil recherché doit s'entendre de façon très stricte.
De réelles perspectives d'avenir seront offertes au candidat retenu.
Nous vous garantissons le plus strict anonymat.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. CT 562/08 à FRANCE CADRES 22, rue St-Augustin 75002 Paris

France Cadres

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Directeur des opérations financières

Banque - 400/550.000 F

Une importante banque d'affaires française recherche un responsable de haut niveau pour son département des opérations financières. Basé à Paris, il disposera d'une équipe de 18 personnes et aura la responsabilité de la recherche, la conception et le montage des opérations dites de "haut de bilan" (augmentation de capital, émissions obligataires, etc...). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire très confirmé, âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur ou justifiant d'un niveau équivalent, actuellement responsable ou adjoint du responsable d'un département similaire, spécialiste reconnu des diverses techniques de renforcement des fonds propres et d'emprunt à long terme, et ayant le goût des contacts commerciaux à haut niveau. La rémunération annuelle sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à JP. ROUGIER en précisant la référence A/R 9157M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Contrôleur de gestion

C·F·S

Pour son siège parisien, la COMPAGNIE FRANÇAISE DE SUCRERIE (850 salariés, chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs, 4 établissements industriels et 2 filiales) recherche un contrôleur de gestion. Rattaché au directeur financier, il sera chargé de mettre en place dans les usines et dans les filiales une comptabilité analytique mensuelle et un contrôle budgétaire. Responsable de la liaison siège-usine, il assurera la consolidation et le contrôle interne. Il participera également à l'implantation de nouveaux progiciels comptables et optimisera l'utilisation de l'informatique. Ce poste riche et évolutif au sein de la société, s'adresse à un candidat diplômé d'une école de commerce ou titulaire d'un DECS et possédant une expérience d'au moins quatre ans en audit ou en contrôle de gestion dans un grand groupe ou en cabinet. La pratique de la comptabilité et du contrôle budgétaire en milieu industriel à établissements multiples est indispensable. La rémunération sera à la hauteur des compétences requises. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D 2775M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Organisateurs conseils

Rattachée à la Direction de la gestion technique, la Division Organisation participe à l'effort d'amélioration de l'efficacité et de la production de nos services centraux et de notre réseau.

Elle facilite leur adaptation à un environnement économique et technologique en constante évolution.

Pour renforcer nos équipes dans ce domaine, nous recherchons des Ingénieurs ou Diplômés de l'Enseignement Supérieur justifiant d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans l'Organisation.

Il leur sera confié des missions complexes faisant appel à leur expérience mais aussi à leur autonomie et leur goût pour les contacts humains.

Leur connaissance du milieu bancaire constituerait un plus indéniable.

Votre motivation et votre réussite à ce poste vous permettront d'évoluer au sein de notre équipe ou de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. A5, à M. Paul-Henry VIELLE - SOCIETE GENERALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

MEDIA BA

Opérations financières cadre confirmé

Banque - 200/250.000 F

Une importante banque d'affaires française spécialisée dans le service aux entreprises, recherche un cadre confirmé pour son département des opérations financières. Basé à Paris, il disposera d'une équipe de 6 personnes et devra assurer les montages administratifs et juridiques permettant la réalisation de ces opérations (préparation des conseils d'administration, réunions A.G., contacts C.O.B., problèmes réglementaires, contacts avec le service titres...). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (droit ou équivalent), et disposant d'une expérience similaire. Le candidat retenu devra notamment justifier d'une connaissance approfondie des techniques du service titres et du montage des opérations financières, acquise au sein de la direction financière d'une banque. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle brute sera de l'ordre de 200/250.000 francs. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9156M, en indiquant vos rémunération et classification actuelles, et en mentionnant, éventuellement, le nom des banques auprès desquelles vous ne souhaitez pas être candidat.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

jeune contrôleur de gestion

PARIS

Cette très performante Société (600 personnes, 650 Millions de F. de C.A.) est spécialisée dans un domaine très technologique, à base d'alliages métallurgiques spéciaux. Elle connaît une expansion constante, notamment sur les marchés internationaux (taux d'exportation 60 %). Son implantation industrielle est européenne.

Sous l'autorité du Directeur Financier, et en liaison avec les différents Responsables d'Unités, le Contrôleur de gestion assume une mission complète.

Il gère tous les aspects classiques de la fonction (budgets prévisionnels, investissements, contrôle des stocks, des engagements, des appros, etc...) avec pour objectif l'aide à la décision par la simplification et l'optimisation des procédures. Il choisit lui-même les priorités d'action sur le terrain, dans le cadre d'une large autonomie.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Contrôleur de gestion qui dispose d'une expérience significative dans la fonction. Diplômé de l'enseignement supérieur, c'est un homme proche du terrain, réalisateur, concret, motivé par le contexte industriel et international de l'entreprise.

Les conditions offertes et notamment la rémunération liée à l'acquis professionnel, sont de nature à motiver un candidat de valeur. Les possibilités d'évolution sont concrètes, à l'échelon de la Société, mais aussi du groupe dont elle fait partie.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. + photo et rémunération souhaitée, sous référence 1913 M, à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Filiale d'un groupe international nous distribuons en France des produits parachimiques et pharmaceutiques de grande consommation (51 p., 42 MF). Dans le cadre de notre développement, le Directeur recherche :

Le Responsable de la comptabilité

Il anime une petite équipe et prend en charge la responsabilité de la comptabilité générale, fournisseurs, clients, du reporting mensuel, des déclarations juridiques et fiscales. En outre, il participe activement au développement de notre outil informatique.

Titulaire d'un DECS, vous avez acquis la maîtrise des techniques comptables au cours d'une expérience de 3 ans en entreprise ou en cabinet d'expertise.
La pratique des méthodes anglo-saxonnes, l'anglais et/ou l'italien opérationnels seront des atouts pour ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel, sous réf. IB 55106, chez TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

La société de gestion d'une des plus importantes charge d'agents de change de PARIS recherche son :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

FONDS COMMUN DE PLACEMENT

Pour prendre en main, après les avoir regroupé, la totalité des opérations administrative et comptable

concernant ses FCP.

De formation BTS/DUT comptabilité - gestion minimum, d'esprit vif et précis, organisé et autonome, il possède une expérience d'au moins 3 ans dans la gestion comptable et administrative de FCP ou SICAV.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous ref. 7749 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

JEUNES DIPLOMES FINANCE/AUDIT BULL ENGAGE DES BATTANTS SANS FRONTIERES

Que vous soyez déjà diplômé ou que vous sortiez prochainement d'une Grande Ecole de gestion ou d'ingénieurs + IAE, que vous ayez un DESS ou un doctorat d'université vous intéressez notre direction Finance Groupe.

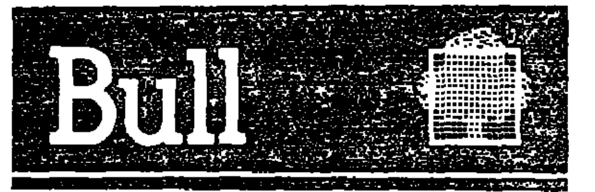
Un choix entre 2 filières :
La finance qui vous permettra d'assurer rapidement de larges responsabilités dans des domaines aussi variés que la comptabilité, le contrôle de gestion, la trésorerie, la finance internationale.
L'audit interne qui vous permettra de marier audit opérationnel et stratégie d'entreprise.

Dans tous les cas vous serez formé à nos méthodes, considérées à juste titre comme très en pointe, votre action pourra s'exercer tant en France qu'à l'étranger avec l'esprit d'équipe qui nous anime.

Une priorité sera donnée aux plus créatifs, novateurs et ambitieux d'entre vous.

Ces postes très autonomes vous permettront d'évoluer rapidement vers une structure financière décentralisée (siège, usine, filiale étrangère) ou au sein de la direction de l'audit.

Motivés, alors adressez votre candidature en précisant votre choix :
Financier Réf. 414 M ou Audit Réf. 415 M à Jeanne Dubus - BULL SA - PR 0G007C - 94 avenue Gambetta - 75990 PARIS CEDEX 20



SOURCES

Le Monde — L'UNIVERS DE LA GESTION — Le Monde

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FORMEZ-NOUS

DOW

2ème Groupe U.S. Industrie Chimique 6ème Groupe Mondial
C.A. mondial 11,4 milliards de dollars C.A. France 3 milliards de Francs avec 1200 personnes.

Nos **outils informatiques** connaissent auprès des utilisateurs un développement majeur (implantation de P.C., nouveaux systèmes d'aide à la décision, infocentre...). Afin de les assister dans ce développement, nous recherchons notre

Responsable de formation

chargé d'optimiser l'utilisation des outils de

traitement de l'information

Vous serez intégré dans l'équipe des Relations Humaines et rattaché au Training Manager France.
Votre mission sera de définir les actions de formation nécessaires pour assurer l'adaptation permanente des utilisateurs au développement croissant de nos outils informatiques.

De formation supérieure en gestion (école de commerce, 3ème cycle de gestion) vous aurez acquis au cours d'une première expérience, la connaissance de tels outils et leur compréhension au niveau de l'utilisateur et de ses besoins.

Vos qualités d'écoute, votre goût des contacts et votre ouverture d'esprit seront essentiels pour mener à bien votre mission.

La pratique de l'anglais vous sera indispensable pour dialoguer avec vos partenaires européens et vous permettra d'évoluer au sein de notre organisation internationale. Une dernière précision : le poste est situé près de NICE, dans le Parc d'Activité de Sophia Antipolis. Nous vous y attendons...

Ecrivez-nous en précisant la référence R.F.I., DOW CHEMICAL FRANCE, Relations Humaines, Parc de Sophia Antipolis, BP 31, 06561 VALBONNE CEDEX.

* Marque déposée. The Dow Chemical Company



ARTS & METIERS , IDN , ICAM , HEI

VOTRE TECHNICITE CREERA LA DYNAMIQUE DE VOTRE CARRIERE

Notre politique dynamique d'investissement résulte de l'adéquation entre une recherche constante de la qualité et de la productivité et le souci des conditions de travail du personnel.
Cette maîtrise technique de l'innovation a fait la réputation internationale de nos marques (PINGOUIN,RODIER, STEMM, etc...). Produire, au sein du Groupe PROUVOST, leader national, est toujours synonyme de créativité, d'ingéniosité, mais aussi de pragmatisme et d'efficacité.
Ces aptitudes sont nécessaires pour résoudre les problèmes de mécanique et de thermique liés au traitement des fibres (naturelles ou de synthèse), comme pour résoudre les problèmes de fabrication de nos produits.
L'importance des postes qui vous seront confiés nécessite des préliminaires rigoureux. Nous prévoyons un temps d'intégration dans nos unités de production de la région Nord pour vous permettre d'appréhender nos méthodes de management. Au travers des responsabilités techniques et humaines que vous assumerez, nous apprécierons vos potentialités autant que vos aptitudes pour vous confier ensuite la responsabilité d'un service, d'une unité, voire la Direction Technique d'une filiale à l'étranger (U.S.A., Afrique, Australie, etc...).
Pour postuler valablement, les candidats des formations requises adresseront un dossier de candidature expliquant leurs motivations et compétences sous réf. DT/M à :
Nadine FOURNIER -
Direction des Ressources Humaines -
PROUVOST S.A. - 149, rue d'Oran -
59100 ROUBAIX.

PROUVOST S.A.

MEDIA PA.

Ingénieur d'affaires export

systèmes de péage pour transports publics

Notre Division Terminaux et Systèmes est parmi les leaders mondiaux du marché des systemes de péage pour transports publics (metro, bus, chemins de fer).
Nous vous proposons d'y développer notre chiffre d'affaires à l'exportation.
Vos principales responsabilites :
- prospection et préconisation de notre savoir-faire,
- préparation et négociation des offres, suivi des clients,
- participation à l'analyse du marché et de la concurrence.

Votre formation supérieure, votre expérience commerciale réussie dans la vente de biens d'équipements de nature technique et votre anglais courant sont les atouts indispensables que nous vous demandons.

Ce poste, basé à Valence, comporte bien sûr de fréquents déplacements.



Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Védrines, 26027 Valence en précisant la référence PEAG/LM.

UN INGENIEUR CHIMISTE SPECIALISTE DU CAOUTCHOUC

Pour une fonction Technico-Commerciale à forte perspective évolutive, en secteur Industriel

Cette Entreprise Industrielle importante de la région POITOU-CHARENTES (1000 pers.) est spécialisée dans le domaine des feutres, caoutchoucs et plastiques, destinés à l'Industrie et au Bâtiment.
Pour son département Caoutchoucs, elle souhaite confier la responsabilité des relations technico-commerciales à un Ingénieur diplômé, susceptible à terme de prendre en charge des fonctions étendues aux plans technique, production et management des hommes.
Dans ce contexte très évolutif, vos compétences caoutchoutières confirmées, votre familiarisation avec les contacts clientèles, pour la mise au point des produits et les essais industriels, devraient pouvoir s'exprimer pleinement.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la Réf. M 35/1594 D à :

EGOR AQUITAINE
29, Cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor



SHR 200.000 F./AN + MARSEILLE

RESPONSABLE DU SERVICE PERSONNEL HF

Nous sommes une Société specialisee dans la gestion de restaurants de collectivités (entreprises scolaire, hospitalier ..) qui fait partie des leaders de sa profession et qui beneficie d'un constant développement. Notre presence est Nationale avec 11 Directions de Région, un effectif de 3000 personnes et un CA de 600 MF.
Rattache au vice Président vous aurez l'entiere responsabilite des activites liees a l'administration du personel : superviser les preparations et saisies de payes, traitement sur IBM 38, applications des dispositions legales, tableaux de bord, preparation des elections, etc...
Votre service joue un rôle important de conseils et d'appui (legislation, procedures, dossiers ..) vis-à-vis des D R.
Vous avez 30 ans et plus, de formation supérieure : DUT, licences, ESC ... une premiere expérience de la fonction
Autonome, creatif vous saurez développer les competences de votre service et évoluer progressivement vers une Direction de la Fonction.
Merci d'adresser à Bernard JOUSLIN votre candidature, C V et photo sous ref SHR 06/66. Entretien Paris-Marseille

NORAY CONSULTANTS
41, Boulevard du Montparnasse - 75006 PARIS
Tél. 42.22 52 90
Reponse et discrétion garanties - Membre de la CSNCR



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

MANAGEMENT CONSULTANCY

Training Consultants

International Management Consultants are looking for bright and ambitious applicants from 25 to 35.

The ideal candidate should have 3 to 4 years business experience in manufacturing, production or industrial environment. He has not only technical competence and experience in behavioural based management training but also the personal qualities needed to work confidentially with very senior managers both in small groups and individually. Fluency in English is a must. Applicants with fluency in Italian, Scandinavian or other European languages will be given preference. Non-EEC nationals should not apply.

After an on-the-job training period, you will be able to apply proven management techniques for improving business performance in diverse areas. The position involves extensive travel but does not require relocation. You will have an excellent opportunity for rapid advancement in both earnings and responsibility.

Send your application and complete c.v. with salary history to Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels, Belgium, who will forward. Please mention the reference 265 on the envelope.

Nous sommes le **premier Groupe privé d'Assurances** en France. Rejoignez notre équipe internationale, basée à Paris en tant que

Chargé d'affaires international.

Vous participerez au développement de notre C.A. dans le domaine des assurances collectives des sociétés multinationales.

Diplômé (e) d'une grande école de commerce ou équivalent, vous avez une première expérience. Vous maîtrisez la langue anglaise, indispensable à une coordination efficace avec nos partenaires étrangers.

L'habitude de la négociation avec les entreprises faciliterait votre adaptation à cette activité de service de haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence CAI 06 à Patrice de Villiers Service Recrutement - DROUOT ASSURANCES - 1, Place Victorien Sardou 78161 MARLY LE ROI.

DROUOT ASSURANCES



recrute
pour son centre de TOULOUSE

Chargé(e) d'étude en chimie analytique

Le (la) candidat(e) sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un doctorat en chimie ou en biochimie et aura une expérience en analyse des substances chimiques et biochimiques de synthèse.
Des connaissances en chromatographie et électrophorèse appliquées aux peptides sont indispensables.
Au sein du service d'analyse, il (elle) sera responsable des études et de la constitution des dossiers analytiques de nouvelles molécules et de leurs formes galéniques.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à:
SANOFI RECHERCHE, service du personnel
195, Route d'Espagne - 31035 TOULOUSE Cedex.

NICE
École de Français pour étrangers recherche
PROFESSEURS
exp. VIF et DVV exigé parlant bien anglais, plein temps, poste permanent ou pour juillet/août.
Écrire avec CV dét.
INSTITUT DE FRANÇAIS
06230 Villefranche-sur-Mer.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Une énergie nouvelle en France

REGION NORD DE PARIS

Nous sommes une BANQUE COOPERATIVE ET REGIONALE, de taille humaine (800 personnes) se développant plus rapidement que son marché. Désireux de nous maintenir à la pointe du progrès afin de satisfaire au mieux notre clientèle.

Nous recrutons

"UN RESPONSABLE DES SERVICES MOYENS GENERAUX"

Profil :
- Vous êtes titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur à dominante gestion.
- Vous avez une expérience d'au moins 5 ans comme responsable du service achat d'une entreprise, -ou équivalente-, durant laquelle vous avez eu à mener des négociations avec les fournisseurs et à animer une équipe importante.

Missions :
- L'optimisation des moyens humains et techniques de nos services de traitement du courrier, archives-reprographie, économat - imprimerie.
- La tenue de budgets de fonctionnement importants.

Réf. 86 06 10 F

"UN RESPONSABLE DU SERVICE MOYENS DE PAIEMENT"

Profil :
- Vous êtes ingénieur en informatique et intéressé par toutes les nouvelles applications dans ce domaine
- Vous avez une bonne connaissance de l'activité bancaire.
- Persuadé que le développement de la banque passe par la mise en oeuvre de nouveaux produits et services tels que la monétique, vous souhaitez participer à leur mise en place.
- Vous avez le goût des responsabilités, l'expérience de l'animation d'une équipe.

Mission :
Gérer les nouveaux moyens de paiement (monétique, clientèle électronique ...)

A ce titre, vous aurez à :
- Veiller à la qualité des prestations fournies.
- Proposer toutes solutions permettant d'accroitre la productivité.

Réf. 86 06 10 G

"UN TECHNICO-COMMERCIAL"

Profil :
- Vous possédez un diplôme de l'enseignement supérieur du type DUT informatique et vous avez une expérience d'au moins deux ans dans le conseil et la réalisation de logiciels informatiques.
- Vous êtes dynamique et vous avez l'ambition de créer des produits associant l'informatique à la banque.

Mission :
Développer les applications à caractère informatique auprès de notre clientèle.

Dans ce cadre, vous devez :
- Prospecter notre clientèle pour analyser ses besoins.
- Lui proposer des solutions efficaces avec l'utilisation des moyens techniques de la banque (IBM 30XX au site central, micro-ordinateurs) et assurer le développement de certaines réalisations spécifiques.
- Conseiller et assister notre clientèle pour la mise en oeuvre de leur propre micro-informatique.

Réf. 86 06 10 H

Adresser votre candidature, avec lettre manuscrite, curriculum vitae et photo en précisant la référence choisie à notre service du recrutement, 32 boulevard Jules Guesde - 93200 SAINT-DENIS.

LEVY-TOURNAY/ABSCOM

Envisagez votre carrière sous l'angle de l'informatique

La Caisse Nationale de Crédit Agricole, pour accompagner l'expansion de ses services d'Etudes Informatiques, propose à St Quentin en Yvelines, des postes de

CHEFS DE PROJETS

Il s'agit de projets motivants touchant les secteurs en développement des activités bancaires et financières avec des techniques de pointe.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole scientifique ou de gestion, vous avez également une expérience de l'informatique de gestion sur gros systèmes de 1 à 4 années.

Si vous souhaitez venir discuter de ces opportunités au CREDIT AGRICOLE, adressez-nous votre lettre de candidature, CV détaillé et rémunération actuelle, sous référence EDT 0629 à CNCA,
Service Gestion des Personnes,
St Quentin en Yvelines
78280 GUYANCOURT

LEVY-TOURNAY/ABSCOM

LA CHAMBRE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU LOIRET
recherche

responsable de l'antenne de Montargis

Sa mission sera de représenter et d'appliquer à Montargis la politique définie par la Chambre tout en participant à la vie economique locale. Il devra être à même de répondre sur place aux besoins des P.M.E. industrielles et commerciales (formation, gestion financiere, export, implantation en Z.I.) en liaison avec les services spécialisés du siège a Orleans. Il animera une équipe de 3 personnes.
Ce poste peut convenir à un cadre de 28 ans minimum, de formation ESC, Sciences Eco ou equivalent, pouvant justifier d'une experience de 2 à 3 ans en P.M.E. ou dans une C.C.I. Son aptitude aux contacts et sa capacite d'autonomie seront appréciées.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. J 175 à Rémy OPPERT
PAJ Conseil, 8, av. de Camoëns, 75116 PARIS

Lion Publicité

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Pour un organisateur de valeur un bon placement : la banque

Nous, banque moyenne de dépôts, filiale de l'un des tout premiers Groupes Financiers Français, nous gérons - à travers un réseau d'agences en métropole - une clientèle de particuliers et de PME, présente dans les secteurs les plus actifs (professions libérales, services, négoce international...).
Vous (Sc. Po., ESC...), votre premier parcours, informatique, et dans la Banque de préférence, est déjà prometteur, puisque vous avez développé et exploité avec succès des progiciels bancaires et connaissez bien le fonctionnement interne de nos institutions.
Vous êtes prêt maintenant à prendre la responsabilité "Organisation Informatique" que nous vous proposons :
- En liaison avec notre SSII - auprès de laquelle vous êtes notre porte-parole - vous concevez de nouveaux produits et développez des applications informatiques répondant aux besoins que vous avez identifiés sur le terrain.
Par ailleurs, conjuguant parfaitement procédures et outils, vous apportez vos conseils et votre assistance aux opérationnels (au Siège et dans les Agences) en matière d'organisation administrative.
Ce poste est basé à Paris ; c'est pour un homme d'avenir, un bel investissement.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. ROI 667 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. *MEMBRE DE SYNTEC*

SOURCES

Filiale française d'un important groupe chimique international
Région Nord — Ile-de-France
recherche

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

ayant quelques années d'expérience pour :
- Commercialiser matières de base existantes
- Développer nouveaux produits

destinés à diverses industries :
traitement de surfaces, agrochimie, revêtements routiers.

Anglais indispensable.

Adresser c.v. détaillé et prétentions sous nº 7 340 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris, qui transmettra.



emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)

Leading multinational company has a vacancy for a

YOUNG FINANCIAL ANALYST

This post represents an outstanding opportunity for someone with a recognised accounting qualification.

The role will call for someone of initiative capable of preparing, analysing and interpreting financial statements, data and statistics.

Candidates must have the confidence and personality to perform well under pressure. Extensive weekly travel will be required but no relocation.

Fluency in English is a must, additional languages would be a real asset.
Opportunities for career development are excellent in a fast-moving and demanding business.

Please apply immediately and send your detailed c.v., mentioning present earnings, under reference 252, to Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels, who will forward.



SAS Institute

Nous sommes la filiale française d'une société américaine leader sur son marché, 10.000 clients dans le monde, spécialisée dans le développement et la vente d'un progiciel pour les Infocentres (gestion de données, interrogations, statistiques, graphiques) et la gestion des performances des systèmes informatiques. Pour faire face à notre très rapide expansion, nous créons de nouveaux postes :

Consultant technique

Rattaché au Directeur Technique, il informe et renseigne les clients, anime des stages de formation, apporte un support technique aux Consultants Marketing. Ce poste convient à un candidat ayant quelques années d'expérience informatique. La connaissance du système IBM/OS MVS (éventuellement VM ou DOS) est nécessaire, la connaissance du Système SAS serait très appréciée. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. *Réf.11736/ M*

2 Consultants marketing

Rattachés au Directeur de la Société, ils sont chargés de l'information aux clients (publicité, organisation de séminaires et de salons, prise de contacts téléphoniques avec les prospects,...). Chacun aura un secteur géographique et suivra une clientèle équipée IBM. Ce poste peut convenir soit à des informaticiens désireux de s'orienter vers le marketing, soit à un débutant de formation Bac + 4 (Ecole de Commerce, Maîtrise Informatique...). Profil : personnalité autonome mais aimant le travail d'équipe. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. *Réf.11737/M*

Lieu de travail : **Paris Gare de Lyon**

Ces postes sont très motivants pour des candidats dynamiques, désireux de s'intégrer dans une petite équipe enthousiaste. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé sous réf: choisie, en mentionnant votre niveau de rémunération à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de Syntec

PUBLIVAL

sélé CEGOS

Quand la Législation Sociale devient une aide à la décision...

Juriste opérationnel
HF

... elle n'est plus une contrainte subie et ne peut alors être confiée qu'à un cadre maîtrisant son sujet, créatif, positif, actif, concrêt et recherchant les prises de responsabilité, en fait un Juriste opérationnel.

Nº 1 européen, français, nous nous appuyons actuellement sur 5 000 collaborateurs pour concevoir, produire et commercialiser des produits utilisant les technologies les plus avancées en matière de communications.

Notre très forte croissance interne et externe est soutenue par une politique offensive en matière de Relations Humaines. Le DRH, les Chefs de Personnel et l'ensemble de la Direction attendent donc beaucoup de vos conseils et de vos recommandations.

En retour, vous pouvez attendre beaucoup d'un groupe qui se donne les moyens de ses politiques, y compris en matière d'évolutions individuelles.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence C/JUR/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

Société électromécanique
(90 personnes), située à Romainville (93) spécialisée dans la fabrication d'appareils indicateurs de destination pour véhicules ferroviaires et transports publics, recherche

responsable de produit

ingénieur électronicien diplômé

Il participera aux études et projets, définira les programmes sur micro-processeurs série 6800 pour nos systèmes commandes centralisées de nos indicateurs. Il effectuera la mise en route de nos fabrications.
Quelques déplacements sont à prévoir en France ou à l'étranger.
Connaissance de l'anglais appréciée. • Salaire en rapport avec les résultats et les compétences.
Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae + photo à : C.N.A., 64, avenue de Verdun - 93230 Romainville

P.R.B.

Société (CA d'environ 75 millions de francs), filiale d'un grand groupe chimique français recherche un

Cadre commercial chef de vente

Il aura pour mission principale d'animer et motiver un important réseau de représentants et de développer la fonction promotion marketing.
Le candidat d'au minimum âgé d'une trentaine d'années possédera une expérience de commercialisation de produits destinés à l'industrie.
Une connaissance du milieu du bâtiment ou du domaine des colles et adhésifs serait un atout supplémentaire.

Le goût du terrain, les capacités relationnelles et le dynamisme seront des éléments importants pour la réussite du futur titulaire.
Anglais apprécié mais non indispensable.

Poste : région parisienne.

Ecrire sous réf. VU 534 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Pour une importante filiale de distribution appartenant à un puissant groupe financier en forte expansion, nous recherchons un

Jeune chef de personnel et relations sociales

Cette société dispose d'un effectif de 3.000 personnes et d'un CA de 3,5 milliards et de plusieurs établissements décentralisés (de 250 à 400 personnes).

Sa mission : Rattaché au Directeur d'un établissement, le titulaire du poste assurera la responsabilité de la fonction personnel et sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social (groupes de progrès...).
Il animera, au niveau de l'établissement, l'ensemble des relations paritaires et sera l'interlocuteur des responsables opérationnels et du siège.
Poste intéressant et réelles perspectives d'évolution pour candidat motivé ayant des qualités de contact et réalisateur.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. UK 533 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (Paris) recherche

• *Réviseurs confirmés*
• *Auditeurs débutants*

HF

Les candidats retenus :
- *devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.*
- *interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées.*
- *bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.*

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à
COGERCO - FLIPO
72, rue Bellechasse - 75007 PARIS.

Importante division spécialisée "Chimie Fine" d'un des tous premiers groupes chimiques français, de notoriété internationale, recherche

Un ingénieur procédés

mais aussi... un tempérament d'industriel

Interface entre la recherche et la production, il participe au sein d'une équipe à l'amélioration des procédés existants de l'usine et à l'industrialisation de nouveaux procédés.
Il effectue l'ensemble des études techniques et économiques et au besoin des essais de matériels conduisant au cahier des charges de chaque affaire. Il reste l'interlocuteur des ingénieurs de projet jusqu'au démarrage des installations.

Ingénieur diplômé (ECP, ENSIC, IGC...) il possède une expérience de la mise en place des procédés dans le domaine de la chimie fine et témoigne de capacités de dialogue et persuasion.
Anglais nécessaire.

Evolutions prévues pour les candidats désireux de s'investir dans un grand groupe pratiquant la gestion des carrières.
Poste : proche banlieue Paris.

Ecrire sous réf. KA 472 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

AUTOMATISATION - ROBOTISATION - CAO

étudier et réaliser 50 millions d'investissement

Une société française, CA 1,3 milliard, filiale d'un groupe international premier mondial, initie un plan ambitieux de développement.

Pour participer à ce grand projet et y jouer un rôle moteur, nous recherchons un ingénieur ECP, AM ou grande école équivalente ayant 5 ans d'expérience travaux neufs ou production acquise dans un domaine de fabrication en moyenne et grande série.
Il mènera les projets complètement sur le plan technique et économique : études, réalisations, contacts fournisseurs. La connaissance de l'anglais est nécessaire et celle de l'allemand souhaitée.
La réussite dans ce poste lui permettra d'accéder à des responsabilités de direction opérationnelle de premier plan.

Poste : ville Nord France.
Ordre de grandeur de rémunération : 280.000 F.

Ecrire sous réf. SO 531 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Leader mondial sur son créneau en fort développement, filiale groupe international réputé, engage pour son centre de produits européens situé en région parisienne.

INGÉNIEUR TECHNICO-CIAL

- Ingénieur de formation ENSI ou similaire, 35 ans optimum ; aura pour mission : prospection, analyse des besoins, établissement des offres, négociations, vente, suivi des clients sur l'Europe de l'Ouest.
- Anglais parlé et écrit. Expér. souhaitée des installations genre tri automatique postal, pharmacies, transporteurs... connaissances LOGISTIQUES + AUTOMATISMES appréciées ; formation spécifique au produit assurée.

Ecr. avec CV dét., photo, prét. s/réf. 5082-M à Guillon Sélection 93, rue Jouffroy, 75017 Paris. (réponse et discrétion assurées).

Directeur général entreprenant dirigeant plusieurs entreprises de pointe recherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE CONFIRMÉE

Excellente présentation, discrétion, disponibilité. Anglais : indispensable. Espagnol souhaité, poste basé Paris Opéra et éventuellement Madrid.
Déplacements possibles à l'étranger.

Env. CV + photo s/nº 7341
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

MAISON DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES recherche son

DIRECTEUR DE PRÉFIGURATION

Expérience souhaitable de la direction d'établissement ouvert au public et de l'encadrement d'équipe pluridisciplinaire. Rémunération en fonction des compétences. Env. lettre de candidature à :
Direct. des affaires culturelles
Hôtel-de-Ville
86021 POITIERS CEDEX
Avant le 11 juillet 1986 inclus.
Pour tout renseignement s'adresser à ce même service.
Tél. 49-88-82-07, poste 1428.

Maison d'édition cherche PERSONNE TRÈS EXPÉRIMENTÉE. Poste

FABRICATION

Maquettes, rapport imprimeurs, préparation copies, montages papier, publicité, catalogue, graphismes. Photo + CV dét. sous nº 7347 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, r. de Monttessuy, Paris-7e.

Groupe de presse périodique recherche

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION CONFIRMÉE

pour rewritting, préparation de copie, relecture.
Connaissance de la microinformatique appréciée.

Env. lettre manuscrite CV et photo à Y. Heuillard
Science et vie micro
5, rue de la Baume
75415 Paris cedex 08.

Responsable commercial bon niveau

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR TERTIAIRE, solidement *implantée* (location d'équipements industriels), recherche un **Responsable Commercial de bon niveau.**

Directement rattaché au Chef du Département Commercial, il sera chargé de développer une clientèle : prospection, négociation et suivi de contrats de prestations de longue durée.

Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou niveau équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience réussie dans la vente de services ou d'équipements à l'industrie. Il sera capable :
- d'étudier les affaires avec rigueur et de les mener avec dynamisme,
- d'être un interlocuteur avisé et un conseil pour ses clients,
- de s'intégrer dans une petite équipe performante.

Ce poste est à pourvoir à Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F.

Ecrire sous réf. RH 530 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

ARCHITECTURE NAVALE
X, ENSTA, ECP confirmé et haut niveau

Un important organisme d'études recherche un ingénieur de premier plan pour lui confier des responsabilités d'études de structures navales (calculs de résistance et de stabilité en statique et dynamique, technologie de construction).

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide compétence en architecture navale, disposant d'environ 10 ans d'expérience professionnelle,
- capable d'animer une équipe étoffée d'ingénieurs et de techniciens,
- motivé par la perspective de participer à la réalisation de grands projets.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. OE 475 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL



GERLAND-ROUTES

De belles carrières pour des ingénieurs grandes écoles

Le Sud-Est, le tiers de la France, entre Rhône, Alpes et Méditerranée. Dans cette superbe région, nous sommes la première entreprise routière.
Notre volonté stratégique implique le développement, notre solidité financière le garantit.

Et maintenant les hommes. Nous souhaitons rencontrer des "candidats à l'expansion", de jeunes ingénieurs destinés à prendre très vite des postes de Direction, c'est-à-dire des responsabilités complètes commerciales, techniques, de gestion et d'animation.
L'autonomie, un commandement, une réelle délégation de pouvoir.
Tout de suite, en Agence et puis à terme, en Région, au Siège, en Filiale (ou, pourquoi pas ? dans une autre activité du Groupe, c'est l'avantage d'être diversifié). Et le tout avant 35 ans !

X, MINES, PONTS, CENTRALE, vous avez confronté votre formation d'ingénieur aux réalités du terrain en 2 à 5 années d'expérience routière.
Et maintenant vous pouvez choisir un cadre de vie professionnel agréable, prometteur et performant.
C'est le moment que nous vous expliquions nos projets et que vous nous fassiez part de vos ambitions.

Notre Conseil, SEFOP, nous connaît depuis longtemps, il préparera notre rencontre.
Merci de lui écrire sous réf. GR 668 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Un poste tremplin...

Auditeur Opérationnel

La promotion d'un de nos collaborateurs nous amène à chercher son remplaçant.
Trois ans d'audit vous permettront de prendre la mesure de notre Groupe industriel (55.000 personnes; CA : 38 milliards de Frs) pour ensuite évoluer dans un poste plus opérationnel.

Crée il y a quatre ans, notre Département Audit est constitué de cadres d'expérience et de formation différentes et complémentaires. Sa mission vise à fournir une information indépendante sur le fonctionnement de la Société et de ses filiales, à rechercher des solutions pour en accroître l'efficacité et à veiller à leur mise en œuvre.

Bien plus qu'une approche "Contrôle", nous avons développé une approche "Conseil" auprès de diverses fonctions et mis au point des techniques d'audit originales et performantes.

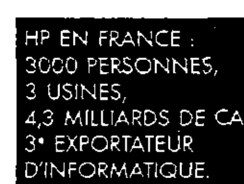
Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESCP, ESSEC, Maîtrise de gestion...) le candidat recherché aura acquis une première expérience professionnelle d'audit ou d'organisation (2 à 4 ans) soit en Cabinet soit au sein d'une Entreprise importante.

Le désir de s'intégrer et d'évoluer dans un Groupe offrant de réelles perspectives de développement de carrière ainsi que le souci de participer à l'optimisation de sa gestion vous feront envoyer votre dossier de candidature (CV + prét.) à Yves KERNEVEZ sous réf. 876 M.



Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

HEWLETT-PACKARD
GROUPE FORMATION
DEVELOPPER L'EXCELLENCE DE TOUS.




En 1985, le Prix de la Gestion Socio-Economique a mis en valeur l'excellence de la politique sociale d'HP. Il souligne un de ses objectifs permanents : recruter et travailler avec des hommes et des femmes considérés, concernés, formés et informés. Développer les compétences techniques et relationnelles de chacun afin de rendre notre organisation souple et adaptable à l'évolution incessante de notre environnement technologique et commercial, telle est la première raison d'être du Groupe Formation.

Dans ce cadre, notre **responsable de formation** devra rechercher et analyser les besoins de formation, conseiller nos managers et leurs équipes, développer les actions nécessaires avec nos consultants externes, animer l'administration de son environnement et y participer.

Une expérience de 5 ans minimum acquise en cabinet et dans un service formation a développé en vous les capacités humaines et professionnelles pour vous intégrer et évoluer dans un environnement très exigeant sur le plan qualitatif. Votre implication directe dans le développement de nos managers requiert une première approche de la fonction de management.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. AHQ/1/M, à Bénédicte EMELIEN, Service Recrutement, HEWLETT-PACKARD FRANCE, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac - 91040 EVRY CEDEX.





PERFORMANCES A L'APPUI.

Participer au développement d'une activité productique

Une société d'ingénierie à dimension internationale cherche, pour renforcer son activité productique, à PARIS, un

Chef de projet

A la tête d'une équipe de spécialistes compétents, il conduit des projets variés dans des unités industrielles récentes ou en voie de modernisation : CFAO, machinerie automatisée de production, robotique, manutention et stockage automatisés, traitement et distribution de l'information (GPAO et contrôle process), etc. Véritable ingénieur d'affaires, il est autant impliqué dans la démarche commerciale et promotionnelle que dans la conduite technique de projets.

Ce poste concerne un ingénieur informaticien, électronicien ou généraliste, âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans en productique dans une société d'ingénierie ou dans un groupe industriel.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 442-2, à notre Conseil **JACQUES TIXIER S.A.** - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

PARIS

Notre société de transports express, connait une progression constante et souhaite «renforcer» son encadrement en recherchant un

DIRECTEUR D'EXPLOITATION ADJOINT

Votre expérience réussie d'au moins 5 ans, vous a permis de vous affirmer comme meneur d'hommes.
Vos qualités de rigueur, d'analyse et vos facultés d'adaptation vous permettent de postuler à ce poste clé (gestion du personnel, organisation du réseau...).
Nous souhaitons rencontrer des candidats agés de 30/35 ans, de formation supérieure, hommes de terrain et capables d'évoluer au sein de notre Société.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions s/réf. 2697 à AXIAL Publicité 27 rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

MSD MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

Grande Ecole : CENTRALE, MINES, A & M, SUP Elec... HEC, ESSEC...

Est un des tout premiers Groupes pharmaceutiques mondiaux. Sa filiale française occupe une place de choix dans l'industrie pharmaceutique où elle bénéficie d'une image de marque de qualité.

L'informatique est un élément privilégié dans notre stratégie : la progression des investissements en témoigne.

Dans ce contexte de développement, nous vous proposons de nous rejoindre dans la fonction nouvelle de

Chef des services études informatiques

Vous êtes directement rattaché au Chef du Département, responsable de l'ensemble des services et outils informatiques et vous dirigez 3 CHEFS DE SERVICES. Vous initiez et coordonnez les activités des services études et vous animez une équipe d'une dizaine de personnes. Vous serez l'interlocuteur des directions, aussi bien pour la définition des projets, que pour le suivi de leur réalisation.

Dans un premier temps, vous devez vous impliquer plus particulièrement dans la mise en place du nouveau schéma directeur informatique des établissements industriels.

Compte tenu de l'importance du poste et de sa réelle dimension, vous êtes un ingénieur Grande Ecole, ayant une expérience de la conduite de projets dans un domaine industriel. La connaissance de la gestion de production et de l'environnement IBM sont des atouts supplémentaires.

Vous êtes basé à CLERMONT-FERRAND avec la quasi totalité de vos services.

Alain BONY, notre Conseil attend votre résumé de carrière (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. S/REI/LM

MEDIA PA

AFCOREM  **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Jeune concepteur-rédacteur, trempez votre plume dans le marketing financier



Crédit aux particuliers, produits financiers, notre société est l'une des premières du marché dans ses deux activités. Depuis 2 ans vous maniez avec talent verbes et mots, accroches et sous-titres pour faire de vos campagnes de marketing direct des succès de remontées pour vos clients si vous êtes en agence spécialisée, ou pour votre entreprise si elle fait partie des grandes de la VPC.

Chez nous, comme **concepteur rédacteur unique,** vous valoriserez les différents messages produits de l'entreprise et ceux de nos clients distributeurs (lettres, plaquettes, dépliants, presse...) dans le cadre d'une petite équipe de communication de 4 personnes.

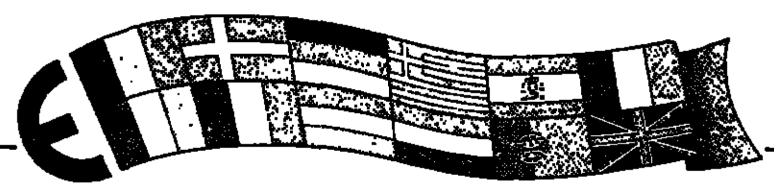
Jamais vissé à votre fauteuil, votre job au contraire très mobile vous offrira de nombreux contacts tant en interne qu'avec les plus grandes enseignes nationales.

Pour vous faire un dossier très solide et promouvoir des produits particulièrement performants, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 2128 à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité



emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS	A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS
organiza	organiza
los siguientes concursos de méritos, reservados a nacionales españoles:	**os seguintes concursos documentais, reservados aos nacionais portugueses:**
☐ puesto A3 de Jefe de Oficina de Prensa e Información de Madrid;	☐ um lugar A3 de Chefe do Bureau de Presse et Information de Lisboa;
☐ puesto A3 de Consejero jurídico español;	☐ um lugar A3 de Consultor Jurídico português;
☐ 32 puestos A5 / 4 para nacionales españoles.	☐ nove lugares A5 / 4 para nacionais portugueses.
Para los detalles solicitar los anuncios de concurso a:	Para maiores informações, pedir os avisos de concurso a:

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
Division Recrutement
200, rue de la Loi
B - 1049 BRUXELLES.

Oficina de Prensa e Información Calle Serrano, 41 - 5a planta E - MADRID 1.	Bureau de Presse et Information 35, rua do Sacramento à Lapa P - 1200 LISBOA.

Promouvoir le Projet Qualité d'une Profession

Vous prendrez en charge sur le terrain la conception, la communication, la mise en œuvre du projet qualité d'une profession (Branche : équipement de la maison).
Votre action sera déterminante sur :
- la diffusion d'informations sensibilisant les fournisseurs, les fabricants, les négociants, les consommateurs, au projet ;
- l'animation, la coordination des initiatives des différents acteurs de la profession pour mettre en œuvre de nouvelles démarches qualité ;
- le développement du réseau de relations et d'interventions avec les medias et les autres partenaires qualité.

Nous attendons de vous, à environ 35 ans, outre une formation supérieure et la pratique de l'anglais, une réelle expérience d'entreprise des problèmes de la qualité, ainsi que du savoir-faire en communication et animation à travers des responsabilités opérationnelles et/ou de conseil. Votre conviction, vos capacités d'animation et de réalisation seront les critères déterminants du choix.
A tous les candidats désireux d'envoyer un dossier personnel détaillé, sous référence 16 4401 M, François CORNEVIN assure une totale discrétion.



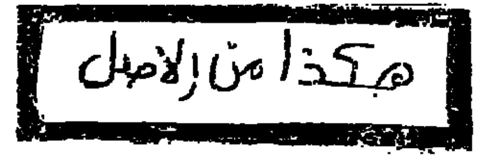
EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

DEFENSE, TRANSPORT INFORMATIQUE/TELECOM

CHEF DE PROJET SYSTEME 2e GENERATION

Nous sommes une importante Société française réalisant des systèmes complexes de contrôle commande et de produits d'informatique spécialisée.
Un de nos Départements, situé en proche banlieue Sud Paris, met en chantier l'étude de la nouvelle génération d'un système. Le chef de projet recherché établira les spécifications, assurera le suivi technique de l'étude avec son équipe, le centre de recherche appliquée et les autres intervenants de la Société et coordonnera l'activité des coopérants français et étrangers. Il sera en contact avec les organismes d'Etat et les futurs clients.
Homme d'animation et de contact, sachant faire la synthèse et opérer les choix parmi de multiples contraintes, il devra avoir une expérience d'ingénieur système d'au moins 5 ans avec des connaissances en micro-informatique, transmissions de données, support transmission (si possible hyperfréquence). ANGLAIS COURANT.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à A.S. PUBLICITE 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. MCP 6603.



هكذا من الأصل

ARTHUR YOUNG CONSEIL

recherche des Consultants à fort potentiel
souhaitant participer à son développement et pouvant offrir leur savoir faire
dans l'un des domaines d'intervention suivants

stratégie d'entreprise

Nous assistons nos clients dans la conception et la mise en œuvre de leur stratégie en utilisant la méthodologie FOCUS/SEP développée par Arthur Young International.

Le point critique de la gestion stratégique se situe dans sa mise en œuvre ; notre objectif est donc de traduire de façon mesurable les options stratégiques de nos clients.

Cette activité exige une forte implication de nos consultants ; nous leur demandons d'être à même de développer des relations de travail étroites chez nos clients, à tous les niveaux hiérarchiques.

technologie de l'information

Nos consultants en Technologie de l'Information aident les entreprises à dynamiser leur capital information. Cette assistance s'exerce dans deux domaines :

Le Conseil en Management de l'Information - Nos méthodologies apportent aux dirigeants les moyens de focaliser sur les besoins stratégiques de l'entreprise les ressources qu'ils affectent à la fonction technologie de l'information.

L'Ingénierie des Systèmes d'Information - Arthur Young développe en collaboration avec JAMES MARTIN, une série d'outils automatisés pour mettre en place des systèmes d'information selon le concept d'INFORMATION ENGINEERING.

ingénierie financière

Dans le cadre de cette activité, nos consultants assistent les entreprises dans la réalisation de leurs opérations en capital, dans la gestion de leurs flux de trésorerie et dans la mise en œuvre des techniques et produits leur permettant d'optimiser le coût des ressources financières.

Le développement des activités internationales et la constante mutation de l'environnement financier favorisent l'émergence de techniques de gestion de trésorerie internationale de plus en plus complexes. Nos consultants apportent aux entreprises leur expérience de la mise en place d'une stratégie de gestion des risques financiers et des systèmes d'information s'y rapportant.

gestion des collectivités territoriales

Cette activité concerne essentiellement les Communes, Départements, Régions et leurs organismes associés. Elle exige de nos consultants une expérience professionnelle réussie auprès des collectivités territoriales.

Nos consultants, qui doivent maîtriser la comptabilité et le droit publics, assistent les collectivités dans l'examen de leur organisation, l'analyse de l'efficacité des services, et la qualité de leur présence auprès des publics.

Ils participent ensuite à la définition et à la mise en place de méthodes de gestion inspirées de celles du secteur concurrentiel (comptabilité analytique, tableaux de bord, systèmes d'information et de communication,...).

Nous offrons des opportunités de développement de carrière, dans un contexte professionnel particulièrement riche et motivant, à des candidats ayant réussi une expérience d'au moins trois ans et diplômés d'une grande école (X, Mines, Centrale, ENA, HEC, ESSEC, MBA de premier plan...) ; une double formation ingénieur/gestion sera particulièrement prisée.

Veuillez envoyer votre C.V. à Pierre Schellenberg, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, 92095 Paris La Défense 2.



MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Adjoint du Directeur des Relations Sociales

260 - H/F

Groupe français à dominante financière, (4 milliards de Francs de C.A.), avec une activité internationale, nous créons un poste à côté de notre Directeur des Relations Sociales ayant aussi en charge les services généraux. Dans un premier temps, vous serez conduit à le seconder et à terme à le remplacer.

35 ans environ, vous avez une formation supérieure, à orientation sociale et, impérativement une expérience dans la fonction personnel. Vous avez déjà eu la responsabilité d'une ou plusieurs de ses composantes au siège d'une grande société. Vous avez pu également être pendant plusieurs années l'adjoint d'un DRS dans une entreprise moyenne, plutôt du secteur tertiaire. Pour ce poste basé à Paris, l'anglais serait apprécié.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse.
Réf. B2321 M 24, rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES



L'une des premières sociétés françaises d'assurances I.A.R.D.
recherche pour son siège, situé en proche banlieue parisienne

un chargé d'études statistiques

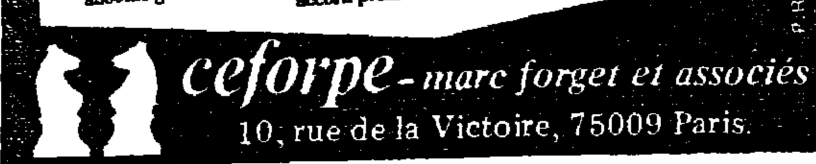
Intégré au Service Statistiques et Etudes Tarifaires, il se verra confier les missions suivantes :
• Adapter les tarifs produits de la société en fonction des résultats des analyses statistiques • Concevoir, élaborer les tarifs des nouveaux produits • Etudier des adaptations régionales des tarifs en fonction de l'analyse des résultats régionaux • Participer à l'évolution du système d'informations statistiques et des tableaux de bord.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure économique et/ou statistiques, justifiant d'une première expérience professionnelle significative de 3 à 5 ans, si possible dans l'assurance.

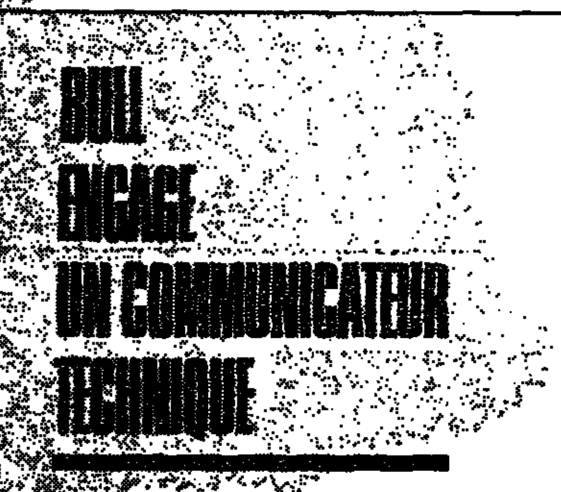
Les qualités clés requises pour le poste sont : esprit d'analyse et de synthèse, imagination contrôlée, discernement, sens des initiatives, précision, aptitude à changer de rythme, capacités de communication, goût des contacts et sens du service. Une connaissance ou une pratique informatique et bureautique est nécessaire.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite motivant votre candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence CESM.1, à notre Conseil (discrétion absolue garantie, pour les personnes en poste, aucun dossier ne sera transmis sans accord préalable des candidats).

P.R.B.



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.



Spécialisé en informatique et en bureautique distribuée, BULL TRANSAC recherche un jeune ingénieur informaticien (H/F) pour rédiger un journal technique destiné à nos clients et correspondants étrangers, pour les informer de toutes les nouveautés en termes de produits et fonctionnalités, grâce à des outils de communication sophistiqués (messagerie électronique).

Il devra aussi recueillir leurs suggestions, idées et solutions pour améliorer l'information.

Ce poste requiert de réelles capacités journalistiques, une bonne maîtrise de l'anglais et le sens des contacts.
Référence : M 9061

BULL ENGAGE DES INGENIEURS SUPPORT PRODUIT INTERNATIONAUX

Jeune Ingénieur Electronicien (H/F), vous êtes intéressé par les produits bureautiques de la dernière génération. Si, de plus, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise, rejoignez-nous.

Vous aurez à préparer toutes les composantes nécessaires à la commercialisation de ces produits dans les 75 pays où BULL est implanté (documentation, formation, logique, support et maintenance).
Référence : M 9062

Si l'esprit d'équipe vous anime, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à Michèle Corbineau, Bull TRANSAC, 7 rue Ampère, 91343 Massy cedex.



SOURCES

OFFRES D'EMPLOIS

Maison d'édition cherche PERSONNE TRÈS EXPÉRIMENTÉE. Poste

FABRICATION

Maquettes, rapport imprimeurs, préparation copies, montages, papier-publicité, cataloguer, graphismes. Photo + CV dét. sous n° 7344 M
Le Monde Publicité
5, r. de Monttessuy, Paris-7e.

La Centre d'informations financières organise un stage pour recruter des futurs
CADRES CIAUX H ou F
– goût des contacts à très haut niveau ;
– formation assurée.
T. ce jour 45-53-20-00 p. 201.

Société d'expertise comptable et commissariat aux comptes recherche
COLLABORATEURS
confirmés.
Ecrire avec c.v. prétentions sous réf. JJM à SODIP, 60, rue du Rendez-vous, PARIS-12e.

Recherchons très urgent UN RESPONSABLE DE L'ANIMATION, libre le week-end. Tél. pour RV au 69-40-70-03 (p. 136) de 9 h à 17 h.

ASSOCIATION Défense LANGUES ROMANES dans l'enseig. rech. RETRAITÉ(E) Niveau agrégation pour études statistiques comparées sur système enseign. étranger et diverses autres activités publ., animations.
Rémunération très modeste mais CONTACTS INTÉRESSANTS
Esp. ou italien nécessaire.
Rens. écrire U.L. 65, bd des Invalides. 75007 Paris.

Ecole recherche
PROFESSEURS
QUALIFIÉS expérience pédagogique exigée :
Maths, Physique-Chimie, Lettres, Espagnol, Sciences-Naturelles, Sciences-Eco, Histoire-Géographie.
SURVEILLANT
GÉNÉRAL
Env. c.v. détaillé + photo à AMP sous réf. n° 1 522/JN, 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15e, qui transmettra.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

Les possibilités d'emplois à l'Etranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) BP 291-09 Paris cedex 09.

DEMANDES D'EMPLOIS

Secrétaire direction 36 ans, 12 ans expérience. Anglais, espagnol, notions allemand, libre septembre, cherche poste responsabilités, message au 43-41-53-19 ou après 20 h Tél. : 42-81-04-87.

Vous cherchez votre
COLLABORATRICE 33 ANS
Maîtrise gestion, Sciences Po, exp. marketing, gestion, commercial, anglais
Propose ses compétences
Ecrire sous le n° 3445
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Certifié histoire-géographie, célibataire, rech. tt poste à l'étranger pour rentrée 86
Tél. 47-83-89-09.

BANQUE, HOMME 36 ans. Cl IV 14 a. exp. ch. poste, opérations, Bourse étrangère, ttes propos. étudiées, libre suite.
Ecrire sous n° 7342
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

CENSIER-DAUBENTON
S/belle cour pavée. 2 p. à rénover, poss. caractère, poutres. Tél. : 46-34-13-18.

6e arrdt

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
6 pces. Grand charme. 200 m²
DORESSAY 46-24-93-33.

DUROC
4 p. sur jardin, calme, soleil. 4e étage 930 000 F.
GARBI 45-67-22-88.

7e arrdt

Saint-Dominique 47-03-32-44.
MAISONNETTE JARDIN

11e arrdt

REPUBLIQUE/ST-MAUR
(angle), ds imm. récent, liv. 2 chbres, tt cft, asc. park.
Tél. : 46-34-13-18.

12e arrdt

PARIS 12e, très belle résidence récente, cft, 3-4 p., 88 m². Cab. RISOULOT 43-41-27-21.

13e arrdt

PRES PARC MONTSOURIS
récent 78, 5e ét., balc., vue liv. dble, 2 chbres, état neuf, park. 1 200 000 F vend. sam. 14 h-18 h. 9, place de Rungis.

18e arrdt

LAMARCK CAULAINCOURT
Belle maison, charme, verdure. Gd séj., 3 chbres. Parfait état. 2 100 000 F. 42-64-18-26.

92 Hauts-de-Seine

Boulogne 48, rue Silly, 80 m² occupé. 5e ét. loggia-loyer annuel 31 649 F. 1 Park. par notaire. A la requête de l'Institut Curie. 42-66-43-07 M. ROLLAND.

94 Val-de-Marne

St Mandé prop. vd appt 55 m². 5 mn métro, bois, comm., 1er ét. sur rue calme et jardin. 500 000 F. T. : 42-81-68-12.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. Paris préfère rive gauche avec ou sans travaux PAIE CPT chez notaire 48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées demandes

Paris

Pour dirigeants et personnel importante Cie Française produits chimiques mutés région parisienne rech. DES APPTS Ttes catégories STUDIOS, VILLAS Paris banlieue acceptant loyer élevé. 45-04-04-45 9 h 45/19 h.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine,
75008 PARIS.
Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps dipl. et cadres de stés multinationales.
TÉL. : 45-62-78-99

locations meublées demandes

Paris

GRISS. 48-74-43-79
Rech. du STUDIO AU 5 PIÈCES Courte ou longue durée. LOYERS GARANTIS Société.

villas

Côte d'Azur hauts de Cagnes, près château, villa classée 18e, 180 m² sur 2 niveaux, jard., terrasse, garage 2 voitures. Atelier, exception, urgent 1 750 000 F. FIRST Nice 93-87-18-90.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France
INDICATEUR LAGRANGE
5, rue Greffulhe, 75008 Paris
APPEL GRATUIT : 05-07-09-11.

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 250 m² STANDING
OUVERT 24 H/24
Location courte ou longue durée. tous services : tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.
ACTE 43-80-90-18

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

LOUE DIRECTEMENT
1 ou plusieurs bureaux dans immeuble neuf. 47-68-12-40.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

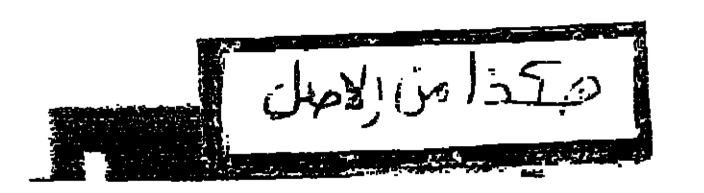
ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT-TÉLEX
TÉL. (1) 47-27-15-59.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Elysées : 47-23-55-47
Nation : 43-41-81-81.

DOMICILIATION DEPUIS 90 F/ms
ST HONORÉ tél. 42-66-84-91
PARIS-12e tél. 43-40-68-50
CONSTITUTION SARL 2 000 F/HT

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE



Le Monde
ECONOMIE

Les concubins devant l'impôt

Profiteurs et prolétaires

FAUT-IL *« être fou pour se marier aujourd'hui »* lorsqu'on a des enfants, au moins fiscalement parlant, comme l'affirmait récemment M. Octave Gelinier, ancien président de la CEGOS ? C'est aujourd'hui une opinion admise, depuis le rapport de Mme Evelyne Sullerot au Conseil économique et social, en 1984 (*le Monde* du 29 janvier 1984).

« Notre système fiscal pénalise injustement les couples mariés », a pour sa part déclaré, le 29 mai, M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget.

Ce qui est en cause est avant tout la demi-part de quotient familial attribuée aux parents célibataires, veufs ou divorcés, pour le premier enfant. S'y ajoutent des avantages annexes accordés à chaque foyer fiscal : déductions d'impôt sur les intérêts des emprunts pour l'acquisition d'un logement ou sur les travaux destinés à économiser l'énergie : abattements sur les intérêts des obligations. Joue aussi l'effet des seuils d'imposition sur les grandes fortunes (IGF) ou sur les plus-values mobilières, etc.

Toutefois, les concubins bénéficient-ils *toujours* d'un avantage par rapport aux couples mariés ? Sinon, combien sont susceptibles d'en profiter ? A la première question, une étude réalisée fin 1985 par l'Union nationale des associations familiales (UNAF) – peu suspecte de complaisance envers le concubinage – permet de répondre non.

L'UNAF a calculé de façon précise et systématique le montant des impôts payés par des foyers disposant respectivement de deux fois, quatre fois et six fois le SMIC (soit aujourd'hui 8 800 francs, 17 600 francs et 26 400 francs). Deux constats. *Primo : « Dans tous les cas, les couples non mariés ne disposant que d'un seul revenu sont désavantagés par rapport aux couples mariés, en raison de l'effet du quotient conjugal. » Secundo,* lorsqu'il y a deux revenus – seule hypothèse évoquée par ceux qui dénoncent les avantages des concubins, – la situation varie de façon très complexe selon le niveau global de revenu, sa répartition entre les deux parents et le nombre d'enfants. Qu'on en juge :

● Parmi les foyers disposant de deux fois le SMIC, les couples non mariés ne sont jamais avantagés ni par le quotient familial ni par les allégements d'impôt accordés pour les dépensés liées au logement (intérêts des emprunts, économies d'énergie) ou pour la souscription d'assurance-vie. En effet, en raison de la faiblesse de leurs revenus, ceux qui ont des enfants sont généralement dispensés du paiement de l'impôt.

● Parmi ceux disposant de quatre fois le SMIC, les concubins peuvent tirer des avantages importants du quotient familial en se répartissant bien les enfants dans leurs déclarations de revenus. L'économie dépasse alors 30 % de l'impôt, sauf pour les couples à revenus égaux ayant un enfant (réduction : 14 % de l'impôt) ou trois (réduction : 21 %) ; elle dépasse 40 % pour les couples à revenus inégaux ayant trois ou quatre enfants.

● Pour les couples disposant de six fois le SMIC, les concubins ayant des revenus égaux ne sont avantagés que lorsqu'ils ont deux enfants. Ceux ayant des revenus inégaux ne peuvent tirer que des avantages faibles, voire très faibles : l'économie varie de 1,4 % à 9,4 % de l'impôt selon le nombre d'enfants et le montant respectif des deux revenus.

Pour échapper au fisc, il faut que chaque concubin gagne 9 000 F par mois et que le couple se partage deux enfants

Ce phénomène curieux, noté par l'étude, résulte sans doute du jeu des tranches d'imposition : même en chiffres absolus, le gain possible est souvent inférieur à celui que peuvent obtenir des concubins disposant ensemble de quatre SMIC, alors que le quotient familial est réputé d'autant plus avantageux que le revenu est plus élevé (1). A noter que, dans plusieurs cas, les concubins sont désavantagés, notamment ceux qui ont des revenus égaux s'élevant ensemble à six fois le SMIC !

Cas extrême

A ces niveaux de revenus (quatre et six fois le SMIC), cependant, les réductions d'impôt accordées pour le logement ou les primes d'assurance-vie peuvent diminuer de façon considérable l'impôt payé par les couples de concubins ayant des salaires égaux ou pas trop disproportionnés (au maximum dans un rapport du simple au double). Le cas extrême est atteint avec deux revenus égaux à deux SMIC et deux ou trois enfants : les concubins dans cette situation peuvent ne pas payer d'impôt du tout. Avec deux revenus égaux à trois SMIC et deux, trois ou quatre enfants encore, la réduction va de 42 % à 63 %.

Toutefois, ces réductions ne peuvent être mises sur le même plan que les effets du quotient familial : contrairement à ceux-ci, elles ne sont pas permanentes ; leur durée est variable et celles prévues pour les économies d'énergie ne sont qu'occasionnelles ; elles exigent toujours une dépense supplémentaire importante que tout le monde ne peut effectuer – surtout pour bénéficier de la réduction maximale.

Combien de couples non mariés peuvent-ils effectivement bénéficier d'un traitement de faveur ? Les seules statistiques complètes disponibles, celles de l'enquête « revenus » de l'INSEE, datent de sept ans. Moins complètes – il ne s'agit que d'un échantillon limité – mais un peu plus récentes (mai 1981) sont les données recueillies dans l'enquête CERC-INED (2).

Selon les tableaux établis pour nous par le CERC, 45 % des couples non mariés avec enfants ne disposaient que d'un seul revenu, la mère ne travaillant pas. Sur les couples où les femmes étaient actives, 36,4 % (soit 19,7 % du total des couples) disposaient de revenus inférieurs à 8 000 francs par mois (soit trois fois le SMIC de l'époque), la moitié (28 % du total des couples) avaient des revenus inférieurs à 9 000 francs. Trente pour cent seulement avaient des revenus supérieurs à 11 000 francs (soit quatre fois le SMIC d'alors). A ce niveau même – le plus avantageux selon l'étude de l'UNAF, – on trouvait moins de 5 % des concubins avec enfants !

De façon générale, les revenus de chacun des membres des couples non mariés étaient dans la grande majorité des cas assez modestes : inférieurs à 5 000 francs par mois pour 85 % des femmes et 50 % des hommes (3).

Certains pouvaient sans doute se trouver dans une situation fiscale avantageuse. Mais il leur fallait le savoir. Beaucoup étaient-ils dans ce cas ? La dernière enquête « emploi » de l'INSEE (1985) apporte des indications concordantes sur la situation sociale des concubins, à défaut de données sur leur échelle de revenus.

Ceux susceptibles *a priori*, par le montant global de leurs revenus, leur niveau culturel et leur information, de profiter de la demi-part de quotient familial se rencontrent essentiellement chez les cadres, les « professions intermédiaires » et les indépendants (professions libérales, industriels, commerçants). Or, selon les tableaux tirés de l'enquête par l'INSEE à notre demande, ceux-ci demeurent une minorité parmi les couples non mariés avec enfants : 100 000 au maximum sur 355 000, soit 28 %. Plus qu'en 1981 (18 %) certes, mais combien d'entre eux se trouvent dans les tranches de revenu bien précises (aux alentours de quatre fois le SMIC par exemple) qui procurent des avantages importants ?

Même multipliés depuis cinq ou six ans, ces *« profiteurs »* ne se comptent sans doute pas par dizaines de milliers.

En revanche les couples d'ouvriers et d'employés non mariés (la combinaison la plus fréquente associant un ouvrier et une employée) forment toujours près du tiers (31,5 %, environ 110 000) du total. Ils disposent de deux revenus, mais ceux-ci ne sont sans doute pas très élevés, surtout chez les 67 000 couples âgés de moins de 35 ans.

En effet, contrairement à une idée répandue, le concubinage n'est pas le fait de catégories socioprofessionnelles favorisées : 45 % des hommes vivant en concubinage sont des ouvriers, et la proportion est particulièrement forte (56 %) chez les moins de 35 ans. Or c'est chez les jeunes que le concubinage s'accroît massivement.

S'il est moins fréquent chez les jeunes ouvriers (32 %) que chez les jeunes cadres (45 %), il ne l'est pas chez les jeunes employés (43 %). La différence tient sans doute à ce qu'une partie des ouvriers et surtout des ouvrières, entrés plus jeunes dans la vie en couple, ont déjà régularisé leur union. Autre élément allant dans le même sens : la fréquence du concubinage chez les chômeurs, mise en évidence par M. Pierre-Alain Audirac dans un article récent d'*Economie et statistique*, la revue de l'INSEE (4).

En outre, un tiers des couples non mariés avec enfants ne disposent que d'un seul revenu, la femme (exceptionnellement l'homme) ne travaillant pas. Proportion nettement inférieure à celle de 1981, mais suffisante pour montrer que la femme restant au foyer pour élever son ou ses enfants n'a pas disparu, parmi les concubins comme parmi les couples mariés, et même chez les jeunes ouvriers. En effet, dernière surprise : dans ces jeunes couples non mariés où la femme est inactive, les trois quarts des hommes sont ouvriers !

GUY HERZLICH.



NICOLAS VIAL

(1) Le « plafond » du quotient familial se situe à un niveau beaucoup plus élevé : 37 000 francs par mois pour un enfant, 38 660 francs pour deux, 44 900 francs pour trois, soit huit à dix fois le SMIC.

(2) Centre d'étude des revenus et des coûts, Institut national d'études démographiques.

(3) 82 % des hommes avaient un revenu inférieur à 7 500 francs par mois. Pour avoir le revenu actuel correspondant il faudrait multiplier par environ 1,4. Quant au SMIC, fortement augmenté depuis, il s'élève aujourd'hui à 4 400 francs (depuis le 1er juillet 1985).

(4) « La cohabitation : un million de couples non mariés », *Economie et Statistique*, février 1986.

Une très coûteuse égalité

RÉCLAMÉE par de nombreuses associations familiales, l'égalité fiscale entre couples mariés et non mariés a fait l'objet de plusieurs demandes de parlementaires, en particulier de M. Michel Debré, à la fois par souci de justice fiscale, attachement à la famille traditionnelle et conviction nataliste (les couples mariés ayant actuellement plus d'enfants). Le débat a repris le 28 mai à l'occasion de la discussion du collectif budgétaire à l'Assemblée nationale. M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, a promis de *« franchir une étape significative »* sur ce point dans la loi de finances pour 1987.

Si le thème est plus fréquemment repris par la droite, notamment par le RPR, qui en avait fait un des points importants de son programme électoral, la gauche n'a pas été insensible aux protestations, et les gouvernements de gauche se sont efforcés de limiter les avantages fiscaux des concubins en *« familialisant »* plusieurs formes de réduction d'impôt.

Ainsi, dès 1982, la déduction pour frais de garde de jeunes enfants, auparavant réservée aux parents isolés, a été étendue aux couples mariés ; la réduction d'impôt prévue pour l'achat d'actions en compte d'épargne a été doublée pour eux. Celles accordées pour les gros travaux dans les logements anciens ou l'achat de logements pour la location depuis le 1er janvier 1985 sont conjugalisées.

Mme Georgina Dufoix avait souhaité en faire autant avec les réductions attribuées sur les intérêts des emprunts destinés à l'achat de l'habitation principale et sur les dépenses d'économies d'énergie, mais le projet n'a pas débouché. Sera-t-il repris par ses successeurs ? Le nouveau gouvernement a déjà décidé de « conjugaliser » à partir du 1er janvier 1987 les abattements sur les revenus des actions et des obligations.

Plus difficiles s'avèrent les modifications des règles mêmes de l'impôt (quotient familial et seuils d'imposition). Comment supprimer le privilège accordé aux parents isolés qui ne le sont pas (la demi-part de quotient pour le premier enfant) sans toucher ceux qui le sont vraiment et ont du mal à élever leur(s) enfant(s) ? En 1985 et 1986, plusieurs propositions de loi ont été déposées : elles montrent où le bât blesse.

La solution la plus simple et la plus généreuse consiste à accorder une part de quotient familial pour chaque enfant quels que soient son rang et la situation de ses parents : c'est celle qu'avaient choisie les sénateurs de l'Union centriste. Inconvénient : le coût, que l'on peut évaluer à 30 milliards de francs. Et la taxe sur les exportations d'armes proposée pour la financer ne paraît guère sérieuse.

Hypothèse exclue

Un peu plus modestes, la proposition du groupe communiste à l'Assemblée nationale, limitant la demi-part supplémentaire aux conjoints exerçant tous deux une activité salariée, ou celle de M. Jean-Louis Masson, député RPR de Moselle, ouvrant aux couples mariés la possibilité de déclarations de revenu séparées, restent encore fort coûteuses : 8 à 15 milliards de francs selon les évaluations, pour la déclaration optionnelle. Elles impliquent donc des suppléments d'impôt (1), hypothèse aujourd'hui exclue. Surtout elles désavantageraient plusieurs dizaines de milliers de couples mariés à un seul revenu...

Ramener alors les concubins à la même règle que les couples mariés ? C'est ce qu'a proposé M. Michel Debré en demandant que soit mentionnée la situation de *« concubinage notoire »* et que les organismes sociaux informent le fisc de la situation familiale de leurs allocataires. Cela suppose un contrôle. Est-ce compatible avec la protection des libertés du contribuable défendue aujourd'hui par la droite, RPR en tête ?

M. Jean Cluzel, sénateur centriste, suggère, lui, d'exiger une déclaration sur l'honneur d'isolement des célibataires, veufs ou divorcés ayant charge d'enfant(s). La formule, envisagée aussi début 1986 dans l'entourage de Mme Dufoix, repose à la fois sur la vertu et sur la crainte du gendarme : faire une fausse déclaration comporte un risque, même s'il n'y a pas de contrôle systématique.

La seule solution équitable et techniquement simple consisterait, comme l'UNAF le préconise après l'avoir rejetée jadis, à remplacer le quotient familial par des abattements forfaitaires sur le revenu imposable pour chaque enfant. Mais les cadres l'accepteraient-ils ? On entend déjà les protestations de la CGC...

Peut-être accepteraient-ils mieux la suggestion de la commission économique de l'UNAF (dans l'étude citée) : supprimer la demi-part de quotient familial supplémentaire accordée aux parents réputés « isolés », quels qu'ils soient, et utiliser les sommes récupérées par le fisc pour une prestation versée durablement aux vrais isolés. Mais celle-ci échapperait-elle aux critiques actuelles contre l'allocation de parent isolé ?

Les effets des seuils d'imposition ont soulevé moins de protestations – peut-être parce qu'ils ne profitent qu'aux plus riches. L'un d'eux au moins devrait disparaître bientôt : celui de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) dont la suppression est annoncée pour le 1er janvier 1987. Reste celui des plus-values mobilières : au moins les riches seraient-ils incités à se marier...

G.H.

(1) Tranche supplémentaire d'impôt au-dessus de 550 000 F pour le PC, relèvement des taux de TVA en tant que de besoin pour M. Masson.

RÉUSSIR

Sénégal : Mimran l'Africain

Un « clan » produit 70000 tonnes de sucre, la totalité de la consommation du pays.

PARTI à l'aube de Dakar, lorsque le soleil n'a pas eu encore le temps d'embraser l'horizon, le bimoteur survole inlassablement depuis plus d'une heure une mer de sable d'où émergent çà et là quelques rares épineux. Mais, brusquement, le pilote pointe son doigt vers le sol : *« Nous y sommes, c'est la tache verte. »* Effectivement, l'ocre dont on ne cherchait même plus à deviner les contours a cédé la place à de grandes bandes vert foncé tirées au cordeau, avec pour frontières naturelles des dizaines de canaux d'irrigation.

L'avion décrit une boucle pour se poser en pleine brousse, sur une piste brûlante sortie d'on ne sait où, à un jet de pierre de Richard-Toll, cette paisible bourgade qui tire son nom du jardin (*toll* en ouolof, la langue officielle) que cultivait naguère un jardinier royal du nom de Richard.

Le désert avait entrepris depuis son travail de sape, mais la ville a retrouvé espoir depuis que les efforts conjugués d'une population où se mêlent Peuls, Toucouleurs et Sérères, et du groupe Mimran ont permis au Sénégal de disposer de sa propre industrie sucrière, tout en transformant profondément cette nature hostile habituée à mendier son eau quotidienne.

Richard-Toll, dont la population a décuplé en cinq ans (de moins de trois mille âmes avant 1980 elle est passée à trente-trois mille habitants aujourd'hui, et ce chiffre devrait, selon le conseil municipal, doubler au début des années 90), est en effet le fief de Jean-Claude Mimran ce mystérieux capitaine d'industrie dont les milieux d'affaires n'ont appris l'existence qu'en 1985 lorsqu'il a pris le contrôle d'Olida-Caby, le numéro un français de la charcuterie-salaisons (4 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Jusque-là, rares étaient ceux qui parvenaient à dresser le portrait de ce jeune milliardaire — il a quarante-deux ans — dont on savait simplement qu'il était à la tête d'un empire de 7 milliards de francs de chiffre d'affaires (200 à 300 millions de profit annuel), employant plus de treize mille salariés, bâti sur une vingtaine de sociétés diverses et autour de deux activités principales, le sucre et la farine, avec l'Afrique francophone pour terre d'élection.

Le premier contact est presque décevant. Pas de costume croisé ni de lunettes noires ou d'attitude guindée ; encore moins de gardes du corps postés aux portes d'un petit palais. *« Monsieur Jean-Claude »*, comme l'appellent les travailleurs de la plantation, assis en tailleur, revêtu de sa tenue habituelle, tee-shirt et pantalon blanc, rasé de frais, pour l'occasion, paraît-il, est prêt à raconter l'épopée du « clan Mimran ».

Une histoire qui se confond avec celle de Richard-Toll et de la première aventure industrielle post-coloniale du jeune Etat sénégalais. *« Dès l'indépendance du Sénégal, le président Léopold Senghor voulait doter son pays de sa propre industrie sucrière pour résorber le déficit de la balance commerciale sénégalaise, dont la moitié provenait encore en 1965 des importations de sucre. Mais aucun groupe industriel ne voulait financer ce qui pouvait apparaître alors comme une utopie. »*

Jacques l'aventurier

« On est donc allé chercher mon père qui avait quitté Rabat après l'indépendance du Maroc, poursuit-il. *A l'époque, on connaissait les minoteries, puisque nous avions déjà l'expérience des Grands Moulins de Dakar et de ceux d'Abidjan. Le sucre, c'était une autre paire de manches, même si nous avions étudié un projet de cette nature en Côte-d'Ivoire. Mais mon père était avant tout un aventurier et, ici, l'aventure était de taille car il y avait tout à faire : aller chercher l'eau au lac de Guiers en construisant un canal de 17 kilomètres pour le relier au fleuve Sénégal, irriguer en permanence près de 8 000 hectares, planter la canne à sucre et construire une usine gigantesque capable de satisfaire les besoins en sucre de l'ensemble du pays. »*

En 1970, la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS) verra le jour sur l'emplacement d'une ancienne rizière dans la région du Walo, à 400 kilomètres au nord de Dakar, à la frontière de la Mauritanie voisine. En échange d'un bail emphytéotique de quatre-vingt-dix-neuf ans portant sur 12 000 hectares de sable et d'un contrat — léonin, assurent aujourd'hui certains — qui concède à la CSS l'exclusivité de la production et de la commercialisation du sucre au Sénégal, le groupe Mimran investit 9 milliards de francs CFA (1). Une somme qu'il faudra décupler pratiquement en quelques années, compte tenu des efforts déployés, outre l'octroi d'un prêt gouvernemental de 2 milliards de francs CFA, *« remboursé par anticipation »*.

« Mais, avant de pouvoir planter 1 000 à 1 500 hectares de canne à sucre chaque année, il a fallu passer des mois et des mois à lessiver les sols pour les débarrasser de leur salinité, à découper les parcelles et à effectuer le planage des terres, réalisé aujourd'hui au moyen d'un laser optique », se souvient Renato Toti. Cet Italien né en Ethiopie a « fait », selon son expression, 15 000 hectares de coton en Rhodésie, 8 000 hectares de coton au Soudan, avant de parcourir à longueur de journée au volant de sa jeep, les 1 500 kilomètres de pistes aménagées dans la plantation, qui enserrent 6 500 hectares déjà mis en culture et d'où ont été tirées en 1985 plus de 800 000 tonnes de canne à sucre, avec des rendements moyens supérieurs à 120 tonnes par hectare, sans doute les meilleurs du continent africain. Soit 70 000 tonnes de sucre, la totalité de la consommation du Sénégal.

Jean-Claude Mimran n'est pas peu fier de l'exploit. Son seul regret est que son père, mort en 1975, n'ait pu voir les installations d'irrigation et de drainage qui, seulement deux ans plus tard, permettront à la Compagnie sucrière sénégalaise de trouver enfin le succès escompté. A l'évocation de cette aventure, il quitte ses faux airs de Serge Gainsbourg pour trouver les accents d'un véritable chef d'entreprise, lui qui règne sans partage depuis cette époque sur les sept mille employés de la plantation et de la raffinerie (avec quarante cadres expatriés) et sur un puissant groupe, bien décidé à se doter d'une tête de pont européenne, sans renier pour autant ses attaches africaines.

Les trois frères Mimran se sont plus ou moins réparti les tâches à la mort du père : Robert, l'aîné, qui dirige les activités du groupe à Monte-Carlo et en Côte-d'Ivoire, Patrick, le cadet, président de Lamborghini, est davantage axé sur les Etats-Unis, et enfin Jean-Claude, le puîné, chargé de la stratégie et de la diversification géographique. La réussite paraît grande *« depuis que nous sommes partis du Maroc en laissant la lumière allumée »*.

SERGE MARTI.

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc français.

La haine des monopoles

LA prospérité vaut quelques attaques à Jean-Claude Mimran. Il a été récemment épinglé par *Jeune Afrique*, qui voit dans ce « milliardaire en jean » l'héritier d'un contrat fabuleux reposant sur un régime fiscal privilégié, et sur le monopole de la fabrication du sucre accordé à cette compagnie devenue un Etat dans l'Etat. *« Non seulement il touche des subventions, mais son sucre est plus cher que partout ailleurs, et sa société déclare quand même des pertes »*, s'indigne un haut fonctionnaire sénégalais dont les propos sont rapportés dans *le Journal de l'économie africaine* (groupe Jeune Afrique) (1).

Ce cri du cœur face à une situation héritée de l'histoire, mais dans laquelle l'actuel Sénégal, confronté à une période d'austérité (2), n'est pas sûr de trouver son compte, est relayé à point nommé par le FMI (Fonds monétaire international), qui, en échange de ses concours, insiste fermement sur quelques points forts, dont la nécessaire libéralisation des secteurs-clés de l'économie sénégalaise. Le sucre est de ceux-là.

Quand M. Mamadou Touré, le ministre de l'économie et des finances, avoue sa *« haine des monopoles »*, c'est clairement le clan Mimran qui est visé. Mais supprimer la clause d'exclusivité, qui a déjà valu quelques déboires à Jean-Claude Mimran à Madagascar — une affaire qui s'est terminée devant les tribunaux internationaux, — équivaut à mettre en concurrence la Compagnie sucrière sénégalaise avec d'autres groupes. Avec qui ?

Si certains hommes d'affaires sénégalais se disent prêts à importer du sucre et à développer une activité de négoce, aucun d'entre eux ne songe réellement à se substituer aux Mimran, avec les investissements que cela implique. Pourquoi aussi risquer de mettre à bas la CSS, une affaire qui vaut maintenant entre 80 milliards et 100 milliards de francs CFA et dont dépendent, outre les sept mille emplois directs, douze mille emplois induits et quelque cent mille bouches dans toute la région de Richard-Toll ?

Plus mesuré que son collègue, ancien expert du FMI, le cheikh Hamidou Kane, ministre sénégalais du plan, ne cache pas sa perplexité : *« Dans le cadre de la privatisation annoncée par le président Abdou Diouf, l'Etat va se retirer progressivement de la commercialisation et de la production. Les avantages accordés au groupe Mimran ont déjà été réduits depuis la renégociation, fin 1984, de la convention liant la CSS à la Caisse de péréquation, qui fixe le prix garanti du sucre*, explique-t-il.

» Mais il nous faut préalablement mettre en pratique notre nouvelle politique de maîtrise de l'eau pour avoir 250 000 hectares de terres cultivables et ouvrir ces régions à des investisseurs privés. Or le groupe Mimran a déjà des projets qui concernent le maïs, les fruits, les oignons. Nous devons en tenir compte. »

S. M.

(1) Numéro 82 du 10 avril 1986.

(2) « Le Sénégal bourse plate... Ces messieurs du FMI », article de Laurent Zecchini, *le Monde* du 27 juillet 1984.

هكذا من الأصل

EN AFRIQUE

Niger : l'eau piégée

Les femmes, les artisans et les machines : une participation vécue.

SUR la route de Niamey à Tahoua, presque 600 kilomètres, le soleil écrase tout. Quelques arbustes tenaces percent un sol compact, lisse comme du béton. On dirait la piste d'un aéroport désaffecté, craquelée par des végétaux obstinés autour desquels s'attardent des chèvres, des moutons à long poil. A un moment, une troupe de chevaux galope à la recherche, on imagine, d'ombre ou d'eau. A un autre, ce sont une douzaine de dromadaires hautains qui s'abritent sous de rares arbres jetés sur la terre jaune, comme des pièces de couleur sur un puzzle monotone.

Paysage de Sahel, vie ralentie mais partout présente : ici, un âne chargé de fagots, là des femmes et des enfants revenant du point d'eau. Ces sols, aplanis, nettoyés par le vent, pilés par les pluies, sont autant de champs sans bornes abandonnés par une culture itinérante. Dans le lointain, s'élèvent des colonnes de fumée. Les paysans brûlent les tiges de mil de la récolte passée, des souches. Ils préparent ainsi quelques pièces de terre.

De Tahoua à Keita, la route puis la piste montent vers un plateau de caillasse, château de pierres creusé de mille ravines. Les vallées alentour, qui forment l'arrondissement de Keita, ont été fertiles. La densité de population, 150 000 habitants, 210 villages sur 480 000 hectares, en témoigne. Le plateau lui-même, celui de Laba, était boisé autrefois.

« *Il y a seize ans*, se souvient M. Souley, *je venais chasser ici.* » Il est le directeur national du projet Keita, projet de développement intégré, financé par l'Italie, conduit par une équipe de la FAO, qui prévoit de réhabiliter les terres, de fixer une population chaque année contrainte à l'exil faute de ressources alimentaires.

Sur le plateau de Laba, des femmes disposent des pierres sur un billon de terre, sorte de petit talus levé par les hommes. Ces banquettes retiendront les prochaines pluies. Elles suivent les courbes de niveau, perpendiculairement à la pente. Entre chaque banquette, le sol est défoncé sur un tiers de la surface. Laissés en l'état, les deux autres tiers serviront de bassin versant, conduisant l'eau de pluie vers la partie cultivée. Cette technique de réhabilitation du sol s'appuie sur une pratique traditionnelle des paysans qui arrangeaient de petits murets de pierre.

Les terres redevenues fertiles sont attribuées aux anciens propriétaires, qui souvent étaient partis à la recherche d'un revenu. « *S'il reste des terres disponibles*, précise M. Mainassara Issoufou sous-préfet de Keita, *on les distribue aux nécessiteux.* » Minimum par famille : 1 hectare ; maximum : 3. La journée de travail sur les différents chantiers, ramassage des pierres, constitution des banquettes, dure de 7 h 30 à 15 h 30. Chacun est rémunéré avec les vivres attribués par le Programme alimentaire mondial (PAM).

En pleine famine

« *Quand nous avons commencé en 1984, on était en pleine famine*, raconte M. Renato Carucci, conseiller technique principal pour la FAO. *Il n'y eut cette année-là que 150 mm d'eau au lieu de 400 mm en moyenne. La sécheresse a accentué l'exode. 27 000 hommes sont partis. On pensait que les villageois participaient pour bénéficier des aliments du PAM. On s'interrogeait : reviendront-ils travailler aux banquettes après une bonne année de récolte en 1985 ? Ils sont revenus plus nombreux encore. Les femmes puis les hommes ont compris qu'ils travaillaient pour eux, pour que revivent leurs villages.* »

Pour en arriver là, il a fallu gagner la bataille de la crédibilité. Certes, les autorités militaires qui gouvernent le Niger ont lancé, en 1979, la Société de développement et mis progressivement en place des structures pyramidales, conseil villageois, conseil d'arrondissement, conseil régional. Mais le développement ne se décrète pas. « *En mai 1984, il n'y avait rien*, raconte M. Carucci, *pas de machines, pas de locaux. On s'est installé dans l'ancienne sous-préfecture. Il fallait faire vite : les gens n'avaient plus rien à manger. Nous avons acheté 26 tonnes de semences, fait venir 260 tonnes de sorgho, acheté un tracteur « au noir ». A partir de novembre, on s'est présenté dans les villages pour expliquer le projet et commencer à remettre en état les anciennes banquettes. La bataille de la crédibilité, nous l'avons gagnée le 17 décembre 1984.* »

Ce jour-là, le village de Waddey s'était engagé à fournir quatre-vingts paires de bras. « *Il y avait bien quatre-vingts personnes, des enfants, des vieillards et le fou du village. Les hommes, eux, étaient partis. J'ai refusé*, poursuit M. Carucci, *et expliqué que le travail était trop difficile. Les femmes restaient à l'écart, silencieuses. Elles se sont concertées, puis ont déclaré qu'elles prenaient les choses en main. Elles ont créé les premiers groupes. C'était gagné.* »

Renato Carucci vit « sa » bataille de Waddey comme un vrai baroudeur. En costume-cravate, il aurait l'allure d'un capitaine d'industrie à l'italienne, tempes argentées, séduction et poigne de fer. Ingénieur agronome, il a bourlingué partout : Libye, où il est né, Côte-d'Ivoire, Mali, Togo, Guinée, Iran, Egypte et Pérou, où il est resté six ans. Keita et le Niger, c'est son dernier poste avant la retraite, où il cultivera sa vigne en Italie dans la région des Marches. Il a cinquante-six ans et une pipe à la bouche éternellement éteinte.

C'était gagné aussi parce que les 680 hectares, les premiers réhabilités, ont eu durant l'hivernage 1985 de bons rendements en dépit d'une pluviométrie insuffisante. Les rendements allaient de 8 à 17 quintaux, selon les parcelles et les variétés, au lieu de 12 quintaux dans les secteurs mieux arrosés. Ici, on est sur les glacis, à proximité du village de Sakarawo. La totalité des surfaces entre deux banquettes est cultivée. Les arbres plantés pour tenir les banquettes, arrêter le vent et apporter des dépôts organiques laissent imaginer du haut de leur petit mètre les haies futures.

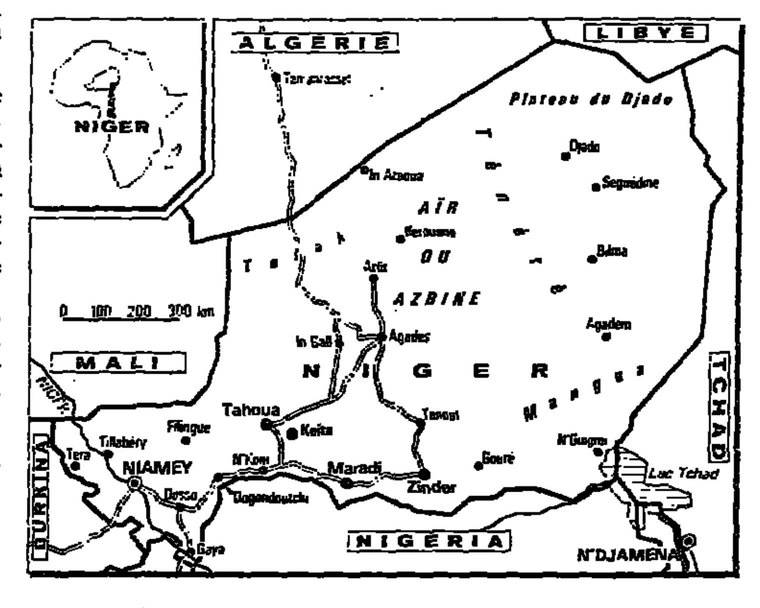
Des arbres, il commence à en pousser partout. Des trois, puis cinq pépinières, sont sortis 30 000 plants en 1984, 360 000 en 1985 ; 900 000 sont attendus cette année. Des prosopis, des acacias, des euphorbias, des kallotropis, c'est-à-dire, dans leur majorité, des arbres fourragers pour nourrir le bétail.

Tous les aménagements du projet Keita ont un seul but : piéger l'eau. « *Il faut*, explique M. Carucci, *traiter les bassins versants, sinon les eaux ruissellent, ravinent et disparaissent.* » Sur les pentes, les villageois ont creusé des trous en demi-lune, dans le fonds desquels des arbres ont été plantés. Lorsque la pluie viendra, elle sera prise dans ce lacis de tranchées. Elle aura le temps de s'infiltrer, pour alimenter les nappes souterraines.

Dans le même temps, les arbustes profiteront de l'humidité. Ailleurs, les tranchées ont été faites à la machine ; mais le principe est le même. Du haut de la colline aride, on domine toute une plaine circulaire, où les banquettes ondulantes ressemblent à un gigantesque dessin sur le sable mouillé d'une plage. Demain, ce monticule pierreux sera un château d'eau, après-demain, un bois !

Pour régulariser les chutes d'eau, les ralentir, on pose aussi des gabions. Ce sont des blocs rectangulaires constitués de pierres enfermées dans un grillage. Les gabions constituent un seuil solide qui freine l'eau sans être érodé. Ils sont fabriqués par 32 artisans formés à cet effet. Le fil de fer leur est fourni, mais ils vendent au projet le fruit de leur travail. Même démarche avec les forgerons chargés de fabriquer ou réparer les barres à mine, les pioches, les dabas. Ces activités artisanales concourent à l'objectif d'ensemble : réhabiliter les terres et permettre aux villageois de dégager un revenu.

L'originalité du projet de Keita réside dans ce mariage des techniques lourdes et des ressources locales. Pour défoncer les sols, charger les pierres, aménager une piste, creuser les trous ou faire un forage, il faut des machines : tracteurs, sous-soleuses, scrapeurs, pelles excavatrices. « *La situation s'est tellement dégradée*, explique M. Carucci, *qu'avec les seuls moyens du bord on n'y parviendrait pas. Mais il est impensable de laisser ces machines, leur coût de fonctionnement et leur entretien à la charge des villageois.* »



C'est ce que, dans le jargon des spécialistes, on appelle les « charges récurrentes », rarement prises en compte et qui souvent absorbent les maigres ressources dégagées par l'amélioration apportée. La simplicité aussi des techniques adoptées, des murs de pierre, des trous, est étonnante : « *Le prix de revient de 1 hectare aménagé s'élève à 300000 F CFA (1) ; rien à voir avec l'irrigation* », constate M. Carucci.

Autre originalité, le concept d'intégration. Parallèlement aux travaux qui permettront au sol d'évoluer et de redevenir productif, on construit des classes, des centres d'alphabétisation pour adultes, on forme des secouristes, – il y en a un par chantier, – des matrones – pour aider aux accouchements. Les villageois ont désigné ceux qui allaient devenir responsables des chantiers, après une période de rodage. « *Nous avons*, dit M. Carucci, *des femmes chefs d'équipe, mais nous n'avons pas encore osé leur confier des groupes d'hommes...* ».

Sous l'égide du projet encore, des coopératives de production se mettent en place, en même temps que des conseils sur l'utilisation d'engrais ou le choix des semences sont donnés. Les villages ont aussi constitué sur une base volontaire – 10 kg par personne – des stocks de céréales.

Des jardins

Dans la vallée du Sakole vivent 25 000 personnes. « *Ils ne sont pas là par hasard*, dit M. Carucci. *Cela veut dire qu'avant, c'était vivable.* » Pour développer les cultures de contre-saison (à partir d'octobre après les pluies), à Inkimia, à Keita, à Agouloum, 240 puit bétonnés ont été creusés : chaque puits sert 1 hectare que se partagent deux exploitants. Oignons, tomates, poivrons et autres légumes permettent non seulement d'équilibrer les repas, mais fournissent aussi un revenu.

Au total... il y aura 1 500 puits qui donneront naissance à 750 hectares de jardins pour 3 000 exploitants. Depuis le lancement du projet, en 1984, 1 600 hectares de terres agricoles environ, répartis sur plusieurs sites, ont été remis en état. En rythme de croisière, M. Carucci pense atteindre 2 000 hectares par an, ce qui lui permet de se livrer à un petit calcul : dans cinq ans, 10 000 hectares qui étaient improductifs donneront 10 000 tonnes de céréales. A 70 000 F CFA la tonne, cela fera une rentrée de 700 millions de francs CFA.

Cette somme peut être utilement comparée à l'argent envoyé chaque mois de saison sèche par les hommes partis faire mille petits métiers au Nigéria, au Cameroun ou au Gabon : 20 millions de francs CFA, selon le service postal. Déjà l'espoir de meilleures récoltes freine l'exode : pour la campagne 1985-1986, 15 000 hommes seulement sont partis. Ils sont aussi rentrés plus tôt que de coutume pour remplacer les femmes sur les chantiers.

Comment expliquer l'exceptionnelle participation de la population, estimée sur les neuf « fronts » du projet Keita à 1 200 personnes par jour, quand bien souvent l'échec vient du manque d'intérêt manifesté par les villageois ? Il faut y voir certes le résultat de la propagande menée depuis sept ans à travers la Société de développement. Mais le succès tient aussi au fait que nous sommes, explique M. Souley, « *dans une zone de brassage entre nomades et sédentaires. Dans cette région de l'Ader, on appelle les habitants, grands voyageurs par nécessité, les* aderama, *c'est-à-dire les grands débrouillards.* »

Qu'il s'agisse d'empêcher l'exode agricole, définitif ou saisonnier, ou de sédentariser les nomades, vœu cher à tous les « pouvoirs » au monde, la recette est la même : il faut apporter aux producteurs un pouvoir d'achat. Structurellement, avec ses 7 millions d'habitants, le Niger est autosuffisant... sans sécheresse.

JACQUES GRALL.

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc.





La chronique de Paul Fabra

Comment échapper au piège de l'austérité

LES petits Faust de l'économie n'ont pas renoncé. Ils continuent à agir comme si les moyens qu'ils croient avoir à leur disposition pour régler le fonctionnement de l'économie étaient efficaces et leur donnaient la maîtrise des événements. Ils le sont jusqu'à un certain point, mais les résultats limités qu'ils produisent ne peuvent l'être qu'au prix de l'austérité de Raymond Barre, de la rigueur de Jacques Delors et de Pierre Bérégovoy, du *« sérieux »* d'Edouard Balladur, car, si celui-ci reste prisonnier des méthodes héritées du passé, le sérieux qu'il préconise n'aura pas d'autres sens ni d'autres effets que les programmes restrictifs appliqués par l'administration sous les différents ministres qui se sont succédé rue de Rivoli.

Dans ma précédente chronique, j'essayais de mettre en lumière les raisons pour lesquelles un gouvernement ne devait pas se laisser gouverner par les statistiques. Les statistiques et les indices sont des représentations de la réalité établies pour certains besoins et sous certaines hypothèses qu'on a toujours tendance à oublier, si bien qu'on risque constamment de leur conférer un sens et une portée qu'ils n'ont pas. Et surtout, la tentation est grande de s'imaginer que les ressorts de l'économie, tels qu'ils fonctionnent dans la réalité, ressemblent à la façon dont sont agencées entre elles, dans les modèles théoriques qui servent de référence à la comptabilité nationale, les grandeurs statistiques (appelées par les spécialistes « agrégats »). C'est cette erreur logique qui est à l'origine de l'échec des plans de relance (parce que, dans le « modèle » de la comptabilité nationale, une expansion du PNB plus forte dépend d'une *demande* accrue).

Je concluais que, dans une économie de marché, les indicateurs qu'ils convient de privilégier sont ceux fournis par le marché lui-même, directement : prix (et non pas indice) ; taux d'intérêt nominaux (et non pas « réels »). Cette conclusion peut sembler n'être qu'un truisme. On a soutenu, non sans vraisemblance, que les Soviétiques ne pourraient pas établir leurs plans si l'observation des pays capitalistes ne leur fournissait pas l'échelle des prix à laquelle ils se réfèrent implicitement.

Mais il convient de pousser plus loin l'analyse pour s'aviser que le fonctionnement des économies de marché elles-mêmes est gravement perturbé, à des degrés divers selon les pays, par l'usage abusif qui est fait des agrégats, dont l'évolution fait désormais partie intégrante du discours politique et de l'information diffusée par les médias : croissance de la masse monétaire, croissance du produit national brut, mais aussi, bien qu'il s'agisse de chiffres établis selon d'autres méthodes, indices de prix, statistiques du commerce extérieur, taux d'intérêt dit réels sans doute parce qu'ils ont pour caractéristique de ne pas être observés dans la réalité.

De tous les économistes contemporains, Jacques Rueff, qui joua un grand rôle dans les années 20 – il convient de le souligner ici – pour l'introduction des méthodes statistiques modernes en France, est le seul à avoir, de la manière la plus expresse, opposé ce qu'il appelle la *« politique monétaire »* aux politiques qu'il qualifie *« de la comptabilité nationale »*. La première est suffisante, dans son esprit, pour assurer le fonctionnement d'une économie libre. La seconde conduit immanquablement les pouvoirs publics à recourir à ce qu'il nomme encore, dans un texte écrit en 1956, le *« nouveau commandement d'austérité »*. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer, fût-ce sous une forme simplifiée, une théorie qui, plus que tout autre développement, confère une grande valeur d'actualité à la pensée de Rueff (1894-1978), l'auteur du fameux plan de redressement de 1958.

Je me bornerai à rappeler ceci pour l'intelligence de ce qui va suivre : l'auteur de l'*Ordre social* analyse le phénomène de l'inflation en termes de *« faux droits »*. L'inflation naît quand on émet de la monnaie en contrepartie de mauvaises créances, autrement dit quand la création monétaire finance des débiteurs insolvables, parmi lesquels il convient de classer un Etat qui ne pourra pas rembourser sa dette au moyen de ses recettes ordinaires (l'impôt).

La politique monétaire, selon cette conception, consiste à faire en sorte que les mauvaises créances ne puissent pas être escomptées. C'est donc un objectif de *qualité* que s'assignent les autorités monétaires. Moyennant quoi, la totalité des revenus distribués sont des « vrais droits », dont on n'a aucune raison de contester la libre disposition par leurs titulaires respectifs, salariés, épargnants, entrepreneurs, etc. Sous un pareil régime, les plans d'austérité sont inconcevables, et cela d'autant plus que les dérapages, toujours inévitables, sont, dès le moment où ils apparaissent, corrigés par le jeu du marché.

UNE étude objective de l'histoire des faits économiques montrerait sans conteste qu'effectivement ces corrections « spontanées » sont, en termes d'emploi notamment, beaucoup moins chèrement acquises que celles qui résultent de l'action délibérée des gouvernements, lesquels, faute d'avoir laissé le marché faire son œuvre, sont obligés périodiquement d'en singer les mécanismes par le truchement de programmes plus ou moins sévères d'assainissement.

Il arrive un moment où l'assainissement tend à devenir permanent. La théorie de Rueff permet de comprendre pourquoi. Si, par suite des déficits qu'on a laissé se multiplier (quand on ne les a pas délibérément provoqués, selon les préceptes plus ou moins bien assimilés de Keynes), le marché n'est plus capable de résorber les « faux droits » – il faudrait pour cela un nombre si grand de faillites que le gouvernement ne peut y consentir, – que se passe-t-il ? Le pouvoir politique s'efforce de rétablir l'équilibre en agissant plus ou moins directement sur le montant global des revenus.

Je hasarderai ici la métaphore suivante : supposons un immense réservoir dont le remplissage passe par de multiples canaux dont le débit échappe à la vigilance des autorités les plus diligentes. Pour l'empêcher de déborder, on essaye de prélever directement de l'eau dans le réservoir. Il peut se faire que son niveau devienne insuffisant (récession), mais qu'on continue à ponctionner le liquide (autrement dit, les revenus) faute d'être capable d'en régler le débit à la source. On comprend que les politiques d'essence « monétariste » ne sont qu'une caricature de la politique monétaire à la Rueff, car elles aussi sont d'essence quantitative : si on n'émet de la monnaie qu'en contrepartie de bonnes créances, il n'y a pas à se préoccuper de la quantité mise en circulation, son volume dépendra de la demande des usagers, et ceux-ci ne pourront pas en demander au-delà de leurs « vrais droits ».

Si les pays capitalistes veulent enfin rompre avec l'enchaînement diabolique des politiques restrictives, il leur faut d'urgence rompre avec les méthodes propres aux politiques de la comptabilité nationale et du monétarisme confondus qui consistent à dresser partout des obstacles, sans discernement entre les bons et les mauvais emprunteurs, par tout un arsenal défensif, de composition variable selon les pays. Le vocabulaire trahit l'essence de ces politiques dites de stabilisation, de rigueur, d'austérité, de rétablissement des grands équilibres, etc. On « tient » les salaires, on « tient » le crédit, on « tient » la monnaie, etc. A force de tenir, tout finit soit par s'arrêter, soit par sauter, comme l'atteste, pour la France, l'expérience illustrée (pour ne pas remonter plus loin dans le temps) par le plan de stabilisation de Pompidou-Giscard de septembre 1963, qu'on prolongera jusqu'en mai 1968, la politique Barre, qui débouche sur l'élection de mai 1981, la politique Jacques Delors, perpétuée jusqu'à ce jour...

L'ASSAINISSEMENT est allé très loin, éliminant non seulement beaucoup de mauvais gestionnaires et de débiteurs imprudents, mais aussi de nombreuses entreprises qui ne demandaient qu'à vivre, condamnant au chômage et au travail clandestin des millions d'hommes et de femmes.

Il est grand temps de changer de politique. Cela implique d'abord la renonciation aux facilités de l'encadrement sous toutes ses formes : plus d'objectifs quantitatifs, mais des engagements visant à instaurer la qualité de la monnaie, de l'appareil de production, de la formation des hommes qui le font fonctionner. Quand le gouvernement annonce que l'inflation ne doit pas dépasser cette année 6 %, il en dit trop et pas assez : comme il le sait bien, il conserve par-devers soi des moyens de contrôle qui lui permettraient en cas de besoin de manipuler le thermomètre. Qu'il se contente de déclarer irrévocable son intention de rétablir la stabilité des prix dans les dix-huit mois. Tout le monde comprendra de quoi il s'agit.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

WASSILY LEONTIEF

Textes et itinéraire

L'économiste qui a marqué notre siècle, et dont le jury du prix Nobel n'a que tardivement reconnu l'exceptionnel mérite, est présenté ici, de façon vivante et originale, par le professeur d'Aix-Marseille Bernard Rosier, qui raille, avec humour, l'économètre avertissant ses lecteurs *« de ne pas prendre au sérieux les conclusions concrètes de l'ensemble de son exercice »*. L'entretien a été conçu à Paris (F. Gèze, O. Pastré, B. Rosier, P. Salama) et réalisé, en français, à New-York, par Michel Juillard.

Trois parties, dont la deuxième, « Itinéraire », aurait peut-être mérité de venir en tête : ayant quitté légalement l'Union soviétique en 1925, Wassily Leontief ne fait pas mention des difficultés que soulevait, à l'époque, l'entrée d'un enseignant étranger à l'université française – A. Einstein devait en être également victime. Toujours est-il que le jeune Russe est allé à Kiel, pour être ensuite appelé aux Etats-Unis, en 1931, où il a publié sa méthode « input-output » (entrevue par Quesnay), devenue universelle.

Viennent ici quelques vues sur ses relations avec des économistes contemporains, notamment Schumpeter et O. Lange, qui deviendra marxiste. Aux Etats-Unis comme ailleurs, la méthode a rencontré les objections des libéraux classiques, qui y voyaient une clef offerte aux interventions d'Etat. Après l'élection d'Eisenhower, le président de la General Motors a fait arrêter les travaux, qui deviennent alors presque clandestins.

Mention est faite pour la France de C. Gruson, mais non de J. Fourastié, premier initiateur. Une faiblesse étonnante, le chapitre sur le progrès technique : le raisonnement de Leontief s'apparente à celui des luddites et des canuts de 1830, contre Jacquard. Sismondi est bien là, mais non l'observation des résultats, non plus que la notion, toujours oubliée, de besoin, non plus que celle, plus ignorée encore, de circuit d'emplois.

Plus poussée, l'observation sur la nécessité, de plus en plus précise, de s'attacher à la répartition des revenus. Mais la connaissance de celle-ci devrait, peut-on ajouter, être complétée par celle des orientations de l'emploi de ces revenus. L'utilisation intégrale de l'input/output reste à faire.

★ *Editions La Découverte*, Paris, 1986, 24 cm, 189 p., 98 F.

MARIE-FRANCE L'HÉRITEAU

Le Fonds monétaire international et les pays du tiers-monde

Le type le plus accompli de ces organismes internationaux, qui sont l'objet d'une malédiction continue, alors que, dans l'hypothèse de leur absence, le cri universel serait : « Qu'attend-on pour créer un organisme qui... » Son fonctionnement nous est présenté par la jeune maître de conférences à Paris, trop sommairement présentée par l'éditeur.

Créé avant même la fin de la guerre, le FMI a connu une croissance continue : 45 membres en 1944, 146 en 1986. Son rôle va d'un soutien limité à la balance des paiements, à des prêts à long terme, même à des pays socialistes. Prêteurs (en dehors des obligations statutaires), certains pays industriels et pétroliers (l'Arabie saoudite).

Division, parfois conventionnelle, en deux parties : « Accès des pays en développement au FMI » et « Politique économique du FMI dans les pays en développement ». C'est que, tout au long de l'exposé, nous voyons le double assemblage d'un pays en quête croissante de ressources et d'un organisme soucieux de l'utilisation qui en sera faite et des chances de remboursement.

Sans être prononcé, le mot « tutelle » vient facilement à l'esprit. Par un mécanisme, déploré à chaque pas, mais naturel, le prêteur est entraîné à s'attacher aux points les plus délicats, tels que la modération des salaires. Les conditions ne sont d'ailleurs, peut-être, pas toujours intégralement écrites et publiées, mais grande discrétion sur ce point !

Cette lutte entre la *vertu* et le *péché* se manifeste sur la balance des paiements, d'abord, puis sur la hausse des prix, appelée improprement *inflation*. Par ailleurs, le FMI se doit à la fois de repousser l'inflation et de proposer des hausses de prix. Particulièrement troublent le cas du change et des effets contradictoires de l'inflation sur la balance des paiements (ventes accrues, mais à plus faible prix).

A l'image du médecin (*« Quand tout le monde prend les médicaments du FMI, la seule chose qui reste à repasser est la petite cuiller »*), succède celle du *« FMI, professeur ou gendarme »* : tout professeur ne doit-il pas se gendarmer parfois et tout bon gendarme ne doit-il pas accompagner sa répression d'un commentaire éducatif ?

Tout est, bien entendu, question de degré, mais la tendance se poursuit, en faveur de l'interpénétration. Au « laissez faire, laissez passer » du bon comte d'Argenson, se substitue le « faites faire, faites passer », combien plus délicat. Un processus à peine engagé.

★ *Editions du Tiers Monde IEDES*, Paris, 1986, 24 cm, 277 pages, 155 F.

BERNARD CHANTEBOUT

Le Tiers-Monde.

Sur un tel sujet et devant un tel titre, nous n'osons jamais attendre une description fidèle des événements survenus et des situations, qui laisserait au lecteur le soin et les moyens de juger. Du moins, l'affectivité latente est-elle, ici, constamment contenue par une observation attentive, accompagnée des nuances nécessaires.

C'est, selon le rite, une vision sombre qui nous est proposée, tant les erreurs, les occasions manquées, sont plus claires à l'esprit que les catastrophes évitées et préalablement annoncées. Fallait-il les laisser mourir ? est-on tenté de répondre aux commentaires alarmistes sur « l'explosion démographique ». Et, cependant, une étude sérieuse confirme que la question ne peut, en aucune façon, être posée.

Sur le rôle des relations entre l'accroissement de la population et la misère, l'auteur semble, du reste, ignorer le document essentiel : les travaux de A. Lefebvre et J.-C. Chesnais, répétés sur plusieurs années, n'ont décelé aucune corrélation. Ces résultats, si religieusement tenus dans l'ombre, peuvent être, pour l'Afrique, rapprochés de ceux d'Esther Boserup. Le drame de l'Ethiopie, en 1984-1985, concernait une région non surpeuplée ; du reste, les « centaines de milliers de morts » cités ici participent de la rumeur plus que de relevés statistiques.

Ces réserves faites, nous trouvons, bien présenté, le complexe des facteurs qui s'opposent à une réussite comparable à celle du Japon, il y a un siècle et, plus tard, de l'Extrême-Orient. Bien analysé, le complexe des conditions qui s'opposent à une réussite démocratique. Du reste, les pays passés au communisme autoritaire ont eux aussi, est-il observé, subi de sévères épreuves. Quelque peu sommaire, la critique contre les machines « mangeuses d'emploi » ; à tout le moins faudrait-il distinguer les progrès de productivité d'origine intérieure de ceux qui sont dus à du matériel importé.

Que le tiers-monde – dont la définition initiale était politique – présente une forte divergence de résultats n'est plus en question. Les organisations internationales distinguent, du reste, les pays « les moins avancés ». Mais, du fait même de cette dislocation, un autre titre aurait pu être choisi pour l'ouvrage. Lecture riche, nourrissante, chaque fois que s'efface l'affectivité.

★ *Armand Colin*, « collection U », Paris 1986, 23 cm. 184 pages, 69 F.

PIERRE BAUCHET

Le Plan dans l'économie française.

Pour traiter ce sujet délicat, nul n'était plus qualifié que le président de Paris-I, blanchi sous le harnois, mais toujours en avant-garde, sans nécessairement être toujours suivi, en particulier pour les comptes régionaux et interrégionaux.

Le Plan est le domaine du paradoxe et des malentendus : classiquement réprouvé par les libéraux, il a été institué, en France, par le grand libéral international Jean Monnet, en 1946, et quelque peu compromis par l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste en 1981. Il reste mal vu par les communistes, partisans de l'économie planifiée. Toute terminologie est délicate, toute idée exige précision.

Deux parties, l'une historique et critique, l'autre prospective et normative : à l'origine, le souci du fondateur Jean Monnet était aussi une quasi-absence de « bureaux » et la *« réunion d'ouvriers, de patrons, de paysans, de fonctionnaires autour de l'idée de modernisation et d'équipement »*. Il en a résulté, cependant, une évolution quelque peu parkinsonienne, peut-être inévitable.

L'évolution des sept Plans, de 1946 à 1981, suggère-t-elle bien l'idée de « déclin » comme il est annoncé ? N'allons pas jusque-là. La bureaucratie est limitée à deux cents personnes, et les trois fonctions – éclairer, arbitrer, coordonner – semblent correctement remplies.

C'est dans la deuxième partie, « Vers d'autres Plans », qu'apparaissent les observations fondamentales. Une bonne critique du « multiplicateur » est accompagnée de vues précises sur les récentes années. La profusion des modèles et même la fécondité du « modèle-Protée » DMS ont-elles été techniquement profitables ? On peut en discuter, puisque le *facilisme* des hommes de 1981 (stimuler la demande) aurait été, est-il dit, encouragé par l'oracle DMS.

Le Plan n'a autorité ni sur le gouvernement ni sur le Parlement. A eux de faire face à la montée des revendications et des charges. Eût été appréciée, ici, une simulation, avec scénario approprié d'une perturbation brusque qui surviendrait de l'extérieur.

Bibliographie. Lecture très recommandée.

★ *Presses de la Fondation nationale des sciences politiques* et *Economica*. Paris 1986, 24 cm, 246 pages, 98 F.

هكذا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : légère baisse à 7,10 F

Le dollar subissait de faibles variations, le lundi 9 juin, sur les marchés des changes internationaux. A Paris, la devise américaine se traitait aux alentours de 7,10 F, contre 7,11 F le vendredi précédent à la cotation officielle, tandis que le deutschemark cotait 317,80/318,20 (contre 318,42). A Francfort, le billet vert cotait 2,23/2,25 DM (contre 2,23 DM vendredi). On notera au passage que les réserves de change de la Bundesbank ont baissé de 400 millions de deutschemarks pendant la semaine du 25 au 31 mai dernier, pour s'établir à 58,4 milliards de deutschemarks. Pendant la même période, les engagements à l'étranger se sont accrus de 600 millions de deutschemarks, à 22,6 milliards de deutschemarks.

Carburants : nouvelle hausse fiscale

Le prix des carburants à la pompe augmentera d'environ 2 centimes, par suite de la hausse, à compter du mardi 10 juin à minuit, du taux de la taxe spécifique sur certains produits pétroliers, publiée par le *Journal officiel* du dimanche 8 juin. Cette augmentation servira au financement d'une nouvelle tranche de grands travaux, notamment routiers, par le Fonds spécial de grands travaux (FSGT).

LE PREMIER MINISTRE ET L'EMPLOI

« Nous ne ferons pas de miracles »

De notre envoyé spécial

Egletons. – Chômage; emploi ont été les maîtres mots du discours prononcé, le samedi 7 juin à Egletons (Corrèze), par M. Jacques Chirac devant un parterre d'employeurs des travaux publics et de Corréziens, à l'occasion du baptême de la quarantième promotion de l'EATP (Ecole d'application aux métiers des travaux publics).

Qualifié d'« *inégalité la plus grande* » qui fait peser « *un risque de déstabilisation inquiétant contre notre société* », le chômage ne pouvait être mieux illustré que par l'évolution du bâtiment et des travaux publics, victimes d'« *une véritable hécatombe* ». « *Nous sommes arrivés au moment où la réaction s'impose* », a affirmé M. Chirac en explicitant l'action entreprise par son gouvernement. « *Il appartient maintenant aux entreprises de concrétiser cette orientation* », a-t-il déclaré en rappelant le plan en faveur de l'emploi des jeunes et en saluant au passage les formules qui réalisent « *le rapprochement de l'école et de l'entreprise* ». « *Ce n'est pas un pari hasardeux (...) que d'organiser la liberté de l'entreprise*, a-t-il ajouté (...). *La politique nouvelle que je poursuis repose sur une idée simple naguère peut-être un peu oubliée. l'idée que l'embauche passe par l'entreprise.* »

A l'appui de cette démonstration, M. Chirac a évoqué toutes les actions déjà menées avec le souci d'en atténuer l'interprétation. « *Qu'on ne me dise pas que je favorise telle classe, tel groupe ou telle profession. Le gouvernement n'agit ainsi qu'en fonction d'un seul impératif, celui de garantir à chaque citoyen le droit le plus essentiel, son droit au travail.* » Selon lui, les salariés n'ont pas à redouter le pire.

Simplification de la réglementation

Soulignant que par le passé bien des mesures avaient été prises « *pour protéger les travailleurs et s'étaient retournées contre eux* », le premier ministre a énuméré les dispositions sociales prévues et s'est attaché à prouver qu'elles ne contenaient rien de préoccupant. « *D'une complexité ridicule, la réglementation sera simplifiée pour les contrats à durée déterminée, l'intérim et le travail à temps partiel.* » Mais, a-t-il ajouté, « *nous ne forçons personne* ».

L'objectif est de « *faciliter l'embauche sans précariser la situation des travailleurs* ». A propos de l'aménagement du temps de travail, M. Chirac a rappelé son credo : « *J'attache un prix essentiel au maintien et au développement de la politique contractuelle qui doit demeurer le fondement de notre politique sociale.* » « *Qui peut croire, en effet, qu'il appartient à l'Etat de s'immiscer jusque dans les détails dans les rapports sociaux de notre pays ?* », a-t-il déclaré avant de demander « *à ceux qui en sont responsables, qui représentent les travailleurs et les employeurs, de définir ensemble leur communauté d'intérêts* ».

Ajoutant qu'il n'y « *a pas de bonne politique contre les intérêts des travailleurs* », le premier ministre a évoqué l'utilisation optimale des moyens de production, puis « *la réforme des seuils sociaux* », avant de s'exprimer sur l'autorisation administrative de licenciement. Sur ce sujet explosif, il s'est efforcé de rassurer toutes les parties en présence. « *C'en est bien fini d'une procédure bâtarde où l'administration se substituait en toute illégitimité aux responsabilités des chefs d'entreprise. La mesure est irréversible* », a-t-il dit à l'adresse des employeurs, en calmant aussitôt leur ardeur : « *Le reste relève de la négociation* », et le gouvernement veut ménager « *aux partenaires sociaux une phase de négociation essentielle à ses yeux* ».

M. Chirac s'est bien gardé de conclure que sa politique économique porterait nécessairement ses fruits pour l'emploi. « *Je ne ferai pas de prévisions sur les chiffres je sais que nous ne ferons pas de miracles.* »

A. Le.

Réunion de famille

Dans son fief corrézien, devant un auditoire – celui des entrepreneurs de travaux publics – qui lui était acquis, M. Jacques Chirac a voulu marquer une pause. Il n'est plus question de demander au patronat de se mobiliser pour soutenir l'action ministérielle. L'alarmisme n'est plus de mise. Si les chefs d'entreprise embauchent, ce sera parce qu'ils l'estimeront nécessaire. « *On ne peut demander plus de liberté et en même temps imposer* », expliquera le premier ministre.

Les orientations économiques et l'environnement législatif étant du seul ressort de l'action gouvernementale, ce raisonnement s'applique particulièrement à la politique sociale. Mais encore faut-il, et le premier ministre y fera explicitement référence, que les avantages accordés aux uns ne se traduisent pas par des reculs pour les autres. Les travailleurs, les salariés doivent être rassurés.

Pour ce faire, M. Chirac réclame le développement de la politique contractuelle. Si « *l'accord national doit être exceptionnel* », les accords de branche et la concertation dans les entreprises doivent devenir la règle. « *Je ne vais pas me substituer aux partenaires sociaux, c'est le problème des professionnels* », précisera le premier ministre, ajoutant : « *Je ne puis que me réjouir quand je les vois s'engager dans des négociations* ».

Cette profession de foi n'avait rien de fortuit. M. Jean-Louis Giral, dirigeant de la Fédération nationale des travaux publics et hôte de M. Chirac, vient justement d'ouvrir des conversations avec les syndicats sur les conséquences de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Ce que le CNPF se refuse à faire avant l'adoption définitive de la loi ou sa promulgation. En outre, M. Giral est, au sein de l'organisation patronale, un adversaire déclaré de M. Yvon Gattaz, président du CNPF.

La cérémonie d'Egletons a fourni l'occasion à quelques personnalités en vue du monde patronal de faire, par leur seule présence, la démonstration de leur communauté de vues. Cette fête des travaux publics a réuni M. Dromer, président de l'Association française de banques, M. Dermagne, président de la Fédération du commerce, et M. Yvon Chotard, ancien vice-président du CNPF et rival de M. Gattaz. Au cœur de la Corrèze, ce 7 juin, c'était une réunion de famille.

ALAIN LEBAUBE.

Les prix seront totalement libérés au début de l'année prochaine

confirme M. Balladur

« *Je considère qu'en deux ans nous aurons les moyens – nous avons les moyens, de redresser l'économie française* », a déclaré M. Edouard Balladur, dimanche soir 8 juin, au « Grand Jury RTL-*le Monde* ».

A la question qui lui était posée de savoir s'il n'avait pas été trompé par le CNPF, qui est maintenant plus vague sur les embauches qui vont être faites – le chiffre de 367 000 avait été avancé, – M. Balladur a répondu : « *Ce que nous avons fait, nous l'aurions fait de la même manière en toute circonstance. Je ne regrette absolument rien de ce qui a été fait. Je constate simplement que, pour que les choses produisent toutes leurs conséquences, il faut un certain temps.* »

Interrogé sur le coût élevé des crédits aux petites et moyennes entreprises, qui ne peuvent accéder au marché monétaire, le ministre a déclaré : « *Cette situation* (...) *est dans une certaine mesure et à certains égards regrettable. Je souhaite effectivement que le crédit aux petites entreprises puisse baisser de façon substantielle pour les aider dans leurs investissements. J'ai demandé que l'on étudie les mesures nécessaires en la matière. On doit me faire des propositions à ce sujet dans les jours où les deux semaines qui viennent.* »

Le fait d'inciter fiscalement les Français à investir dans la pierre ne risque-t-il pas de nuire à la Bourse et donc à l'industrie ? « *La construction et le bâtiment se portent mal en France. Nous construisions 500 000 logements par an il y a une dizaine d'années. Nous en sommes à 300 000 pour cette dernière année. Il fallait donc absolument prendre une série de mesures en faveur du bâtiment. C'est absolument indispensable, car, dans une ville comme Paris, le problème du logement redevient un problème extrêmement grave. Donc, il fallait prendre des mesures à cet égard.* »

M. Balladur a confirmé que tous les prix seraient libérés « *au début de l'année prochaine* », qu'un droit nouveau à la concurrence serait « *établi au mois d'août ou au mois de septembre* » et que, pour éviter des dérapages sur les services, des « *accords* » seront établis « *avec toutes les professions* » de façon à réaliser « *une sortie échelonnée dans le temps* », l'objectif général restant celui d'une hausse des prix de 2,4 % en moyenne annuelle.

Après avoir souligné qu'il n'était « *pas question de cesser immédiatement toute subvention aux chantiers navals* », M. Balladur a donné quelques précisions sur les nationalisations : « *Je tiens beaucoup à ce que les salariés des entreprises privatisées soient propriétaires d'une partie de l'entreprise – nous avons fixé la règle des 10 %. Il faut prendre des mesures pour éviter que le capital étranger ne prenne une part trop importante dans les entreprises qui seront privatisées. Nous prévoirons également des plafonds à cet égard. Il faut enfin éviter que ces entreprises n'aient une propriété trop répartie, trop émiettée, ce qui aurait pour conséquence de les rendre vulnérables à des tentatives de prises de contrôle. C'est donc une opération infiniment plus complexe que l'opération de nationalisation. Mais je suis décidé à ce que l'on privatise deux sociétés avant la fin de l'année.* »

L'Etat gardera-t-il un droit de veto ? » « *L'Etat pourra conserver entre ses mains une action lui permettant de veiller à ce que les choses se passent bien durant une période transitoire. Ce ne sera pas le cas général, ce sera un phénomène exceptionnel. Il sera bon de le prévoir dans le texte, comme l'a indiqué le ministre délégué* ».

Pour conclure, M. Balladur a déclaré qu'il avait « *le ferme espoir et la ferme volonté de commencer en 1987 la baisse des impôts sur le revenu promise* » mais qu'il fallait d'abord commencer par réduire le déficit budgétaire. Quant au transfert à terme des finances à Bercy, celui-ci n'est pas remis en cause, pas plus que le projet du Grand Louvre, « *auquel je suis attaché depuis longtemps* ».

Les 40 milliards de francs d'économie de M. Chirac

(Suite de la première page.)

L'énormité des sommes mises en jeu a toujours incité les partis politiques, quand ils sont dans l'opposition, à beaucoup exagérer les capacités du pouvoir en place à économiser. Le thème du gâchis, du train de vie dispendieux de l'Etat, des fonctionnaires inutiles, a souvent été exploité. Il l'est d'autant plus que, depuis dix ans, la croissance économique s'étant beaucoup ralentis, les recettes fiscales rentrent plus parcimonieusement, rendant à la fois plus difficile et plus nécessaire une bonne gestion des deniers de l'Etat.

A y regarder de plus près, on s'aperçoit pourtant qu'il est très ardu de réduire rapidement, et de façon importante, les charges de l'État, comme M. Reagan et M[me] Thatcher en ont fait l'amère expérience.

La dette publique dépend des taux d'intérêt – qui ne baissent que lentement – et de la réduction du déficit budgétaire. Sur les rémunérations versées aux 2,5 millions de fonctionnaires (1,9 million sans les armées), il est théoriquement possible de faire des économies. Sur leur nombre, d'abord : M. Chirac a annoncé une réduction de 1,5 % des effectifs, soit 15 000 à 20 000 postes supprimés, puisque cette mesure exclurait le personnel enseignant (au-dessus de la troisième) et les forces de sécurité. Sur les traitements et les retraites ensuite, qui, s'ils étaient de nouveau partiellement bloqués l'anné prochaine – est-ce l'intention de M. Chirac, qui parle de pause catégorielle ? – ferait économiser quelques milliards de francs à l'Etat.

Sur le train de vie de l'Etat, déjà sérieusement malmené depuis quelques années, très peu d'économies sont, en revanche, à attendre ne serait-ce d'ailleurs qu'à cause de la faiblesse des sommes concernées (25 milliards de francs). Sur les subventions de fonctionnement aux établissements publics, il est théoriquement possible de couper, mais en sachant que plus de la moitié des sommes en cause vont à la recherche et représentent pour l'essentiel des salaires. Sur les armées (195 milliards de francs), la droite a trop reproché aux socialistes – avec raison – d'avoir pris beaucoup de retard sur la loi-programme pour qu'il ne soit pas possible d'en rajouter, si l'on peut dire.

Restent deux masses très importantes ds dépenses : les inverventions de l'Etat et ses dépenses d'équipement.

Sur les 320 milliards de francs de dépenses dites d'intervention, 100 milliards sont de nature économique. Mais on y trouve, pêle-mêle, une vingtaine de milliards de francs versés à la SNCF, 7,5 milliards aux Charbonnages, 11 milliards versés à l'agriculture pour le soutien des marchés, 5,5 milliards pour l'amortissement de la dette contractée lors des nationalisations, 25 milliards de francs de bonification d'intérêt, 22,5 milliards d'aides à l'emploi sous forme de pré-retraites, contrats de solidarité, etc.

Dans cette longue liste, le seul poste peut-être sur lequel des économies sont possibles est celui des bonifications (quand un crédit est consenti à taux privilégié, l'Etat couvre la différence avec le prix du marché). En réduisant leur nombre, M. Bérégovoy avait agi en ce sens, aidé en cela par la baisse des taux d'intérêt.

Ces efforts devraient permettre d'économiser des sommes non négligeables en 1987, de l'ordre de 2 milliards de francs sur les exportations, un peu moins de 1 milliard sur l'investissement par ailleurs (3). Encore faudrait-il que l'actuel gouvernement ne revienne pas sur cette politique, somme toute très sage, comme il vient de le faire – et avec quelle ardeur – pour les prêts aux agriculteurs et au logement, contredisant en cela ses déclarations sur la rigueur budgétaire et sur les libres forces du marché.

Les autres interventions de l'Etat sont de nature sociales. Elles représentent 150 milliards de francs. On y retrouve, là encore, pêle-mêle, les pensions des anciens combattants pour 26 milliards de francs ; le Fonds national de solidarité (les personnes âgées) pour 22 milliards de francs ; les compensations aux régimes de retraite pour 36 milliards de francs (dont 12,5 milliards de francs pour la SNCF, qui n'a pas que 240 000 actifs pour 400 000 retraités) ; l'allocation aux adultes handicapés pour 13,5 milliards de francs ; le Fonds national de chômage pour 20 milliards de francs ; les remboursements à la RATP et à la SNCF-banlieue des réductions consenties sur les tarifs des transports pour 5,5 milliards de francs ; les aides au logement pour 15 milliards de francs.

Enfin, l'Etat dépense encore 70 milliards de francs sous forme d'interventions diverses, allant de certaines dotations aux collectivités locales (15 milliards de francs notamment pour la dotation générale de décentralisation) aux aides à l'enseignement privé (20 milliards de francs), en passant par la formation professionnelle (11 milliards de francs).

Les dépenses d'équipement public représentent quant à elles 80 milliards de francs, soit moins de 10 % du budget de l'Etat, une somme très mince, même si l'on doit tenir compte du fait que la France a maintenant réalisé l'essentiel des grands équipements qui lui faisaient défaut à la fin de la deuxième guerre mondiale. Dans ces 80 milliards de francs, on trouve des crédits allant au logement – encore – des aides à la recherche (15 milliards de francs sur un total de 41 milliards), les grands chantiers du président et surtout les aides à l'industrie pour un total de 20 milliards de francs, essentiellement sous forme de dotations en capital et de concours (sidérurgie, aéronautique, pâte à papier, etc.).

Pas très réaliste

L'analyse détaillée des dépenses de l'Etat est utile. Elle montre bien que toute amputation importante des crédits dont dispose tel ou tel ministère aurait des conséquences considérables. Certaines actions de l'Etat contre la pauvreté, le chômage ou d'autres favorisant les personnes âgées, l'enseignement, les handicapés, les agriculteurs, seraient remises en cause. C'est bien ce qui arriverait si les dépenses d'intervention étaient réduites de 20 % en francs courants, comme l'a demandé M. Chirac à ses ministres.

Non pas qu'il soit impossible de réduire les charges publiques. Le gouvernement pense notamment aux aides de toutes sortes versées à l'industrie qu'on peut évaluer à 85 milliards de francs, dont 38 milliards d'aides sectorielles. MM. Chirac et Balladur visent aussi les dépenses des collectivités locales que l'Etat subventionne à hauteur d'une centaine de milliards de francs (4). Encore faudrait-il procéder méthodiquement, ce qui implique une action réfléchie, constante, étalée sur des années et excluant les actions spectaculaires.

Entre 1970 et 1979, par exemple, le nombre des fonctionnaires a augmenté d'un chiffre compris entre 15 000 et 25 000 personnes par an. Après le raz de marée du 1981-1982, (85 000 emplois créés en deux ans), les effectifs ont diminué : de 10 000 durant les deux années 1984-1985. Cette cadence est probablement la bonne. Peut-être faut-il l'accélérer légèrement ; mais passer brusquement à une réduction d'emplois de 15 000 à 20 000 personnes par an n'apparaît pas très sérieux, ne serait-ce que pour éviter des chocs en retour ultérieurs et ces à-coups si préjudiciables à la qualité de l'embauche. La fonction publique n'a pas fini de payer le prix des embauches précipitées qui ont suivi mai 1968, notamment dans la police et dans l'enseignement.

Pour toutes ces raisons, il n'apparaît pas très réaliste d'annoncer – sinon par volonté tactique – des économies de dépenses aussi importantes que celles avancées par MM. Chirac et Balladur.

Si celles-ci devaient tout de même être retenues dans le projet de budget pour 1987, il y a fort à parier qu'elles dissimuleraient, à côté d'économies réelles, quelques-unes de ces habiletés de présentation – voire quelques débudgétisations – que la droite avait tant reprochées et à juste titre aux socialistes (l'utilisation des milliards tirés de la privatisation donnera lieu à d'intéressants débats).

A moins que M. Balladur, pour rester tout à fait sérieux, ne prenne beaucoup plus de temps que prévu pour tenir les promesses fiscales inscrites dans la plate-forme électorale UDF-RPR.

ALAIN VERNHOLES.

(3) L'Etat bonifie 45 milliards de crédits : 18,7 milliards pour le logement, 6 milliards pour l'agriculture, 7 milliards pour l'exportation, 7,5 milliards pour l'industrie, le solde étant constitué par les pertes de recettes fiscales entraînées par l'exonération de l'épargne déposée sur les livrets A.

(4) Dotation globale de fonctionnement, 70 milliards de francs ; dotation générale de décentralisation, 11 milliards de francs ; dotation globale d'équipement, 5,3 milliards de francs ; fonds national de péréquation pour la taxe professionnelle, 4,5 milliards de francs ; remboursement par l'Etat aux collectivités locales d'une partie de la taxe d'habitation, 3,8 milliards de francs...

MONNAIES

La BRI est hostile à la mise en œuvre de « zones cibles » de change

La Banque des règlements internationaux (BRI) se prononce dans son rapport annuel publié le lundi 9 juin pour une « *approche graduelle* » des problèmes monétaires, et contre toute mise en œuvre « *prématurée* » d'un système de « *zones cibles* » pour les taux de change.

La « *banque des Banques centrales* » des pays industrialisés estime qu'une telle approche, « *combinant recommandations verbales, interventions sur le marché des changes et signes visibles d'actions coordonnées, semble constituer, pour l'instant, la seule option réaliste* ».

La BRI affirme que la mise en œuvre « *prématurée d'un système, même édulcoré, de zones cibles, dans un contexte d'importants déséquilibres de balances de paiement* » comporterait des « *dangers* » de déstabilisation. En outre, relève-t-elle, les « *critères à utiliser* » pour définir « *une structure d'équilibre* » des taux de change « *n'apparaissent pas évidents* ». Toutefois, une approche coordonnée pourrait « *à plus long terme déboucher, le cas échéant, sur des modifications plus systématiques* », sans nécessité de « *rechercher des accords formels* ».

La BRI souligne, d'autre part, « *l'évolution favorable* » de la conjoncture économique internationale, qui « *permet d'espérer que de nombreux problèmes encore en suspens pourront être sinon résolus, du moins atténués* ». Elle met en garde cependant contre les facteurs de hausse des coûts qui subsistent et sont marqués par « *l'ampleur fortuite de la baisse du prix du pétrole* ». Et si elle estime que la menace que constitue l'endettement des pays en développement pour le système bancaire « *est moins aiguë qu'il y a quelques années* », elle s'impatiente de voir le plan Baker d'aide accrue aux pays les plus endettés mis en œuvre par plusieurs pays débiteurs.

SOCIAL

Mme Barzach annonce un « plan pour la famille »

« *Le gouvernement travaille à « un plan d'action globale pour la famille* », qui pourrait être arrêté avant la fin du mois de juin, a annoncé, le samedi 7 juin, Mme Michèle Barzach, ministre délégué à la santé et à la famille, au cours de l'assemblée générale de l'Union des associations familiales (UNAF), réunie à Angers. Le président de l'UNAF, M. Roger Burnel, avait souligné que « *même si la situation démographique de la France était équilibrée, il faudrait une politique familiale* » pour aider les familles à faire face à leurs charges. Selon son président, l'UNAF souhaiterait ne pas avoir à choisir entre une aide préférentielle envers les familles défavorisées et une aide à l'ensemble des familles.

Le plan famille qui, selon Mme Barzach, doit faire l'objet d'un arbitrage « *dans les jours qui viennent* », devrait avoir cinq axes, actuellement en discussion : « *chercher un effet démographique significatif* », en encourageant la naissance du troisième enfant, aujourd'hui rare, « *restituer au système des prestations familiales sa cohérence, sa simplicité, son rôle propre et son efficacité* », rendre mieux compatibles la vie familiale et la vie professionnelle, « *renforcer la prise en considération des paramètres familiaux dans les politiques en matière de logement, d'école et d'emploi* », enfin « *rétablir la neutralité de l'impôt sur le revenu vis-à-vis des familles* ».

L'aide au troisième enfant consisterait en une extension de l'allocation parentale d'éducation accordée au parent qui suspend son activité professionnelle pendant un an ou deux pour élever un troisième enfant, et en une meilleure prise en compte des enfants de rang 3 et au-delà dans le calcul des impôts (sur le revenu et impôts locaux). Pour concilier l'activité professionnelle et la vie de famille, le ministre « *souhaite* » *une prise en charge assez importante des frais de garde des jeunes enfants* ». Enfin, le problème de l'égalité devant l'impôt des couples mariés et non mariés sera « *discuté au Parlement à l'occasion de la loi de finances pour 1987* ».

Plus généralement, Mme Barzach a souligné que « *le rôle de l'Etat n'est pas de définir ce que doit être la famille, mais de créer des conditions morales, éthiques et économiques qui incitent à créer un couple et à avoir envie d'élargir leur famille quel que soit le mode de vie qu'ils aient choisi* ».

L'assemblée générale de l'UNAF a réfléchi à l'exercice de la tutelle sur les prestations sociales : 78 unions départementales gèrent ainsi le budget de 17 982 familles. Si la moitié sont des couples mariés, plus d'un quart sont dirigées par des femmes seules, ayant souvent pour toute ressources les prestations familiales. Les mères sont souvent jeunes ou même très jeunes : la moitié ont entre vingt-cinq et trente-quatre ans, et les deux tiers moins de trente-quatre ans. Les trois quarts ont deux, trois ou quatre enfants. Considérée à l'origine comme une sanction, la tutelle apparaît de plus en plus comme « *un coup de main aux familles en difficulté* ».

● **Salon Hydroplan : les journées internationales de l'eau à Marseille.** — Organisé autour de deux colloques « L'eau, la ville et le développement » et « L'automatisation des irrigations », le troisième Salon international de l'hydraulique agricole et urbaine et du développement rural, Hydroplan 86 se déroule jusqu'au 15 juin à Marseille, au parc Chanot. L'association Hydroplan, regroupe environ soixante-dix spécialistes de l'hydraulique, employant cent mille personnes et représentant un chiffre d'affaires de 24 milliards de francs.

★ Renseignements : service Hydroplan Safim, parc Chanot, BP 2, 13266 Marseille, Cedex 8 France. Tél. : (16) 91-76-16-00.

La CFDT relance une réflexion collective sur l'adaptation du syndicalisme

En durcissant, ces dernières semaines, ses critiques à l'égard de la politique de M. Chirac, M. Edmond Maire a sans doute réussi à calmer le jeu interne, à la veille d'un bureau national important, qui se tient du mardi 10 au jeudi 12 juin, à Bierville, dans la région parisienne. Mais il a surtout voulu apaiser, un an après le congrès confédéral de Bordeaux, les inquiétudes qui ont resurgi autour de l'évolution de la CFDT. Le 22 mai dernier, dans son interview au *Monde*, M. Maire a ainsi annoncé que le bureau national de juin allait « *définir des axes de travail pour toute la CFDT, afin que ce soit bien la collectivité des militants qui non seulement mette à jour notre syndicalisme mais définisse les grandes lignes de l'avenir du syndicalisme* ».

M. Maire répondait directement à une lettre adressée début avril par douze membres (sur trente-neuf) du bureau national demandant un débat vraiment collectif. Une démarche inédite mais assez improvisée. Le 4 mars, *CFDT-Aujourd'hui* publiait un article — à fort retentissement — du secrétaire général s'interrogeant sur l'entreprise et l'anticapitalisme. Quelques semaines plus tard, douze dirigeants de fédérations et d'unions régionales (1) décident d'adresser une courte lettre à la commission exécutive, le « gouvernement » de la confédération. Qu'écrivent-ils ? Ils critiquent la forme du message de M. Maire — présenté par-dessus la tête des militants lors d'une conférence de presse, et demandent un débat sur l'état de la confédération, son évolution et son projet pour déboucher sur une réflexion réellement collective sur l'adaptation du syndicalisme.

Les « douze » — que certains appellent les « *douze apôtres* » (mais, comme dit l'un d'eux, « *il n'y a pas de grand prêtre* ») — ne constituent ni un « club » ni un regroupement des minorités, et encore moins un rassemblement d'opposants (les organisations les plus oppositionnelles à M. Maire étant, comme Hacuitex, absentes du « groupe »). Ils ne tiennent pas de réunion, et, en définitive, ne forment pas un groupe homogène. D'accord pour critiquer certaines méthodes de direction de M. Maire, ils veulent avant tout un vrai débat. Comme l'explique un des « douze », M. Alain Chupin, secrétaire général de la fédération du gaz et de l'électricité (FGE) : « *On veut que le débat soit porté par l'intérieur de l'organisation et non par l'extérieur. L'adaptation ne doit pas se faire dans quelques sphères. Les organisations prennent conscience qu'elles doivent produire elles-mêmes des propositions, et non se contenter d'amender des textes confédéraux.* »

La démarche des « douze »

La démarche des « douze » donne cependant le sentiment que depuis le congrès de Bordeaux, où M. Maire avait réussi à rééquilibrer sa majorité autour de ceux qui, comme la chimie ou la région Rhône-Alpes, ne voulaient pas que le projet CFDT soit sacrifié à l'adaptation, la confédération a fait, sur ce débat important, du sur-place. Le succès était certes ambigu puisque la commission exécutive, dominée par les « pragmatiques », n'était pas à l'image de cette majorité rééquilibrée, mais il était difficile d'imaginer qu'un an après la CFDT se retrouverait exactement devant les mêmes questions qu'au congrès.

Conforté par le récent congrès de la FGE à Bourg-en-Bresse, où il a obtenu sur son quitus (73,93 %) six points de plus qu'il y a trois ans, M. Chupin symbolise bien l'inquiétude de militants qui acceptent de jouer le jeu de l'adaptation mais sans faire « *table rase du passé* ». Ainsi, dans sa résolution, la FGE affirme : « *Il s'agit pour nous d'approfondir notre analyse de la société actuelle, d'actualiser notre projet de société, de redéfinir nos conceptions du plan et de l'entreprise* » et de « *mieux définir ce que nous concevons comme socialisation des entreprises* ». Une voie parmi d'autres... mais dès qu'il s'agira d'aborder le fond du débat et l'actualisation du projet CFDT, les chemins des « douze » risquent de se séparer.

Pour M. Chupin, il faut « *baliser le terrain. Il y avait besoin d'un rééquilibrage fort, mais il ne faudrait pas qu'on bascule de l'autre côté. Il y a ceux qui sont attachés aux dogmes de 1970, mais cela ne permet pas d'avancer, et ceux qui s'adaptent à l'air du temps et qui risquent de nous emmener là où nous ne voulons pas aller.* » C'est pour répondre à de telles préoccupations et éviter à la fois la dérive dogmatique et la dérive moderniste que M. Maire a accepté de lancer au bureau national de Bierville des « axes de travail » permettant à toute la CFDT, et pas seulement à lui et à la commission exécutive, de s'impliquer dans l'adaptation.

Un tel débat va conduire la CFDT jusqu'à son congrès confédéral de 1988 à Strasbourg — en mai ou en novembre, c'est-à-dire au moment de la date théorique de l'élection présidentielle ou après, — un congrès qui, si les propositions de son bureau national sont adoptées, sera d'un type nouveau. La CFDT veut en effet modifier la règle du jeu en réduisant de douze à cinq mois le temps de préparation, en organisant des débats par thèmes, en présentant des résolutions plus nombreuses et plus courtes, en envisageant de faire sanctionner l'activité passée de l'équipe dirigeante et les orientations pour les trois ans à venir par un seul vote sur une résolution. La CFDT serait ainsi la première à modifier le lourd ordonnancement d'un congrès syndical...

Ce congrès sera d'autant plus important qu'il se situera six mois ou un an avant le départ de M. Maire et l'arrivée d'un nouveau secrétaire général. Cette décision a déjà été prise, et la question de la succession, qui apparaît en toile de fond dans les débats internes, sera de nouveau abordée par un bureau national début 1987. Mais, là aussi, les interrogations et les inquiétudes ne manquent pas chez les militants. Les responsables de fédérations et d'unions régionales entendent dire leur mot sur le choix du successeur. Une volonté que l'on retrouve parmi les « douze », même si, là encore, ils ne se retrouvent pas tous derrière la bannière d'un postulant. Certains se sentent proches de M. Pierre Héritier, secrétaire national, le seul au sein de la commission exécutive qui symbolise le rééquilibrage de la majorité de Bordeaux (avec des sensibilités proches de la chimie et de Rhône-Alpes), d'autres de M. Jean Kaspar, connu pour son pragmatisme. D'autres encore souhaiteraient un « ticket Héritier-Kaspar »...

M. Maire prend en compte ces souhaits, tout en mettant en avant Mme Nicole Notat. Et en sachant que certains responsables rêvent d'un « patron » qui viendrait d'une fédération, comme M. Chupin — qui n'affiche pas une telle ambition — ou M. Masson (santé). Mais l'un et l'autre ont le handicap de ne pas être actuellement à la commission exécutive. Pour accéder au secrétariat général, ils devraient y entrer au congrès de 1988 ce qui laisse peu de temps pour se préparer à prendre les commandes.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Parmi les « douze », on trouve la chimie, la FGE, les PTT, la construction-bois, les Pays de Loire, l'Aquitaine, l'Alsace, la Lorraine, Rhône-Alpes. En juillet, *CFDT-Aujourd'hui* doit publier d'autres articles de dirigeants fédéraux sur l'adaptation du syndicalisme. En réponse à M. Maire...

Les régions françaises « se vendent » aux Japonais

Une délégation d'hommes d'affaires, d'industriels et de financiers japonais vient de quitter la France après un séjour de près de deux semaines. Elle a parcouru plusieurs régions, notamment celles où sont déjà installées des usines nipponnes (comme l'Aquitaine et la Bretagne), mais n'est pas allée en Rhône-Alpes, – ce qui est regrettable étant donné le potentiel économique et technologique de cette région, la deuxième après l'Ile-de-France.

Organisée à l'initiative du ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI), en coopération avec la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), cette opération visait à attirer en France des investissements japonais, notamment dans les régions où les difficultés de l'emploi sont les plus criantes. Rendant compte de cette visite, M. Tomoo-Miyazaki, numéro deux de la Banque de Tokyo, et chef de la mission, a indiqué que les hommes d'affaires japonais avaient pu s'entretenir en tête-à-tête (les Japonais disent « genou à genou ») avec plusieurs responsables de conseils régionaux et des patrons d'entreprise. Ils ont, d'autre part, été reçus par quatre ministres, notamment par M. Balladur (1).

Numéro un en Europe

Selon M. Miyazaki, les conditions fiscales, financières et sociales que rencontrent les industriels étrangers voulant investir en France *« ne sont pas contraignantes »* même si elles sont relativement plus lourdes, d'un point de vue de procédure administrative, qu'en Grande-Bretagne ou qu'en RFA. Au moment où le gouvernement envisage de réduire, voire de supprimer les aides pour inciter les entreprises à créer des établissements nouveaux donc des emplois, les ministres seront intéressés de savoir que, selon les Japonais, *« les aides financières notamment les aides de la DATAR sont déterminantes »*. Enfin, M. Miyazaki a précisé que les industriels japonais envisageaient de plus en plus d'investissements à forte valeur ajoutée alors que jusqu'à maintenant ils se sont plutôt cantonnés dans les activités d'assemblage.

La France est devenue – après une longue « léthargie » le premier pays d'Europe pour l'accueil des investissements industriels nippons : 22 unités de production nouvelles depuis trois ans, au lieu de 12 au Royaume-Uni et de 7 en RFA. Aujourd'hui, il y a 40 usines (ou sociétés de service) japonaises en France employant 10 200 personnes, au lieu de 37 en Grande-Bretagne (12 400), 23 en Espagne (11 600 dont 6 600 pour Nissan à Barcelone), 31 en RFA (9 200). Le tableau ci-contre illustre cette situation. Installés naguère à la périphérie de l'Europe, les Japonais préfèrent désormais son centre, comme en témoigne par exemple la décision d'installation récente de Sony à Ribeauvillé en Alsace ou de Panasonic en Lorraine du Nord.

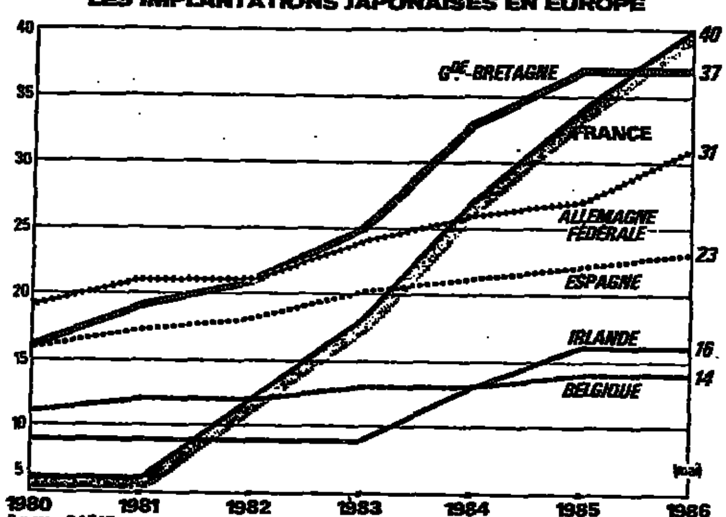
Presque toutes les régions ont maintenant des implantations japonaises, sauf le Massif Central et la région Rhône-Alpes. Les régions du Sud-Ouest en ont 9, l'Ouest 6, la Normandie 5, le Nord 3, l'Est 7, l'Ile-de-France 6, le Centre 2, et le Sud-Est 2.

La *quasi-totalité* des établissements japonais se situe à l'ouest d'une ligne Colmar-Carcassonne.

F. GR.

(1) Il s'agissait de la trente-septième mission de ce type organisée par le MITI à l'étranger, la dixième en Europe, et la première en France.

LES IMPLANTATIONS JAPONAISES EN EUROPE



A LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPARATION AUTOMOBILE

M. Puijalon remplace M. Bernasconi

De notre correspondant

Aix-les-Bains. – Après vingt et une années passées à la tête de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobiles (CSNCRA), M. René Bernasconi, âgé de soixante-dix ans, a cédé la présidence du syndicat patronal. Réuni en congrès du 5 au 7 juin à Aix-les-Bains, le conseil national de la CSNCRA a désigné à sa place M. Jean Puijalon, qui a occupé jusqu'alors les fonctions de vice-président – et qui était le « poulain » de M. Bernasconi (*le Monde* du 17 mai). Ce dernier ne décrochera pas totalement de la CSNCRA, puisqu'il représentera la Chambre syndicale auprès des organisations interprofessionnelles , au travers d'une délégation permanente, votée par le congrès, lui permettant de demeurer notamment à la tête de la Confédération générale de la petite et moyenne entreprise (CGPME).

L'autre liste conduite par M. Henri Royer de Linclays, président de Paris-Ile-de-France de la CSNCRA, entendait *« réintroduire la démocratie dans le syndicalisme patronal »*. Privée du droit de s'exprimer dans la presse professionnelle dépendant de la chambre, privée d'accès jusqu'au 26 mai au fichier des grands électeurs, mais aussi interdite – comme la liste adverse – de la possibilité de s'exprimer devant les congressistes, la liste de M. Royer de Linclays, qui se voulait *« rénovatrice »* n'aura finalement obtenu que 57 voix contre 249 à la liste conduite par M. Puijalon.

En coulisse, la bataille fut âpre, la liste « contestataire » n'hésitant pas à dénoncer *« une gérontocratie qui veut conserver ses rhumatismes »* et qui *« n'a jamais, en vingt ans, donné un réel coup de pinceau à la Chambre »*. Il était reproché également à M. Bernasconi de n'avoir pu obtenir la liberté des prix dans le domaine de la réparation automobile.

C. F.

ENTREPRISES

Un avion signé MBB et General Electric

Le *motoriste américain* General Electric et le constructeur aéronautique allemand Messerschmitt-Bolkow-Blohm (MBB) ont signé un accord pour le développement d'un avion de transport régional. Celui-ci emporterait environ quatre-vingts passagers. Il serait disponible en 1995 et serait équipé d'un moteur à hélice rapide de la nouvelle génération. MBB projette d'associer la Chine à la construction de ce nouvel appareil baptisé MPC-75, concurrent de l'ATR-72 franco-italien.

Accord franco-allemand pour les instruments de vol

Deux équipementiers aéronautiques, SFENA (France) et Nord-Micro (RFA), s'allient pour développer et commercialiser un nouveau système informatique embarqué. Avec leur IFS-86 (Instrument Flight System), les deux firmes espèrent prendre 20 % d'un marché mondial évalué à 2 milliards de dollars dans les quinze prochaines années. L'IDS-86 sera proposé pour les avions de taille moyenne et pour les hélicoptères.

Sanofi met l'accent sur les Etats-Unis

Le deuxième groupe pharmaceutique français Sanofi, filiale d'ELF-Aquitaine, veut accentuer son développement international par une politique d'acquisitions. A commencer par les Etats-Unis où Sanofi compte acquérir une société locale. A cet effet, elle a sollicité et obtenu de ses actionnaires l'autorisation d'émettre à hauteur d'un montant maximal de 1,6 milliard de francs, diverses formes de titres (obligations à bons de souscriptions d'actions, obligations convertibles, certificats d'investissements...). Bien décidé à faire de 1986 l'année des Etats-Unis où Sanofi compte *« mobiliser les quelques milliards de francs nécessaires à cette acquisition »*, le groupe envisage de porter à plus de 1,2 milliard de francs ses dépenses de recherche et développement qui avoisinaient le milliard de francs en 1985.

Le GAN s'implante au Japon via Yasuda

Le Groupe des assurances nationales (GAN) vient de signer un accord avec Yasuda Fire and Marine Insurance Company aux termes duquel le deuxième groupe nippon d'assurances dommages facilitera l'implantation et le développement du GAN au Japon. Le groupe japonais qui se situe dans les dix premières compagnies mondiales dans sa catégorie, a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de près de 900 millions de yens (plus de 35 milliards de francs) et qui appartient au groupe Fuyo (Canon, la Banque Fuji, Hitachi, Nissan, Marubeni, Kubota, les aciéries Nippon Kokan...) fêtera l'année prochaine son centième anniversaire.

La Banque Worms reprend une filiale londonienne de l'American National Bank

Sous réserve de l'accord de la Banque d'Angleterre, la Banque Worms reprendra l'activité et le personnel de l'Agence de Londres de l'American National Bank and Trust Company of Chicago, filiale de la First Chicago Corp. La Banque française, qui dispose déjà de trois agences à l'étranger (New-York, Hongkong et Singapour) et deux filiales en Italie et au Brésil, inscrit cette opération dans sa stratégie de développement sur les grands marchés financiers internationaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

This announcement appears as a matter of record only — *April 16, 1986*

FF 400,000,000

REPUBLIC OF FINLAND

7 ¾ per cent Bonds due 1996

Issue Price: 100 1/2 per cent.

Application has been made to list the Bonds on the Luxembourg Stock Exchange.

The Bonds will initially be represented by a temporary certificate which will be deposited with a common depositary for Cedel S.A. and Euroclear on or about May 6th, 1986 which will be exchangeable for definitive Bonds on or about August 6, 1986.

Banque Nationale de Paris

Credit Suisse First Boston Limited	Dresdner Bank Aktiengesellschaft
Algemene Bank Nederland N.V.	Banque Bruxelles Lambert S.A.
Banque Indosuez	Caisse des Dépôts et Consignations
Citicorp Investment Bank Limited	Crédit Commercial de France
Crédit Lyonnais	Daiwa Europe Limited
Deutsche Bank Capital Markets Limited	EBC Amro Bank Limited
Goldman Sachs International Corp.	Kansallis Banking Group
Morgan Guaranty Ltd	Morgan Stanley International
Postipankki	Société Générale
Swiss Bank Corporation International Limited	Union Bank of Finland Ltd
Union Bank of Switzerland (Securities) Limited	S.G. Warburg & Co. Ltd.

FINOVECTRON — NATIO-INNOVATION

DU CAPITAL RISQUE POUR GIGA INSTRUMENTATION

A l'occasion d'une récente augmentation de capital, la société GIGA INSTRUMENTATION voit se renforcer ses fonds propres de près de 10 millions de francs. Les sociétés de capital-risque FINOVECTRON et NATIO-INNOVATION, ainsi que des fonds communs de placement à risque (dont certains de la BNP et de la SOCIETE NANCEIENNE ET VARIN BERNIER), assurent ainsi à GIGA INSTRUMENTATION les moyens de ses ambitions.

La société, spécialisée dans les instruments de mesures hyperfréquences (pour le domaine de la communication, radar, etc...), entend continuer à croître dans ce secteur où elle a déjà acquis une belle notoriété.

Après avoir réalisé plus de 60 MF de chiffre d'affaires en 1985, GIGA compte prendre une place de leader dans ce créneau grâce à son analyseur de spectre programmable, le GA 4000, annoncé à la presse en Janvier 1986.

GFF

GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

L'assemblée générale ordinaire du Groupement foncier français s'est tenue le 2 juin 1986 sous la présidence de M. Bertrand Balaresque.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui ont dégagé un bénéfice net, après impôts, amortissements et provisions, de 6,905 millions de francs, en hausse de 70 % par rapport à celui de 1984.

A cette occasion, le président a fait le point de l'activité de l'exercice écoulé, et des cinq premiers mois de 1986 en forte progression par rapport à la même période de l'exercice précédent, et qui garantit, pour l'exercice en cours, un résultat au moins équivalent à celui de 1985.

Le Groupe s'est en outre enrichi, depuis le début de 1986, de deux importants ensembles de gestion et de syndic d'immeubles, l'un à Lyon, l'autre à Paris, et a mis en œuvre une nouvelle SICOMI au capital initial de 200 millions de francs.

L'action du GFF, qui valait 250 F en 1983 et 336 F en 1984, était estimée en valeur comptable à 404 F au 31 décembre 1985. C'est sur cette base, qui ne tient compte ni de la valeur du fonds de commerce ni des plus-values latentes du patrimoine, que les actionnaires pourront exercer, d'ici le 20 juin prochain, l'option du versement du dividende en actions qui leur a été offerte par l'assemblée générale.

Celle-ci a également ratifié la nomination comme censeur de M. Michel Pariat, en remplacement de M. Claude Rivé.

AUSSEDAT REY

L'assemblée générale extraordinaire du 5 juin 1986 n'ayant pu se tenir, faute de quorum, les actionnaires sont convoqués à nouveau pour le 24 juin 1986. L'assemblée générale extraordinaire se tiendra au siège social, 1, rue du Petit-Clamart à Vélizy-Villacoublay (Yvelines), vers 10 h 30, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour 9 h 30.

SICOTEL

Société immobilière et de construction hôtelière

L'Assemblée générale ordinaire réunie le 29 mai 1986, sous la présidence de M. Serge Houssin, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 59 743 327,55 F. Elle a décidé la distribution d'un dividende de 24 F par action (contre 22,50 F pour l'exercice antérieur) qui sera mis en paiement à compter du 1er juillet 1986.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a approuvé plusieurs nouvelles opérations, pour un montant de 45 MF, qui devraient prochainement s'ajouter aux 46,6 MF d'engagements signés par SICOTEL depuis le début de l'année, répartis par moitié entre crédit-bail et location simple.

AFFAIRES

EN BOURSE

SCREG : le pari de Bouygues

Par achats en Bourse, Bouygues a porté à 51 % sa participation dans le capital de la SCREG, assurant, ainsi, ses arrières (on ne sait jamais) pour mener à bien le renflouement de cette société, lourdement endettée, déficitaire de 1,7 milliard de francs, et désormais sans fonds propres. Pour les reconstituer, son capital va être augmenté de 1,2 milliard de francs, dont Bouygues fournira 80 % essentiellement par abandon de créances. Elles ont été rachetées à 65 % de leur valeur (1,5 milliard de francs) au consortium de banques conduit par la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale et Indosuez, qui, elles-mêmes, ont prêté 700 millions de francs à Bouygues, sur douze ans, avec trois ans de différé, et lui ont versé 15 % des 2 milliards de francs de cautions consenties à la SCREG.

En échange, Bouygues termine les chantiers et prend à sa charge les cautions. L'opération est « audacieuse », selon Francis Bouygues, avec des aléas sur les chantiers étrangers. *« Un minimum de risque »*, en revanche, sur SCREG-Routes et sur les filiales Colas et SAGER, *« belle organisation »*. Objectif : retour aux bénéfices en 1987 (100 millions à 200 millions de francs en 1988).

Tout cela devrait coûter, au maximum, 500 millions de francs à Bouygues, qui apporte, outre la prise en charge des cautions, ses hommes, son organisation et sa trésorerie (près de 4 milliards de francs). Les banques font l'essentiel de l'effort financier, mais elles auraient pu prendre plus de 2 milliards de francs en cas de dépôt de bilan de la SCREG.

F. R.

ÉNERGIE

SELON L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

Les stocks des compagnies pétrolières sont au plus bas depuis treize ans

Les stocks pétroliers détenus par les compagnies devraient tomber à la fin du mois de juin à leur plus bas niveau depuis treize ans. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, dans son dernier bulletin mensuel de conjoncture, les stocks des compagnies, dégonflés par cinq mois de déstockage continu (janvier à mai), devraient représenter, le 1er juillet, 309 millions de tonnes, soit seulement soixante-douze jours de consommation.

Depuis le premier choc pétrolier, ils n'étaient jamais tombés à cette période de l'année en dessous de soixante-quinze jours de consommation (en 1979).

La faiblesse des stocks des compagnies, jointe à la reprise prévue de la consommation et au plafonnement de la production des pays non membres de l'OPEP, devrait permettre à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole de maintenir d'ici à la fin de l'année un rythme d'extraction nettement supérieur à l'an passé.

Selon le *Market Monitoring Bulletin*, publié chaque mois par la société Enerfinance, la demande adressée à l'OPEP devrait atteindre 17,5 millions de barils/jour en juin et 17,7 millions en juillet, pour retomber en août à 17 millions de barils/jour, soit près de 20 % de plus que l'an dernier à la même époque.

L'AIE, qui prévoit une hausse de la consommation d'environ 3 % d'ici à la fin de l'année et de 2,5 % au total en 1986 par rapport à l'an passé, estime que la production de l'OPEP a été supérieure de 1,7 million de barils/jour, soit environ 10 %, en moyenne au cours du premier trimestre par rapport à l'an passé. En revanche, la production des pays non membres de l'Organisation aurait diminué de 0,2 million de barils/jour au cours de la même période, soit 0,7 % de moins que l'an passé.

Ces statistiques montrent que la stratégie de reconquête des parts de marché adoptée par l'OPEP depuis décembre 1985, si elle a entraîné une chute des prix de près de moitié, a été relativement efficace. Elle a permis aux pays de l'Organisation d'accroître notablement leur production et leurs ventes aux dépens des autres producteurs. La reprise de la demande devrait favoriser la conclusion d'un accord au sein de l'OPEP lors de sa prochaine conférence ordinaire, le 25 juin à Brioni (Yougoslavie) a indiqué le ministre indonésien du pétrole, le 6 juin.

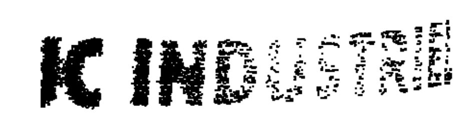
« Les choses ont changé, a-t-il dit, *la production OPEP nécessaire pour faire face à la demande mondiale aux troisième et quatrième trimestres cette année sera plus élevée »*, ce qui permettra de relever le plafond prévu et de répartir des quotas pays par pays. Quant aux prix, qui oscillent actuellement autour de 13 dollars le baril, ils devraient augmenter jusqu'à 17 ou 18 dollars, mais pas avant la fin de l'année, a prédit le ministre.

FFAIRES

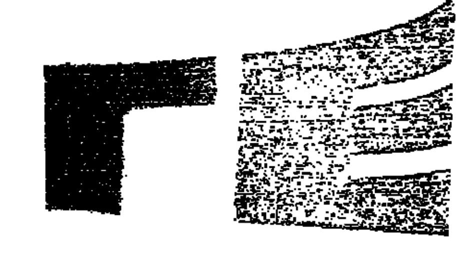
EN BOURSE

CREG

ERGIE



IC INDUSTRIE





chinsor

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 29 mai
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	418 647
dont :	
Or	210 183
Disponibilités à vue à l'étranger	125 914
ECU	65 276
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 293
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 486
dont :	
Concours au Trésor public	25 640
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	140 737
dont :	
Effets escomptés	77 888
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	65 537
5) DIVERS	15 137
Total	672 546

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	206 361
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 653
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	45 968
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	90 781
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	44 662
5) ECU A LIVRER AU FECOM	62 693
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 868
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	8 081
Total	672 546

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

	30 mai	6 juin
Valeurs franç. à revenu variable	132,7	126,3
Valeurs industrielles	129,5	123,5
Valeurs étrangères	110,6	107,4
Pétroles-Énergie	132,8	129,7
Chimie	124,2	117,9
Métallurgie, mécanique	131,6	123,9
Électricité, électronique	128,4	121
Bâtiment et matériaux	141,3	138,1
Ind. de consommation non alimentaire	129,5	123,1
Agro-alimentaire	124,8	118,5
Distribution	128,1	120
Transports, loisirs, services	131,3	124,9
Assurances	160,7	146,8
Crédit banque	160,6	149,4
Sicomi	120,9	117,1
Immobilier et foncier	129,5	127,8
Investissement et portefeuille	143,3	134,2
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	110,1	108,5
Emprunts d'État	107,2	106,3
Emprunts garantis et assimilés	111,3	109,7
Sociétés	109,4	108,3
Base 100 en 1949		
Valeurs françaises à revenu variable	3 006,85	2 880,6
Valeurs étrangères	3 554,88	3 451,8
Base 100 en 1972		
Valeurs françaises à revenu variable	433,88	412,7
Valeurs étrangères	480,88	465,8
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	126,61	124,7
Emprunt d'État	122,52	120,3
Emprunts garantis et assimilés	128,10	128,2
Sociétés	127,12	125,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	354,6	337,2
Produits de base	236,2	227,9
Construction	313,1	304,6
Biens d'équipement	330,4	309,9
Biens de consom. durables	417,3	404,7
Biens de consom. non durables	409,9	385,4
Biens de consom. alimentaires	348,5	331,6
Services	309,7	296,9
Sociétés financières	582,5	544
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	311,8	299
Valeurs industrielles	320,4	306,1
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	281,3	268,7

AUTOUR DE LA CORBEILLE

M. GATTAZ ET LA BOURSE. – *« La montée de la Bourse de Paris de façon régulière et rapidement croissante a fait que cela ne pouvait durer »*, a indiqué M. Yvon Gattaz, président du CNPF, à Tarbes, où il poursuivait son tour de France des confédérations patronales. *« Une Bourse n'est pas faite pour aller toujours dans le même sens, il lui arrive de descendre, puis de remonter après. Ces mouvements s'étaient produits auparavant à New-York, Londres et Francfort ; on ne s'en est pas étonné. En revanche, on s'est considérablement étonné de ce qui s'est passé sur la place de Paris. On a tout de suite pensé qu'il s'agissait d'un phénomène plus profond, plus politique, plus structurel. Je ne le pense pas. Je ne dis pas que la Bourse va continuer à monter avec la même rapidité que précédemment, ce serait anormal ; mais en tout cas, ce qui s'est produit n'est pas directement lié à la santé des entreprises qui se serait brutalement détériorée. Nous pouvons témoigner que ce n'est pas le cas. »* – *(Correspondant.)*

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	5 juin
Valeurs françaises	127,3
Valeurs étrangères	107,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	5 juin	6 juin
Indice général	338	337,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 9 juin .... 7 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6 juin	9 juin
1 dollar (en yens)	167,75	167,20

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	2 047
5 %	62	1 726
3 % amort. 45-54	....	2 548
Emp. 7 % 1973	7862	..
Emp. 8,80 % 77	123 80	0 382
9,80 % 78/93	103 90	8 860
8,80 % 78/86	101	4 267
10,80 % 79/94	108 10	8 167
13,25 % 80/90	110 75	0 145
13,80 % 80/87	107 75	8 847
13,80 % 81/89	113 80	5 407
16,75 % 81/87	110 62	12 390
16,20 % 82/90	123 25	6 436
16 % juin 82	124 40	15 912
E.D.F. 7,8 % 61	155 30	5 648
E.D.F. 14,5 % 80-92	112	0 322
Ch. France 3 %	165	..
CNB Bques janv. 82	103 40	4 639
CNB Paribas	105 25	4 639
CNB Suez	108 30	4 639
CNI janv. 82	103 30	4 639
CRH 10,90% déc.85	112	4 273

BOURSE DE PARIS Comptant — 6 JUIN

Cours relevés à 17 h 30

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	444	413
A.G.F. (St Cent.)	7910	7140
André Roudière	258	247 70
Applic. Hydraul.	547	545
Arbel	130	128
Astorg	250	250
Avenir Publicité	1615	1566
Bain C. Monaco	475	450
Banque Hypoth. Eur.	500	450

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 6/6

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Cours relevés à 17 h 30

c : coupon détaché ; • : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1510	4,5 % 1973	1580	1585	1585	+ 0 31
....	C.N.E. 3%	....	....	....	....
320	Elf-Aquitaine	291	300 50	299 10	+ 2 78
310	– (certific.)	272 50	273	273	+ 0 18
30	East Rand	28 30	27 20	27 05	– 4 41
300	Electrolux	269 80	271	271	+ 0 44
255	Ericsson	260	257	262	+ 0 76
425	Exxon Corp.	431	438	438	+ 1 62
585	Ford Motors	384	384	376	– 2 08
73	Freegold	60 10	59 50	59 50	– 0 99
92	Gencor	76	74 20	74 20	– 2 36
580	Gén. Electr.	585	590	583	– 0 34
475	Gén. Belgique	443	444	444	+ 0 22
565	Gén. Motors	568	558	558	– 1 76
48	Goldfields	46 50	46 30	46 10	– 0 86
43	Gd Metropolitan	42 20	42 10	42 20	....
62	Harmony	58 50	58 35	58 30	– 0 34
220	Schlumberger	226	227 20	226	....
88	Shell transp.	86 40	84	84 c	– 2 77
1970	Siemens A.G.	1951	1946	1946	– 0 26
150	Sony	146	146 20	146	....
173	T.D.K.	167 80	168	167	– 0 47
17 50	Toshiba Corp.	17 55	17 60	17 60	+ 0 28
1350	Unilever	1335	1324	1324	– 0 82
360	Unit. Techn.	358	354	355	– 0 83
420	Vaal Reess	395	390 50	390 50	– 1 13
400	Volvo	416 50	413 50	410	– 1 56
210	West Deep	186 40	185 10	185	– 0 75
425	Xerox Corp.	430 50	425	425	– 1 27
1 33	Zambia Corp.	1 35	1 31	1 25	– 7 40

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 188	7 110	6 800	7 400
ECU	6 845	6 842	....	....
Allemagne (100 DM)	318 410	318 420	309	328
Belgique (100 F)	15 595	15 598	15	15 850
Pays-Bas (100 fl.)	283 040	283	274 500	291 500
Danemark (100 krd)	86 140	86 080	82 500	90
Norvège (100 k)	93 600	93 570	91 600	97
Grande-Bretagne (£ 1)	10 687	10 705	10 400	11 100
Grèce (100 drachmes)	5 100	5 066	4 900	5 700
Italie (1 000 lires)	4 647	4 644	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	385 270	386	373	393
Suède (100 krs)	99 120	98 850	97	102 500
Autriche (100 sch)	45 320	45 330	44 500	46 450
Espagne (100 pes.)	4 986	4 988	4 650	5 350
Portugal (100 esc.)	4 734	4 735	4 500	5 400
Canada ($ can 1)	5 165	5 104	4 900	5 350
Japon (100 yens)	4 213	4 226	4 050	4 230

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/6
Or fin (kilo en barre)	79100	78250
Or fin (en lingot)	79200	78450
Pièce française (20 fr)	531	532
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	518	505
Pièce latine (20 fr)	465	460
Souverain	580	583
Pièce de 20 dollars	3040	2965
Pièce de 10 dollars	1450	1450
Pièce de 5 dollars	900	.....
Pièce de 50 pesos	3005	3030
Pièce de 10 florins	475	475
Or Londres	341 50	341 50
Or Zurich	341 50	341 50
Or Hongkong	341 40	341 60
Argent Londres	5 12	5 14

Le Monde

L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT

Un prêt garanti par l'Etat

Nouveau rebondissement dans l'affaire Carrefour du développement : l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci au ministère de la Coopération. M. Yves Chalier, a bénéficié, par l'intermédiaire d'une association, d'un prêt garanti par l'Etat pour l'acquisition et la réfection d'un château, le domaine d'Ortie, situé à Salbris (Loir-et-Cher).

Dans le milieu de la coopération, personne n'ignorait l'existence de ce château, qui devait être utilisé pour des stages de formation de cadres africains. Les personnes informées semblaient néanmoins ignorer les conditions pour le moins étonnantes de cet achat. Trésorier de Carrefour du développement, association subventionnée par le ministère de la coopération, M. Chalier a acquis, en juillet 1985, ce domaine du dix-neuvième siècle au nom d'une autre association La Promotion française – créée le 27 mars précédent – pour un million de francs.

Un prêt de 2,3 millions de francs pour financer cet achat et les travaux de remise en l'état du château, partiellement détruit par un incendie en mars 1978, est accordé à la Promotion française par la FINEMEP (Financement des sociétés d'économie mixte et des établissements publics) en juillet 1985. Cette information, révélée par *le Figaro* et *Valeurs actuelles*, a été confirmée le lundi 9 juin par un responsable de la FINEMEP : celle-ci n'accorde de prêts que s'ils sont accompagnés d'une garantie publique.

Pour ce prêt sur quatorze ans, d'un taux de 11,8 % et remboursable à partir de juin 1986, selon ce responsable, l'Etat a apporté sa garantie par le biais d'une lettre d'accompagnement signée par le ministre de la coopération de l'époque, M. Christian Nucci. Les spécialistes relèvent, cependant, qu'une telle demande d'emprunt ne peut se faire sans la signature du contrôleur financier du ministère de la coopération et d'un haut responsable du ministère des finances.

Selon ce responsable de la société FINEMEP, l'établissement bancaire a assuré une partie du financement prévu, *« le reste étant couvert par des subventions »* correspondant à ce qui est l'apport personnel dans le cas d'un emprunt par un particulier. C'est la première fois qu'il est fait mention de subventions à l'association la Promotion française, qui, fondée par M. Chalier et Mme Marie-Danielle Bahisson, sous-préfet, avait un objet beaucoup plus large que la seule promotion de l'aide au développement.

Acheté avec un emprunt garanti par l'Etat, le domaine d'Ortie est finalement vendu en décembre pour le même prix à une société civile immobilière dont les deux associés sont M. Chalier et Mme Bahisson.

C. L.

M. Jospin plaide pour la « modernisation » et « l'ouverture » du PS

« Si vous voulez que François Mitterrand soit notre candidat, ne le lui demandez pas dès maintenant, vous ne feriez que l'affaiblir. » Tel est, en substance, l'un des messages que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a lancé à ses amis du courant A (mitterrandistes) réunis à huid clos, samedi 7 juin au gymnase de Massy (Essonne). (*le Monde* daté 8-9 juin). M. Jospin a en effet appelé les mitterrandistes à ne pas être obsédés par l'échéance présidentielle, à ne pas poser le problème trop tôt et à savoir patienter, s'ils veulent la candidature de M. Mitterrand. Le premier secrétaire du PS, qui a rappelé que le parti, en tout état de cause, aurait à désigner son candidat, a souligné que l'unité du courant A est son meilleur atout pour peser face aux autres courants, et donc pour obtenir que son candidat soit celui du PS.

Tout en admettant des *« différences »* au sein du courant, M. Jospin a constaté qu'il n'y a pas d'*« opinions particulières »* parmi les mitterrandistes et en a tiré la conclusion : *« Il faut,* a-t-il dit, *éviter les structures particulières dans le courant, s'il n'y a pas d'opinions particulières. »*

Le premier secrétaire du PS a rappelé que la tâche immédiate de l'ensemble des socialistes est de commencer à préparer la plateforme présidentielle du parti. Plaidant, selon la formule de l'un des participants, pour *« la modernistaion et l'ouverture »*, M. Jospin a notamment affirmé : *« On doit faire bouger le langage, quand des mots et des concepts ne servent plus, ont été usés. Il ne faut pas avoir peur des faits, à condition de concevoir ce langage autour des valeurs du socialisme. Celles-ci ne sont pas caduques. Mais il faut partir des problèmes vécus, tenir compte des réalités. »*

Une alliance Fabius-Poperen ?

M. Jospin a été rejoint, dans sa volonté d'avoir une *« approche concrète »* des problèmes, par la plupart des intervenants. L'un des participants, jugeant que, en l'absence d'échéances politiques proches, cette réunion a *« peut-être été la réunion de réflexion la plus importane du courant A »*, a vu à Massy *« des gens qui sont à gauche mais qui sont des réformistes »*.

Parmi les anciens ministes, sont notamment intervenus MM. Laurent Fabius et Pierre Bérégovoy. L'ancien premier ministre a jugé que le PS doit se préoccuper de savoir garder le pouvoir, s'il le reconquiert. M. Fabius a rappelé qu'il ne souhaite pas que le PS devienne un parti social-démocrate ou un parti démocrate à l'américaine.

Pour sa part, l'ancien ministre de l'économie et des finances s'est prononcé pour une *« constellation démocratique »* autour du PS qui doit être, selon lui, *« à l'avant-garde »* de la réflexion économique, *« face aux ultras du libéralisme sauvage et aux conservateurs de l'étatisme pompidolien »*.

Quant à la cohabitation, la plupart des intervenants ont jugé peu probable qu'elle dure jusqu'en 1988, tout en estimant que cet échec ne se produirait pas du fait des socialistes.

Bien que *« très calme »* et marquée par un *« bonne ambiance »*, aux dires de certains des présents, la réunion a été l'occasion d'une sorte de mise au point à propos des initiatives de M. Jean Poperen, numéro deux du PS. M. Poperen, qui a lancé avec ses amis *« l'appel du 23 mars »* (*le Monde* du 25 mars) et a l'intention de créer des *« lieux de rencontre »* autour de cet appel, a suggéré que les thèmes de cet appel soient repris par l'ensemble du courant. M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des fédérations, lui a rétorqué que, en dépit de l'intérêt des thèmes de cet appel, la méthode utilisée par M. Poperen n'est pas la bonne, puisqu'il a entrepris cette démarche en dehors de toute concertation avec les autres dirigeants du courant. Quant à la remarque de M. Jospin, demandant d'éviter les *« structures particulières »* au sein du courant, elle visait directement, selon plusieurs participants, M. Poperen.

En revanche, nous rapporte notre correspondant régional Claude Régent, M. Poperen, qui animait précisément à Feyzin (Rhône), dimanche 9 juin, le premier « lieu de rencontre » de ses proches, membres ou non du PS, a – sans toutefois évoquer directement la réunion de Massy, – fait valoir que MM. Fabius et Bérégovoy ont repris à leur compte la notion de *« contrat pour une nouvelle croissance »* qu'il défend. Certains n'hésitent pas à y voir un rapprochement, voire une alliance, entre MM. Fabius et Poperen.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

Sur le vif

De la confiture pour les veaux

Un lecteur m'a envoyé une coupure du *Monde* sur cette gigantesque motte de beurre, elle pèse un million de tonnes, stockée à grands frais par la Communauté européenne. Ça revient à 7 millions de francs par heure, rien que pour l'emmagasiner, ce beurre. Comme on ne sait pas quoi en faire, on a décidé de le fourguer aux éleveurs, comme ça les veaux pourront en mettre dans leurs épinards. Ce sera pas donné, mais ça coûtera un peu moins cher que de l'entreposer. Il est pas d'accord, mon lecteur. Je l'ai appelé, il trouve pas ça réaliste :

– Bouffer du beurre, ça fait grossir. Les veaux vont finir par ressembler à des vaches, des vaches à lait. Et le lait, ça donne quoi ? Du beurre. Voyez, on n'en sortira pas.

– Qu'est-ce que vous voulez, ils ont bien pensé, j'ai vu ça dans *Libé*, transporter cette montagne de beurre au Groenland pour la mettre au frigo. Mais ça ferait moche dans le paysage. Autre possibilité : la brader aux marchands de canons et en faire de la graisse pour joints de culasse. Ça, ils ont pas osé : les pacifistes auraient gueulé comme des veaux.

– Ah ! ça, sûrement. Mais alors, dites donc, les industriels qui fabriquent des aliments pour les veaux, à qui ils vont les vendre, à présent ? Aux hôpitaux ?

– Ouais, pourquoi pas ? Vous me direz : au lieu de traire les vaches et de transformer leur lait en poudre et en beurre pour les refiler aux veaux, on aurait peut-être pu les laisser sous la mère.

– Non, ça, je vous le dirai pas, chère madame. Faut être raisonnable. On peut pas demander aux ronds-de-cuir de Bruxelles de faire simple quand ils peuvent faire compliqué.

– Pauvres petits veaux, on les élève à la dure quand même. Moi, les miens, je veux dire mes gosses, pour leurs tartines du matin, ils avaient le choix entre beurre et confiture. Eux, la confiture, ils y ont pas droit.

– Ça viendra, il y aura bien des surplus, vous inquiétez pas.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Raymond Barre célèbre Robert Schuman

De notre correspondant

Metz. – M. Raymond Barre, qui participait, le samedi 7 juin, à Montigny-lès-Metz (Moselle) aux cérémonies marquant le centième anniversaire de la naissance de Robert Schuman, a, pour sa première intervention publique depuis les élections du 16 mars dernier, proposé une relance de la construction européenne dans trois directions : l'économie, la défense, la politique.

Arrivé à Metz en train spécial, en compagnie de deux membres du gouvernement, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, et M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, M. Barre a été accueilli par le président du conseil régional de Lorraine, M. Jean-Marie Rausch (CDS, sénateur, maire de Metz).

Il répondait à l'invitation de l'Association des amis de Robert Schuman et du CDS, qui organisaient, en hommage à l'un des pères de l'Europe, une fête devant rassembler quelque deux mille jeunes.

Tout au long de la journée, l'ancien premier ministre s'en est tenu strictement à son sujet. Cette discipline n'excluait toutefois pas l'autoportrait. Ainsi, dans son évocation du défenseur de la réconciliation franco-allemande, M. Barre a déclaré : *« Ce catholique mosellan, comme il se définit lui-même, est toujours resté fidèle à ses convictions en dépit des péripéties de la politique, malgré les critiques et les sarcasmes dont il fut l'objet, même parmi ses amis politiques. Aussi fut-il estimé et respecté de tous, plus peut-être qu'aimé, comme le sont les politiciens, d'autant plus chaleureux qu'ils sont superficiels dans leur opinion et les rapports humains. »*

Le trait est encore renforcé si l'on se réfère aux citations empruntées à Robert Schuman. *« J'écoute les discours, disait-il, mais j'attends les recettes »*, lance l'ancien premier ministre, visiblement à l'adresse de toute la classe politique pour rappeler le passage de Robert Schuman au ministère des finances en 1946.

L'Europe de la défense

M. Barre a également exposé sa vision de l'avenir du Vieux Continent. *« Le pragmatisme et l'imagination »* sont, à ses yeux les clés pour combattre *« l'atonie de l'Europe occidentale »*. M. Barre a souhaité que soit mis sur pied un grand marché intérieur des services et des industries de haute technologie. Ainsi, outre *« l'indispensable réforme de la politique agricole commune, le renforcement du système monétaire européen et du rôle de l'ECU »*, M. Barre considère que le principal défi économique à relever est celui de la transformation des modes de production. Des pas importants ont déjà été faits, selon lui, avec le lancement des programmes européens de recherches ESPRIT, RACE, BRITE et le projet Eurêka.

Reste que *« la politique des champions nationaux doit être reconsidérée »*, affirme M. Barre, en préconisant le développement de l'usage de normes communes, le rapprochement d'entreprises pour *« faire naître le vrai marché unique des matériels de pointe dont l'Europe a besoin »*. La construction européenne passe également par l'accroissement des pouvoirs législatifs de l'Assemblée de Strasbourg.

Face au problème de la défense, M. Barre suggère l'étude de la création auprès du conseil européen d'*« une agence chargée de coordonner les programmes d'armements des pays de la Communauté »*. Il est en effet essentiel, selon lui, que les Européens puissent édifier *« une industrie européenne d'armements hautement spécialisée très performante et capable de concurrencer les industries d'armements des autre pays »*.

« L'Europe de la sécurité est indissociable de l'Europe politique), a-t-il prévenu, avant d'appeler de ses vœux *« une Europe debout (...). En d'autre termes, ni diktat du dehors ni veto du dedans »*.

JEAN-LOUIS THIS.

En Espagne

UN GARDE CIVIL TUÉ AU PAYS BASQUE

Saint-Sébastien (*AFP-Reuter*) – Un garde civil a été tué par balles près de Saint-Sébastien dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 juin. Plusieurs inconnus se sont approchés du véhicule où il se trouvait et ont tiré sur lui. L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué mais la police en attribue la responsabilité à l'ETA militaire. Il porte à onze le nombre des victimes de la violence politique en Espagne depuis le début de l'année.

D'autre part, des incidents violents ont éclaté dimanche soir à Bilbao entre manifestants et policiers, après la mort d'un détenu basque espagnol à la prison de haute sécurité de Herrera-de-la-Mancha, au sud de Madrid. On ne signalait cependant ni blessés ni arrestations. Le détenu, Joseph Asensio, purgeait une peine de neuf ans de prison pour détention d'armes. D'après la police, il aurait succombé à une crise cardiaque.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 9 JUIN

Indicateur de séance (%) : + 1 54

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	369 10	372	372
Agence Havas	1450	1480	1490
Air Liquide (L')	710	719	720
Alsthom	421	423	432
Bancaire (Cie)	1011	1015	1050
Bongrain	1720	1720	1730
Bouygues	1040	1044	1044
B.S.N.	3325	3325	3380
Carrefour	2720	2700	2720
Chargeurs S.A.	1030	1055	1070
Club Méditerranée	498	502	505
Dumez	1190	1205	1210
E.F-Aquitaine	299 10	305	306
Essilor	2515	2570	2570
Lafarge-Coppée	1250	1270	1282
L. Vuitton S.A.	1025	1025	1035
Michelin	2670	2680	2710
Midi (Cie)	5270	5250	5320
Moët-Hennessy	2118	2100	2120
Navig. Mixtes	901	915	945
Oréal (L')	3151	3160	3185
Pernod-Ricard	975	998	987
Peugeot S.A.	890	905	902
Sanofi	647	647	650
Source Perrier	671	678	680
Télémécanique	3000	3000	3010
Thomson-C.S.F.	1170	1200	1222
Total-C.F.P.	356	366	366
T.R.T.	2600	2600	2625
Valéo	465	467	475

Le numéro du « Monde » daté 8-9 juin 1986 a été tiré à 476 605 exemplaires

Deux élections cantonales

NIÈVRE : canton de Montsauche (2e tour).

Inscr., 4026 ; vot., 2894 ; suffr. expr., 2769. M. Lionel Thénault, sans étiq., m. de Montsauche, 1534 voix, *ÉLU* ; M. Patrice Joly, PS, m. d'Ouroux, 1235.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Thénault, dont l'élection, lors du renouvellement de mars 1985, avait été contestée par M. Joly et invalidée par le Conseil d'Etat. Au deuxième tour des élections de 1985, M. Thénault avait obtenu 1049 voix contre 1 033 à M. Joly et 618 à M. Sarrado pour 2700 suffrages exprimés, 3775 votants et 4057 inscrits.

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : inscr., 4027 ; vot., 2698 ; suffr. expr., 2654. MM. Thénault, 1271 voix ; Joly, 856, et Guy Sarrado, PCF, 527.

M. Thénault se succède à lui-même devançant son adversaire de près de 300 voix.

JURA : canton de Saint-Amour (1er tour).

Inscr., 3 607 ; vot., 2 863 ; suffr. expr., 2 241. MM. Lucien Guichard, UDF-CDS, m. de Saint-Amour, 1 082 voix ; Maurice Richemond, PS, 656 ; Roger Giroud, div. g., 337 ; Bernard Gsell, PCF, 104 ; Alain Lafontaine, FN, 62. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Yves Serrières, conseiller général socialiste démissionnaire.

Lors du renouvellement de mars 1982, les résultats avaient été les suivants : au premier tour, inscr., 3 682 ; vot., 2 687 ; suffr. expr., 2 590. MM. Celard, RPR, 1 148 voix ; Serrières, PS, 751 : Giroud, 481 ; Gsell, 210. Au deuxième tour, M. Serrières avait obtenu 1 470 suffrages contre 1 382 à M. Célard.